

Université de Montréal

Politiques publiques, programmes et projets sensibles au
genre : cas de la communauté *Mandjara* au Cameroun

par Laurentine Mouchingam Mefire

Département d'Anthropologie

Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée en vue de l'obtention du grade de
Philosophiæ Doctor (Ph.D.)
en Anthropologie

Décembre 2016

© Laurentine Mouchingam Mefire, 2016

Université de Montréal

Faculté des études supérieures et postdoctorales

Cette thèse intitulée

Politiques publiques, programmes et projets sensibles au genre : Cas de la communauté
Mandjara au Cameroun

Présentée par :

Laurentine Mouchingam Mefire

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Professeure Louise Iseult Paradis : Présidente rapporteuse

Professeur Gilles Bibeau : Directeur de recherche

Professeure Bilkis Vissandjée : Codirectrice de recherche

Professeure Karine Bates : Membre du jury

Professeur Gérard Martin Pekassa Ndam : Examineur externe

Professeure Louise Iseult Paradis : Représentante du doyen de la FESP

Thèse acceptée le : 18 Mai 2017

Résumé

Le regard sur «l’histoire des femmes en Afrique» semble graduellement se tourner vers un nouveau paradigme. **Les nouvelles approches imposeraient-elles qu’une perspective genre soit immanquablement abordée?** Il faut dire cependant que la frontière est ténue entre les deux postures épistémologiques à savoir celle qui affirme d’emblée poser le regard sur «l’histoire des femmes» et celle qui déclare incontinent son intérêt pour les «perspectives de genre». En effet, des passerelles heuristiques permettent d’écrire l’histoire des femmes tout en posant un questionnement en termes de genre. La recherche, aujourd’hui, encourageant d’approfondir les connaissances spécifiques sur les femmes en Afrique dans tous les domaines (santé, éducation, économie, politique, droit), plusieurs études récentes abordent la question des femmes avec une perspective genre. C’est dans ce sillage que s’inscrit la présente thèse ayant aussi pour optique de soutenir que le regard sur les femmes ne soit dissocié de celui sur le genre. La posture épistémologique que choisit d’adopter cette thèse, à savoir poser un regard sur les femmes avec une sensibilité genre, invite à reconsidérer les logiques dichotomiques qui sous-tendent l’approche heuristique entre hommes et femmes, politique et social, privé et public, dominants et dominés. Néanmoins nous n’entrons pas dans le sillage des recherches qui, réfutant la dichotomie véhiculée par la notion de genre, imposent de considérer les transgenres, les travestis, les hermaphrodites.

C’est au prisme du genre que nous avons examiné les processus de construction des identités masculines et féminines, la mobilisation féminine, les phénomènes sociopolitiques, la relation au corps. Nous avons considéré plusieurs déterminants sociaux tels que l’âge, la classe sociale, la catégorie socio-professionnelle, le milieu de vie (urbain, semi-urbain et rural), le niveau d’éducation (lettré et illettré). Nous pensons bien avoir pu pointer les cohérences qui ressortent des trois articles de la présente thèse traitant d’aspects complémentaires par les sujets abordés. En plus d’examiner la place et l’action des femmes dans leur diversité, nous analysons les constructions idéologiques qui assignent aux femmes et aux hommes des rôles précis. Ce processus met en évidence l’impact différencié des politiques et des situations selon le statut de l’individu et les diverses facettes de son identité. Les trois articles s’imbriquent dans l’articulation de cette thèse qui se place donc dans cette

perspective affirmée d'adopter la réflexion sur les questions des femmes avec une sensibilité genre. Cette réflexion est ici appliquée au continent africain à travers des thématiques variées qui participent à la richesse et au renouvellement des approches sur l'Afrique. Les interrogations qui courent à travers les analyses sont organisées en deux (2) thématiques. La première, sous le titre de «Genre : identités et gouvernance (traditionnelle), politiques publiques et mobilisation féminine», est une analyse de la construction de l'identité et de la gouvernance au féminin chez les *Mandjara* du Cameroun; elle pose aussi un regard sur la dynamique associative et son impact sur l'appropriation (ou non) des politiques publiques. La deuxième, sous le titre de «Genre, politiques publiques et santé : la santé comme lieu d'appréhension de la PNGC¹», est un examen de la compréhension et de l'interprétation de l'énoncé de la PNGC sur la santé.

Le modèle non classique d'une **thèse par articles** est celui qui a été adopté par le présent ouvrage qui est structuré ainsi qu'il suit.

La première partie est une description du cadre conceptuel de la recherche. Elle compte une **introduction** incluant les motivations, les intérêts et le contexte de la recherche. **Le chapitre 1** suit avec une analyse critique de la littérature exposant les définitions des concepts et les diverses postures épistémologiques sur les questions des femmes et sur celles de genre. **Le chapitre 2** présente un état des lieux et une problématisation en identifiant les objectifs de la recherche. **Le chapitre 3** conclut cette première section avec la méthodologie qui répond à la question éthique, décrit les outils de collecte de données et indique les limites de l'étude. La deuxième grande partie est une présentation des cinq (5) chapitres dont trois (3) sont des articles, relatifs aux résultats de la recherche. **Chapitre 4** : «Les *Mandjara* : ethnogenèse et identités». **Chapitre 5** : «Les *Mandjara*: un exemple de gouvernance traditionnelle au féminin en Afrique». **Chapitre 6** : «*Cameroon and the gender issue* (article soumis pour publication au journal *Advances in Anthropology (AA)*, le 6 décembre 2016, 08 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée». **Chapitre 7** : «La Politique

¹ Politique Nationale Genre du Cameroun

Nationale Genre du Cameroun : à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes *Mandjara* (article soumis pour publication à la revue *Anthropologie et Sociétés*, le 20 Septembre 2016, 28 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée)». **Chapitre 8** : «Genre et santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes *Mandjara* (article soumis pour publication à la revue *Anthropologica*, le 28 Septembre 2016, 15 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée)». La troisième et dernière partie comprend le **chapitre 9** démontrant la pertinence de l'imbrication des trois articles dans l'articulation de la thèse. Une **conclusion générale** illustre les recommandations issues de l'ensemble des travaux.

Catherine Coquery-Vidrovitch pensait encore récemment que **les chercheurEs africainEs devaient s'investir davantage dans la recherche sur les rapports de genre (principalement en Afrique)**. L'expérience d'un terrain ethnographique au Cameroun, au cœur de la temporalité, de la contemporanéité et de la quotidienneté des femmes et des hommes *Mandjara* des communautés *Bamoun*, *Bafia*, *Nso'* s'est organisée autour de l'effort de découverte de l'Autre et de la familiarisation avec l'altérité de l'Autre. **Qualitative, la démarche méthodologique** s'est faite autour des données documentaires et bibliographiques et d'une combinaison agencée d'observation participante, d'entretiens individuels additionnés à des groupes de discussion. Une démarche auto-réflexive a permis de prendre conscience de la pluralité des points de vue au sein de l'anthropologie. C'est dans cette perspective que l'analyse s'est servie d'une posture pluridisciplinaire, au-delà d'une approche transdisciplinaire, convoquant l'ethno-histoire, l'anthropologie socio-culturelle et médicale, l'anthropologie du politique, des politiques publiques et du genre. La rencontre entre ces disciplines, revendiquant dans le même temps leur spécificité et autonomie disciplinaire, s'effectue par le travail sur des sources variées et l'intégration de la tradition orale comme support légitime.

Ce cheminement doctoral, au cœur de l'anthropologie contemporaine, s'est effectué sur l'horizon des orientations théoriques et méthodologiques qui caractérisent le département d'anthropologie de l'Université de Montréal telles celles de l'anthropologie sociale et culturelle.

Mots-clés : Anthropologie ; Ethnologie; Anthropologie des politiques publiques ; Anthropologie de genre ; Politiques publiques ; Gouvernance; Gouvernance traditionnelle; Femmes; Genre ; Femmes d'Afrique; Leadership féminin; Cameroun; Afrique Subsaharienne.

Le genre féminin : dans l'optique de s'assurer que le genre féminin et masculin soient explicitement inclus dans les propos, la présente thèse choisit de faire usage de la voyelle E majuscule lorsque cela est possible. Autrement et dans un souci d'alléger le texte la forme masculine est employée.

Abstract

The focus on "the history of women in Africa" seems to gradually shifting towards a new paradigm: **would the new approaches have been imposing that a gender perspective should unavoidably been addressed?** It must be said, however, that the boundary between the two epistemological postures is tenuous, namely the one which asserts that its main focus regards "the history of women" and the other which declares its primary interest in "gender perspectives". Indeed, heuristic bridges allow to write the history of women while questioning the gender issue. As nowadays' research is encouraging to deepen specific knowledge on African's women in all areas (health, education, economics, politics, rights), several recent studies address the issue of women from a gender perspective. Therefore the present thesis falls in this wake by also having the preoccupation that the view on women should not be separated from that on gender. The epistemological posture of this thesis, which is looking at women with a gender sensitivity, invites to reconsider the dichotomous logics underlying the heuristic approach between men and women, political and social, private and public, dominant and dominated. Nevertheless, we do not enter into the wake of research which, refuting the dichotomy conveyed by the notion of gender, would impose to consider transgender, transvestites and hermaphrodites.

It is through a gender approach that we have examined the masculine and feminine identities' constructing processes, the feminine mobilization, socio-political phenomena, and the body's relationship. Social determinants such as age, social class, socio-professional category, living environment (urban, semi-urban and rural), level of education (literate and illiterate) were taken into consideration. We believe having been able to point out the coherences which emerge from the three articles of this thesis dealing with complementary aspects through the subjects covered. In addition to examining the place and action of women in their diversity, we seek to analyze ideological constructions that assign specific roles to women and men. This process highlights the differentiated impact of policies and situations according to the status of the individual and the various facets of his or her identity. The three articles are interwoven in the structuring of this thesis, which thus, places itself in the asserted

perspective to adopt the reflection on the women issue with a gender sensitivity. This reflection applies to the African continent through a variety of thematic that contributes to enriching and renewing approaches on Africa. The questions that arise through analysis are grouped into two (2) themes.

The first under the title "Gender: identities and (traditional) governance, public policies and féminine mobilization" is an analysis of the construction of identity and governance female among the Cameroon's *Mandjara group*; It also takes a look at the associative dynamics and its impact on the appropriation (or not) of public policies.

The second, under the title "Gender, Public Policy and Health: Health as a place of apprehension of NGPC²", is a review of the understanding and interpretation of the NGPC statement on health.

The non-classical model of a **thesis by articles** is the one adopted by the present work structured as follows. The first part is a description of the conceptual research frameworks. It includes an **introduction** that states the motivations, the interests and the research context. Then follows **chapter 1** which is dealing with a literature criticism, outlining the definitions of concepts and the various epistemological standpoints on women and gender issues.

Chapter 2 provides an overview and a problematization as well as identifying the research objectives. **Chapter 3** concludes this first section with the methodology which gives an answer to the ethical question, describes the data collection tools and indicates the limitations of the study.

The second part is the presentation of the research outcomes having five (5) chapters of which three (3) are articles. **Chapter 4:** "*The Mandjara: Ethnogenesis and identities*". **Chapter 5:** "*The Mandjara: an example of Africa's female traditional governance*". **Chapter 6:** "*Cameroon and the gender issue* (article submitted for publication in the journal *Advances in Anthropology (AA)*, the 06th December 2016, 08 pages, co-authors Professor Gilles Bibeau and Professor Bilkis Vissandjée". **Chapter 7:** "The National Gender Policy of Cameroon: challenged by the social reality of Mandjara's women and men (Article submitted for

² The National Gender Policy of Cameroon

publication to the journal *Anthropologie et Sociétés*, 20 September 2016, 28 pages, co-authors Professor Gilles Bibeau and Professor Bilkis Vissandjée). "**Chapter 8:** "*Gender and health in Cameroon, when anthropology intervenes in the doctor-patient relationship: a case study of Mandjara's women*" (article submitted for publication to the journal *Anthropologica*, September 28, 2016, 15 pages, co-authors Professor Gilles Bibeau and Professor Bilkis Vissandjée).

The third and last part includes **chapter 9** which demonstrate the relevance of the three articles in the thesis. Then the **general conclusion** illustrates the recommendations resulting from the research work.

Catherine Coquery-Vidrovitch thought until recently that **African researchers should be more involved in research on gender relations (mainly in Africa)**. The experience of an ethnographic field in Cameroon, in the heart of the temporality, the contemporaneity and the daily life of the *Mandjara's women and men of the Bamoun, Bafia and Nso communities* was organized around the effort to discover the Other and familiarity with the otherness of the Other. **Qualitative, the methodological approach** was based on documentation and bibliographic data and an organized combination of participant observation, individual interviews supplemented with group discussions. A self-reflexive approach has made it possible to become aware of the plurality of viewpoints within anthropology. It is in this perspective that our analysis made use of a multidisciplinary standpoint, beyond a transdisciplinary approach, and which called together ethno-history, socio-cultural anthropology and medical anthropology, political anthropology, anthropology of public policy and anthropology of gender. The melting point between these disciplines, which are claiming at the same time their specificity and disciplinary autonomy, is by working on various sources and the integration of the oral tradition as a legitimate support.

This doctoral path, at the heart of contemporary anthropology, was achieved against the background of the theoretical and methodological orientations that characterize the department of anthropology of the *Université de Montréal* such as those of social and cultural anthropology.

Keywords: Anthropology; Ethnology; Anthropology of public policies; Anthropology of gender; Public policies; Governance; Traditional governance; Women; Gender; Women in Africa; Female leadership; Cameroon; SubSaharan Africa.

The grammatical feminine sense: in order to ensure that the feminine and masculine senses of words are explicitly referred to, this thesis has chosen to make use of the capital E whenever possible. Otherwise and in order to lighten the text the masculine form is used.

Table des matières

Résumé.....	iii
Abstract.....	vii
Table des matières.....	xi
Liste des figures	xviii
Liste des sigles	xix
Liste des annexes	xxi
Dédicace.....	xxii
Remerciements.....	xxiii
Hommage à la Professeure Louise Iseult Paradis.....	xxv
Partie I : Cadre conceptuel de la recherche.....	26
Introduction.....	27
1. Biographie intellectuelle dans l’anthropologie contemporaine	27
2. Choisir un modèle de thèse NON classique.....	29
3. Motivations personnelles, contextuelles et structurelles.....	30
4. Contexte de la recherche : données sociodémographiques.....	32
Chapitre 1 Analyse critique de la littérature.....	35
1.1 Introduction.....	35
1.2 Postures épistémologiques sur le féminisme et approches théoriques sur le genre.....	37
1.2.1 Émergence du «féminisme» : définition, genèse et évolution.....	37
1.2.2 Émergence du «genre» : définition, genèse et évolution	43
1.3 Des droits de l’homme aux politiques publiques.....	50
1.3.1 Des droits de l’homme aux droits des femmes	50
1.3.2 Des droits des femmes aux politiques pour les femmes (de genre).....	53

1.4 De la notion de «genre» : États des lieux en Afrique subsaharienne.....	66
1.4.1 Que nous révèle le «genre» de l'époque précoloniale?	68
1.4.2 Que nous révèle le «genre» de l'époque coloniale?.....	69
1.5 Conclusion	71
1.6 Articulation de la thèse	77
Chapitre 2 État des lieux et problématisation.....	78
2.1 Introduction.....	78
2.2 État des lieux.....	79
2.2.1 Situation de la femme camerounaise	79
2.2.2 Éléments constitutifs de la Politique Nationale de promotion du Genre au Cameroun.....	84
2.2.3 Opérationnalisation du concept-outil « genre » au Cameroun : mécanismes d'appropriation sociale et institutionnelle.....	90
2.2.4 Perspective personnelle : parler du « Genre » et spécifier le « Sexe »	92
2.3 Problématisation	94
2.3.1 Problématique de la recherche	97
2.3.2 Questions de recherche	99
2.3.3 Objectifs de la recherche.....	100
2.4 Émergence du cadre de référence : valeur ajoutée d'une perspective épistémologique prenant en compte genre et gouvernance.....	101
2.4.1 Le Fonctionnalisme : un cadre de référence de la cohérence logique	101
2.4.2 L'analyse systémique : autre cadre de référence de la cohérence logique	103
2.4.3 Le modèle axiomatique issue de la perspective systémique élaborée ci-dessus.....	104
2.4.4 L'herméneutique (sémiologie) : un cadre de référence de l'essentiel	105
Chapitre 3 Méthodologie de la recherche.....	106

3.1	Introduction.....	106
3.2	Collecte des données bibliographiques.....	106
3.3	Le déroulement de l'ethnométhodologie : les diverses méthodes de collecte de données avec des précisions sur la quantité pour chacun des types de collecte	107
3.4	Les étapes de l'analyse des données	108
3.4.1	Le processus inductif suivi pour la codification et la réduction des données et la création du cadre de référence	110
3.5	Collecte des données empiriques.....	112
3.5.1	Démarche ethnographique dans la prise en compte des systèmes de pensée	112
3.5.2	Population cible	116
3.5.3	Mode de recrutement des informatrices et informateurs	116
3.5.4	Outils convoqués sur le terrain	116
3.6	Difficultés de la recherche	118
3.6.1	Difficulté conceptuelle.....	118
3.6.2	Difficulté méthodologique.....	119
3.6.3	Difficulté de terrain.....	119
3.6.4	Difficulté conversationnelle.....	120
3.6.5	Difficulté matérielle et financière	120
3.7	L'éthique à la recherche en sciences sociales et humaines.....	120
Partie II : Résultats de la recherche.....		122
Chapitre 4 Les <i>Mandjara</i> : ethnogenèse et identités		123
4.1	Introduction.....	123
4.2	<i>Njiéshe nga ngu Pam, ngu Nso', ngu Bafia</i> : début de l'histoire des pays <i>Bamoun, Nso'</i> et <i>Bafia</i> , version racontée par les <i>Bamoun</i>	125
4.2.1	Organisation des descendants pour le maintien de leurs traditions en pays <i>Mbum</i>	127

4.2.2	Départ de trois princes du pays <i>Mbum</i> pour l'exploration de terres nouvelles et arrivée en pays <i>Tikar</i>	128
4.2.3	Vie et mort du roi <i>Mbuemenkim</i>	128
4.2.4	Stratégie de destitution du roi <i>Morumnta 'Mfombam</i>	129
4.2.5	<i>Yié Nchare Yèn ka fapshe pua pom'aba</i> : séparation de Nchare Yèn d'avec ses frère et soeur	130
4.3	<i>Pâ Nso' mi'</i> : l'histoire des <i>Mandjara</i> racontée par les <i>Nso'</i> , interview du président de <i>Nso'DA</i> et des notables <i>Nso'</i>	132
4.4	<i>Pâ Bafia mi'</i> : l'histoire des <i>Mandjara</i> racontée par les <i>Bafia</i> , interview d'un patriarche et des notables	134
4.5	<i>Â ka pe mè mo liènju'</i> : il était une fois.....	137
4.6	Conclusion : Qui sont donc les <i>Mandjara</i> ? Comment ce peuple s'est-il formé ? Que retenir de l'histoire ?	138
4.7	Perspectives d'avenir	140
Chapitre 5	Les <i>Mandjara</i> : un cas de gouvernance traditionnelle au féminin en Afrique	142
5.1	Introduction et cadre d'analyse.....	142
5.1.1	La notion de gouvernance.....	142
5.1.2	La position des institutions internationales.....	143
5.1.3	Le point de vue de quelques chercheurs	144
5.2	Historiographie de la gouvernance traditionnelle en Afrique.....	146
5.3	La place de la femme dans l'univers politico-traditionnel en Afrique: des leaders traditionnels féminins.....	148
5.3.1	Des femmes sentinelles, guerrières, gardes du corps.....	148
5.3.2	Des reines ayant exercé un pouvoir politique au sein du gouvernement traditionnel de leurs collectivités	148
5.3.3	Les reines-mères	149

5.4 Les sociétés africaines face à l'état-moderne : exclusion des femmes de l'arène politico-traditionnel durant l'occidentalisation de la gouvernance traditionnelle africaine	150
5.5 La place, le rôle et la fonction de la femme <i>Mandjara</i> du Cameroun à l'intérieur de l'organisation socio-politique et traditionnelle	152
5.5.1 Le peuple <i>Bamoun</i>	153
5.5.2 Le peuple Nso	162
5.6 Conclusion : une gouvernance (traditionnelle) à l'Africaine	168
Chapitre 6 Article 1: Cameroon and the Gender Issue	171
Chapitre 7 Article 2: La Politique Nationale Genre du Cameroun: à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes <i>Mandjara</i>	185
Chapitre 8 Article 3 : Genre et Santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes <i>Mandjara</i>	206
Partie III : Discussion et conclusion	231
Chapitre 9 Discussion	232
9.1 Introduction	232
9.2 Genre : identités et gouvernance (traditionnelle), politiques publiques et mobilisation féminine	234
9.2.1 Construction de l'identité et gouvernance chez les femmes <i>Mandjara</i>	234
9.2.2 Les titres qui font gouverner : la ritualisation de la notoriété dans la construction de l'identité	235
9.2.3 Théâtre du genre dans les espaces : socialisation et réglementation, la mise en scène d'une sociabilité formatée	236
9.2.4 La résistance d'une quotidienneté heurtée	237
9.2.5 La dynamique associative peut-elle servir la (bonne) gouvernance et les politiques publiques?	238

9.2.6 Mobilisation féminine et (bonne) gouvernance : «une socio-anthropologie de la gouvernance» au féminin.....	240
9.3 Genre, politiques publiques et santé : la santé comme lieu d’appréhension de la PNGC	242
9.3.1 La réalité sociale observée en milieu hospitalier au Cameroun : le cadre pluriel de la relation de genre et le chemin qui mène aux soignantEs	243
9.3.2 La relation de genre et la relation de soin : quelle place pour les itinéraires thérapeutiques des soignées ?	248
9.3.3 La «problématique» relation de genre entre un gynécologue et une patiente.....	251
9.3.4 Relation de genre et relation thérapeutique en milieu hospitalier : perceptions et représentations	256
9.3.5 Relation de genre et relation thérapeutique : quels en sont les déterminants	271
9.3.6 Relation de genre dans la consultation thérapeutique : une forme de ritualisation	285
Conclusion	296
1. Cheminement doctoral dans l’anthropologie contemporaine.....	296
2. Synthèse.....	298
3. Retour sur les questions et objectifs qui ont guidé la recherche.....	300
4. Contributions	301
Bibliographie globale.....	305
Annexe	320

Liste des figures

Figure 0-1. Carte du Cameroun (source : http://christophe11.chez-alice.fr/MainCartes.html)	33
Figure 0-2. Localisation géographique du Cameroun et couleurs du drapeau	33
Figure 3-1. Quelques vécus au quotidien chez les Mandjara.....	114
Figure 3-2. Observation participante du vécu quotidien chez les Mandjara.....	115
Figure 4-1. Armoiries des Mandjara.....	123
Figure 4-2. Arbre généalogique des Mandjara.	126
Figure 4-3. Émigration des ancêtres des Mandjara de leur terre natale.....	129
Figure 4-4. Arrivée des ancêtres des Mandjara au bord du fleuve Mapé.	130
Figure 4-5. Nchare Yèn (fondateur des Bamoun) brise la barque.	131
Figure 4-6. Séparation des ancêtres des Mandjara au bord du fleuve Mapé.	131
Figure 4-7. Emblème des Nso' représentant la fondatrice Ngonso'.....	133

Liste des sigles

ACAFEJ	Association Camerounaise des Femmes Juristes
ACDI	Agence Canadienne de Développement International
ASMA DLA	Association <i>Mandjara</i> de Douala
BM	Banque Mondiale
BUCREP	Bureau Central des Recensements et des Études de la Population
CEA	Commission Économique pour l'Afrique
CEDAW	Convention on the Elimination of Discrimination Against Women
CEDEF	Convention sur l'Élimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes
CÉRAS	Comité d'Éthique de la Recherche en Arts et en Sciences
CNLS	Comité National de Lutte Contre le SIDA
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CUSS	Centre Universitaire des Sciences de la Santé
DEA	Diplôme d'Études Approfondies
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
ECAM	Enquête Camerounaise auprès des Ménages
FCFA	Francs de la Coopération Financière en Afrique Centrale (UMAC)
FCFA	Francs de la Communauté Financière Africaine (UMOA)
FMI	Fonds Monétaire international
GAD	Gender and Development
GFAC	Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun
ICY	Institut Catholique de Yaoundé
INSC	Institut National de la Statistique du Cameroun
INS	Institut National de la Statistique
INSA	Institut National des Sciences Appliquées
IST	Infection Sexuellement Transmissible
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MINEDUC	Ministère de l'Éducation Nationale

NINFOPRA	Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINREX	Ministère des Relations Extérieures
NEPAD	Nouveau Partenariat pour le Développement
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONU	Organisation des Nations Unies
UCAC	Université Catholique d'Afrique Central
PIPO	Planification des Interventions par Objectifs
PNG	Politique Nationale Genre
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
TDR	Termes De Référence
SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
UdeM	Université de Montréal
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNIFEM	Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme
USAID	United States Agency for International Development
WAD	Women And Development
WID	Women in Development
WRM	Woman's Rights Movement

Liste des annexes

Annexe A – Certificat d’éthique	321
Annexe B – Article 1 (version française) : Le Cameroun et la question de genre	322

Dédicace

À ma mère,

Première femme représentante du Sultan Roi des Bamoun dans le Littoral-Cameroun,

Première femme présidente des femmes Bamoun du Littoral-Cameroun,

Unique...tu m'as faite.

Une lumière, tu seras toujours Matthieu 5 : 14

Remerciements

Le cheminement doctoral ainsi que la rédaction et publication d'une thèse s'accompagnent généralement de l'acquisition d'une expertise et de compétences, de la construction d'un Soi, de la fondation d'une famille autant que de son agrandissement, des moments d'intenses convictions et de doutes virulents, le tout couronné par une seule et unique ambition celle d'obtenir son diplôme de Ph.D et son titre de DocteurE. Ceci a été rendu possible par la présence et le soutien continu de personnes, uniques et précieuses, que j'ai grand plaisir à côtoyer.

En plein Automne au tout début d'un mois de septembre, je foule le sol de l'UdeM; derrière la première porte que j'ouvre au département d'anthropologie, je lance à son occupant : bonjour Monsieur, je suis venue me renseigner pour commencer mon doctorat en janvier; il me répondit : et pourquoi pas tout de suite ? C'était le Docteur Jean-Michel Vidal. Ma profonde reconnaissance lui est adressée.

Merci aux femmes de l'Association *Mandjara* de Douala; leur engagement, leur détermination et leur grande générosité ont été la véritable source d'inspiration de cette thèse. Ma reconnaissance va également à l'encontre de toutes les personnes et personnalités qui ont chaleureusement facilité mon séjour de recherche sur le terrain tant au sein des communautés *Bafia*, *Nso'* et *Bamoun* qu'au Ministère de la Promotion de la Femme et la Famille du Cameroun.

Mes profonds et sincères remerciements à mon directeur le Professeur Gilles Bibeau d'avoir fermement tenu ma main qui à plusieurs reprises a voulu se glisser et s'échapper; sa patience légendaire, son humour, sa connaissance profonde et passionnée de l'Afrique ont dessiné ma trajectoire intellectuelle et définitivement marqué mon positionnement vis-à-vis de la science anthropologique. À cela sont venus enrichir le constant encouragement, la bienveillante disposition et le subtil encadrement de ma co-directrice la Professeure Bilkis Vissandjée qui au final m'a conduite à produire une thèse par articles.

Cette recherche a reçu de nombreuses bourses dont je suis grandement reconnaissante. Je remercie la Faculté des Études Supérieures et Postdoctorales de l'Université de Montréal, le département d'anthropologie de l'Université de Montréal, le Réseau de Recherche en Santé

des Populations du Québec, la Direction des Relations Internationales du Ministère de l'Éducation du Québec, Mitacs, et le Gouvernement du Québec.

Les remarques ingénieuses, judicieuses et pertinemment critiques de mon tendre et merveilleux époux le Docteur Eric Nguwuo' Petuenju' m'ont journalièrement fait progresser...et finir. Attentivement, patiemment et courageusement (pour un ingénieur) il a re-lu chaque page de ma thèse et contribué à davantage préciser son contenu.

Je remercie mes collègues (félicite les DocteurEs, encouragent les prochainEs) car leur présence et soutien ont substantiellement enrichi mon cheminement doctoral.

Merci à mes collègues fonctionnaires du gouvernement fédéral (de bons amiEs j'en compte maintenant plusieurs) qui ont démontré un intérêt renouvelé aux résultats de mes recherches.

Chaque minute de mon quotidien est enrichi par ces personnes toutes particulières; ma famille : avec mes enfants Laurick, Erlau, Eryne, je pouponne, je materne, j'éduque, je ris; avec mon frère Valery je refais le monde...et j'y crois; avec la force tranquille de ma sœur Sylvie j'adoucie mes inquiétudes; avec la créativité de ma sœur Rose-Germaine j'imagine et je réussis à rêver; la fervente fidélité de ma belle-sœur Esther m'a insufflé la persévérance; avec mon beau-frère le Docteur Léandre je me ressource sur le chemin slalomé d'unE DocteurE.

Mes amiEs : avec Richard je grandis; avec Aicha je ris; avec Louisette je prie; avec Grâce-Michelle je m'édifie; avec Sunique...c'est pour la vie.

À toutes ces personnes et à toutes celles à qui je pense aussi, j'exprime ma profonde gratitude.

Hommage à la Professeure Louise Iseult Paradis

Au moment où je dépose cette thèse dans papyrus, j'ai l'impression d'avoir l'insigne honneur d'être l'auteure de la dernière thèse validée par la Professeure Louise Iseult Paradis à titre de Présidente de jury.

Avec l'aval de mon directeur le Professeur Gilles Bibeau et de ma co-directrice la Professeure Bilkis Vissandjée, je me permets d'inclure cette page spéciale pour lui témoigner ma profonde reconnaissance. C'est en béquilles, tel un soldat fidèle à sa tâche jusqu'à son dernier souffle, que la Professeure Louise Iseult Paradis est partie de sa maison de campagne pour venir présider le jury de ma soutenance, le 18 Mai 2017. Alors, même si je suis profondément attristée par la perte causée par son départ, je me sens privilégiée car Professeure Louise Iseult Paradis a fait de moi une personne honorée et bénie.

Professeure Louise Iseult Paradis, que votre âme repose en paix.

Partie I : Cadre conceptuel de la recherche

Introduction

1. Biographie intellectuelle dans l'anthropologie contemporaine

Gilles Bibeau suggère, dans une démarche analytique ayant pour but d'éclaircir sa pensée et de la faire valoir, de trouver des repères pour nous situer dans l'anthropologie contemporaine (Bibeau 2008-2009). C'est dans ce sillage que s'inscrit cette rétrospective de mon parcours intellectuel, des influences méthodologiques qui sous-tendent ma pensée, de quelques auteurs auxquels je m'identifie et des concepts avec lesquels je travaille. Cette introspection réflexive justifie le choix du champ d'étude relativement à mes aspirations personnelles et à mon cursus académique.

Mon parcours intellectuel a connu plusieurs tournants. Après un secondaire essentiellement scientifique soldé par l'acquisition d'un Baccalauréat scientifique³ spécialisé en mathématiques et sciences de la matière et de la vie, j'entre à l'Université de Buéa au Cameroun où je choisis le domaine des sciences sociales. Trois années d'études ont été couronnées par la rédaction d'un mémoire de fin d'études intitulé *The contribution of women to development: the case of the Bamoun community*⁴. Il s'agissait pour ce travail de recherche d'analyser l'impact de l'action de la femme *Bamoun* dans le développement de sa communauté le Noun. Une revue de littérature axée sur les questions de genre a été supplantée des approches anthropologiques connues telle l'observation du milieu étudié, défendue par Bronislaw Malinowski (Malinowski 1968). L'approfondissement de cette question portée sur le genre m'a conduite à produire un deuxième mémoire, cette fois à l'Université Catholique d'Afrique Centrale, intitulé «Les enjeux de l'éducation pour la femme *Bamoun* illettrée, en vue de son insertion sociale dans la ville de Yaoundé»⁵. J'ai abordé ici les questions de i) l'éducation des adultes, ii) l'éducation formelle, iii) l'éducation non formelle et iv) l'éducation informelle. J'ai par ailleurs abordé la question des contraintes

³ Système scolaire français.

⁴ Un mémoire soumis (et validé) comme exigence complémentaire à l'obtention d'un Baccalauréat ès sciences (B.Sc.) en sociologie et anthropologie, avec mineur en études sur les femmes et le genre (le titre original du diplôme c'est *Bachelor of Science (B.Sc.) in Sociology and Anthropology, minor in Women and Gender Studies*).

⁵ Mémoire soumis et soutenu en vue de l'obtention d'une Maîtrise ès sciences (M.Sc.) en sciences sociales et gestion, option sociologie et anthropologie.

sociales dans un milieu plongé au cœur de la modernité et des problèmes d'urbanisation (logement, travail, insertion sociale, scolarisation). Cette perspective a été analysée sous l'angle de Michel Crozier et de Erhard Friedberg (Crozier and Friedberg 1981). Un regard fut également jeté sur les stratégies de contournement de ces contraintes liées à l'environnement urbain. Les approches théoriques de Raymond Boudon sur l'individualisme méthodologique (Boudon 1977), de Harold Garfinkel centrée sur l'ethnométhologie (Garfinkel 1984), de Michel Crozier et de Erhard Friedberg sur l'analyse stratégique (Crozier and Friedberg 2003) m'ont aidée dans la réflexion conceptuelle et structurelle de ce mémoire. «Complainte de la femme *Bamoun*» intitulé du premier article publié dans le journal *Tole Lege* de l'UCAC/ICY, vient contribuer à la construction de ma posture épistémologique dans laquelle le champ du *gender*⁶ est maintenu en filigrane. Mon cursus académique au Cameroun a exigé des stages académiques et professionnels m'ayant amenée à produire de nombreux rapports sur la situation de la femme camerounaise. Je me souviens de celui intitulé «Rapport de séminaire sur l'entrepreneuriat féminin au Cameroun». Les principaux tournants de mon parcours intellectuel se définissent autour d'un Baccalauréat scientifique auquel j'ai choisi de faire suivre une formation conjointe en sociologie et en anthropologie, avec une orientation spécifique sur les questions de femmes et de genre. Un détour en anthropologie médicale durant l'amorce de mes études doctorales m'a offert de réfléchir sur les conditions d'une relation de soin efficace entre les soignants et les soignés.

Les influences que j'ai subies dans les points tournants de mon parcours intellectuel révèlent que, ayant été marquée par la souffrance dans le monde, j'ai pensé à faire la médecine afin d'apporter de l'aide à ceux qui souffrent. Seulement je trouvais les études en médecine très longues. J'ai réfléchi à la filière que je pourrais faire et qui m'amènerait dans le domaine de l'humanitaire et surtout celui du développement international; et ceci tout en me donnant la possibilité de voyager à travers le monde parce que j'étais très intéressée à aller vers d'autres cultures, vers d'autres façons de penser, de voir et de concevoir la vie. J'ai alors opté pour la sociologie car l'anthropologie m'étant peu familière. Bien heureusement la sociologie était

6 Du français genre.

dispensée à l'UCAC en association avec l'anthropologie ce qui m'a permis de connaître et de m'accoutumer à cette filière à laquelle finalement je me suis le plus attachée.

Je me suis découverte des **affinités intellectuelles** avec plusieurs auteurEs dont i) Harold Garfinkel et les partisans de l'Ethnométhodologie car ils prônent l'approche du social à travers l'étude des interactions quotidiennes et l'analyse conversationnelle; ii) Raymond Boudon et l'approche individualiste car les motivations des acteurs concernés par un phénomène social à étudier déterminent, structurent et conditionnent même ledit phénomène; iii) Erving Goffman relativement à la théorie sur l'interactionnisme symbolique. Au-delà de nombreux autres concepts, le **genre** est celui avec lequel je travaille le plus.

2. Choisir un modèle de thèse NON classique

Lorsqu'une publication scientifique porte le nom d'une auteure, la publication et l'auteure méritent reconnaissance pour une contribution à la science et l'avancement de la recherche.

Le cheminement doctoral et la préparation de sa thèse s'accompagnent généralement de l'acquisition d'une expertise et de compétences, de la construction d'un Soi, de la fondation d'une famille autant que de son agrandissement, des moments d'intenses convictions et de doutes virulents, le tout couronné par une seule et unique ambition, celle d'obtenir son diplôme de Ph.D et son titre de DocteurE. En effet, j'ai engagé mes études doctorales dans le but de devenir Docteure en Anthropologie. Après une première année de scolarité qui s'est déroulée avec succès, j'ai entrepris un voyage au Cameroun afin de peaufiner et de cerner davantage ma problématique en vue de la rédaction de mon projet de thèse axé sur les réalités de vie des femmes camerounaises. Mais également afin de pré-tester mes outils de collecte de données et de préparer la seconde étape qui prévoyait la collecte de données proprement dite. Cette étape préparatoire m'a conduite à défendre brillamment mon projet de thèse doctorale au cours de mon examen de synthèse devant un jury rigoureux. Suite à cela, j'ai effectué un deuxième voyage au Cameroun pour la collecte de données empiriques. Tout s'est également très bien déroulé tout au long de cette phase et il m'a été donné de collecter des données inédites d'une richesse inestimable. Mes directeurs de recherche et moi-même avons pensé de concert que ces données, ainsi que les informations et implications qui découlent de leur traitement et analyse, devaient être mises en valeur et à la disposition de tous à travers un

format plus accessible à d'autres étudiants, aux collègues, aux chercheurs et au grand public, ici et ailleurs, par le biais d'une thèse par articles.

Je veux préciser que des événements majeurs de vie, qui sont imbriqués dans chacune des étapes de préparation d'une thèse doctorale, ont jalonné mon parcours. Il s'agit entre autres des naissances de deux de mes enfants et du décès de ma mère qui ont profondément marqué ma vie et qui ont inéluctablement entraîné des périodes de totale inertie. La mort et la vie faisant partie de notre existence, ils devraient constituer des catalyseurs de réussite. C'est donc avec un élan redynamisé que je me suis investie à produire, à déposer et à soutenir une thèse par articles, avec pour intention et objectif de faciliter et d'accélérer la diffusion des résultats de ma recherche. En entrant ainsi dans l'univers de la production et de la publication scientifique, j'ai acquis la capacité de concevoir et de rédiger des articles selon les modalités et critères propres au domaine de recherche en sciences sociales (socio-anthropologie).

3. Motivations personnelles, contextuelles et structurelles

Intérêt du sujet : Le sujet de cette thèse doctorale est inspiré d'un événement marquant qui s'est produit au Cameroun en 2009. Des femmes, s'étant armées de courage et de détermination, prirent l'initiative de réaliser un vaste mouvement de rassemblement et de commémoration des origines communes des trois peuples qui composent la communauté connue sous le nom de *Mandjara*. Il s'agit ici des ethnies *Bamoun* - du département du Noun dans la région de l'Ouest; *Bafia* - du département du Mbam-et-Kim dans la région du Centre; et *Nso* - du département de Kumbo dans la région du Nord-Ouest. Cette rencontre exceptionnelle, et la première du genre, fut dès lors inscrite dans une pérennité. Cette démarche, qui force l'admiration, a été entreprise par des femmes ayant pour intention d'impulser un mouvement d'intégration sociale caractérisé par une dynamique de repli identitaire. Et c'est au travers de cette action qu'il a été rendu possible de percevoir la parenté entre ces trois peuples – frères à l'origine – apparemment étrangers.

Avisée par plusieurs mois de lecture centrée sur une littérature qui renseigne sur la grande part prise par les mouvements associatifs et culturels dans le processus de développement local au Cameroun, mon intérêt s'est particulièrement focalisé sur les actions – individuelles et collectives – entreprises par les femmes. Tranquillement, j'ai commencé à m'interroger sur la

place, le rôle, et les fonctions qu'occupent ces femmes dans l'espace géoculturel de ces trois communautés; et par ailleurs la part qu'elles prennent – ou pas – dans les processus d'élaboration et d'implémentation des politiques publiques nationales. Inéluctablement, mon attention s'est portée sur la nouvelle Politique Nationale de Promotion du Genre qui m'est apparue un instrument de référence qui permettrait d'examiner les réponses que donne le Cameroun sur les questions de genre (autrement dit, sur les relations femmes-hommes).

Ce travail de réflexion et d'analyse auquel je me suis adonnée dans le cadre de la rédaction de ma thèse doctorale, s'est donc intéressé à comprendre comment s'articulent les interrelations (quotidiennes) entre les hommes et les femmes *Mandjara* du Cameroun. Et en décrivant leur mode d'organisation et d'administration politique traditionnelle, je me suis également intéressée à comprendre comment leurs réalités de vie, leurs intérêts et leurs besoins réels sont intégrés dans les processus d'élaboration et d'implémentation des politiques publiques nationales, dont ils font partie des bénéficiaires.

Justification du sujet : La présente recherche s'appuie sur des travaux antérieurs menés au Cameroun dans le champ de «Femmes et Développement» et plus spécifiquement auprès des femmes *Bamoun* de la communauté du Noun de la région de l'Ouest. Il avait été question dans une première étape d'examiner la contribution de la femme *Bamoun* au développement de sa communauté (Mouchingam Mefire 2002). L'objectif principal était de réaliser une étude menant à une vulgarisation qui permettrait de sensibiliser l'environnement (proche et éloigné), où vivent ces femmes, aux enjeux de leurs actions dans le développement local. L'environnement dont il est question comprend les autorités locales, les élites, les acteurs (locaux et internationaux) au développement, les membres proches et éloignés de leurs familles. L'optique de cette étude était de susciter la valorisation des acquis et des potentialités féminines souvent ignorés dans l'élaboration et l'implémentation des politiques publiques, des programmes et des projets de développement. Suite à ce travail il y eut une deuxième étape qui s'intéressa à explorer les questions d'éducation des adultes, en l'occurrence les femmes *Bamoun* illettrées. Ce qui a permis d'examiner les contraintes sociales (logement, chômage, insertion sociale, scolarisation) auxquelles font face les femmes *Bamoun* illettrées issues de l'exode rural et vivant en zone urbaine plongée en plein cœur de la modernité et des problèmes d'urbanisation. Les résultats de cette étude (Mouchingam

Mefire 2003) ont permis de mettre en exergue les stratégies que ces femmes illettrées ont pu développer afin de contourner ces pressions sociales, de s'accommoder et d'intégrer le milieu d'accueil. Ces deux précédentes recherches dans le champ de «Femmes et Développement» ont permis d'asseoir une meilleure compréhension des rapports femmes–hommes au sein à la communauté *Bamoun* de l'Ouest Cameroun.

Les questionnements actuels – en 2016 – sur la place et le rôle des femmes dans les initiatives de développement au Cameroun étaient déjà d'actualité en 2002-2004 selon les résultats des précédentes études (Mouchingam Mefire 2003); (Mouchingam Mefire 2002). À présent la nécessité s'impose d'explorer quelles sont les avancées (et/ou les retards) relativement à cette thématique. **C'est ici que se décline la valeur ajoutée de la présente thèse** car le nouveau regard, qu'elle pose sur la réalité qui s'opère au Cameroun en matière de «Femmes, Genre, et Développement», s'intéresse à voir si les avancées épistémologiques sur les questions de genre font partie intégrante des domaines des politiques publiques. Si oui, comment et à quel degré? Si non, pourquoi? Sont-elles ignorées ou méconnues? Des impératifs économiques seraient-ils cause de leur inapplication? Le présent travail se positionne dans une continuité des deux précédents.

4. Contexte de la recherche : données sociodémographiques

La présente étude a été menée au Cameroun (figure 1). En effet, le groupe cible de cette étude c'est la communauté *Mandjara*, composée des peuples *Bamoun*, *Bafia* et *Nso'*, que l'on localise respectivement dans les régions de l'Ouest, du Centre et du Nord-Ouest. Il nous apparaît ici indispensable de décrire, sur les plans sociohistoriques et sociodémographiques, ces trois collectivités, afin qu'il soit aisé de les cadrer dans la géopolitique du Cameroun.

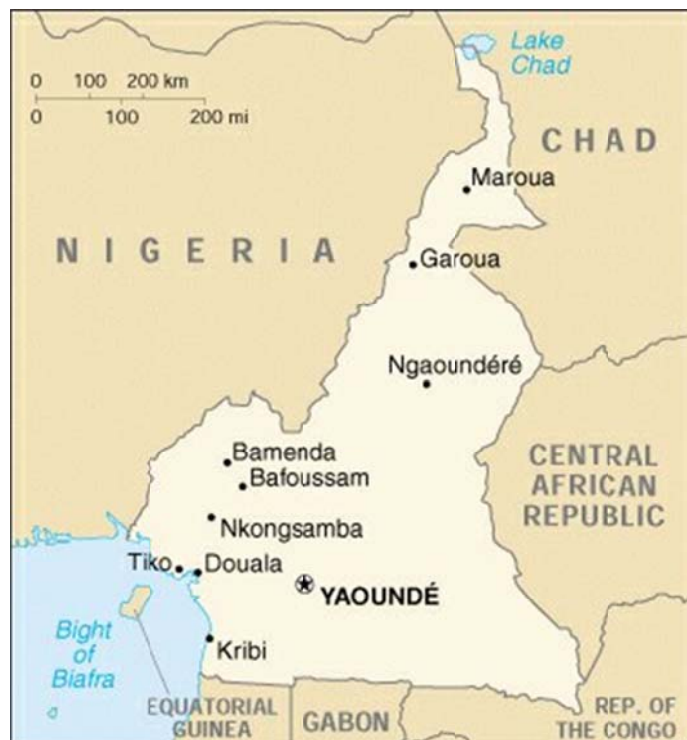


Figure 0-1. Carte du Cameroun (source : <http://christophe11.chez-alice.fr/MainCartes.html>)

Géographie et climat : pays d’Afrique Centrale logé au creux du golfe de Guinée (figure 2) et doté d’une superficie de 475.442 km². Il est bordé au Nord-ouest par le Nigeria, au Nord par le Tchad, à l’Est par la République centrafricaine et au Sud par le Congo, la Guinée équatoriale et le Gabon. Le pays compte 10 régions dont huit francophones et deux anglophones. La végétation est un condensé de l’Afrique intertropicale avec des forêts denses et humides au Sud, des savanes au Centre, la steppe au Nord et des forêts et prairies de montagnes. On distingue trois types de climats : équatorial au Sud, tropical au Centre et sahélien au Nord.



Figure 0-2. Localisation géographique du Cameroun et couleurs du drapeau

Population et données sociolinguistiques : Selon l'INSC, la population se chifferrait à 21657488 habitants (INSC 2015). Elle se compose d'une mosaïque de plus de 250 ethnies et croît au taux de 2,8% par an (BAD 2010). Les principaux groupes ethniques identifiés sont les Bantous (Fang, Exondo, Eton, Douala, Bassa, Bakweri); les Semi-Bantous (Tikar, *Bamoun*, Bamileké); les Soudanais (Kapsiki, Matakam, Mousgoum, Toupouri, Boum); les Hamités (Foulbé, Bororo); les Semites (Arabes choa); les pygmées.

Organisation administrative : Sur ce plan, il est divisé en régions tel qu'il apparaît sur la carte ci-dessus, suivi des départements, d'arrondissements et de districts. Chaque région est placée sous l'autorité d'un gouverneur; ce dernier représente le président de la république et est dépositaire de l'autorité de l'État dans ladite région où il réside en son chef-lieu. Chaque région est divisée en département à la tête duquel se trouve un préfet, nommé par décret présidentiel et placé sous l'autorité hiérarchique du gouverneur. Le préfet est investi, pour le compte du gouvernement, d'une mission permanente et générale d'information et de coordination en matière économique et sociale. Il est chargé de veiller au maintien de l'ordre, à l'exécution des lois et règlements ainsi qu'à l'exécution de toutes les initiatives gouvernementales visant à promouvoir le développement du département. Chaque département est divisé en arrondissements dirigés par des sous-préfets. Chaque arrondissement est divisé en districts placés sous l'autorité d'un chef de district.

Posons présentement un regard sur le groupe cible de cette étude à savoir la communauté *Mandjara*⁷ qui rappelle les peuples *Bamoun*, *Bafia*, et *Nso'*.

Les *Bamoun*, les *Bafia* et les *Nso'* seraient d'origine égyptienne. D'après les récits des anciens (données issues de sources orales sur le terrain), une famille avide de liberté s'est enfuie de l'Égypte en progressant vers le Sud. Sa descendance, pour des besoins de survie, s'est installée dans l'actuelle région de l'Adamaoua du Cameroun; elle y a fondé le peuple *Mboum* qui plus tard a émigré vers la vallée du *Mbam* et s'est installé à *Mbankim* après avoir soumis les populations autochtones. C'est de cette dynastie formée des *Mboum*, nommés

⁷ Plus loin suivant l'articulation de la présente thèse, un chapitre entier relate les récits historiques des origines de ces trois peuples.

Tikar (qui signifie errants) que seraient donc issus les fondateurs des *Bamoun*, des *Bafia*, et des *Nso*’.

Une autre version de l’histoire révèle qu’en l’an 1394, un jeune prince *Tikar* en compagnie de son frère *Morunta* et de sa soeur *Nguonso*, aurait quitté sa contrée nommée *Rifum*, dans la vallée du *Mbam*. Les trois, princes et princesse, partirent de *Mbankim* à la recherche d’un royaume qui leur appartiendrait. Lorsqu’ils atteignirent la rive du fleuve *Mapé*, chacun décida d’emprunter sa propre voie. *Morunta* et *Nguonso* allèrent fonder les royaumes des *Bafia* et des *Nso*’ respectivement, tandis que *Nchare* alla fonder celui des *Bamoun*.

Le peuple *Bafia*: pour trouver les terres du peuple *Bafia* au Cameroun, il faut se rendre directement dans la région du Centre, segmentée en 10 départements dont 02 définissent toute la contrée *Bafia*. Il s’agit du *Mbam-et-Inoubou* avec une superficie d’environ 7.125 km² et une population estimée à 200.000 habitants; et du *Mbam-et-Kim* avec une superficie d’environ 25.906 km² et une population estimée à 64.540 habitants.

Le peuple *Bamoun* quant à lui est établi dans la région de l’Ouest du Cameroun comptant 08 départements. Il occupe l’ensemble du département du *Noun* sur une superficie d’environ 7.700 km² avec une population estimée à 800.000 habitants. Une des caractéristiques notoires du peuple *Bamoun* est qu’il est l’un des premiers en Afrique à avoir développé un alphabet (l’écriture *Bamoun*) grâce à l’influence du roi Njoya à la fin du 19^e siècle.

La tribu *Nso*’ occupe l’ensemble de l’arrondissement de Kumbo sur une superficie d’environ 2.000 km² avec une population estimée à 130.000 habitants. Kumbo se trouve dans le département de Bui qui est l’un des 07 départements que compte la région du Nord-Ouest du Cameroun.

Chapitre 1 Analyse critique de la littérature

1.1 Introduction

Une analyse anthropologique des politiques publiques et plus spécifiquement des **politiques de genre**, suggère une approche à la fois diachronique et synchronique afin de parvenir à saisir les normes, les rituels, les significations, la culture, qui tous se définissent et se

construisent à l'intérieur de cet espace symbolique. Il s'agit, autrement dit, de tenter de comprendre, avec une posture d'anthropologue, les mécanismes qui créent et légitiment le corpus des politiques publiques, nationales et internationales. Lorsqu'il s'agit de réfléchir aux causes sociétales ayant un impact majeur sur les politiques publiques, soient-elles relatives aux questions des femmes et de l'égalité entre les sexes, à la protection de l'environnement, à la démocratie, aux droits humains fondamentaux, pour ne citer que ceux-là, plusieurs phénomènes peuvent être évoqués. Mala Htun et Laurel Weldon soutiennent que les mouvements sociaux observés à l'intérieur de la société civile sont responsables de nombreux changements politiques et ont une influence notoire sur la formulation et l'adoption des politiques publiques. La mobilisation féministe a, de ce fait, eu des impacts majeurs sur la création des politiques à travers une institutionnalisation des idées féministes en normes internationales. La mobilisation sociale, notamment l'organisation autonome des femmes dans la société civile, est un catalyseur affectant de façon importante et progressive le changement politique et l'élaboration des politiques publiques. Les mouvements autonomes sont des canaux pour véhiculer les perspectives sociales des groupes considérés marginalisés, transformant la pratique sociale et parvenant à changer l'opinion publique en mettant sous pression les décideurs politiques à répondre à leurs demandes; quelques fois ces derniers deviennent eux-mêmes favorables aux objectifs de ces mouvements (Htun and Weldon 2012).

Bien que des recherches (Huber and Stephens 2001, Kittilson 2008, Schwindt-Bayer and Mishler 2005) aient accordé une attention à des facteurs économiques pour tenter d'expliquer les causes sociales influençant les politiques publiques, les effets des organisations autonomes ont reçu également une grande part d'attention dans la compréhension des changements importants dans les politiques publiques en générale et les politiques de la femme en particulier.

Il serait donc difficilement envisageable d'effectuer une analyse anthropologique des politiques publiques en générale et des politiques de genre en particulier, sans toutefois poser un regard diachronique sur le concept de *genre*; et ceci nous conduisant à procéder à une historiographie de celui du *féminisme*. Cette démarche offre de comprendre la genèse des problématiques qui participent à formuler des politiques publiques, le sens de ces dernières et les interprétations qui en découlent; aussi les rituels, les rhétoriques, les discours.

1.2 Postures épistémologiques sur le féminisme et approches théoriques sur le genre

Le regard que cette thèse porte sur ces deux concepts se fera sous le spectre des travaux scientifiques. Lorsqu'on aborde les questions de femmes et de genre il est incontournable de s'attarder sur celles du «féminisme» et de s'intéresser à son historiographie.

1.2.1 Émergence du «féminisme» : définition, genèse et évolution

L'adjectif féministe a appartenu au domaine médical pendant longtemps (Fassin 2008). Il était employé pour désigner des signes de féminité jugés anormaux dans le développement de l'être mâle. En 1872 Alexandre Dumas fils se sert du terme pour illustrer les défenseurs de la cause des femmes (Dumas 1872). Au courant des années 1890 les termes «féministe», «féminisme» ou leurs antonymes «antiféminisme», «masculinisme», deviennent récurrents en Europe. Ils entrent dans un effet de mode avec le monde des médias qui contribuera à leur large diffusion. Se trouvant alors inscrit dans le langage usuel, la mobilisation pour la défense des droits des femmes et l'émancipation féminine gagneront en popularité. D'une question dont il était difficile de parler, le féminisme devient un objet d'étude. La question des femmes commence ainsi à être perçue comme un phénomène sociologique qui demande à être catégorisé (Rocheft 2010).

Le mot **féminisme** apparaît ainsi à la fin du 19^e siècle (Cherkaoui et al. 2012) pour décrier la subordination et la mise à l'écart des femmes dans la gestion de la cité tandis que des droits (légaux) sont accordés aux hommes. Le féminisme s'est caractérisé par des combats quotidiens, individuels et collectifs, menés fondamentalement par les femmes. Des actions discrètes et timides ont été menées pour améliorer les conditions des femmes; tout autant que des luttes spectaculaires ont été remportées à l'exemple de celles pour les droits de vote dans plusieurs pays. Suivant cette perspective, le féminisme doit se comprendre comme étant un mouvement social de revendication des droits des femmes, autrement dit de l'égalité des droits entre les femmes et les hommes (Pfefferkorn 2014).

La mouvance vers **la théorisation de la condition féminine ainsi que la naissance des travaux de recherche** sur les femmes et par les femmes, notamment les *Women's studies*, ont

été catalysées par les mouvements de libération des femmes⁸ (Bonte and Izard 2010). Plusieurs de ces mouvements de revendications sont originaires des pays occidentaux (ibid.). On situe la fin des années 1960 comme étant l'ère du développement de ce champ de recherches inter et pluridisciplinaires en sciences humaines.

Le courant de pensée féministe ne s'est pas développé de façon uniforme dans les cursus universitaires des pays, étant bien intégré dans les uns (tels qu'aux États-Unis), partiellement toléré voire même réprimé dans d'autres (tel qu'en France). Ce sera donc surtout au sein des associations (non-professionnelles pour certaines), au travers des conférences pour la plupart internationales, au travers des publications (scientifiques ou non) que le féminisme et les études y relatives prendront leur essor.

La pensée féministe est une vision critique de l'organisation sociale et du rapport de domination masculine. Dans le milieu scientifique elle s'est fondée sur une critique épistémologique du biais sexiste de la science qui a contribué à l'invisibilité des femmes, de leur statut, de leur rôle, de leurs actions. La pensée scientifique de tout domaine a ainsi été jugée androcentrique en relevant plusieurs «oublis» ou «manquements» de la recherche. En matière d'observation, l'attention avait été très peu accordée à ce que font les femmes; les actions féminines étaient alors peu décrites et souvent sous-évaluées. Qu'il s'agisse par ailleurs du langage longtemps utilisé, on a aisément pu relever l'élimination des femmes à travers les énoncés ou formulations généralement à référent masculin. De fait, les femmes en tant qu'actrices sociales et leur rôle dans la chaîne de production a été souvent sous-évalué car

8 Mouvement de libération des femmes : À partir des années 1960 aux États-Unis, l'égalité des droits progresse et plusieurs lois sont votées en faveur des femmes, entre autres la loi sur l'égalité des salaires et la loi sur les droits civiques. C'est à cette même époque qu'émerge «le Mouvement de libération des femmes», une nouvelle vague militante féministe. La période est marquée par une intense activité de théorisation de la condition féminine. Ce mouvement adhère à la position de Simone de Beauvoir, avec son livre *Le Deuxième Sexe*, et étudie les modalités de la construction sociale de la différence des sexes, autrement dit la manière par laquelle la socialisation imposerait des rôles sociaux différents aux personnes des deux sexes. C'est de là que commencerait à se répandre le concept de «sexisme» avec les féministes radicales, qui mettent de l'avant celui de «patriarcat» pour définir le système social d'oppression des femmes en affirmant que le domaine de la reproduction est un espace d'exploitation des femmes, car aucune égalité entre les sexes ne peut être obtenue à l'intérieur du système patriarcal, sinon quelques compromis temporaires qui seraient perpétuellement menacés. Elles préconisent de renverser ce système et d'instaurer de nouveaux rapports entre les sexes. La «maîtrise de leur corps» est le slogan placé au centre des préoccupations des féministes de cette deuxième vague et la problématique du contrôle des naissances devient l'une de ses revendications majeures. Le libre accès à la contraception mais surtout le droit à l'avortement sont également revendiqués. Dans le cas de la France, le «Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception» est fondé en 1973 et s'appuie sur le «Mouvement français pour le planning familial», qui se prononcera plus tard en faveur de l'avortement et de la contraception libres et remboursés par la sécurité sociale, ce qui favorisera l'ouverture des cliniques d'interruption volontaire de grossesse. La dissociation de la sexualité et de la reproduction s'inscrit dans un cadre plus large de la révolution sexuelle, qui traduit une demande sociale pour plus de liberté dans le domaine de la sexualité. Les féministes en feront leur propre lecture et critiqueront la normativité de la sexologie qui aurait défini sexuellement les femmes en fonction de ce qui donne du plaisir aux hommes. La sexualité est ainsi analysée comme un domaine où s'exerce la domination masculine.

l'accent a été accordé à leurs tâches reproductives aux dépens de leur rapport aux moyens de production, par ailleurs contrôlés par les hommes. La pensée féministe, critique vis-à-vis d'un androcentrisme plus conscient qu'inconscient, milite en faveur de nouvelles orientations d'études sur les femmes qui viendront contrebalancer ce biais androcentrique. En effet, l'expérience minoritaire offre un atout en ce qui a trait à la distanciation par rapport à une vision androcentrique. De plus, elle offre une acuité de perception des modalités de l'oppression. Bien que ceci étant, les connaissances masculines sur les rapports de sexe n'en sont pas de moins d'intérêt.

Dans le champ de l'anthropologie, où il existe une dichotomie vis-à-vis d'une «alliance possible» ou d'une «relation difficile» avec le féminisme (Dagenais 1987), les études féministes sont principalement une posture d'analyse des rapports (de pouvoir, de subordination, d'identités) entre les sexes. Elles s'évertuent pour une plus grande visibilité des femmes. Elles ne sont cependant pas toutes unanimes quant à la position théorique, méthodologique et analytique à adopter vis-à-vis de l'interprétation de l'androcentrisme.

Les approches d'inspiration fonctionnaliste soutiennent que les femmes détiennent un pouvoir réel bien que cela soit moins visible ou invisible. Ces approches adhèrent à une complémentarité des sexes tout en remettant en cause les définitions des concepts tels que pouvoir, autonomie, statut.

Inscrits dans le sillage des travaux d'Engels, un autre courant de pensée remet en cause la colonisation, la création des États, les changements des modes de production et l'industrialisation, la stratification sociale, comme étant des vecteurs de l'inégalité entre les sexes. Il s'agit ici de reconnaître l'existence des sociétés égalitaires (à l'exemple de celle des chasseurs-cueilleurs), même si la domination masculine est une réalité persistante dans plusieurs autres sociétés.

Une autre posture plus radicale, d'inspiration Marxienne et matérialiste, dénonce l'oppression des femmes qu'elle considère comme une dérive de la construction de la différenciation sociale des sexes. Elle milite pour un dépassement d'une vision centrée sur la conceptualisation de la naturalité de la procréation et de la division sexuelle du travail. Elle remet en cause les mécanismes sociaux, matériels et idéels de la construction de la différenciation qui crée la catégorie du masculin et du féminin.

La diversité des postures épistémologiques, que nous relevons ci-dessus, reflète en quelque sorte le processus entourant la problématisation et la systématisation des concepts de sexe et de genre (Bonte and Izard 2010).

Le féminisme est perçu comme un mouvement social et politique qui date de deux cents ans, soutiennent Micheline Dumont et Micheline Dumont-Johnson (Dumont-Johnson 1995). Mais, en ce qui concerne le mot féminisme, il serait plus récent et au moment de son apparition autour de 1880, il venait nommer une réalité qui avait touché la plupart des pays industrialisés. Dans un ouvrage célèbre, l'historienne Gerda Lerner apporte un éclairage sur l'émergence de la conscience féministe en Occident (Lerner 1993). Cette conscience se décline sous plusieurs formes que nous décrivent Micheline Dumont et Micheline Dumont-Johnson en faisant référence à la vie mystique, à la maternité, à la créativité, à l'affirmation de soi, à la critique de la Bible, à l'éducation, aux réseaux de sociabilité, à la recherche de la place des femmes dans l'histoire (Dumont-Johnson 1995). Au 18^e siècle ce sont des figures emblématiques telles que celles de Mary Woolstonecraft et Olympe de Gouges, appuyées par un grand nombre de mouvements organisés autant en Europe qu'en Amérique au début du 19^e siècle, qui ont permis au féminisme de se constituer. De plus, la révolution industrielle est considérée comme le catalyseur ayant favorisé l'éclosion de ce mouvement social. Louise Toupin, dans son approche, évoque la dichotomie qu'elle dénote dans l'appréhension du passé collectif des femmes (Toupin 1993). Suivant sa perspective, les discours et les stratégies de la première phase du mouvement féministe (1850-1960) ont souvent été classés selon une typologie dualiste aux États-Unis. Il y aurait eu en effet d'une part un féminisme égalitaire rattaché au courant philosophique des lumières, des droits naturels, des droits individuels, à une forme de libéralisme. Ce féminisme, prétendument libéral, perçoit d'abord les femmes comme des sujets neutres, c'est-à-dire ayant une individualité propre, plutôt que comme (ou avant d'être) essentiellement des mères et des parties intégrantes d'une famille (ibid.). De ce fait, il met l'accent sur l'appartenance des femmes à la même espèce que les hommes, plutôt que sur leurs différences. D'autre part il y aurait eu un féminisme qualifié aujourd'hui «de la différence» et qui fut appelé tour à tour féminisme «domestique», «maternel», «familial», ou de la «maternité sociale». Ce penchant attribue aux femmes un rôle singulier à jouer dans la famille et dans la société, et perçoit ces dernières comme des sujets sexués c'est-à-dire des potentielles mères d'enfants; cette assimilation découle de la place et du rôle qui leur sont

assignés au sein de leur famille; en d'autres termes les femmes sont perçues comme ayant plus de devoirs et de responsabilités que de droits qui, quant à eux, viennent en second lieu. Cette position met davantage l'accent sur ce qui distingue les femmes des hommes, à commencer par leur biologie, et a parfois été qualifiée de courant «inégalitaire», car son idéologie sous-tend la plupart du temps l'idée de la supériorité féminine, supériorité principalement morale (Toupin 1993).

Restant dans la veine de la pensée de Louise Toupin, il ressort que l'interprétation historique des années 1960 a d'abord accordé préséance au féminisme égalitaire, au moment même où l'idéologie dominante dans le mouvement féministe de l'époque est nettement en faveur de l'élimination des distinctions opprimantes entre hommes et femmes (ou autrement dit aujourd'hui, l'élimination du genre comme structure sociale). Et, par la suite, à partir du milieu de la décennie 1970, soit au moment de la montée du féminisme de la différence dans le mouvement féministe américain, caractérisé par la mise en évidence de ce qui distingue les femmes des hommes (ou la revalorisation positive du genre), la préséance est accordée au féminisme domestique.

Le féminisme pourrait se comprendre comme un ensemble d'idées politiques, philosophiques et sociales cherchant à définir, établir et promouvoir les droits des femmes dans une société. Il s'incarne dans des mouvements et des organisations dont les objectifs sont d'abolir les inégalités sociales, politiques, juridiques, économiques et culturelles dont les femmes seraient victimes. Les mots «féminisme», «féministe», avec le sens qui leur est donné aujourd'hui, se diffusent à la fin du 19^e siècle, lorsque l'ensemble des idées qu'ils désignent se cristallise en doctrine et acquiert une dimension politique. Le sens actuel du concept de «féminisme» se serait imposé vers la fin du 19^e siècle, bien que les idées de libération de la femme se réclament de mouvements plus anciens et de combats menés dans plusieurs contextes historiques. Les historiens du féminisme analysent son développement en vagues successives. La première vague du féminisme a milité pour une réforme des institutions afin que les hommes et les femmes deviennent égaux devant la loi. Les revendications principales de cette époque étaient le droit de vote des femmes, le droit à l'éducation, le droit au travail, le droit à la maîtrise des biens, entre autres. La deuxième vague du féminisme se forme au cours des années 1950-1960 avec la naissance du «Mouvement de

Libération des Femmes» et révèle une profonde mutation des mœurs et des représentations. L'objectif de premier plan des aspirations féminines de cette période est la maîtrise du corps fécond ; et par conséquent soutenir plusieurs concepts qui entendent rendre compte de la spécificité du rapport de domination exercé sur les femmes. C'est à cette période qu'aurait été reformulé le concept de «patriarcat», élaboré celui de «sexisme», en mettant un accent sur la sphère privée comme lieu privilégié de la domination masculine. Les revendications, touchant au contrôle de leur corps par les femmes (avortement, contraception), sont alors placées au premier plan mais, de façon plus large, les féministes de cette deuxième vague appellent à la construction de nouveaux rapports sociaux de sexe. À partir des années 1980 apparaît une troisième vague du féminisme, qui va entériner les revendications politiques de la deuxième vague, mais mettre d'avantage de l'avant celles des groupes dits minoritaires ou marginalisés.

Les études féministes auraient pénétré le monde académique au début des années 1970 suite à l'effort de théorisation de la condition féminine inhérent à la deuxième vague du féminisme. De nombreux champs du savoir sont progressivement envisagés sous l'angle de la critique féministe, notamment la philosophie féministe, l'anthropologie féministe, l'histoire des femmes, en se développant en lien étroit avec les luttes militantes. Le domaine des sciences n'échappe pas à la critique féministe et prend son essor vers la fin des années 1970 et le début des années 1980. L'ancrage institutionnel le plus fort a lieu aux États-Unis, où sont créés des départements de *Women's Studies* ou de *Feminist Studies* avec une approche parfois interdisciplinaire. Le développement de l'usage du concept de «genre» favorise par la suite la création des départements d'«études du genre». On observe que le féminisme contemporain adopte de multiples facettes face aux revendications initiales qui sont traduites différemment et selon les contextes. La réflexion et l'action féministes s'attachent donc davantage à l'analyse critique des pratiques sociales réelles (même si elles se décalent souvent des valeurs culturelles et sociétales) et tentent de reformuler l'expression des enjeux et des objectifs. Elles soutiennent aussi de plus en plus les débats ethniques, communautaires et religieux. Ce changement de paysage entraîne inévitablement des divergences de vues qui divisent les courants féministes.

1.2.2 Émergence du «genre» : définition, genèse et évolution

More than 30 million titles of academic articles, from the years 1945–2001, were surveyed for occurrences of the words sex and gender. At the beginning of this period, uses of gender were much rarer than uses of sex, and often used in the sense of a grammatical category. By the end of this period, uses of gender outnumbered uses of sex in the social sciences, arts, and humanities (Haig 2004).

À cette aube du 21^e siècle, **le concept de genre**, d'origine anglo-saxonne *gender*, s'est taillé une place prépondérante (Haig 2004). Ce terme a d'abord été utilisé aux États-Unis dans les sciences médicales précisément en psychologie afin de médicaliser l'intersexualité et la transsexualité; les définitions que propose Éric Fassin permettent une meilleure compréhension de ces deux termes (Fassin 2008).

Le concept de genre est par la suite promu par le mouvement féministe des années 1970 qui s'approprie le terme pour dénaturaliser la féminité. Aujourd'hui il est évoqué, emprunté, utilisé, dans pratiquement tous les domaines de la vie. Il sert de catégorie d'analyse autant que d'outil critique. Il s'est érigé en objet d'étude. Difficile aujourd'hui de trouver une science qui n'en fasse pas usage; la science politique, la science économique, la science humaine, la science philosophique, pour n'en citer que quelques-unes; c'est alors intéressant de questionner l'historiographie du genre dans les études scientifiques et les débats publics! Cette notion serait-elle en train de s'y inscrire de manière transversale?

Que disent les ouvrages de références? Des ouvrages de références et encyclopédies, on retient que le mot genre est un nom masculin qui provient étymologiquement du latin *genus*, *generis* (Collectif 2015a). Il signifie un groupe d'êtres vivants, ou un ensemble de choses, reconnus comme ayant des caractéristiques communes, à l'exemple du «genre humain». Il désigne aussi une façon d'être, autrement dit un genre de vivre. On l'emploie également pour définir une espèce particulière dans le genre animal. Dans les sciences sociales le genre représente une dimension identitaire, une dimension historique, une dimension culturelle et une dimension symbolique de l'appartenance biologique au sexe masculin ou au sexe féminin (ibid.). Il faut noter qu'au-delà des affectations nombreuses et diverses que reçoit le terme genre aujourd'hui, il a été associé pendant longtemps au genre grammatical qui spécifie la

nature d'un mot en indiquant s'il est masculin, féminin, ou neutre. Il est important de souligner cette précision faite par le dictionnaire Larousse stipulant que, dans la catégorie grammaticale en français, la notion de genre (masculin/féminin) ne recouvre pas la notion de sexe (garçon/fille) (Collectif 2015b), ce qui permet donc de dire que lorsqu'on parle du «genre» il faut le dissocier du «sexe». Les deux notions peuvent être complémentaires dans une analyse mais ne sont pas interchangeables; et ce d'autant plus que la notion de genre est renvoyé à un construit social tandis que le sexe est référé à une catégorie biologique.

Que disent les sciences sociales? La science politique (Nay 2014) appréhende le genre comme étant tout construit social et culturel de la différence entre les sexes. En d'autres termes le genre contribue à définir et à classer ce qui, dans une société, appartient au genre féminin ou au genre masculin. Associant le genre au politique, la science politique évoque les «théories du genre» (Robinson and Richardson 2015) (Layton 2013) (Tong 2013) (Reiter 2012) (Bereni and Chauvin 2008) (Elmaleh 2003) en ce qu'elles seraient pertinentes dans l'analyse et la compréhension de ce que sont les différences sexuées de la participation au politique, ou plutôt la division sexuelle du travail, ou encore de quelle manière les questions de genre influencent l'examen des politiques publiques. Ces dernières sont également une notion à laquelle la science politique lie l'étude du genre. Posant l'hypothèse selon laquelle le genre est un moyen d'appréhender les dimensions sociales, culturelles et psychologiques de la différence entre les femmes et les hommes, auquel cas étudier le genre dans une relation aux politiques publiques invite à prendre en compte l'examen des formes d'action publique démontrant d'un intérêt pour les questions de genre. Il peut s'agir par exemple de mettre le genre en action en tant qu'objet ou outil principal dans l'intervention publique au travers des politiques de parité qui instituent une égalité des chances ou des droits entre les femmes et les hommes. Mais il peut aussi s'agir de revisiter des politiques publiques de manière à ce que leurs nouvelles formulations intègrent des aspects ou des questions de genre.

En ce qui a trait à la position de l'anthropologie, le genre est perçu comme les constructions culturelles observées, réalisées et comprises dans une société donnée (Upton 2012) (Mead 2004) (Mead 2001) (Mohanty and Russo 1991) (Benedict 1934). Si le genre est devenu un concept clé en anthropologie, l'évolution graduelle de sa signification et de son importance à la discipline s'est opérée tout au long du 20^e siècle. En effet, dans les études ethnographiques

des débuts, la question du genre était imbriquée aux études de parenté ou à celles de la famille. Les questions relatives aux femmes n'occupaient pas spécifiquement une place prépondérante. Ce sera autour des années 1970 et 1980 et surtout l'expansion de l'anthropologie féministe que le genre reçut un intérêt épistémologique marquant et un cadre conceptuel théorique et méthodologique à l'intérieur de la discipline. Aux études qui se sont majoritairement intéressées aux divisions sexuelles dans les sphères du domestique et du public, ainsi qu'à ce que révélaient les scissions du domaine privé et celui du public, les anthropologues féministes ajoutèrent une plus-value; diverses questions interrogèrent alors les inégalités structurelles, les disparités économiques, la fonction du langage, la sexualité et la masculinité, les droits fondamentaux, les politiques relatives à l'égalité des sexes. Il faut dire que les études récentes dans le domaine de «l'anthropologie du genre» illustre la variété des compréhensions du *genre* aussitôt que sont prises en compte des variables telles que le langage, les croyances, les mythes, les contextes de développement. En anthropologie aujourd'hui l'approche méthodologique est celle qui ne se prive pas d'observer, d'examiner, d'analyser toute culture sous une lunette «genrée».

Genèse et évolution : Au courant des années 1930, ce sont les travaux de l'anthropologue Margaret Mead qui posèrent les fondations de la majorité de la recherche socio-anthropologique contemporaine, ainsi que des débats, sur les questions et problématiques de genre et de sexe (Mead 1935). Étudiant trois tribus «primitives» de la Nouvelle-Guinée, Margaret Mead était intéressée à déterminer si les traits de caractère dits «masculin» et «féminin» étaient innés ou inculqués. Elle questionna donc de savoir si la différence entre la femme et l'homme est basée sur la nature et auquel cas serait héréditaire, ou plutôt sur la culture et auquel cas serait transmise à travers le processus de socialisation. Elle examina dans quelle mesure les personnalités culturellement assignées aux sexes sont socialement conditionnées; et si celles-ci sont associées à des types de procédures éducatives. Par conséquent, elle nota que plusieurs, si ce n'est la totalité, des traits de personnalité dits «masculin» ou «féminin» ne sont pas liés au sexe. Margaret Mead a ainsi déclaré que la condition culturelle est plus significative que la biologie en ce qui a trait à forger le caractère et le comportement des femmes et des hommes.

Une vingtaine d'années après que la pionnière Margaret Mead eut établi une distinction entre le «rôle social» et le sexe faisant alors naître le concept de «rôle sexué», le psychologue et sexologue John Money introduira celui de «rôle de genre» de son origine anglo-saxonne «gender role» (Green and Money 1960) (Wilkins 1960) (Money, Hampson, and Hampson 1957). L'idée derrière la notion de «rôle de genre» est celle qui soutient que les individus sont ce qu'ils décident d'être dans la société. Leur identité est bien plus de nature sociale et surtout moins de nature biologique et physiologique. Le statut de garçon et d'homme ou celui de fille et de femme repose sur le postulat selon lequel un individu est ce qu'il dit être (Money 1955).

The term gender role is used to signify all those things that a person says or does to disclose himself or herself as having the status of boy or man, girl or woman, respectively. It includes, but is not restricted to, sexuality in the sense of eroticism (ibid.).

Cette posture est appuyée dans les années 1960 par des psychanalystes (Stoller 1964b) (Hooker 1965) (Greenson 1964) qui introduisent le concept d'«identité de genre» de l'anglais *gender identity*, pour nommer cliniquement le sentiment ou la conscience qu'aurait un individu d'appartenir au sexe masculin ou féminin.

Les réflexions convergentes des psychanalystes (Money 1970, Stoller 1968b, Baker and Stoller 1968, Stoller 1964a, Stoller 1994), leur suggèrent d'envisager un croisement de concepts. Ce qui aboutit à considérer l'«identité de genre» comme étant une prise de conscience de son appartenance à un sexe précis; autrement dit une posture mentalement affirmée de la nature de son être. Et conséquemment le «rôle de genre» devient la déclaration publique et la démonstration physique en société du choix établi; il s'agit dès lors de jouer un rôle précis vis-à-vis de l'Autre. C'est dans ce sillage que Robert Stoller affirme:

Gender identity starts with the knowledge and awareness, whether conscious or unconscious, that one belongs to one sex and not the other [...] gender role is the overt behavior one displays in society, the role which he plays, especially with other people (Stoller 1968a).

Et John Money l'appuie en déclarant: *Gender role is the public expression of gender identity, and gender identity is the private expression of gender role* (Money and Ehrhardt 1972).

Dans les années 1970, la conception du genre se distance quelque peu de celle des psychanalystes. La sociologie, avec les travaux de Ann (Ann 1972), se rapproche de la posture anthropologique de Claude Lévi-Strauss sur nature et culture, pour confiner le sexe au biologique et le genre au culturel. C'est à cette même époque que le mouvement féministe s'approprie du genre pour légitimer leur dénégation vis-à-vis de la naturalisation de la féminité (Fassin 2008).

La perception du genre au courant des années 1980 se verra influencée par la pensée de Michel Foucault qui l'appréhendera dans un rapport au pouvoir et aux normes sociales (Foucault 1977b) (Michel 1969).

Au courant des études 1980-90, le genre est convoqué pour réaliser des travaux sur les minorités sexuelles (Butler 1990) (Butler and Trouble 1990) (Butler 1988) (Rubin 1984). La réflexion théorique de ce courant de pensée réclame d'envisager que le rapport entre les sexes transcrit une hiérarchie entre les genres mais également dans d'autres sexualités considérées comme extérieures aux «normes». C'est ici qu'une analyse transversale s'inscrit autant dans les recherches sur les femmes que sur d'autres catégories sexuelles dites minoritaires telles que les homosexuels ou les transgenres.

C'est à ce carrefour épistémologique que les études sur «les genres» commencent à foisonner au sein des universités en prenant une véritable ampleur. Les universités américaines en ont été pionnières en instaurant les *Women's studies* au courant des années 1960-1970, époque où le mouvement féministe prend son essor. Si l'adoption des études sur «les genres» ne s'est pas faite sans heurts et résistances dans plusieurs pays autre que les États-Unis, on assiste aujourd'hui à une véritable flambée de recherches dans tous les domaines des sciences humaines et sociales, ainsi qu'à de nombreuses approches pluri et transdisciplinaires. Les études sur «les genres» ont ainsi suscité de nouveaux courants de recherches tels que les *men's studies*, les *lesbian studies* ou encore les *gay studies*.

Plusieurs appellations se sont révélées pour désigner les recherches qui sont faites sur le genre. On peut lire «théories du genre», «théories sur le genre», «études de genre» «études sur le genre». Bien que cela étant, il faut retenir qu'il s'agit d'un domaine de recherche pluridisciplinaire ayant des enjeux et des références et dont on peut aisément retracer la genèse et l'évolution (Margaret 1948, Gilligan and Kwiatak 1986, Irigaray 1974, Scott 2005, Butler 2006, Beauvoir 1949, Michel 1969, 1976, Foucault 1977a, 1978, 1984, Bourdieu 1998, Badinter 2003, 1989, Héritier 2002).

Le genre comme construction sociale : Simone de Beauvoir proclame en 1949 qu'on apprend à devenir une femme car on ne naît pas en étant déjà une femme (Beauvoir 1949). En 1972, la sociologue britannique Ann Oakley explique que masculinité et féminité ne sont pas des substances «naturelles» inhérentes à l'individu, mais des attributs psychologiques et culturels, fruits d'un processus social au cours duquel l'individu acquiert les caractéristiques du masculin ou du féminin. Elle propose ainsi d'introduire la notion de genre comme outil d'analyse pour permettre la distinction entre la dimension biologique (le sexe) et la dimension culturelle (le genre) (Ann 1972). Concernant la domination masculine, Pierre Bourdieu soutient que c'est à travers toute une éducation, composée de rituels d'intégration de la norme masculine, que se façonne l'identité masculine et que l'homme assure dans la société une fonction de reproduction de la domination (Bourdieu 1998). De même, pour Isabelle Jacquet, ce sont les hommes qui dominent, légifèrent, commandent, condamnent, tandis que les femmes leur sont inférieures dans cette organisation. C'est dire que, consciemment ou inconsciemment, la société s'organise selon le paradigme des «choses des hommes» et des «choses des femmes», au point que l'on se convainc qu'il existe des domaines ou des niveaux de domaines socialement réservés à chacun des sexes (Jacquet 1995).

Vu sous cet angle, le genre est perçu comme l'identité construite par l'environnement social des individus, c'est-à-dire la masculinité ou la féminité, qui ne sont pas des données «naturelles» mais le résultat de mécanismes de construction et de reproduction sociale, au travers de l'éducation. L'identité de genre a trait aux comportements, pratiques, rôles attribués aux personnes selon leur sexe, à une époque et dans une culture données. **Le genre n'est donc pas synonyme de sexe.** Il transcende la différence naturelle, les attributs biologiques pour s'intéresser à la différence sociale. **Le concept de genre permet de penser les relations**

entre femmes et hommes en termes de rapports sociaux de sexe. C'est une catégorie d'analyse qui permet de rendre compte du caractère socialement construit des différences entre femmes et hommes. La norme sociale de genre peut être non seulement constructive mais aussi punitive : la déviation des rôles de genre (c'est-à-dire un désaccord entre la présentation de genre d'une personne et la présentation de genre exigée d'une personne de son sexe) n'est pas toujours tolérée et certaines attitudes sont réprimées par la société (Ganzfried 2013).

Les «études de genre» ou «théories sur le genre» apparaissent dans les années 1970 et 1980 dans les universités nord-américaines sous le nom de *gender studies*. Il s'agit d'un champ d'étude et de recherche interdisciplinaire consacré au genre dans ce qu'il a de social, politique, anthropologique, historique, philosophique ou artistique. Le genre est également un domaine d'étude dans de nombreuses disciplines, notamment l'art et l'histoire de l'art, mais également l'histoire, l'anthropologie, la sociologie, la psychologie ou la psychanalyse. Ces disciplines diffèrent parfois dans leurs approches et dans leurs raisons d'étudier le genre. Mais les études de genre peuvent également être considérées comme une discipline à part entière, au croisement de différentes autres approches disciplinaires. De manière générale, les études de genre proposent une démarche de réflexion sur les identités sexuées et sexuelles, répertorient ce qui définit le masculin et le féminin dans différents lieux et à différentes époques, et s'interrogent sur la manière dont les normes se reproduisent jusqu'au point de paraître naturelles. Au sein des universités, l'étude des rapports sociaux de sexe s'est institutionnalisée progressivement au cours du temps à travers trois dénominations différentes : «études sur les femmes», «études féministes» et «études de genre». Ces trois approches sont interdépendantes les unes des autres, malgré une manière différente de considérer l'objet d'étude qu'est le rapport femme-homme dans la société.

Les études sur les femmes ciblent leurs analyses sur la condition féminine et mettent en valeur le rôle des femmes dans la société. Elles sont critiquées pour se focaliser sur l'étude unique du sexe féminin. Dans un contexte social analysé comme patriarcal, leur but est de combler les lacunes académiques concernant l'étude du rôle des femmes dans différents domaines et espaces. Ces travaux servent souvent d'appui aux mouvements féministes pour dénoncer les inégalités femme-homme et formuler leurs revendications.

Les études féministes voient leur essor dans les années 1970 lors de la deuxième vague des mouvements féministes. Leur but est clairement militant et est celui d'expliquer les modalités des discriminations, leurs causes, leurs effets sur les femmes et la société en général de façon à pouvoir les surmonter. Les études féministes et celles sur les femmes sont liées à la réorientation des travaux du «point de vue des femmes», à la dénonciation des inégalités femme-homme, au questionnement de l'universalité et du biais patriarcal au sein des sociétés, et à l'analyse de la répartition des espaces en fonction des sexes (les espaces ouverts plutôt dédiés aux hommes, et les espaces clos plutôt dédiés aux femmes).

Les études de genre naissent dans les années 1980 et le début des années 1990 de l'évolution des études féministes. Cette approche souhaite questionner le rapport entre les sexes au sein de la société sans se focaliser spécifiquement sur les femmes. Ces études effectuent une distinction entre le sexe et le genre pour s'interroger sur la construction des rôles sociaux attribués «naturellement». Elles permettent de questionner le rôle du sexe – lié à des paramètres biologiques et naturels – et celui du genre – lié à une construction sociale. Comme le mentionne Gayle Rubin, les études de genres sont de nature constructiviste et permettent de déconstruire les catégories de représentations du féminin et du masculin en les situant dans le temps et l'espace par rapport aux relations de pouvoir (Rubin 1984).

1.3 Des droits de l'homme aux politiques publiques

1.3.1 Des droits de l'homme aux droits des femmes

Apprenons avec Christine Fauré que ce n'est qu'au 20^e siècle que la question des droits de l'homme, apparue au 18^e siècle, rejoint celle de l'égalité entre les sexes. Nous allons moins nous poser la question de savoir pourquoi il fallut plus d'un siècle pour qu'un pont soit établi entre ces deux champs; nous comprenons que l'égalité entre les sexes est une réponse à la problématisation des droits de l'homme qui ont permis de mettre en évidence la condition des femmes; travail sur lequel se seront attelés des femmes et aussi des hommes au fil des siècles (Fauré 2010).

Historiquement, il faut retenir que les droits de l'homme sont une co-crédation des États-Unis, de l'Angleterre et de la France (ibid.). Dans la mouvance de l'indépendance des États-Unis en

juillet 1776 et la mise en place des fondations légales d'un gouvernement, les droits fondamentaux ou *Bill of rights* furent énoncés en ces termes : *tous les hommes sont nés également libres et indépendants : ils ont des droits certains, essentiels et naturels dont ils ne peuvent par aucun contrat priver ou dépouiller leur postérité*. La source véritable du *Bill of rights* est une actualisation que l'Amérique a faite des textes rédigés sur les droits et libertés par sa colonisatrice, pendant les crises sociales qui ont bousculé la monarchie anglaise au 17^e siècle. Tandis que l'Angleterre du 17^e siècle plaçait les femmes, à travers la *Common Law*, sous la totale dépendance et domination de leurs maris, les colonies américaines atténuaient l'application de cette loi en considérant les femmes davantage comme des partenaires égales aux hommes que comme soumises à leur autorité (ibid.).

Du côté de la France révolutionnaire, ce sont les nombreuses oppositions à la dérive du pouvoir royal qui engendrèrent la «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen» de 1789. Celle-ci connu des volontés affirmées et opposées à l'égalité entre les sexes. Plusieurs projets préparatoires le démontrèrent notamment ceux qui affichèrent une volonté de reconduire la «Loi Salique». Plusieurs mouvements révolutionnaires et diverses réformes sociales obtinrent que l'égalité des sexes soit reconnue dans le domaine des droits privés car la femme, à qui le statut de citoyen n'était pas reconnu en France, ne pouvait bénéficier des droits politiques; toute participation à la vie publique de façon légale ne lui était pas octroyée. Malgré tout ce qu'elles connurent comme sanctions à toutes formes de participation à la vie publique, exclusion des assemblées politiques, retrait forcé dans la sphère privée, les femmes ne cessèrent pour autant pas de multiplier des actions publiques pouvant prendre des formes quelconques de citoyenneté militante. C'est dans ce sillage que finit par aboutir le renouvellement des actes constitutifs de la nouvelle société aux lendemains de la révolution et que naquit la «Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne» d'Olympe de Gouges en 1791.

La conversion intellectuelle des droits de l'homme aux droits de la femme fit écho dans plusieurs pays (ibid.). En Angleterre, *A vindication of the rights of women* (la défense des droits de la femme) de Mary Wollstonecraft fut publié en 1792 et édité dans plusieurs autres pays au cours des années qui suivirent. Cet ouvrage a été reconnu comme fondamental dans le militantisme et la lutte en faveur de la défense des droits des femmes et l'amélioration de la

condition féminine. Cette auteure milita pour l'égalité des sexes dans l'instruction et l'éducation. Ses postures critiques rejoignent celles des révolutionnaires français.

Olympe de Gouges (Gouges 1791) et Mary Wollstonecraft (Wollstonecraft 1792) sont deux figures emblématiques du processus d'extension des droits de l'homme aux femmes dans une conversion intellectuelle nourrie par les débats constitutionnels des époques révolutionnaires. L'écho retentit aux États-Unis et influença le débat théorique américain relatif à l'identité et à l'émancipation féminine (Basch 2010). Aux États-Unis, le suffrage féminin constitutionnel, preuve de l'émancipation sociale et politique des femmes américaines qui aboutit en 1920, est le résultat d'une lutte acharnée, parfois irrégulière mais surtout maintenue, des femmes vers la fin de la première moitié du 19^e siècle. Les années 1840 furent donc témoins des premières démarches libératrices. Les pionnières de l'émancipation féminine se réclamèrent du *Woman's Rights Movement (WRM)*, ou «Mouvement pour les droits des femmes», qui opéra jusqu'à la guerre de Sécession. Le WRM a été donc le début de la très longue aventure de libération et surtout de lutte pour les droits sociaux et politiques. Militantes pour la réforme, les femmes américaines aspirèrent à un statut à part entière et à une identité propre.

Bien que les droits des femmes aient grandement progressé, leur droit au vote n'est pas encore inscrit dans la Constitution au début du 20^e siècle. L'opposition à l'inclusion des femmes à la gestion des affaires du pays est encore virulente. La perception de la femme américaine comme celle-là qui soit faite pour son foyer perdure. Des positions avouées et affirmées dans des secteurs tels que l'industrie de la finance et de l'alcool, mais aussi des catholiques confirmés, demeuraient réfractaires au vote des femmes; surtout que des femmes électrices pourraient rapidement devenir éligibles; ce qui n'était pas encore souhaitable. Les femmes américaines ont lutté pour l'émancipation féminine de diverses façons. On peut citer la Déclaration de *Seneca Falls* qui s'inscrivit en faveur de l'égalité entre les femmes et les hommes et qui reconnut un statut de citoyennes aux femmes. Loin d'être monolithiques leurs actions se sont incarnées en des problématiques tant diverses que nombreuses. Elles ont dû faire face au conservatisme et aux identifications d'avec les valeurs patriarcales dominantes qui ne cessaient par ailleurs pas de progresser.

L'après-guerre offrit une atmosphère de changement et la mise en évidence des progrès du statut juridique et social des femmes. Le temps fut donc propice à la multiplication des

revendications et aussi à l'extension des groupes de pression. Le mot d'ordre de toutes les organisations se concentra sur le droit de vote qui finit par être inscrit dans la Constitution en 1920.

1.3.2 Des droits des femmes aux politiques pour les femmes (de genre)

Les organisations internationales des lendemains de la Seconde Guerre mondiale favoriseront l'émergence des politiques en faveur des droits des femmes. Déjà dès la Charte de fondation de l'ONU en 1945, les énoncés des droits fondamentaux stipuleront clairement l'interdiction de toute discrimination sur une base sexuelle. Cette prise de position affirmée de la part d'une organisation d'une telle envergure ayant une vocation planétaire est un acte qui vient radicalement bousculer les traditions patriarcales encore dominantes dans plusieurs pays. Elle apporte également une pression au processus de démocratisation qui accorde une priorité à la question de l'égalité des droits. L'ONU est reconnue pour avoir fait progresser et surtout institutionnalisé les droits des femmes. Elle s'est fermement investie à ce que soient rédigés des standards internationaux relatifs aux droits humains, civils, politiques et sociaux des femmes. C'est ainsi que globalement une nouvelle culture politique mondiale s'est progressivement installée et surtout s'est diffusée au sein des constitutions et des législations nationales. Les résultats de cette démarche engagée et rigoureuse sont, entre autres, l'interdiction d'une quelconque discrimination basée sur le sexe ou encore la garantie devant la loi par de nombreuses constitutions de l'égalité entre les femmes et les hommes.

Quatre conférences mondiales instituées par l'ONU (1975 à Mexico; 1980 à Copenhague; 1985 à Nairobi; 1995 à Pékin) ont imposé les thèmes «Égalité», «Développement», «Paix» en forçant d'autres organisations internationales et les gouvernements nationaux à les inscrire comme thématiques directrices de leurs réflexions, débats, actions et programmes. Elles devenaient alors une opinion publique mondiale.

Les actions de l'ONU auxquelles se sont rajoutées celles de l'Union Européenne (anciennement Communauté Économique Européenne) et du Conseil de l'Europe ont catalysé de véritables changements sociaux et culturels. Même les paradigmes de pensée de certaines notions se sont élargis. À l'interdiction d'une discrimination directe basée sur le sexe s'est rajouté l'interdiction des discriminations indirectes, celles-ci faisant référence à des pratiques

usuelles qui sont au désavantage des femmes; il s'agira donc de surveiller et censurer des pratiques qui à la base ne se réfèrent pas au sexe mais dans leur applications excluent les femmes. À l'égalité des droits on a rajouté l'égalité des chances.

Depuis 1970, on est progressivement passé d'une égalité, qui garantit aux femmes l'accès aux droits accordés aux hommes, à une plus grande spécification à savoir l'égalité dans les droits politiques, dans les droits civils, dans les droits sociaux. Globalement, on est arrivé à l'égalité des chances qui s'appuie davantage sur un principe de discrimination positive en faveur des femmes. Tous ces droits ne sont pas uniformément appliqués dans les pays.

Tant au niveau national qu'international, on peut mesurer une plus grande reconnaissance de la contribution des femmes dans tous les secteurs de la vie sociétale. Les questions des femmes concernent donc maintenant l'ensemble de la société. De ce fait, les politiques envers les femmes continuent d'évoluer. En prenant de plus en plus d'importance, elles tendent vers une égale participation des femmes à tous les niveaux décisionnels de la société, de la politique à l'économie, tant au plan national qu'international.

Il faut noter que les législations nationales et les politiques nationales de promotion des droits des femmes, nombreuses et variées, sont pratiquement toutes imprégnées des directives énoncées par les instruments juridiques internationaux (pactes, conventions, accords, résolutions, recommandations, déclarations). Cependant l'écart reste perceptible entre les buts énoncés et la réalité, et cela pourrait être attribué à diverses raisons entre autres la non-ratification des accords internationaux par des gouvernements. Le défi en ce 21^e siècle demeure la nécessité et la capacité d'établir le juste équilibre entre les normes internationales à appliquer et les prérogatives nationales à respecter.

Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont inscrit la question des femmes dans une véritable dynamique de changement social, économique et politique. Les politiques internationales ont subi une influence croissante des mouvements féministes, des organisations de femmes, des ONG et des lobbies en faveur des femmes. L'ONU a été l'organisation avant-gardiste dans la conceptualisation des droits humains qu'elle a analysés en corrélation aux droits des femmes. Cette posture a imposé de penser les politiques de façon globale. Ce qui a eu pour effet de redéfinir les cadres d'analyse des recherches y relatives. Le paradigme s'est déplacé de *Women and Development* (femmes et développement) à *Women in*

Development (femmes dans le développement), et ensuite à *Gender and Development* (genre et développement).

La naissance de la Commission de la condition de la femme fait preuve de l'avancée de la reconnaissance du rôle des femmes et de la volonté grandissante de la légitimation des droits des femmes. Les années 1960 seront les témoins de l'adoption des pactes internationaux relatifs aux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels. Suite à cela, la nécessité s'imposera de créer un instrument de politique à même de traiter dans l'ensemble les droits des femmes.

Avec les enjeux qu'apporte la décolonisation, les besoins et réalités de vie des femmes des pays sous-développés intègrent les politiques de développement. L'ONU lance la Décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985) en encourageant vivement la participation des femmes au développement à titre d'actrices bien plus que de simples bénéficiaires.

À l'aube des années 1980, une synthèse de trois décennies de politiques pour les femmes fait émerger la «Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes» ou *Convention on the Elimination of Discrimination Against Women (CEDAW)*. Adoptée en 1979, la Convention peut être vue comme étant une charte mondiale établie pour garantir les droits des femmes; elle s'érige en promotrice de l'égalité dans l'ensemble des droits humains, civils, politiques, sociaux, économiques, culturels; elle prévoit des mécanismes de contrôle des engagements pris par les gouvernements nationaux pour son application car en la ratifiant ils se sont engagés à ce qu'elle soit inscrite dans leurs Constitutions et leurs législations. Un exemple d'un cadre politique, qui a été collectivement adopté par presque tous les bailleurs de fonds, est celui qui met l'accent sur les femmes et les inégalités entre les sexes dans le processus de développement. De nombreuses recherches sur l'aide au développement ainsi que sur l'évolution de l'engagement des donateurs (Swiss 2012, Rathgeber 1990, 1995), mettent en évidence de quelle manière les questions des femmes et du genre ont été introduites comme une priorité de développement. Un certain nombre de facteurs ont été présentés comme catalyseurs de l'internationalisation des droits des femmes et de l'égalité des sexes et la plupart proviendraient de la création d'un agenda global pour les États et la société civile ainsi que l'adoption des politiques *WID*, *WAD*, *GAD*.

En outre, les droits des femmes et l'égalité des sexes ont été démontrés (Berkovitch 1999a, b, Lechner and Boli 2005) comme un modèle culturel mondial qui s'est développé, dès la fin du 20^e siècle, à travers l'expansion du mouvement des femmes (Paxton, Hughes, and Green 2006) et le soutien accordé aux initiatives en matière d'égalité entre les sexes par les organisations internationales. La mise en évidence des problèmes des femmes, au cours de la décennie des Nations Unies pour la femme (1975-1985) et des conférences internationales qui se sont succédées, aurait joué un rôle primordial dans la promotion de l'expansion du mouvement des femmes et la formation d'un grand nombre d'organisations internationales et non gouvernementales sur les femmes (Berkovitch 1999a). Nombreux de ces facteurs auraient grandement contribué à astreindre les États à se pencher sur les questions des droits des femmes et à promouvoir l'égalité des sexes à travers un large éventail de problématiques comprenant la santé des femmes, l'éducation, les opportunités économiques, etc. Les organisations internationales, l'ONU et plusieurs mouvements de défense des droits des femmes ont donc collaboré avec les gouvernements afin d'établir et d'institutionnaliser un modèle normatif sur les droits des femmes et l'égalité des sexes. Suivant Nitza Berkovitch dans son analyse, on retient que la coïncidence entre la décennie des Nations Unies pour la femme avec la deuxième décennie des Nations Unies pour le développement a largement favorisé à ce que la question des femmes soit introduite dans le contexte des débats sur les questions du développement. Lorsque la communauté internationale faisait une mise au point simultanément sur ces deux problématiques, le statut de la femme et l'état du développement sont venus à être considérés comme étant inéluctablement liés. Le concept de «sexe et genre» venait d'émerger comme une composante importante de ce modèle culturel mondial, devenant une préoccupation majeure (Lechner and Boli 2005). Les organisations de l'aide au développement et les bailleurs de fonds ont donc par la suite entrepris de développer des politiques qui répondraient aux nouvelles préoccupations ciblées, en intégrant un modèle global des droits des femmes et l'égalité des sexes dans les discours du développement, dans une rhétorique largement acceptée dans la communauté internationale. Des processus similaires peuvent être mobilisés pour illustrer cette diffusion des modèles politiques des bailleurs de fonds vers des domaines tels que l'environnement, les droits humains, le renforcement des capacités de la société civile, la gouvernance, entre autres.

Le *WID*, le *WAD*, le *GAD* : La littérature sur l'ordre politique mondial, sur la mondialisation et sur l'aide au développement, nous renseigne généreusement sur le climat qui a régné dès le début de la période post-seconde guerre mondiale engendrant le «devoir» que se sont imposés les pays industrialisés à fournir de l'«aide au développement» aux pays du Sud. Cette aide s'est illustrée sous la forme des politiques publiques et des programmes de développement.

Suite à l'appel du président Truman⁹, lancé à la communauté internationale, de mettre sur pied des politiques et programmes d'aide au développement, afin que les pays «sous-développés» bénéficient des avancées scientifiques et technologiques des pays occidentaux, plusieurs institutions internationales virent le jour, à l'intérieur desquelles la présence massive fût celle des hommes. Le courant des années 1970 a ainsi connu une grande critique qui s'éleva du milieu universitaire où les féministes dénoncèrent cette marginalisation des femmes au sein de ces grandes structures d'aide.

Colette Chabbott et David Halloran Lumsdaine soutiennent que la période 1961-2003 fut témoin d'une prolifération à grande vitesse de nombreux programmes d'aide au développement sous des facettes multiples et variées (Chabbott 1999) (Lumsdaine 1993). Liam Swiss propose de comprendre le concept de l'«aide au développement» sous deux angles principaux. Premièrement, il découlerait d'un intérêt national des pays donateurs à procurer de l'aide, doublé d'une intention insidieuse à dominer les pays «aidés» par des programmes de développement qui perpétueraient des rapports inégaux de pouvoir (Swiss 2012, Alesina and Dollar 2000, Escobar 1995, Ferguson and Lohmann 1994, Woods 2005).

Deuxièmement, il serait apparenté à un «humanitarisme international» (Swiss 2012)¹⁰ qui motiverait les donateurs à agir pour des motifs humanitaires et moraux en compassion aux sociétés pauvres du monde en développement (Lumsdaine 1993, Opeskin 1996, Pratt 1994). Le caractère uniforme dans la prestation de l'aide laisse penser que les donateurs ont pour intérêt majeur à rester dans une sorte de conformisme face aux objectifs et priorités retenus, bien que très souvent confrontés à des contextes nationaux hétéroclites et divergents. De

9 Ce fut le 20 janvier 1949 que le 33^e président américain Harry S. Truman, dans le point quatre (4) de son allocution d'investiture, met en exergue le concept de «sous-développé» lorsqu'il proclame de «(...) lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avancée scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées» (Rist 2001 : 118, cité par Paul Cliche 2005 : 242).

10 Traduction libre des propos de l'auteur.

nombreuses recherches sur l'aide au développement et sur les organismes donateurs fournissent des pistes de compréhension de cette uniformité dans les politiques d'aide et au sein desdits organismes, et appuient que de telles politiques axées sur des principes «d'objectifs de développement, théorie développement, indicateurs de performance, etc.», génèrent continuellement des résultats similaires au sein des contextes nationaux concernés mais disparates (Martens 2005, Thorbecke 2007).

Après vingt années de travaux qui ont intégré le concept genre dans les politiques et programmes de développement, l'appel fût lancé à un état des lieux. Ceci, étant la priorité, voudrait que soit pris en compte, dans ces politiques et programmes d'aide, les expériences vécues par les hommes et les femmes des pays concernés, et associée à cela la vision des acteurs et planificateurs du développement (Tiedje 2009). La recherche anthropologique sur les questions de développement montre que les femmes souffrent davantage que les hommes en termes de statut et de bien-être, en particulier à cause de la violence et des inégalités de pouvoir. Des phénomènes marquants, tels que les violences à caractère sexuel, le manque d'éducation, l'absence d'autonomie, soulèvent aussi un certain nombre de questions relatives aux droits humains fondamentaux. Les travaux des anthropologues - qui étudient aujourd'hui le champ du genre et du développement sur la manière dont sont perçus, au sein de diverses cultures et de diverses sociétés, à la fois le genre, le développement, et les valeurs et droits fondamentaux de la personne - contribuent à une meilleure compréhension de l'accès des hommes et des femmes au développement et à l'aide humanitaire.

Il faut dire que les tendances de l'aide au développement, depuis la période postcoloniale, ont progressivement mis l'accent sur des problématiques diverses parmi lesquelles le soutien à l'industrialisation, les besoins humains fondamentaux, l'ajustement structurel, le développement des ressources humaines, la bonne gouvernance, l'appui budgétaire, les inégalités entre les sexes, pour ne citer que ceux-là. Liam Swiss considère que cette constante évolution et ce changement incessant dans les priorités de l'aide reflète un degré élevé d'incertitude impliqué dans la promotion et la prestation de l'aide au développement, signifiant qu'il n'y aurait donc pas une solution garantie à la problématique du développement, et par conséquent les donateurs suivent les tendances les plus actuelles de l'aide afin de maintenir la légitimité de leurs programmes d'aide. Cette incertitude, en ce début

du 21^e siècle, est davantage perçue à l'intérieur d'un consensus rhétorique global, des objectifs et des pratiques semblables, des structures institutionnelles communes, mais aussi des priorités et des finalités politiques communes, en dépit des contextes et des intérêts nationaux disparates (Swiss 2012).

Women in Development (WID) signifiant «les Femmes dans le Développement», *Women And Development (WAD)* pour «Femmes et Développement» et *Gender And Development (GAD)* désignant «Genre et Développement», sont les trois grandes perspectives qui ont influencé la manière dont les chercheurs, les praticiens et les agences du développement ont conceptualisé les relations entre le genre et le développement. Ces trois courants sont fondateurs de l'anthropologie de genre. De ce fait, il semble important de les mettre en exergue dans ce travail. Chacune de ces trois approches, *WID*, *WAD*, *GAD* a ses propres hypothèses de travail et ses propres stratégies pour intégrer et conceptualiser les femmes dans le processus de développement.

Le concept de *WID* a fait l'objet d'un large emploi à partir de la publication, en 1970, de l'ouvrage de Esther Boserup, *The role of women in economic development* (Boserup 1970). Dans ce livre innovant, cette auteure analyse la manière dont la modernisation de l'agriculture a affecté le statut des femmes et la division du travail dans les pays en développement. À partir de l'Afrique, elle montre que le développement altère la division du travail entre les sexes. Selon elle, en privant les femmes de leurs rôles productifs, l'échec des programmes de développement était inévitable. L'approche de Boserup reçut d'énormes critiques arguant à une simplification du rôle et du travail des femmes en Afrique, réifiant le patriarcat et négligeant l'expression même des femmes (Beneria and Sen 1981). Mais Boserup fût la première à faire systématiquement de la question du genre une variable du développement, et son travail a considérablement influencé les perspectives de recherche ultérieures. À sa suite, les anthropologues féministes et chercheurs qui partagèrent son approche (Tinker and Bramsen 1976) ont commencé à étudier les effets du développement sur les femmes, à la fois dans les pays en développement et dans les sociétés industrialisées. La principale priorité des chercheurs et des praticiens regroupés sous la rubrique *WID*, était de mieux intégrer les femmes dans le processus de développement, de promouvoir leur statut, et de réduire les processus de discrimination (Rathgeber 1995). Cette approche se fonde largement sur la

théorie de la modernisation, qui était alors un paradigme dominant dans la communauté internationale du développement des années 1970, et cela depuis les années 1950. Selon cette théorie, l'industrialisation et la démocratisation des systèmes éducatifs des pays en développement entraîneraient une transformation des sociétés agraires en sociétés industrielles «modernes». Les tenants de cette théorie pensaient aussi que le développement finirait par toucher toutes les couches de la société, et que même les plus pauvres en bénéficieraient. Cependant, la théorie de la modernisation ne fait pas une grande distinction entre les hommes et les femmes. Pour remédier à cette lacune, l'approche *WID* s'est inspirée d'un certain nombre de travaux anthropologiques féministes. À l'instar de Boserup, plusieurs anthropologues féministes (Sen and Grown 1987, Tiedje 2009) constatèrent les effets négatifs du développement sur la vie des femmes, et soulignèrent que celles-ci étaient affectées autrement que les hommes par le développement, y compris au sein d'une même communauté ou d'un même ménage. Il fut ainsi souligné que, tandis que les experts du développement s'adressaient aux hommes dans le cadre des projets qu'ils promouvaient, l'effet sur les femmes était négligé, et que leur statut au sein de leurs communautés tendait à se dégrader. L'une des raisons à cela, c'était que les premiers programmes de développement étaient orientés et centrés sur les hommes, les femmes ayant généralement un accès limité à l'éducation, elles n'étaient pas recrutées pour participer directement aux projets de développement productif (Kelly and Elliott 1982). Ainsi, les projets de développement agricole des années 1970 occultaient totalement le rôle productif des femmes, ce qui vérifiait l'hypothèse de Boserup. Aux yeux de l'expert occidental du développement, par exemple, le paysan était nécessairement un homme. Les projets de développement visant les femmes s'intéressaient le plus souvent aux soins de l'enfant et privilégiaient la sphère domestique, ignorant le rôle traditionnel important joué par les femmes dans l'économie. Ce biais masculin donnait aux hommes des opportunités de réussite économique plus grandes, qui accroissaient les inégalités entre les sexes. Souvent, il avait des implications directes concernant le succès ou l'échec des projets eux-mêmes (Tiedje 2009). On a pu également observer la dégradation du statut des femmes à travers un affaiblissement des lignées matrilineaires, dû au fait que les premiers programmes de développement tendaient à confier aux hommes la responsabilité de projets économiques qui leur donnaient un accès nouveau à la propriété. De ce fait, à travers la modernisation et l'occidentalisation induite par ces programmes, nombre de femmes des pays

en développement perdirent à la fois leur pouvoir et leurs droits anciens à la propriété dans leur propre communauté. Il est largement reconnu aujourd'hui que la perspective *WID* a considérablement contribué à la compréhension des rôles productifs des femmes, et de ce qui les différencie de ceux des hommes. Grâce à cette approche, la recherche sur l'expérience et la perception des femmes dans le développement a trouvé une légitimité; les contributions des femmes ont été reconnues, ainsi que la nécessité d'intégrer les femmes en tant que participantes actives dans les programmes de développement existants. Les ouvrages de Reiter, Lamphere et Rosaldo (Reiter 1975) (Lamphere and Rosaldo 1974) furent plus tard critiqués pour leur biais occidental et leur essentialisme féministe; ils tendaient à représenter les femmes comme un groupe homogène et négligeaient de reconnaître que les femmes de couleur ou les femmes des pays en développement pouvaient ne pas partager les mêmes idées que les féministes occidentales (pour la plupart blanches) occupant des positions universitaires privilégiées. Pour répondre à ces critiques, le genre devint un concept des études anthropologiques au milieu des années 1980, ce qui influença ensuite la recherche et la pratique en matière de genre et de développement (Jaquette 1982, Moore 1988).

Des limites à l'approche *WID* furent relevées en ce sens que, focalisée sur l'intégration des femmes dans les projets de développement existants, elle omit de se pencher sur les questions liées à la réduction des inégalités de pouvoir entre les sexes, et par ailleurs de remettre en question les structures sociales établies. En effet, peu de recherches étaient menées pour savoir si les femmes pourraient continuer à assumer leurs responsabilités domestiques et reproductives une fois qu'elles auraient été enrôlées dans de nouveaux projets productifs. En outre, on ignorait quel serait l'impact des nouveaux rôles des femmes sur les relations entre les sexes au niveau local. Cette limite est attribuée au fait que l'approche *WID* a une grande tendance à se focaliser sur les femmes, sans essayer de comprendre les relations entre les sexes. De plus, l'approche *WID* a tendance à représenter les femmes comme faisant partie intégrante d'un groupe homogène, ce qui n'est pas forcément le cas. Cependant, la limite majeure est son lien étroit avec la théorie de la modernisation, qui se fonde sur la croyance que les femmes, grâce à un meilleur accès à l'éducation et aux projets économiques, finiraient par devenir des partenaires économiques à égalité avec les hommes.

Ce qui ressort de cette limite adressée à l'approche *WID*, ce n'est pas nécessairement parce que les femmes auraient eu un meilleur accès à l'éducation et aux projets productifs, qu'elles

seraient inéluctablement devenues des partenaires économiques à égalité avec les hommes. De fait, il y a un aspect important à explorer qui est celui du fondement culturel des interrelations entre les hommes et les femmes dans chaque société. Autrement dit, il faut s'intéresser à savoir comment la femme est perçue dans son rôle reproductif et comment serait-elle perçue dans un nouveau rôle productif; et aussi s'investir à définir comment sont construites les structures sociales et les unités familiales, et comment se définissent les représentations à l'intérieur de ces celles-ci.

L'approche *WAD* apparut au milieu des années 1970, et fut une large réponse marxiste à l'approche *WID*. De ce point de vue, les approches antérieures - dont *WID* - avaient négligé d'analyser les relations entre les femmes et le développement. Sous l'influence du féminisme marxiste, cette posture souhaitait aller au-delà des limites de la théorie de la modernisation, estimant que les femmes avaient toujours participé au processus économique et au développement. L'approche *WAD* a d'abord attiré l'attention sur le fait que les hommes, qui ne faisaient pas partie de l'élite économique des pays en développement, souffraient également de l'impact négatif de l'inégalité des relations structurelles internationales. Cependant, l'approche *WAD* a démontré également quelques limites. Comme l'approche *WID*, elle a laissé percevoir un fort biais occidental. Son objectif était d'améliorer la vie des femmes des pays en développement en les intégrant dans une économie monétaire et en leur donnant accès au capital. Une fois encore, les rôles domestiques et reproducteurs des femmes, jugés privés, non économiques et domestiques, étaient considérés comme secondaires pour la réussite du développement. Une autre critique dénonçait la tendance de *WAD* à réunir les hommes et les femmes du monde en développement dans un seul groupe, opposé aux hommes et aux femmes du monde industrialisé. Autrement dit, l'élargissement du spectre d'analyse au niveau international tendait à fusionner les hommes et les femmes des pays en développement. Était ainsi occultée toute analyse systématique des relations existantes de classe et de genre, et de leurs effets spécifiques sur le statut des femmes; de même que n'étaient pas remises en question les relations patriarcales existantes dans le but de mettre fin à la subordination des femmes.

La perspective *GAD* est apparue à son tour dans les années 1980 pour répondre aux carences des deux approches précédentes. Elle était principalement influencée par le féminisme socialiste, qui faisait un lien entre les rapports de production et les rapports de reproduction,

comblant ainsi l'une des lacunes de *WID* et de *WAD* (Jaquette 1982, Moore 1988). *GAD* est une approche qui se soit demandée si la subordination des femmes était une donnée universelle ou non. Les premières recherches estimaient que les femmes n'étaient pas naturellement inférieures aux hommes, et posaient des questions essentielles telles que : pourquoi les femmes de telle ou telle société sont-elles cantonnées à la sphère domestique ? Existe-t-il une séparation stricte entre sphère domestique et sphère publique ? Les femmes sont-elles aux hommes ce que la nature est à la culture ? (Ortner 1974). En bref, l'approche *GAD* était la première à faire des «relations sociales de genre» son principal objet d'analyse. L'intérêt se déplaçait des «femmes» vers le «genre», la priorité étant donnée à la compréhension de la construction sociale de celui-ci. Cela signifiait que les rôles des femmes et des hommes, et leurs fonctions dans les sphères politique, économique ou sociale, se définissaient comme des rôles socialement construits. En d'autres termes, les premiers chercheurs *GAD* s'affairaient à analyser «ce que cela signifiait d'être une femme» ou «d'être un homme» dans telle ou telle société. De ce fait, les travaux devaient s'adapter au contexte, et il devenait de plus en plus difficile de parler en termes universels. L'anthropologue Kate Young est une figure éminente de l'approche *GAD*, qui s'est largement diversifiée à partir du milieu des années 1980, et comprend aujourd'hui divers courants théoriques. Mais sa qualification par Kate Young, en 1987, de «perspective holistique» a conservé toute sa pertinence. Pour elle, une perspective holistique prend en compte tous les aspects de l'organisation sociale, à la fois dans les sphères économique et politique. C'est seulement à cette condition qu'il est possible de comprendre les particularités d'une société, y compris la construction sociale du genre et les relations entre genre et développement (Young 1987). De ce fait, *GAD* ne s'intéresse pas seulement aux rôles productif ou reproductif des femmes; elle prend aussi en compte la part que les hommes peuvent prendre à une meilleure justice sociale et à une plus grande égalité entre les sexes. Ainsi, tout en étant fortement influencée par les féministes socialistes, cette approche semble moins strictement féministe que les précédentes. La priorité, ainsi donnée à la construction sociale des relations de genre dans le contexte du développement, a aussi permis aux chercheurs d'explorer de nouveaux domaines, comme le rôle et la contribution des femmes à la réussite économique et au développement, au sein et en dehors du foyer.

À partir du milieu des années 1980, les chercheurs ont commencé à se pencher explicitement

sur les sphères reproductives et domestiques (ou privées) qui avaient été négligées par les deux approches précédentes. Ils s'intéressèrent aussi à l'État, c'est-à-dire à la manière dont l'État pouvait façonner les relations de genre et favoriser l'émancipation des femmes, ainsi qu'à divers aspects juridiques : les droits des femmes en matière de propriété et d'héritage, à la fois dans les sociétés étatiques et dans le cadre du droit coutumier (Rathgeber 1995). Depuis les années 1990, les approches *GAD* continuent de privilégier les questions du pouvoir et du contrôle, en vue de transformer les relations oppressives entre les sexes. Il est aujourd'hui largement reconnu que les inégalités entre les sexes ne peuvent être séparées des autres relations d'oppression dans la société. Les relations de genre sont considérées comme étant socialement construites entre les hommes et les femmes, et façonnées en permanence par les autres formes de relations sociales, telles que la classe sociale, l'ethnicité, l'âge, la religion, et l'éducation. L'agenda *GAD* suit aujourd'hui de près celui des partisans du développement participatif; et il s'agit de deux approches qui cherchent à transformer les relations oppressives de pouvoir en s'intéressant au vécu et à l'expression des groupes marginalisés et opprimés. En dépit de ces points communs, l'approche *GAD* et l'approche des partisans du développement participatif sont différentes et parfois opposées. Ainsi, l'oubli de la question du genre chez les praticiens du développement participatif est contesté par nombre de chercheurs féministes, qui prônent une plus grande attention aux différences, à la fois en théorie et en pratique. Ces chercheurs féministes critiquent en particulier la simplification actuelle du concept de communauté, considérée comme une entité politiquement et culturellement homogène, et soulignent l'importance du genre comme forme de différence (Cornwall 1998, Crawley 1998, Irene and Shah 1998, Humble 1999). Depuis les années 1990, la participation a été adoptée comme principe organisateur par les principales agences du développement (Banque Mondiale 1994), qui cherchaient à répondre aux critiques dénonçant le paternalisme des projets de développement et le fait qu'ils fonctionnaient du haut vers le bas (Escobar 1995). Mais pour les chercheurs travaillant sur le "Genre et le Développement", la participation est un processus d'autonomisation des hommes et des femmes marginalisés, qui a pour objectif de faire entendre leurs voix, de répondre à la complexité des sociétés, et de favoriser des changements à long terme des relations de pouvoir entre les hommes et les femmes marginalisés, les décideurs et les institutions (Nelson and Wright 1995). Ainsi, le genre reste au cœur des débats actuels de la littérature sur le développement. Cet aperçu

historique sur l'implication des anthropologues, et d'autres chercheurs, en matière de «Genre et Développement» force d'admettre que les décennies antérieures de recherche dans ce domaine ont contribué, et continuent de fait, à éclairer notre compréhension des processus, des échecs, des réussites, des espoirs, de la théorie et de la pratique dans le champ du développement.

«Parité hommes-femmes»; «autonomisation des femmes»; «égalité des chances et des sexes»; ce sont là de nouveaux paradigmes qui témoignent de l'évolution des perspectives ayant émergé au sortir des conférences internationales sur les femmes (la première en 1975 à Mexico, la deuxième en 1985 à Nairobi, la troisième en 1990 à Copenhague, la quatrième en 1995 à Beijing, la cinquième en 2000 à New York appelé Beijing + 5). Ces nouveaux paradigmes ont émergé dans le champ du développement et se traduisent par de nouvelles approches qui tiennent dorénavant compte des questions de genre et de parité hommes-femmes dans le monde du développement, en matière de programmes d'aide au développement et d'aide humanitaire. Depuis le milieu des années 1990, l'élaboration et l'implémentation des programmes de développement et d'aide humanitaire accordaient une priorité à l'égalité des sexes et à l'égale implication des hommes et des femmes. Les programmes des grandes institutions de développement soulignent, en effet, les liens conceptuels et empiriques entre le genre, la politique publique et le développement, et voient dans l'égalité - en matière de droits, de ressources, et d'expression entre les sexes - un élément essentiel du processus «générateur de développement» (Banque mondiale, 2001). À cet égard, il est démontré que les projets d'aide au développement et d'aide humanitaire sont moins efficaces dans les sociétés où il existe une réelle absence d'implication des femmes dans leur élaboration et leur mise en œuvre. C'est dans cette perspective que le Cameroun s'est inscrit dans un processus d'institutionnalisation du *genre*. Dans l'optique donc de s'arrimer à la politique internationale en matière de *genre*, les politiques publiques au Cameroun intègrent présentement de manière transversale des indicateurs pouvant permettre de mesurer jusqu'à quel niveau ces politiques sont sensibles au Genre. Avant de nous pencher sur les mécanismes qui ont conduit à la Politique Nationale de promotion du Genre au Cameroun, posons en premier lieu un regard sur la situation de la femme camerounaise.

1.4 De la notion de «genre» : États des lieux en Afrique subsaharienne

Les recherches sur l'histoire du genre en Afrique¹¹ sont récentes dans la littérature française; celle-ci en est moins riche et dense que celle anglo-saxonne qui a une grande longueur d'avance. Catherine Coquery-Vidrovitch pensait encore récemment que les chercheurs africains devaient s'investir davantage dans la recherche sur les rapports de genre (principalement en Afrique), tout en laissant comprendre que ce «retard» ou cette «réticence» aurait été en raison d'une tradition de supériorité masculine enracinée. En à peine une décennie la donne changea (Coquery-Vidrovitch 1997b). Avec le collectif d'Odile Goerg (Goerg 2007) un tournant épistémologique s'opéra et il a été possible de passer de l'histoire des femmes, gracieusement et mémorablement relatée par Catherine Coquery-Vidrovitch (Coquery-Vidrovitch 1994) à celle du genre (Rogers 2009). D'un point de vue des spécialistes de l'Afrique et de plus en plus d'africains, l'histoire du genre en Afrique est une analyse des différences entre les sexes et des rapports de pouvoir à l'intérieur de l'organisation et du fonctionnement des sociétés précoloniales, de celles de l'avènement des États-nations et de celles plus contemporaines. Aujourd'hui, la littérature sur le genre en Afrique s'est considérablement enrichie et celle anglo-saxonne, notamment aux États-Unis, a connu l'influence des mouvements de pression, tels que l'*African American*, mais surtout la virulence du militantisme féministe anglo-saxon.

Si l'anthropologie historique s'est longtemps intéressée aux institutions traditionnelles et aux différents phénomènes culturels nommons la parenté, la famille, le mariage, les rituels, l'anthropologie contemporaine a fait du genre un objet d'étude. En effet, l'anthropologie du genre offre une lecture différente du monde social et des diverses hiérarchies qui le composent. L'histoire du genre en Afrique pose donc un regard renouvelé sur la famille, sur la sexualité, sur la stratification sociale, sur les fondements de la division sexuelle du politique et du travail. Le genre est devenu une catégorie d'analyse comparative qui sert à la

¹¹ Un consensus général semble être établi dans la littérature francophone faisant référence à l'Afrique noire lorsque le mot Afrique est évoqué.

compréhension de la réalité passée et des transformations qui l'ont traversé à travers le temps et les espaces.

Il faut dire que les grandes transitions mondiales ne manquèrent pas d'impacter la condition féminine en Afrique. Nous pensons à la révolution industrielle en Occident au 19^e siècle, qui s'ouvrit inéluctablement sur la colonisation. Nous pensons aux deux guerres mondiales, aux luttes pour la décolonisation et aux indépendances qui s'amorcèrent autour des années 1960, la dépression des années 1970, la chute du mur de Berlin à la fin des années 1980. Les rôles et les statuts des femmes en Afrique connurent alors de profondes mutations sociales et économiques. Celles-ci font référence aux émigrations économiques masculines qui obligèrent une redistribution des tâches et responsabilités au sein des foyers; au salariat féminin qui donnèrent plus de droits aux femmes; à l'urbanisation qui favorisa l'exode rural féminin en offrant plus d'opportunités aux femmes d'intégrer la chaîne de production économique; en effet la migration urbaine féminine contribua à la transformation de la traditionalité africaine. Ces mutations sociales et économiques seront donc vectrices de l'établissement de nouveaux rapports de genre. D'autres transformations sociétales des rapports sociaux de sexe sont le résultat des victoires issues des luttes féministes; ces victoires ont galvanisées les femmes à mettre en place des pratiques de renversement de l'ordre patriarcal dans leurs cadres quotidiens de vie remportant des conquêtes microsociales dans leur univers immédiat.

Faire une historiographie de l'histoire du genre en Afrique n'est définitivement pas éloigné d'en faire une sur l'histoire des femmes de ce continent car, en effet, la frontière entre ces deux postures épistémologiques est très ténue. De plus, de nombreuses passerelles voudraient que l'histoire des femmes en Afrique soit examinée à travers le prisme du genre et des interrogations sur les rapports sociaux entre les sexes. Notre approche se nourrit autant de la riche littérature sur l'histoire des femmes d'Afrique que de celle moins dense sur l'histoire du genre en Afrique.

1.4.1 Que nous révèle le «genre» de l'époque précoloniale?

La question du genre autrement dit le problème des «rapports sociaux de sexe» se pose de manière différente dans des espaces temporels variés. Il est donc possible d'examiner ce qu'il en était déjà à la période précoloniale.

Marianne Nabaloum dénonce l'invisibilité du genre dans le traitement de l'histoire africaine ainsi que l'exclusion des femmes légitimée par une tradition puriste et phallocratique (Nabaloum 1997). Elle oblige donc une relecture et une réécriture de l'histoire qui est plutôt riche en personnages féminins, dont l'importance de leur place dans la société a été largement démontrée. Plusieurs travaux des anthropologues, des historiens, des étudiants et même des écrivains d'autres disciplines, sont riches et édifiants sur ce sujet (Coquery-Vidrovitch 2013, Serbin 2004, Sorel and Gomis 2004, Quiminal and Coquery-Vidrovitch 1999, Coquery-Vidrovitch 1994, Berger and White 1999, Nabaloum, Pauline 1960).

Les observations et analyses de Marianne Nabaloum, au sujet de la quotidienneté au sein de la cour royale du Yaadtenga Naaba du milieu du 16^e siècle à la fin du 19^e siècle, mettent en exergue l'existence d'un système basé sur un équilibre des pouvoirs et sur une dualité des genres. La gestion politique et traditionnelle s'exerçait à travers une complémentarité des pouvoirs masculins opérant dans la sphère publique et des pouvoirs féminins opérant dans la sphère privée. La stratification et l'organisation sociales et codifiées offrent aux femmes un statut particulier qui, additionné à la proximité avec le premier détenteur de l'autorité politique, leur crée une nouvelle identité qui privilégie un «moi communautaire» à un «moi individuel». Au sein de cette cour royale, existe une «ambivalence des rapports intergenres» (ibid.) entre l'espace féminin et l'espace masculin et une volonté de maintenir un équilibre des rapports. Cet équilibre subira le heurt de la colonisation qui sera la cause de l'effacement progressif des codes identitaires et de la stratification sociale et politique.

Anne Hugon livre une analyse de ce qu'elle nomme «la contradiction missionnaire» (Hugon 1997). Elle a analysé les discours et les pratiques des missionnaires méthodistes à l'égard des femmes africaines de Côte de l'Or de la période 1835-1874. Son étude met en exergue les mécanismes structurels qui ont engendré des modifications dans les rapports femmes-hommes. Elle fait état des rôles prépondérants que les missionnaires méthodistes ont eu à jouer dans ces processus de changement. De prime abord, les missionnaires méthodistes de

Gold Coast du 19^e siècle précolonial se représentèrent les femmes africaines comme des subordonnées, des opprimées, des marginalisées. S'érigeant en libérateurs, leurs discours se sont aussitôt voulus émancipateurs; et leurs actions étaient pensées dans le sens de l'amélioration du statut et de la condition des femmes. C'est dans cette perspective qu'ils optèrent pour l'instruction des femmes et aussi privilégièrent un discours relatif au mariage monogamique. Cependant, l'église méthodiste d'alors en Côte de l'Or ne put pas répondre à tous les problèmes spécifiques des femmes, furent-elles chrétiennes ou non, tel la violence domestique. Alors un clivage se présenta entre les intentions théoriques des missionnaires et les réalités pratiques. De plus, leurs objectifs affichés de vouloir émanciper la femme africaine étaient contradictoires à leurs intentions cachées de vouloir imposer le modèle occidental de la famille du 19^e siècle.

Depuis le 17^e siècle précolonial, les femmes ont joué des rôles de médiatrices culturelles. Elles ont servi de courroie de transmission entre les valeurs autochtones et celles des étrangers qui foulaient les territoires africains à cette époque. Dominique Bois a étudié les rapports sociaux de sexe entre les femmes Betsimisaraka de la Côte Est de Madagascar et les hommes étrangers qui les côtoyèrent (Bois 1997). Ces femmes malgaches, ménagères concubines, femmes d'affaires, prostituées, réussirent à tirer prestige et fortune de ces relations. Elles contribuèrent à ce que ces alliances avec les étrangers soient profitables au pouvoir local, ce qui leur permirent de maintenir un statut privilégié jusqu'à la seconde moitié du 19^e siècle (ibid.). Elles seront donc d'un appui incontournable pour les missionnaires de même que des intermédiaires culturels. Avec l'éducation dont elles bénéficieront (bien que volontairement européanisées pour qu'elles servent à meilleur apport) elles deviendront indispensables aux diplomates et aux gouverneurs dans leur gestion des rapports avec l'étranger (ibid.).

1.4.2 Que nous révèle le «genre» de l'époque coloniale?

Le genre est au cœur des sociétés coloniales, à la fois comme processus de construction des identités sexuées et comme rapport de pouvoir. En effet, le corps et la morale sexuelle ont été au cœur du rapport colonial. Plusieurs études abordent la colonisation au prisme du genre en mettant en exergue la sexuation de la domination. Odile Goerg a produit une généreuse et riche littérature sur «l'histoire de l'Afrique et les réécritures contemporaines de l'histoire coloniale» (Goerg 2007).

La colonisation fut productrice de nouvelles identités (de genre) masculines et féminines. Elle s'est traduite par une recomposition des hiérarchies sociales et sexuées. La politique coloniale s'est servie du concubinage, du métissage et de l'éducation. La sexualité interracial a constitué un enjeu majeur pour la politique coloniale (Taraud 2003).

La sexualité a été un lieu stratégique de contacts interraciaux et il s'imposait aux autorités coloniales de la contrôler. Les relations sexuelles entre les colons et les femmes «indigènes» étaient étroitement liées aux idées et aux frontières de race et de genre. Ce type de relation a constitué les éléments fondamentaux des relations sociales et raciales coloniales (Tracol-Huynh 2009). Le projet colonial a institué le contrôle de la sexualité et le concubinage a servi de fondements à l'administration coloniale (Cooper and Stoler 1997). Le discours réglementaire et même médical a imposé à ce que des limites strictes soient respectées entre les colonisateurs et les femmes «indigènes». À travers le concubinage et la prostitution, la sexualité coloniale était un enjeu pour l'identité des colonisateurs, mais aussi pour «les catégories manichéennes de dominant et dominé, au sens politique» (Tracol-Huynh 2009). L'anthropologue Stoler affirme à ce sujet que «le contrôle sexuel était plus qu'une métaphore commode de la domination coloniale. Il était un marqueur fondamental de classe et de race intégré au sein d'un ensemble plus large de relations de pouvoir» (Stoler 2002).

Dans le même sillage, Amandine Lauro parle de «ménagères de blanc» (Amandine 2007). Ayant examiné le vécu des femmes congolaises avec les Européens, elle démontre toute la symbolique derrière la sexualité, le concubinage et le mariage interracial. La politique coloniale a fait des affaires privées une stratégie d'administration. Amandine Lauro atteste que la sexualité, et le contrôle exercé sur celle des femmes «indigènes» par les colonisateurs, a fait l'objet, dès le début du projet colonial, de politiques, de prérogatives et de prescriptions. Les «ménagères de blanc» (ibid.), à titre d'«individus-frontières» (Taraud 2003), sont la preuve de la déliquescence des frontières de race et de genre dont l'idéologie coloniale avait son approche. Ces politiques (sexuelles) interraciales sont les marqueurs des rapports de genre, de race, de classe. Elles témoignent des frontières raciales structurées en terme de genre.

Les études de McClintock, Clancy-Smith et Gouda (McClintock 1995) (Clancy-Smith and Gouda 1998) permettent également de démontrer que la période coloniale fût fortement

teintée d'une rhétorique de genre et d'une imagerie sexuelle qui laissèrent percevoir les femmes «indigènes» comme des objets symboliques de la colonisation. La littérature anglo-saxonne (*colonial studies*) est riche en études réalisées sur les vécus des coloniaux avec les femmes «indigènes».

1.5 Conclusion

Influence des organisations internationales sur les politiques publiques : La diffusion de modèles culturels mondiaux trouvent une forte résonance à l'intérieur des organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales (Boli and Thomas 1997, 1999). Les modèles promus sont définis par des politiques de protection de l'environnement, de contrôle démographique, de respect des droits des femmes et l'égalité des sexes, pour ne citer que ceux-là. Ces institutions, constituant une force centrale dans le système mondial, influenceraient activement les États et les individus à intégrer de nouveaux buts et objectifs qui sont en faveur d'une culture mondiale (ibid.).

De nombreuses recherches, sur le fonctionnement du système politique mondial, mettent un grand accent sur ce rôle capital que joueraient ces institutions, au travers desquelles les modèles culturels de la société mondiale seraient propagées (Meyer, Boli, et al. 1997, Meyer, Frank, et al. 1997, Schofer and McEneaney 2003, Wotipka and Ramirez 2003).

L'Organisation des Nations Unies est perçue dans cette optique comme une structure par laquelle les États se coordonnent sur des questions liées à l'environnement, l'alimentation, la santé, le statut et les droits des femmes, le développement, et bien d'autres. Il s'agirait d'un système fournissant un moyen de légitimer les États et leurs actions à l'échelle mondiale. Tous les pays membres de cette organisation seraient donc tenus à un ensemble commun de normes et d'attentes qui définissent leurs rôles et leurs responsabilités (Meyer, Boli, et al. 1997).

Reconnus membres des organisations intergouvernementales, les États seraient donc astreints à respecter une norme d'appartenance qui définit, en effet, ces institutions et les politiques et, par conséquent, favoriserait une sorte d'isomorphisme et de conformisme.

Les organisations défendant les droits des femmes seraient vues comme des vecteurs qui véhiculent le discours féministe international soutenu par les mouvements des femmes sur les questions des inégalités de genre et de la participation des femmes dans la société. Pamela

Paxton appuie que la croissance et l'influence du mouvement international des femmes a affecté la représentation politique des femmes dans les parlements à travers le monde (Paxton, Hughes, and Green 2006). Selon Liam Swiss, le nombre élevé d'organisations internationales de femmes, auxquelles adhèrent les individus d'un pays, favoriserait l'adoption par les pays donateurs d'une politique de défense des droits des femmes en faveur des pays donataires (Swiss 2012).

Influence des conférences et des traités internationaux sur les politiques publiques : Un nombre croissant de littérature scientifique examine de quelle manière les normes internationales mettent un accent particulier sur les questions de femmes et d'égalité entre les sexes et affecteraient la création des politiques de genre (Friedman 2009, Avdeyeva 2007, Gray, Kittilson, and Sandholtz 2006, Reyes and Merry 2006, Chan-Tiberghien 2004, Joachim 2003).

Les normes internationales, aussi perçues comme des normes de comportement approprié, partagées par une masse critique d'États, affecteraient l'élaboration et la mise en œuvre des politiques nationales suivant une variété de causalité comprenant la création de normes au sein de la communauté internationale et des attentes partagées au sein des sociétés civiles régionales (Friedman 2009, Simmons 2009, Khagram, Riker, and Sikkink 2002, Clark, Friedman, and Hochstetler 1998).

L'adhésion des États au sein des organisations internationales est conjointe à l'adoption des traités internationaux, qui résultent de l'attention accordée à des questions particulières discutées au cours des conférences internationales. Ces traités apparaîtraient comme un moyen de normaliser et de légitimer les actions des États qui épousent des définitions, des attentes et des objectifs. Ils seraient également des moyens de diffusion des concepts et des normes communes. Des exemples notables incluent la «Déclaration universelle des droits de l'homme», la «Convention relative aux droits de l'enfant», la «Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)».

CEDAW a été adoptée par l'assemblée générale des Nations Unies en 1979. Durant la conférence internationale qui s'est tenue à Copenhague en 1980, une soixantaine de pays auraient signé cette convention et, moins d'un an après son adoption, de nombreux pays

l'auraient ratifié. La force avec laquelle ce traité s'opéra n'égala presque aucune autre convention précédente relative aux droits humains.

Les recherches sur les mécanismes d'adoption des traités internationaux révèlent que la diffusion, par la communauté internationale, de la ratification de nombreux traités par les États, est perçue comme un vecteur d'influence politique majeur. La ratification des traités implique pour les États l'adhésion à un cadre normatif commun. Dans le cadre de la CEDAW, les pays ayant ratifié ce traité sont appelés à intégrer ses principes et ses normes afin que cela soit visible à l'intérieur de toutes les politiques (Wotipka and Ramirez 2008).

Les conférences internationales seraient considérées, dans ce cadre, comme des formes de rituel au travers desquels les principes et les messages sont diffusés et renforcés entre les États participants (Lechner and Boli 2005). En effet, les grandes conférences, notamment celles de l'ONU sur les thèmes de l'environnement, des droits humains, de la population, des femmes, auraient eu un impact considérable sur l'élaboration d'un consensus global sur ces sujets. Considérant les politiques *WID*, *WAD*, *GAD*, la diffusion de celles-ci se serait passée sous l'influence de quatre grandes conférences de l'ONU sur les femmes de 1975 à 1995, entraînant progressivement l'intégration de la notion des droits des femmes en tant que droits humains fondamentaux (Lechner and Boli 2005, Moser and Moser 2005).

Liam Swiss soutient, dans son analyse, que la *CEDAW* a drainé un degré élevé d'attention sur les problèmes des femmes et les inégalités entre les sexes, ce qui a été fortement appuyé par les conférences de l'ONU débattant de ces problématiques, et par conséquent les principes des politiques *WID*, *WAD*, *GAD* ont eu une empreinte sur les politiques élaborées par les États (Swiss 2012).

Plusieurs mécanismes permettent de comprendre de quelle manière les normes internationales influenceraient l'élaboration des politiques publiques nationales. Entre autres seraient l'influence des traités et des documents internationaux à l'exemple de CEDAW sur les droits des femmes, l'influence des accords régionaux à l'exemple de ceux relatifs à la violence faite aux femmes, l'influence des pressions régionales à la conformité aux accords. Ces mécanismes de pression à l'adhésion et à la conformité aux lois, traités et normes internationales seraient également associés aux mouvements féministes nationaux,

transnationaux et internationaux. Mala Htun et Laurel Weldon soutiennent que les mouvements féministes auraient été à l'origine d'une plus forte pression institutionnelle, en militant pour que de nombreuses mesures institutionnelles soient adoptées au sein de la communauté internationale (Htun and Weldon 2012).

Les pays, qui questionnaient déjà les droits des femmes et l'égalité des sexes, auraient été les plus enclins à ratifier les traités internationaux tels que CEDAW, car les directives se rejoignent (Simmons 2009). Cependant, ceux des États, recherchant une légitimité internationale tout en envisageant des difficultés à se conformer aux directives de ces traités internationaux, les auraient tout autant ratifiés, leur objectif étant de communiquer à une large audience leur engagement aux droits des femmes. La signature de ces traités serait donc cause d'une mobilisation de citoyens et des attentes nationales, et les États seraient attendus à rendre des comptes au cours des forums publics, tels que des comités de CEDAW, pour ceux qui n'auraient pas remplis adéquatement leurs engagements. Les États, socialisant avec les normes internationales sur les droits des femmes et l'égalité des sexes, seraient donc attendus à créer des politiques contenant les directives de ces traités.

Les politiques publiques s'influenceraient-elles entre elles ? La ratification des traités internationaux par plusieurs États générerait une sorte d'isomorphisme institutionnel car, malgré des contextes politiques, sociaux et culturels divergents, ils partageraient des politiques similaires avec des priorités, des décisions et des résultats communs. Cette similitude au sein des politiques serait perçue comme le reflet d'un consensus global sur des accords qui favorisent la conformité entre les principaux États. Ces accords donnent des politiques similaires destinés à des États dissemblables, et par conséquent homogénéisent des approches au travers de la propagation d'un cadre de modèles, priorités et paramètres à partir desquels opérer. L'opérationnalisation de ces politiques se révèle un défi pour ces États dont certains seraient en proie à une incertitude concernant les objectifs et les moyens pour les atteindre. Très souvent les problématiques en jeu, définies comme objectifs à atteindre, en l'occurrence celle de l'égalité des sexes et des droits des femmes, pourraient signifier beaucoup de choses différentes et par conséquent s'avèreraient des objectifs difficiles à atteindre pour de nombreux États (Stiglitz 2002, Sen 1999, Woolcock 1998, Pieterse 1998, Escobar 1995, Ferguson and Lohmann 1994, Lumsdaine 1993).

Cette incertitude conduirait donc les États à s'imiter les uns et les autres et servirait aussi comme moyen d'actions et de légitimation entre eux, plutôt que d'adopter des approches non-conformistes qui pourraient paraître plus risquées. De plus, elle augmenterait l'isomorphisme institutionnel et l'isomorphisme des politiques au travers des moyens qui semblent procurer une certaine sécurité quant à l'atteinte des objectifs retenus, et diminueraient la diversité des efforts (DiMaggio and Powell 1983).

L'analyse de Liam Swiss démontre que l'adoption d'une politique par plusieurs - bailleurs de fonds et États - aurait une influence notoire sur les autres qui adopteront la même politique. Il s'agirait d'un effet de contagion ou de mimétisme favorisé par la propagation des modèles et des institutions communs (Swiss 2012, Wotipka and Ramirez 2008, Jang 2003, Ramirez and McEneaney 1997). En effet, les États qui ont déjà adopté une certaine position sont susceptibles d'influencer les autres à le faire.

Influence des facteurs domestiques sur les politiques publiques

Les recherches démontrant les influences des institutions internationales, des conférences internationales, des traités et des effets de contagion, sur la création et la mise en œuvre des politiques publiques, mettent également en exergue des facteurs internes qui participent à façonner la manière dont les politiques et les modèles institutionnels sont convertis à l'intérieur de chaque État (Hironaka 2002, Ramirez and McEneaney 1997).

L'hétéronomie d'une culture

Le concept de «culture mondiale»¹² a été retenu dans la littérature comme décrivant des modèles communs de politiques au sein de la communauté internationale (Meyer 2007, Lechner and Boli 2005, Boli and Thomas 1999, Meyer, Boli, et al. 1997).

Cette culture mondiale est un ensemble normatif de valeurs, de normes et de modèles qui légitiment les actions et les interactions des États, des organisations et même des individus. La culture dans ce contexte se réfère à une série de modèles qui décrivent les attentes de la façon

¹² Traduction libre des propos de l'auteur (Swiss, 2012 : 101).

dont les acteurs (États, organisations ou personnes) devraient apparaître ou se comporter. La croissance de la culture mondiale est le résultat des interactions entre les États, les organisations internationales, la société civile, et des milieux scientifiques, pour définir et mettre en œuvre des scripts de comportement qui sont ensuite adoptés par des acteurs, à tous les niveaux, que ces derniers soient en interaction ou pas.

C'est de ces modèles, qui façonnent les États, que s'inspirent les gouvernements pour créer et mettre en œuvre des politiques à l'intérieur d'un isomorphisme institutionnel, caractéristique d'une politique internationale qui légitime des modèles culturels, considérés comme universellement applicables et appropriés à tous les États et organisations.

Il aurait un lien direct entre la diffusion des politiques internationales et l'adoption des modèles culturels de niveau mondial par des États. Selon John Meyer, la force motrice, derrière cette diffusion, serait que les États adoptent ces modèles, dans le but de chercher une légitimité sur la scène internationale et répondre aux demandes nationales qui satisfont aux normes internationales et, ce faisant, développent des mécanismes de réception et d'interprétation de ces modèles, créant ainsi des «néomodèles» qui ne correspondraient pas tout à fait aux modèles de départ. La densité de la politique et l'enracinement des États dans les organisations internationales semblent être des déterminants importants de la diffusion de modèles de politiques culturelles dans le monde (Wotipka and Ramirez 2003, Hironaka 2002, Meyer, Boli, et al. 1997, Ramirez and McEneaney 1997).

1.6 Articulation de la thèse

Le présent ouvrage se présente selon le modèle non classique d'une **thèse par articles**. Sa structure se décline ainsi qu'il suit.

La première partie est une description du cadre conceptuel de la recherche. Elle compte cette introduction incluant les motivations, les intérêts et le contexte de la recherche. L'analyse critique de la littérature (**chapitre 1**) suit en exposant les définitions des concepts et les diverses postures épistémologiques sur les questions des femmes et sur celles de genre. L'état des lieux et la problématisation (**chapitre 2**) vient immédiatement après en identifiant les objectifs de la recherche. La méthodologie (**chapitre 3**) conclut cette section en répondant à la question éthique, décrivant les outils de collecte de données et marquant les limites de l'étude.

La deuxième grande partie est une présentation des cinq (5) chapitres couvrant les résultats de la recherche. **Chapitre 4** : «Les *Mandjara* : ethnogenèse et identités». **Chapitre 5** : «Les *Mandjara* : un exemple de gouvernance traditionnelle au féminin en Afrique». **Chapitre 6** : «*Cameroon and the gender issue* (article soumis pour publication au journal *Advances in Anthropology (AA)*, le 6 décembre 2016, 08 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée». **Chapitre 7** : «La Politique Nationale Genre du Cameroun : à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes *Mandjara* (article soumis pour publication à la revue *Anthropologie et Sociétés*, le 20 Septembre 2016, 28 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée)». **Chapitre 8** : «Genre et santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes *Mandjara* (article soumis pour publication à la revue *Anthropologica*, le 28 Septembre 2016, 15 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée».

La troisième et dernière partie est une discussion (**chapitre 9**) démontrant la pertinence de l'imbrication des trois articles dans l'articulation de la thèse. Une **conclusion générale** illustre les recommandations issues de l'ensemble des travaux.

Chapitre 2 État des lieux et problématisation

2.1 Introduction

C'est ainsi que l'on mit en œuvre, au Burkina Faso, un programme de reforestation ne sollicitant que la participation des hommes. C'est à eux que fut confiée la tâche de planter les arbres et de veiller à leur croissance. Ce que n'avaient pas compris les experts du développement, c'est que dans ce pays, ce ne sont pas les hommes qui arrosent les plantes mais les femmes. Et comme celles-ci n'avaient pas été invitées à participer au projet, les jeunes pousses qui avaient été plantées finirent par périr (Tiedje 2009).

«L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD); ce sont des conditions préalables si on veut l'emporter sur la pauvreté, la faim, la maladie» atteste le rapport 2010 des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Le monde «développementaliste» se trouve aujourd'hui dans l'urgence d'atteindre les OMD à l'échéance de 2015 et met un accent particulier sur les questions relatives à la place, au rôle, et à la pleine participation des femmes dans le processus du développement.

La prise en compte du concept genre dans la planification du développement s'est inscrite au rang des priorités de la communauté internationale depuis plusieurs décennies, et demeure l'un des axes centraux et transversaux des programmes. Les engagements pris par les États, ainsi que les promesses faites par les institutions internationales, traduisent le souci de parvenir à une solution, sinon définitive, du moins durable, aux inégalités de sexe perçues; celles-ci apparaissent, à la fois, comme un facteur inhibiteur du développement durable, et comme une contradiction dans un contexte international marqué par les idéaux de justice sociale, de démocratie, de bonne gouvernance, de promotion des droits humains.

Les directives et consensus qui découlent des différentes évaluations des plates-formes d'action en faveur de l'égalité entre les hommes et les femmes – on pense ici aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), aux conférences internationales sur les femmes dont la cinquième s'est tenue en 2000 à New York appelé Beijing + 5, la plate-forme de Dakar, l'adoption et le suivi de la mise en œuvre de cadres d'orientation internationaux et régionaux de protection des droits spécifiques des femmes – sont autant de preuves parlantes de l'intérêt sans cesse croissant de la problématique genre dans l'agenda mondial à l'heure actuelle.

Membre des Nations Unies et signataire de la plupart des engagements en faveur de l'égalité des sexes et de la promotion des droits de la femme, le Cameroun s'est investi dans un vaste processus d'institutionnalisation du genre. Calice Abessolo Asseko s'est penché sur le sujet en étudiant le cas spécifique du Cameroun et soutient donc que le souci des autorités, avec l'appui des partenaires au développement et de la société civile, est de garantir l'égalité et l'équité entre les sexes dans tous les secteurs de la vie nationale, et ce à travers des politiques publiques qui tiennent compte des besoins différenciés des hommes et des femmes. D'après l'analyse de cet auteur, les mesures adoptées et mises en route dans cette perspective, bien que significatives qualitativement et quantitativement, n'ont pas encore pu produire tous les résultats escomptés, un des problèmes majeurs à résoudre étant le déficit d'information des intervenants sur le concept de genre considéré comme un outil incontournable de développement (Abessolo Asseko 2011).

2.2 État des lieux

2.2.1 Situation de la femme camerounaise

La Politique Nationale de promotion du genre au Cameroun (PNG) s'est développée dans une perspective d'apporter une réponse, sinon définitive, tout au moins adaptée et durable à la situation de la femme camerounaise.

En effet, et tel qu'il ressort de l'étude analytique de Calice Abessolo Asseko, les conditions de vie des femmes camerounaises se sont améliorées dans les domaines de la vie économique, politique et sociale depuis l'indépendance. Cependant, force est d'admettre que des disparités

de genre subsistent. Celles-ci traduisent, entre autres, les difficultés de la prise en compte effective des besoins spécifiques des femmes dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques sociales. Elles peuvent donc être décelées dans différents domaines de la vie nationale (Abessolo Asseko 2011).

L'organisation sociale comporte encore des barrières juridiques, sociales et culturelles de nature à entraver la pleine participation des femmes au développement, et à limiter leur accès aux sphères de prise de décision. Dans le cadre du mariage, du divorce et du veuvage, en l'occurrence, certaines dispositions de la législation et du droit coutumier n'accordent pas à la femme les mêmes droits qu'à l'homme, et ne les situent pas non plus au même niveau. L'accès à la propriété, aux ressources productrices et aux facteurs de production, figure parmi les problèmes cruciaux auxquels les femmes font face. Les pouvoirs publics, il faut le noter, s'investissent pour garantir le respect des droits de la femme, à travers l'amélioration, la rationalisation et la modernisation permanente de la législation, la vulgarisation des droits de la femme et des instruments juridiques de protection de ces droits.

Considérant l'importance des acquis et la pertinence des politiques mises en œuvre avec le concours des partenaires au développement, force est de constater que des phénomènes tels que les violences faites aux femmes, les mutilations génitales féminines, le viol, le harcèlement sexuel, continuent d'empêcher le plein exercice des droits humains et citoyens des femmes. Cet état de fait préoccupe, dans une grande mesure, les pouvoirs publics, dont l'on ne peut nier le souci de faire de l'égalité entre les droits de l'homme et les droits de la femme une réalité concrète, conformément aux engagements pris dans ce sens par l'État camerounais. La volonté politique, dans ce contexte, se dessine dans le sens de la mise en place de politiques publiques et de pratiques institutionnelles et socio-communautaires reflétant les besoins différenciés des hommes et des femmes, de telle sorte que le développement comme objectif final de ces politiques se manifeste dans la vie des citoyens des deux sexes. Les évolutions de ce domaine force l'appréciation, cependant il est juste de reconnaître que le genre comme concept et comme approche demeure diversement interprété et assez souvent assimilé à la contestation féministe, ce qui ne manque donc pas de susciter des réactions de rejet et d'aversion de la part de la communauté et même des institutions. Calice Abessolo Asseko estime que cette situation est un résultat d'une insuffisance

d'expertise et de formation dans le domaine du genre, au-delà des d'interventions initiées en la matière (Abessolo Asseko 2011).

Ces dernières années ont été témoins de l'apparition de nouveaux fléaux sociaux dont les effets exacerbent la condition de la femme camerounaise. Il s'agit de la pandémie du SIDA, de la crise économique et monétaire internationale, des changements climatiques, de la globalisation idéologique et économique du monde. Chacun de ces fléaux, pris individuellement ou dans un ensemble, place la femme camerounaise face à de nouveaux défis; elle se retrouve alors confrontée à une nouvelle facette du monde dont les règles, de fonctionnement, et les normes, de classification des individus et d'attribution des rôles, rompent pour ainsi dire avec les schémas socio-économiques classiques. Dans un contexte de rareté et de précarité, couplé par les perturbations enregistrées au sein des familles aux prises avec la pauvreté ambiante, les mesures de redressement économique se sont chargées d'alourdir le travail de la femme camerounaise désormais appelée à jouer les rôles antérieurement dévolus à l'homme, non sans assurer ceux qui lui reviennent dans la division sexuelle séculaire du travail. Les préjugés sexistes persistent et continuent de justifier les écarts sociaux entre les sexes, et à alimenter l'organisation patriarcale de la société dans son ensemble. En conséquence les capacités humaines féminines se retrouvent limitées, d'où l'importance des efforts à consentir dans le but de parvenir à des transformations socio-culturelles effectives, efficaces, et nécessaires au plein épanouissement de la femme et de la jeune fille camerounaises. Des actions concrètes entreprises dans l'optique d'assurer la pleine participation de la femme à la gestion de la cité s'avèrent efficaces, comme le témoignent la présence des femmes, à divers niveaux de l'appareil administratif, couplée à leur entrée dans le commandement territorial et militaire. Néanmoins, les résultats générés, bien qu'ils soient indicateurs d'un changement ou d'un avancement dans ce domaine et par ailleurs symptomatiques d'une volonté politique, demeurent très en-deçà des ambitions et des objectifs visés. Entre autres, relevons que la présence féminine sur la configuration politique pourrait être renforcée : on dénombre 06 femmes Ministres (10%) dans un Gouvernement de 54 membres; 16,67% de Secrétaires Généraux de Ministères; 15,85% de Directeurs et assimilés de l'Administration Centrale; aucun Gouverneur; aucun Préfet; 04 Sous-préfets contre 356 hommes occupant ce poste; 04 Directrices Générales de Sociétés d'État contre 67

hommes; 23 Mairesse contre 316 hommes; 24 députées (13,3%) contre 155 hommes (86,7%); 01 Ambassadrice contre 31 hommes (3,12%)¹³.

Dans le domaine de l'éducation, tout porte à conclure que les hommes vont plus à l'école que les femmes. Selon les résultats du troisième recensement général de la population et de l'habitat, dans la population d'âge scolaire du premier cycle d'études primaires, âgée de 06 à 11 ans, l'on dénombre 1 488 535 (51,00%) garçons contre 1 430 052 (18,99%) filles. Dans le cycle d'études secondaires, il y a 9 119 939 garçons (50,98%) et 876 840 filles (49,01%). La réalité est moins préoccupante dans l'enseignement supérieur où la tendance est à la hausse s'agissant de la représentation féminine, et ce depuis 2005; l'on est passé de 39,7% au cours de l'année de référence, à 41,75% en 2006, puis de 34,99% en 2007 à 44,27% en 2008. L'emploi est l'un des secteurs où l'on mesure encore mieux ces disparités. De fait, le sous-emploi des femmes est globalement de l'ordre de 47% contre 31% chez les hommes¹⁴.

Plusieurs défis sont à relever dont l'un des principaux consisterait à adapter les lois et règlements nationaux à l'ensemble des dispositions légales internationales en faveur des femmes, et surtout d'en assurer l'application effective. Il s'agit sans nul doute d'un prérequis dans la perspective d'accélérer la réalisation de l'objectif de l'égalité et de l'équité entre les sexes et l'autonomisation des femmes; et ce d'autant plus que :

L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont au cœur des OMD, ce sont des conditions préalables si on veut l'emporter sur la pauvreté, la faim et la maladie. Mais les progrès sont anémiques sur tous les fronts, de l'éducation à l'accès aux processus de décision politique (SHA ZUKANG, 2010, Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies aux Affaires Économiques et Sociales).

Il n'est pas anodin de relever que l'importance des charges domestiques assurées par les femmes et les jeunes filles permet, dans une grande mesure, à la famille de satisfaire ses

13 Sources : MINFOPRA, MINREX, INS, MINPROFF.

14 Selon le recensement sus-évoqué, dans la population en âge de début d'activité (15-24 ans), l'on dénombre 1 731 567 hommes (48,00%) contre 1 875 129 femmes (51,99%). Quant à la population active (15-59 ans) elle se présente ainsi : hommes 4 346 486 (48,42%) et femmes 4 628 352 (51,57%). Dans la population âgée de 15 ans et plus la situation est la suivante : hommes (actifs ayant un emploi 61,3%; actifs sans emploi ayant déjà travaillé 3,8%; actifs sans emploi à la recherche d'un 1er emploi 6,5%; élèves et étudiants n'exerçant aucune activité économique 19,3%; Rentiers n'exerçant aucune activité économique 7,3%) et pour les femmes (actifs ayant un emploi 44,5%; Actifs sans emploi ayant déjà travaillé 22%; Actifs sans emploi à la recherche d'un 1er emploi 5,6%; femmes au foyer n'exerçant aucune activité 16,4%; rentiers n'exerçant aucune activité économique 0,5%; autres actifs n'exerçant aucune activité économique 7,6%).

besoins premiers et secondaires et de jouer sereinement ses rôles de reproduction, de production, de socialisation, et de sécurisation de la vie de ses membres. Ceci étant, force est de constater que l'éducation des enfants, l'entretien du foyer, la préparation des repas, sont autant de composantes aussi indispensables les unes que les autres mais qui ne sont pourtant pas encore prises en compte dans le système de comptabilité et d'analyse économique nationale. Parlant de la situation de la femme camerounaise, relevons que le gouvernement porte un intérêt particulier aux conditions d'existence de la femme rurale. En effet, cette dernière constitue un secteur qui compte parmi les centres d'intérêt de la politique de l'action gouvernementale. Le souci majeur est celui d'alléger la pénibilité de ses travaux, d'améliorer sa production, de lui assurer de meilleures conditions de vie, une éducation, la santé. Afin de parvenir à ces objectifs, des mesures sont mises en route. Néanmoins, bien que celles-ci soient nombreuses et efficaces, les besoins demeurent supérieurs. Entre autres, notons le taux de couverture en eau potable de la population rurale qui reste continuellement insuffisant. Dans un tel contexte, la tâche, d'approvisionner les familles et les communautés en eau potable et en ressources énergétiques (bois, charbon), revient presque toujours à la femme rurale, qui doit parfois parcourir de longues distances à cet effet. Outre cela, il n'est pas superflu de faire mention des outils et conditions de travail rudimentaires dont elle dispose, couplés aux techniques culturelles archaïques qui peuvent difficilement lui permettre de dépasser le seuil de la production de subsistance. De même, la charge de travail dans un tel contexte limite grandement les possibilités, pour celles qui d'aventure le solliciteraient, de se former, de s'informer, et/ou de s'intéresser à d'autres aspects de la vie tels que la politique, la science, etc. Les revenus de la femme rurale demeurent donc résiduels, l'exposant à l'extrême pauvreté et aux maladies.

En définitive on peut noter que les problèmes de la femme camerounaise sont liés aux paramètres socio-culturels, économiques, institutionnels et techniques. Les orientations de la politique nationale de développement reflètent l'intérêt et toute la complexité de ces problèmes.

2.2.2 Éléments constitutifs de la Politique Nationale de promotion du Genre au Cameroun

C'est aux lendemains des conférences mondiales sur les femmes tenues, entre 1975 et 2000, que la thématique genre s'est inscrit de manière transversale dans les processus de développement, et dans les textes internationaux. Les stratégies relatives à ces assises internationales ont été approuvées en 1995, à la faveur de la quatrième conférence mondiale sur les femmes à Beijing, puis explicitement retenues dans le Plan d'Action arrêté au terme des travaux de cette conférence. Ce Plan d'Action invite les gouvernements et tout autre intervenant, à œuvrer activement en faveur de la prise en compte de la problématique hommes/femmes dans les politiques et programmes, de telle sorte que toute décision ayant, ou susceptible d'avoir un impact sur la communauté, soit préalablement étudiée du point de vue de ses conséquences directes ou à terme sur les hommes et les femmes. En droite ligne de ce rapport, le Cameroun a entrepris d'élaborer une politique ambitieuse en dépit d'un contexte socio-culturel et idéologique quelque peu réactionnaire car dominé par des valeurs patriarcales; un contexte qui expliquerait à plusieurs égards la neutralité et/ou la contestation de la prise en compte de la composante genre dans les premiers plans et stratégies de développement.

La politique développée par le Cameroun se traduit par (i) la mise en place d'un mécanisme institutionnel reflétant l'importance des enjeux; (ii) l'inscription de la problématique de l'égalité du sexe dans les plans stratégiques nationaux; (iii) l'effort national d'appropriation des cadres normatifs internationaux et régionaux de protection des droits de la femme; (iv) l'identification et la mise en œuvre de stratégies innovantes en vue de l'appropriation sociale et institutionnelle de l'approche genre.

2.2.2.1 Le mécanisme institutionnel

Le mécanisme institutionnel de promotion du genre au Cameroun voit le jour dans les années 50. Même si la thématique genre n'est pas encore un concept vulgarisé et largement répandu, les actions en faveur de la femme – encore embryonnaires – s'orientent déjà dans le sens de son autonomisation. Ce mécanisme s'est progressivement structuré de la manière ci-après :

De 1950 à 1975 : La première structure publique chargée de la promotion de la femme est créée. C'est le Service Social rattaché au Haut-Commissariat de la République française. En 1956, ce service devient le service social du Wouri, couvrant les villes de Nkongsamba, Yaoundé, Ebolawa, Kribi, Eséka, et Dschang. En 1957, lorsque le tout premier Gouvernement de la République du Cameroun est formé, le Ministère de la Santé Publique et de la Population est créé, avec en son sein une Direction des Affaires Sociales et de la Population dont les missions incluent la promotion de la femme. La Direction ainsi désignée se mue en un service du Commissariat Général à la Santé Publique créé en 1961, en remplacement du Ministère de la Santé Publique et de la Population. Le nouveau service qui voit ainsi le jour est directement rattaché aux services du Vice-président de la République Fédérale du Cameroun. En 1968, la défunte Direction des Affaires Sociales ressuscite tout en conservant ses missions relatives à la promotion de la femme. C'est le même statu quo en 1972, lorsque le Ministère de la Santé Publique et de l'Assistance publique voit le jour. Le 20 mars 1975, le Ministère des Affaires Sociales est créé avec une Direction de l'Assistance Publique et une Direction du Développement Social où sont incluses les préoccupations inhérentes à la condition sociale, culturelle, politique, et économique des femmes camerounaises.

De 1975 à 1984 : Entre 1975 et 1984, l'action gouvernementale en faveur de la femme a été assurée par les services susvisés et conformément aux orientations qui étaient fixées par les textes en vigueur à l'époque. Un important changement structurel intervient en 1984, date de création du Ministère de la Condition Féminine. Ce réaménagement ministériel est une décision du nouveau gouvernement arrivé au pouvoir deux ans plus tôt, plus précisément en 1982. On passe ainsi d'un service inféodé à un département Ministériel à part entière. Les missions du jeune ministère sont pourtant explicites : mener des études et formuler des propositions de mesures destinées à l'amélioration de la condition de la femme camerounaise, tout en assurant la liaison avec les organisations politiques nationales et internationales. La mise en œuvre de ce mandat devait obéir à trois grandes orientations, à savoir (i) l'amélioration du statut socio-juridique de la femme, (ii) la création de conditions favorables à l'intégration de la femme dans les circuits économiques, (iii) l'éducation et la formation dans tous les domaines de la vie et particulièrement l'information de la femme, afin d'accroître ses capacités d'intégration dans différents secteurs de développement. Les missions ainsi définies traduisaient d'une part le projet de société du nouveau Chef de l'État et, d'autre part,

l'importance des enjeux nationaux et internationaux. En effet, le nouveau Ministère voit le jour alors qu'est engagée la clôture de la décennie de la femme dont une des recommandations majeures concernait la mise en place par les États de telles structures. Au plan national, l'élaboration du VI^e plan quinquennal est en cours. Il prévoit la mobilisation en faveur de la valorisation des ressources humaines féminines.

De 1984 à 2004 : Cette période est marquée par la création du Ministère des Affaires Sociales et de la Condition Féminine, avec une Direction de la Promotion de la Femme (DPF) ayant pour missions l'élaboration et la mise en œuvre de la politique et des programmes de promotion féminine. Il s'agissait d'assurer (i) le respect des droits de la femme dans la société, (ii) la préservation des valeurs traditionnelles reconnues à la femme, (iii) l'éducation féminine, (iv) l'animation rurale, (v) l'intégration de la femme dans les circuits économiques, (vi) les relations avec les organisations publiques et privées nationales et internationales de promotion de la femme, (vii) la mise en œuvre des actions éducatives et de formation de la femme. Cette direction sera redéployée pour devenir en 1997 le Ministère de la Condition Féminine dont la configuration et l'envergure géographique dépassent en large la structure devancière de 1984.

De 2004 à ce jour : Le fait le plus marquant est la création du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille, avec en son sein une Sous-direction de la Promotion des Droits de la Femme et du Genre. **Pour la première fois, le concept genre** apparaît explicitement dans la définition des missions du Ministère chargé de la Promotion de la Femme au Cameroun. Jusque-là les activités de promotion du genre étaient inféodées dans les approches «promotion de la femme» et «intégration des femmes au développement». Même si l'on peut s'efforcer d'établir un lien plus ou moins logique entre ces approches et le genre, il demeure constant que le genre n'était pas visé singulièrement comme modèle d'analyse ou approche de développement ayant sa signification et ses exigences théoriques, pratiques, et méthodologiques propres. Les missions du Ministère ainsi désigné concernent l'élaboration, la mise en œuvre, et l'évaluation des mesures relatives au respect des droits de la femme. À ce titre, il (i) veille à la disparition de toutes les formes de discriminations à l'égard de la femme, (ii) veille à l'accroissement des garanties d'égalité à l'égard de la femme dans les domaines politique, économique, social, et culturel, (iii) étudie et soumet au gouvernement les

conditions facilitant l'emploi de la femme dans l'administration, l'agriculture, le commerce, et l'industrie, (iv) assure la liaison avec les organisations politiques nationales et internationales de promotion de la femme.

La mise en œuvre de ces missions se fait en partenariat avec les autres départements ministériels dont certains, comme le Ministère en charge de la Planification du Développement, intègrent la promotion du genre dans leurs attributions. Des points focaux genre sont mis en place dans toutes les administrations (Services du Premier Ministre, Ministères, Organismes Publiques et Parapubliques), comme système d'alerte, de suivi et d'évaluation de l'intégration du genre, dans le cadre de la mise en œuvre du programme gouvernemental d'institutionnalisation du genre. L'apport des organisations de la société civile est inestimable et, surtout celui des partenaires au développement, notamment le Système des Nations Unies (UNFPA, ONU FEMMES, PNUD, UNICEF, OIT) et de la coopération bilatérale (ACDI, GTZ). Le Cameroun compte, en effet, une pluralité d'associations de promotion des droits de la femme. Leur participation à l'élaboration, à l'exécution et à l'évaluation des politiques est de plus en plus accrue et requise par les pouvoirs publics, soucieux d'un développement participatif et d'une plus grande cohérence entre les besoins réels des populations à la base et le contenu des politiques. Le DSRP et le DSCE sont des exemples parlants de cette collaboration. Calice Abessolo Asseko soutient que l'atomisation de ces structures et/ou l'insuffisance de coordination des interventions de la société civile en la matière, et les problèmes liés aux capacités techniques et managériales demeurent de réelles préoccupations. Il est donc d'avis qu'il importe d'accroître la responsabilité de ces associations dont certaines tendent à être pour ainsi dire des pupilles du Gouvernement et des organismes de coopération, bien que leurs actions n'étant parfois que de simples stratégies de survie feutrées (Abessolo Asseko 2011).

2.2.2.2 Les plans stratégiques

Ce sont des cadres de planification stratégique du développement national fixant les grandes orientations de la politique de l'État en matière de développement socio-économique national. Il y a lieu de citer :

La Politique Nationale d'Intégration des Femmes au Développement (PNIFD) : Il s'agit du tout premier document en matière de promotion de la femme et du genre, même si le genre n'y apparaît pas encore comme un domaine spécifique. Il dégager des axes d'intervention calqués sur les 12 points critiques de la plate-forme de Beijing¹⁵. Ces axes d'intervention comprennent (i) l'amélioration des conditions de vie de la femme, (ii) l'amélioration du statut juridique de la femme, (iii) la valorisation des ressources humaines féminines dans tous les secteurs de développement, (iv) la participation effective de la femme à la prise de décision, (v) la protection et promotion de la petite fille, (vi) la lutte contre les violences faites aux femmes, (vii) l'amélioration du cadre institutionnel d'une intégration effective de la femme au développement.

La Politique Nationale de Population (PNP) : Le Cameroun dispose d'une Politique Nationale de Population (PNP) qui intègre les orientations de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD). Les actions retenues dans le cadre de cette politique englobent, à la fois, la promotion du genre comme outil de développement, l'universalisation de l'enseignement primaire de qualité, l'alphabétisation fonctionnelle des personnes des deux sexes, et la réduction des disparités entre les sexes dans tous les secteurs de développement.

Le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) : Il a été élaboré et adopté en 2003 dans le cadre de la lutte contre la pauvreté résultant de la crise économique. Les priorités en matière de genre concernaient (i) l'amélioration des conditions de vie des femmes, (ii) l'amélioration du statut socio-juridique des femmes, (iii) la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes, (iv) le renforcement des structures et mécanismes institutionnels de promotion de la femme.

La Stratégie Sectorielle du Développement Social (SSDS) : Ce document de planification du développement social est en cohérence avec le DSRP. Les actions prioritaires suivantes y sont inscrites s'agissant de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes : (i)

15 (1) Femme – éducation – formation; (2) Femme et législation; (3) Femme et économie; (4) Femme et emploi; (5) Femme et ressources productives; (6) Femme et environnement; (7) Femme et communication; (8) Femme, eau et assainissement; (9) Femme et politique; (10) Femme et violence; (11) La petite fille; (12) Femme et prise de décision.

l'amélioration de la législation en matière de protection des droits de la femme, (ii) l'amélioration des mécanismes d'information et de sensibilisation sur les droits de la femme, (iii) la formation du personnel judiciaire et de police à l'application des droits de la femme et de la jeune fille, (iv) la prise en charge des femmes victimes de violence.

Le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) : Cet important document stratégique prévoit la poursuite de la réalisation des investissements en faveur des catégories sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la formation professionnelles, avec une attention particulière pour les femmes.

Le Projet de Stratégie Ministérielle de Promotion de la Femme et de la Famille (PSMPFF) : La Stratégie Ministérielle de Promotion de la Femme et de la Famille, en cours de finalisation, prévoit les axes suivants, relativement à la promotion du genre : (i) l'amélioration du statut socio-juridique de la femme; (ii) l'amélioration des conditions de vie de la femme; (iii) la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes.

Le Projet de Politique Genre (PPG) : La première esquisse de ce document a été élaborée et sa finalisation est en cours. Le but poursuivi, tel que consigné dans cette ébauche, est d'assurer le développement durable du Cameroun, à travers la promotion d'un environnement social, culturel, économique, et institutionnel permettant aux femmes d'exercer pleinement leurs droits humains et citoyens, au même titre que les hommes. En d'autres termes, il s'agit d'éliminer systématiquement les inégalités entre les hommes et les femmes dans tous les domaines. Les objectifs spécifiques à réaliser pour y arriver incluent les points ci-après (i) créer un environnement favorable à la protection sociale des femmes et des hommes et leur accès équitable aux services sociaux, (ii) assurer les droits égaux et des opportunités égales aux femmes et aux hommes en termes d'accès et de contrôle des ressources, (iii) créer des conditions favorables pour une participation égale des femmes et des hommes aux actions de développement, (iv) assurer l'effectivité de l'institutionnalisation du genre. Toutes les orientations de politique ainsi définies sont conformes aux objectifs formulés. Fort de ceci, il faut noter l'existence d'un effort d'appropriation des cadres normatifs. Par cadres normatifs entendons l'ensemble des documents d'orientation adoptés par la communauté internationale ou au niveau régional ou sous régional, destinés à garantir le respect des droits de la femme et de la jeune fille, et qui appellent des actions concrètes de la part des États, en vue de

l'amélioration des rapports de pouvoir entre les hommes et les femmes, dans le sens de l'équité et/ou de l'égalité de chance. Il faut voir dans ce souci d'appropriation des cadres normatifs une forme d'expression de la volonté politique d'intégration du genre. Cet effort se traduit par la signature ou la ratification, à la fois au plan international¹⁶ et régional¹⁷, de documents ayant valeur d'engagement en faveur de la promotion du genre.

2.2.3 Opérationnalisation du concept-outil « genre » au Cameroun : mécanismes d'appropriation sociale et institutionnelle

Dans une perspective d'opérationnalisation du genre, le gouvernement camerounais met en œuvre trois principales stratégies dans l'optique d'une appropriation sociale et institutionnelle de ce concept. Il s'agit notamment (i) du renforcement du partenariat intra gouvernemental; (ii) de la vulgarisation de l'approche genre; (iii) du plaidoyer et la sensibilisation. Avant de mettre en exergue ces stratégies, il faut noter que le concept de genre, dans ce contexte, est appréhendé comme outil de développement. En effet, l'appropriation sociale, institutionnelle, et sectorielle de l'approche genre au Cameroun est l'un des enjeux fondamentaux. Pour ce faire, l'opérationnalisation du genre passe inéluctablement par la promotion des droits et l'autonomisation des femmes, ceci nécessitant (i) l'harmonisation des lois et la réglementation nationale avec les orientations internationales souscrites par le Cameroun; (ii) la mobilisation et l'adhésion sociales pour la mise en œuvre des dispositions normatives en matière de protection des droits de la femmes à tous les niveaux; (iii) l'allocation de ressources suffisantes; (iv) le développement de stratégies de promotion de bonnes pratiques dans la perspective d'un changement des mentalités et de l'allègement des pesanteurs socio-culturelles (Abessolo Asseko 2011).

2.2.3.1 Renforcement du partenariat intra gouvernemental

Cette option découle de la nature des problèmes auxquels les femmes font face. Des problèmes qui touchent à plusieurs secteurs relevant de la compétence de divers départements ministériels nommément l'agriculture, l'industrie, etc. Pour assurer son efficacité l'action

¹⁶ Annexe 1

¹⁷ Annexe 2

visant à résoudre ces problèmes gagne à s'inscrire dans une logique de synergie intersectorielle. De fait, les transformations sociales liées à l'égalité des sexes s'observeraient davantage avec le concours permanent des autres administrations et de tous les intervenants sociaux. Ainsi s'explique la mise en place des «Points Focaux Genre» au sein de tous les départements ministériels. Leur rôle est de servir d'interface opérationnelle entre le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille et ses homologues en matière d'intégration du genre et de veiller à la prise en compte des sexospécificités dans l'élaboration, la mise en œuvre, et le suivi-évaluation des politiques sectorielles et dans les pratiques institutionnelles. Ce travail implique la mise au point d'outils didactiques et la formation. Au cours de ces dernières années, le Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille a élaboré un manuel de vulgarisation de l'approche genre et entrepris la mise au point d'un guide de *Gender Mainstreaming* à l'usage des communautés. Le souci est de rendre les «Points Focaux» mis en place mieux aptes à identifier les problématiques genre, et à formuler des stratégies de changement au sein de leurs milieux de travail respectifs, de manière à rendre effective l'intégration de la dimension genre dans le fonctionnement institutionnel, et dans les politiques, y compris les politiques budgétaires.

2.2.3.2 Vulgarisation de l'approche Genre

Dans la vulgarisation de l'approche genre, l'absence ou l'insuffisance de formation en matière de genre fait partie des causes majeures de la persistance des incompréhensions et des inégalités. Promouvoir ce concept revient donc à développer la conscience et la sensibilité genre chez les intervenants sectoriels, à tous les niveaux, micro et macro. Cette démarche se fait par l'organisation des sessions de formation, cependant on ne manque parfois pas de relever une insuffisance notoire de supports.

2.2.3.3 Plaidoyer et sensibilisation

Une des difficultés auxquelles se heurte la promotion du genre concerne les malentendus qui se développent à ce sujet. Le discours dont elle s'accompagne est reçu comme un appel au renversement des valeurs africaines originaires. Beaucoup semblent y voir un complot contre les hommes et une manœuvre de déstabilisation des ménages. Ces positions sont soutenues par un ensemble de considérations et de convictions culturelles et religieuses restées vivaces

dans les consciences malgré tout, cause de résistance et d'attitudes réactionnaires. Le Gouvernement camerounais se déploie dans sa tâche sur le terrain afin de parvenir à conscientiser et à éclairer les consciences sur les avantages d'un changement d'attitude et sur les pertes sociales dues à l'exclusion sociale des femmes. Cette éducation se fait à travers de multiples canaux dont des messages spécifiques adressés au public lors des journées commémoratives dédiées à la femme camerounaise, à travers des séminaires de sensibilisation, et aussi grâce à la vulgarisation des instruments juridiques internationaux de protection des droits de la femme. De plus, des actions sont menées dans le but d'informer les femmes de leurs droits ainsi que des voies de recours. Ces actions sont conduites dans les Centres de Promotion de la Femme et de la Famille (CPFF) au moyen des causeries éducatives, des cliniques socio-juridiques, de la distribution des instruments juridiques de protection des droits de la femme, de la diffusion des résultats de recherches sur les problèmes de la femme, des séminaires de formation et d'information, des voyages d'échanges avec les pays étrangers, des émissions radiophoniques et télévisées.

2.2.4 Perspective personnelle : parler du « Genre » et spécifier le « Sexe »

Au sortir de l'analyse de l'articulation des politiques de promotion du Genre au Cameroun, il faut noter que dans ce contexte, le concept de genre est appréhendé comme un outil de développement. Cependant on pourrait aussi le voir comme un déterminant social.

Dans certains écrits, tel que relevé précédemment, le genre est souvent défini comme une appartenance sexuelle, ce qui fait référence aux homosexuels, aux transsexuels, ou alors aux différentes catégories de personnes qui ont une sexualité autre que celle qu'on prendrait comme la norme, à savoir l'hétérosexualité¹⁸. D'autres auteurs, par ailleurs, perçoivent le genre comme un déterminant social, notamment du statut social, au regard du contexte de vie des personnes tant des femmes que des hommes. Vu sous cet angle, la trajectoire de vie d'une personne, qu'elle soit un homme ou une femme, est modulée par les relations genre entre les hommes et les femmes, les relations de pouvoir, les rôles qui sont associés aux deux sexes selon le contexte culturel où la personne vit; on attendrait donc d'un homme qu'il aille faire la

¹⁸ Bien que l'hétérosexualité n'est pas souvent considérée comme la norme.

guerre tandis qu'une femme resterait à la maison pour prendre soin de la famille. De ce fait, il y a donc certains rôles qui sont attendus d'un sexe particulier pour accomplir ses tâches sociales. Toujours pris dans un système relationnel, la notion de genre peut aussi être perçue en termes de relation entre les groupes de femmes, entre les groupes d'hommes, entre les groupes de femmes et des hommes. La notion de genre peut donc être saisie à travers des différents niveaux tels que la trajectoire, le contexte de vie, les rôles attribués à l'un ou à l'autre qui sont modelés par les conditions socio-économiques ou par d'autres déterminants sociaux notamment l'éducation ou le statut social.

De fait, l'interrogation quant à la spécificité au niveau du sexe recherche également ce particularisme, en ce sens que, lorsqu'on s'intéresse à la question du genre il nécessite de préciser le sexe auquel on fait référence, autrement dit définir si l'on s'intéresse exclusivement aux femmes (et là on parlerait de genre féminin), ou exclusivement aux hommes (et là on parlerait de genre masculin), ou aux femmes et aux hommes (et là on parlerait tout simplement de genre). L'approche du concept Genre comme outil de développement dans le contexte du Cameroun, amène à penser que l'intérêt se porte de façon quasi exclusive sur le cas des femmes. Toutefois, force est d'admettre qu'il apparaît moins évident de pouvoir documenter, de façon perceptible, ce que sont les relations de genre, de manière à pouvoir en faire une application opérationnelle pour des programmes et projets, ou pour des processus de décisions. De fait, la perception du Genre comme déterminant social inclut de prendre en compte la notion de rôles masculins et de rôles féminins, pas dans leur sens traditionnel mais dans le sens des trajectoires de vie modulées par les contextes de vie. En effet, beaucoup d'écrits parlent de *gender differences and access to income* ou aussi de *gender differences and access to education*, cependant le contenu de certain de ces articles présente plus des données techniques selon les femmes et selon les hommes. Dans un certain sens il s'agit plus de *sex differences* plutôt que de *gender differences* car, autrement, on aurait des indicateurs spécifiques qui puissent permettre d'attester que des variables similaires à celles ci-après ont pu être prises en compte : a-t-on considéré l'éducation ? a-t-on considéré le salaire ? Si le salaire est considéré, il s'agit de celui de qui ? a-t-on considéré juste le salaire des hommes ? Ou celui des femmes et des hommes ? Une fois que le salaire est entré dans le ménage, qui prend la décision de dépenser le pourcentage entier ? Ou tel autre pourcentage ? Pour quels buts est-ce que la femme a accès aux ressources du ménage ? La femme a accès

aux ressources du ménage juste pour nourrir la famille ou à des fins personnelles ? La décision en termes d'acquisition des biens et matériels du ménage relève de qui ? De l'homme exclusivement, de la femme exclusivement, ou des deux ? Comment sont prises les décisions dans le ménage ? Plusieurs autres interrogations peuvent être considérées.

Cependant, de telles variables peuvent être difficiles à mesurer, doublé du fait que les données en la matière ne sont pas toujours accessibles. Ce faisant il y a lieu de se poser parallèlement la question de savoir comment pourrait-on affirmer que les approches, qu'on voudrait sensibles aux questions Genre, sont effectivement appliquées ou opérationnalisées dans les politiques et les programmes au Cameroun ? En d'autres termes, quels seront les indicateurs qui permettraient de pouvoir dire que les programmes sont sensibles au Genre ou ne le sont pas ? C'est vers cette direction qu'on pourrait orienter les **approches genre et développement**.

2.3 Problématisation

Depuis plusieurs décennies, les recherches sur les femmes et les théories sur le genre proposent un portfolio d'études empiriques et d'approches conceptuelles et théoriques qui contribuent à approfondir les fondements des sciences sociales dans la théorie du développement en général, et celle de l'aide au développement et l'aide humanitaire en particulier. Leur apport a été particulièrement important en sociologie et en anthropologie du changement social. Ces recherches sur les femmes et ces théories sur le genre, tel que l'analyse ci-dessus a permis de le constater, ont permis dans une grande mesure de renouveler les paramètres et les paradigmes des analyses du développement appliqués dans la coopération internationale. Les activistes féministes et les réseaux internationaux ont de fait réussi à inscrire le genre dans l'agenda international d'une approche en développement. Cette approche centrée sur le genre rend visible les différents rôles et opportunités ouverts aux femmes, hommes, et aux enfants, à l'intérieur de la cellule familiale, de la communauté, et des structures sociétales. Cette perspective genre contribue à une compréhension profonde de la division des responsabilités et des bénéfices, et permet de déterminer qui a le pouvoir et l'accès aux biens. À travers une telle approche, tous les efforts en vue d'établir l'équilibre genre trouvent une base solide dans une perspective d'autonomisation des femmes dans la

sphère politique, économique, pour ne citer que celles-là (Vissandjée et al. 2006, Vissandjée et al. 2000).

L'expression genre est largement répandue de nos jours, et c'est l'un des termes qui figure parmi les thématiques qui auront marqué la théorie contemporaine du développement, et obligé à la reconsidération des critères d'appréciation de la pertinence et de l'efficacité des politiques publiques, des modes d'organisation et de fonctionnement des sociétés dans le progrès qu'elles ont à réaliser sur la voie de la justice, de la promotion des droits humains, de la bonne gouvernance, de la construction d'un État de droit (Abessolo Asseko 2011).

Dans le cas du Cameroun on note, d'une part les mesures engagées par les autorités dans le cadre de la promotion de cet outil en accord avec les orientations de la communauté internationale, et d'autre part les innombrables initiatives de la société civile et des partenaires au développement. Cependant, le genre demeure insuffisamment et/ou mal connu, et dans certains cas même péjorativement perçu (ibid.). Cet état de fait limite l'impact des politiques et des initiatives, et rend difficiles l'appropriation sociale et institutionnelle de ce concept-outil et l'indispensable collaboration entre les différents acteurs et intervenants dans ce domaine. La volonté avérée de promouvoir une approche différentielle des besoins des hommes et des femmes rencontre à ce point un handicap de taille.

Bien qu'on puisse identifier, dans le contexte camerounais, un mécanisme institutionnel national ainsi qu'une multitude de mouvements associatifs de promotion et/ou de protection des droits de la femme, cela n'évacue en rien ce problème mis de l'avant. En effet, la mise en place d'une structure gouvernementale ciblée à savoir le MINPROFF est une mesure politico-administrative dont l'impact social se constitue progressivement. S'agissant de la dynamique associative, celle-ci peut difficilement faire valoir une expertise en genre. De plus, cet arsenal fournit plus un soutien lié aux besoins spécifiques identifiés et moins un accompagnement dans l'appropriation et l'opérationnalisation du concept genre. Et par ailleurs, il faut noter que l'appui financier accordé par les partenaires au développement, couplé aux ambitions personnelles légitimes de carrière, constituent parfois, dans un contexte de précarité et de crise de l'emploi, de véritables enjeux économiques et professionnels ; et par conséquent la limite entre les intérêts personnels et communs, les logiques de positionnement, l'instinct de survie, les mobiles professionnels, constitue une véritable source de réflexion.

Dans un tel contexte, l'appropriation et l'opérationnalisation du genre comme concept et outil demeure un beau challenge, et ce d'autant plus si l'intérêt est de parvenir à des partenariats inter et intra sectoriels et communautaires générateurs d'un développement participatif et durable.

Comme plusieurs pays du Sud, le Cameroun s'est trouvé également dans l'urgence d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) à l'échéance de 2015, et la clé de ce succès a été définie au niveau de «l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes». Membre des Nations Unies et signataire de la plupart des engagements en faveur de l'égalité des genres et de la promotion des droits de la femme, le Cameroun s'est investi dans un vaste processus d'institutionnalisation du genre. Le souci des autorités, avec l'appui des partenaires au développement et de la société civile, était de garantir l'égalité et l'équité entre les genres dans tous les secteurs de la vie nationale, et ce à travers des politiques publiques qui tiennent compte des besoins différenciés des hommes et des femmes : «création d'emploi et accès équitable des femmes et des hommes; amélioration du système de santé et augmentation du taux d'accès des femmes aux soins de santé; diminution du taux élevé de mortalité maternelle et infantile; accès équitable des garçons et des filles à l'éducation et la scolarisation; augmentation des femmes sur la scène politique; etc.». Cependant, les mesures adoptées et mises en route dans cette perspective, bien que significatives qualitativement et quantitativement, n'ont pas encore pu produire tous les résultats escomptés, face au déficit d'information des intervenants sur le concept de genre pris dans ce contexte comme un outil incontournable de développement (ibid.).

La présente recherche s'inscrit dans le cadre d'une contribution à une ré-appropriation et une opérationnalisation du concept de genre dans un processus constructif de remise en question permanente des objectifs et des finalités des politiques publiques, des programmes et des projets de développement - pour les communautés locales en particulier et pour le Cameroun en général - de manière à ce que ceux-là puissent se faire valoir d'une définition sensible aux sexospécificités. Bien que des efforts soient consentis au Cameroun à l'implication de la femme dans plusieurs sphères de la société notamment économique et politique, il serait encore possible de relever un manque d'autonomisation des femmes, doublé d'un pourcentage

qui demeure bas de prise de pouvoir et de décision par les femmes sur plusieurs scènes (domestique, privé, publique).

L'un des objectifs de la présente recherche doctorale est de faire en sorte que les idées, mises de l'avant dans le champ spécifique de l'anthropologie appliquée au développement (Cernea 1991, Bastide 1971), puissent contribuer à suggérer des approches et stratégies culturellement adaptées aux réalités, de tous genres, qui se présentent dans la vie quotidienne des sociétés africaines. La préoccupation pour l'étude des impacts que les politiques de développement socio-économique ont sur les populations d'Afrique est à l'avant-plan de cette réflexion, non pas seulement au sens d'une critique des politiques étatiques en matière d'égalité des genres, lesquelles l'intéressent également, mais aussi au sens d'une meilleure compréhension des conditions de mise en œuvre de ces politiques de développement et de l'impact, de celles-ci, sur la vie quotidienne des populations sur le plan des avantages sociaux directs que ces dernières reçoivent.

2.3.1 Problématique de la recherche

Les conditions de vie et les réalités que vivent les femmes au Cameroun ont amené à l'élaboration d'un certain nombre de politiques en faveur de celles-ci. La «Politique Nationale de promotion du Genre au Cameroun (PNG)»¹⁹ aurait été développée dans une perspective d'apporter une réponse, sinon définitive, tout au moins adaptée et durable à la situation jugée précaire de la femme camerounaise. Elle trouve son fondement au niveau international dans les instruments juridiques ratifiés par le Cameroun notamment les traités et conventions relatifs aux droits humains fondamentaux et à l'égalité entre les sexes, ainsi que dans les résolutions et recommandations prises lors des conférences internationales; au niveau régional elle s'appuie sur l'acte constitutif de l'Union Africaine et de la déclaration des Chefs d'État de l'Union Africaine sur l'égalité entre les femmes et les hommes; et au niveau national sur la loi fondamentale et les discours programmes du Chef de l'État et les orientations contenues dans

¹⁹ Document de Politique Nationale Genre du Cameroun (2011-2020).

les documents cadre tels que la «Vision du Cameroun à l'horizon 2035»²⁰ et le «Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi». L'enjeu principal de la PNG au Cameroun reste son opérationnalisation qui passera inéluctablement par une appropriation institutionnelle et sociale de l'approche genre. Dans cette perspective les actions gouvernementales comptent sur le renforcement du partenariat intra gouvernemental, la vulgarisation de l'approche, et la sensibilisation sociale. Cependant, la promotion du genre au Cameroun rencontre un handicap majeur, affirme Calice Abessolo Asseko dans son étude, car le contexte socio-culturel voire idéologique est dominé par des valeurs patriarcales (Abessolo Asseko 2011). Ses enquêtes ont révélé que plusieurs malentendus se développent à ce sujet car les discours autour de «la promotion de la femme, du genre, et des droits de la femme» sont reçus comme un appel au renversement des valeurs africaines originaires. Beaucoup semble y voir un complot contre les hommes. Et pour d'autres il s'agit d'une manœuvre de déstabilisation des familles africaines, de contestation de l'autorité des hommes, de remise en question et de redéfinition de la place et du rôle des hommes dans la famille, dans la communauté, dans la société africaine. D'après cet auteur, ces positions sont soutenues par un ensemble de considérations et de convictions culturelles et religieuses restées vivaces dans les consciences collectives et qui sont cause de résistance et d'attitudes réactionnaires. Le Genre est donc un concept qui demeure insuffisamment et/ou mal connu, et dans certains cas même péjorativement perçu. Il faut dire que la thématique genre est récente au Cameroun et très peu d'études existent sur l'analyse de son appropriation et de sa perception sociale. Les résultats de la présente proposition de recherche permettront de confirmer ou d'infirmer les positions ci-dessus présentées par Calice Abessolo Asseko. Néanmoins, force est de relever que les nombreux travaux sur les femmes (Reiter 1975, Ortner 1974, Lerner 1993, Héritier 2002) et les multiples théories élaborées autour du concept de genre (Jaquette 1982, Moore 1988, Rathgeber 1995) ont permis de dégager la distinction faite – et à faire – entre le genre et le féminisme. **Le féminisme est un mouvement social et politique de revendication des droits de la femme** (Dumont-Johnson 1995), tandis que **le genre** peut être vu soit comme un **outil de développement** ou un **modèle d'analyse** (Tiedje 2009), soit comme un **déterminant social**

20 Cameroun Vision 2035.

(Jeffers and Marty 2003). Le genre se définit donc dans ce contexte comme la construction sociale, culturelle et historique des catégories du masculin et du féminin (ibid.). Cette façon d'appréhender le genre implique que soit prise en compte la notion de rôles masculins et de rôles féminins dans le sens des trajectoires de vie modulées par les contextes de vie.

Les politiques de développement élaborées et mises en œuvre au Cameroun ont une forte empreinte des orientations, des plans d'action, et des exigences des bailleurs de fond internationaux. Ceci pourrait se comprendre dans la mesure où le Cameroun i) a ratifié plusieurs conventions internationales et ii) reçoit de l'aide financière extérieure. Considérant cet état de fait, la présente proposition de recherche privilégie, outre une position essentiellement critique, la perspective de l'anthropologie appliquée aux questions de développement qui pourrait, dans une certaine mesure, contribuer à identifier des stratégies culturellement adaptée de mise en œuvre desdites politiques. Ceci étant, l'objectif de cette étude est d'examiner, tant au niveau micro qu'au niveau macro contextuels, les adéquations et/ou les inadéquations qui existeraient entre la politique de promotion du genre au Cameroun, ses programmes et ses projets, et les réalités sociales des groupes cibles supposément bénéficiaires. Elle s'inscrit dans le cadre d'une contribution à une ré-appropriation et une opérationnalisation du concept de genre dans l'optique que ces politiques, en ce qui a trait à leur élaboration et leur mise en œuvre, soient sensible aux sexospécificités. Et pour ce faire oblige à une reconsidération des critères d'appréciation de la pertinence et de l'efficacité des politiques publiques, des modes d'organisation et de fonctionnement des entités culturelles et sociales.

2.3.2 Questions de recherche

- Étant donné le processus d'institutionnalisation du genre dans lequel l'État Camerounais indique être présentement investi, quelles sont les stratégies à mettre en place de manière à éliminer les inadéquations et/ou assurer les adéquations entre les politiques (nationales et internationales) de promotion du genre, ses programmes et ses projets et les réalités sociales des groupes cibles supposément bénéficiaires?

- Considérant le déficit d'information des intervenants sur le concept de genre²¹, comment assurer l'appropriation sociale de cette notion et par conséquent son opérationnalisation?
- Quels sont les indicateurs permettant d'attester ou d'infirmer que les politiques publiques, en ce qui a trait à leur élaboration et leur mise en œuvre, sont sensibles au genre?

2.3.3 Objectifs de la recherche

L'objectif principal de cette recherche est de mesurer, d'analyser et de comprendre comment s'articule le processus d'appropriation sociale du concept de genre au Cameroun, autrement dit, mesurer sa perception et sa représentation sociales au niveau d'un groupe cible – la communauté *Mandjara*. De manière spécifique, il s'agira de :

- Mesurer la perception et la représentation de la communauté *Mandjara* du concept de Genre et de la PNG;
- Mettre en relief les adéquations et/ou les inadéquations entre la PNG, ses programmes et projets et les réalités sociales de la communauté *Mandjara*;
- Identifier les indicateurs permettant d'attester ou d'infirmer que la PNG ainsi que ses programmes et projets sont sensibles au genre;
- Déterminer les paramètres socio-culturels de la communauté *Mandjara* et définir les adéquations et/ou les inadéquations avec la PNG relativement à une perspective sensible au genre;
- Définir les déterminants sociaux, les trajectoires de vie et les contextes de vie de la communauté *Mandjara*, à prendre en compte dans le processus d'appropriation sociale du genre;
- Formuler des recommandations suggérant des solutions culturellement adaptées.

21 Cf les résultats de la recherche d'Abessolo Asseko qui a étudié le cas du Cameroun en 2011.

2.4 Émergence du cadre de référence : valeur ajoutée d'une perspective épistémologique prenant en compte genre et gouvernance

Le présent cadre de référence met en exergue la manière par laquelle s'est opérée la gestion des connaissances acquises grâce à la collecte des données bibliographiques et empiriques. Il est donc la résultante des consultations documentaires et interactions réalisées sur le terrain avec les différentes composantes humaines individuelles, socio-culturelles et politiques. La qualité et la quantité des données récoltées, la gestion de ces connaissances, ont conduit à la réalisation d'une méta-analyse. C'est ainsi que la perspective épistémologique du cadre de référence s'est orientée vers un agencement et une combinaison de i) l'approche fonctionnaliste, ii) de l'analyse systémique, iii) du modèle axiomatique (dans sa théorie du choix et sa théorie de la décision) et de iv) l'herméneutique. Le présent cadre de référence représente une valeur ajoutée à la compréhension de la perspective genre et gouvernance.

2.4.1 Le Fonctionnalisme : un cadre de référence de la cohérence logique

L'approche fonctionnaliste privilégie la fonction et/ou le rôle des choses ou des phénomènes. Chercher à comprendre les fonctions d'un phénomène, c'est chercher l'ensemble des phénomènes qui ont suivi ce premier et qui se trouvent liés à lui d'une façon ou d'une autre. Le fonctionnalisme s'apparente à l'idée selon laquelle un moyen efficace pour expliquer les phénomènes (aussi les institutions, mœurs, usages sociaux) est de rendre compte des fonctions qu'ils remplissent ou du rôle qu'ils jouent (Gingras 2004).

Un certain consensus social semble se cristalliser en Afrique en ce qui a trait à la mise en pratique de ce qui est dorénavant nommé « l'approche genre », qu'on lie de façon transversale à plusieurs thématiques, en l'occurrence celle de la gouvernance. Pour preuve, les États africains sont entrés dans la mouvance mondiale vers ce qui est appelé « l'émancipation de la femme » en mettant sur pied une politique nationale y relative dénommée « politique

nationale genre ». Bien que ceci étant, le processus d'élaboration et d'implémentation varie selon les pays et selon leur degré d'intégration culturelle.

Ce phénomène social (et sociopolitique) joue un rôle capital en ce qui a trait à la mise en relief d'une gouvernance au féminin en Afrique. Ce faisant, ce phénomène social remplit une fonction instrumentale et symbolique; autrement dit son objectif, clair et atteint, produit des résultats manifestes tant concrets que sous l'angle d'une satisfaction intangible ou émotive (ibid).

La notion de genre (ou la question de genre) tient donc la place centrale dans la problématique de cette thèse. L'analyse de la documentation et des données du terrain nécessitent une contextualisation de la question, c'est-à-dire de situer le contexte où l'on se trouve. Cette nécessité a conduit à la question suivante : la notion de genre existe-t-elle dans la communauté en question, à savoir la communauté Mandjara, en ce qui concerne la politique de gouvernance? Pour trouver réponse à cette interrogation, il a été nécessaire d'avoir des éléments de réponse. Ces derniers ont résulté des réponses aux questions suivantes :

Quelle est la place des femmes africaines (les femmes Mandjara du Cameroun en l'occurrence) dans un système de gouvernance (traditionnelle) à l'Africaine ?

- Quel (s) est (sont) leur(s) rôle(s)?
- Quelle(s) est (sont) leur(s) fonction(s)?

Les éléments de réponse résultants de ces questions ont conduit à la rédaction du chapitre cinq (5) intitulé : *les Mandjara : un exemple de gouvernance traditionnelle au féminin en Afrique*. Cependant, cela a nécessité d'associer, à l'approche fonctionnaliste, une analyse systémique.

En effet, l'appréhension d'un phénomène social va au-delà d'expliquer la fonction qu'il remplit ou le rôle qu'il joue. Dans la présente étude, le phénomène social (décrit ci-dessus) contribue à la compréhension de l'articulation de cette gouvernance conjuguée au féminin, en Afrique, qui a été analysé selon une dimension systémique.

2.4.2 L'analyse systémique : autre cadre de référence de la cohérence logique

Un système est un ensemble d'objets unis par quelque forme permanente d'interdépendance pour l'accomplissement d'un ensemble d'objectifs. Il y a plusieurs ressemblances entre un système, une structure et un modèle fonctionnel. En effet, un système est la description d'une réalité perçue et discernée par ses composants (ce qui l'apparente à un modèle fonctionnel) et aussi la description des relations entre ses composants (ce qui l'apparente à une structure). Selon une dimension politique, un système politique est un ensemble d'interactions politiques constatées dans un environnement politique donné (Attali 1972), (Gingras 2004).

La mise en exergue d'une gouvernance qui se conjugue aussi au féminin en Afrique a imposé la question : quelle est la nature du système dans lequel s'inscrit ce mode de gestion ? Pour y répondre, il a fallu répondre aux questions suivantes:

- Qui sont les Mandjara ? Quelle est leur origine?
- Quelle est l'organisation qui les régit?

Les réponses à ces questions ont conduit à la rédaction du chapitre quatre (4) intitulé *Les Mandjara : ethnogénèse et identités*. Il en découle une identification de la nature du système dans lequel s'inscrit ce mode de gestion au féminin. Une fois identifiée, la question naturellement induite a été celle de la définition des interactions de genre dans cette structure socio-politico-culturelle.

Ainsi, l'analyse systémique sera révélatrice d'un système socio-politique et traditionnel, divisé en plusieurs "sous-systèmes", chacun responsable de la réalisation d'une "mission" concourant à la réalisation des "objectifs" du système lui-même. Ce système, ainsi que l'interrelationnel et intercomplémentarité homme-femme dans la gestion du royaume, sont illustrés dans le chapitre cinq (5). Cette analyse a conduit à la question : existe-t-il une gouvernance (traditionnelle) à l'africaine?

La perspective systémique révèle ainsi la mise en place des organes de gestion, fonctionnant à la fois de façon ponctuelle et permanente, justifiant d'un organigramme bipolaire traditionnel et administratif. Cette bipolarité démontre, d'une part, de l'intérêt accordé à un modernisme presque inévitable et, d'autre part, du souci d'éviter une «noyade» du système. La conciliation d'une traditionalité et d'une modernité concourt à une (re)définition d'une dualité complémentaire d'une "gouvernance genrée". Cette dernière participe au bon fonctionnement du système et assure les liaisons établies entre les composants ou "sous-systèmes".

2.4.3 Le modèle axiomatique issue de la perspective systémique élaborée ci-dessus

La révélation issue de la perspective systémique indique la confrontation et l'interaction de deux modèles de gestion politique: le modèle traditionnel des Mandjara et le modèle de l'État camerounais dont fait partie la communauté Mandjara. La compréhension de cette relation, sur la base des données documentaires et empiriques, a nécessité l'application du modèle axiomatique du cadre de référence, en l'occurrence la théorie des choix et des décisions concernant la communauté Mandjara et la théorie des décisions concernant la politique camerounaise.

La théorie des choix se veut être un modèle axiologique de nature «réflexive» et donne priorité à l'opinion de l'individu. Il n'implique pas nécessairement une évaluation des conséquences. Lorsqu'on évalue les conséquences des choix, on parle plutôt de théorie de la décision. Toute décision est le résultat du classement des conséquences anticipées des diverses actions possibles (Gingras 2004).

Ces deux théories ont donc été utilisées pour répondre aux questions suivantes :

Quelle est la politique du Cameroun vis-à-vis de la question de genre? En effet, avant de parler d'une quelconque interaction avec l'organisation socio-culturalo-politique des Mandjara, il est nécessaire de connaître au préalable s'il existe une politique genre au Cameroun.

Comment s'insère-t-elle dans le vécu des communautés camerounaises, en l'occurrence celle des Mandjara?

Les éléments de réponse à cette question se trouvent aux chapitres six (6), sept (7) et huit (8) présentés sous les formes de i) article publié (chapitre 6: «Cameroon and the Gender Issue» (Mefire, Vissandjée, and Bibeau 2017)); ii) article soumis (chapitre 7: «La Politique Nationale Genre du Cameroun: à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes *Mandjara*»); iii) article soumis (chapitre 8: «Genre et Santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes *Mandjara*»).

2.4.4 L'herméneutique (sémiologie) : un cadre de référence de l'essentiel

La réponse à la problématique de recherche est issue de l'analyse, de la discussion et de la synthèse de toutes les informations, questions, réponses et inconnues issues des différents chapitres ci-dessus énumérés. L'approche sémiologique a permis d'en discuter et de pouvoir en tirer les conclusions présentées dans le chapitre neuf (9). En effet, cette approche m'a guidée dans « l'analyse des intentions des acteurs et de la signification symbolique des gestes politiques ».

Pour vraiment comprendre, étant Mandjara, il m'a été facile d'«endosser» comme un manteau, les préjugés et le bagage culturel des Mandjara (la société et individus). Le défi a été de se dégager de mes préjugés personnels et de mon propre bagage culturel pour comprendre la société Mandjara et la société camerounaise, d'un point de vue d'étranger!

Tel que mentionné dans la section introductive ci-dessus, le présent cadre de référence se veut un agencement et une combinaison de i) l'approche fonctionnaliste, ii) de l'analyse systémique, iii) du modèle axiomatique et de iv) l'herméneutique.

Chapitre 3 Méthodologie de la recherche

3.1 Introduction

Implication, réflexivité, empathie méthodologique, compréhension, décentrement sont les mots-clés de la révision de l'anthropologie contemporaine (Agier 2013).

La méthodologie en anthropologie désigne «essentiellement la dimension critique et le caractère systématique et rigoureux que doit comporter toute démarche de recherche» (Dagenais 1987).

Le présent chapitre articule la méthodologie qui a soutenu cette recherche doctorale. Nous l'introduisons par le processus de déroulement de la collecte de données documentaires et bibliographiques. S'en suit une présentation des méthodes et des techniques employées pour recueillir les données empiriques durant le séjour sur le terrain. Et tel que c'est le cas dans tout travail de recherche scientifique, des difficultés de diverses natures n'ont pas manqué d'être présentes et c'est précisément ce qui a constitué les limites de cette étude. L'éthique à la recherche est le protocole auquel toute recherche en science sociale avec des sujets humains est appelé impérativement à se conformer. Nous en faisons une élaboration succincte.

Dans l'ensemble, l'analyse est réalisée suivant une perspective pluridisciplinaire, au-delà d'une approche transdisciplinaire, convoquant l'ethno-histoire, l'anthropologie socio-culturelle et médicale, l'anthropologie du politique, des politiques publiques et du genre. La rencontre entre ces disciplines, revendiquant dans le même temps leur spécificité et autonomie disciplinaire, s'effectue par le travail sur des sources variées et l'intégration de la tradition orale comme support légitime.

3.2 Collecte des données bibliographiques

Elles ont été collectées à travers toute documentation et toute littérature se rapportant de près ou de loin au sujet à l'étude. Il a fallu d'abord effectuer une première phase de revue de littérature de manière à pouvoir élaborer une problématique, des hypothèses et des objectifs de recherche. Pour cela, il a été nécessaire de consulter des ouvrages généraux et spécialisés,

des thèses, des revues, des articles, tous empruntés aux bibliothèques des Universités²² et aux bibliothèques publiques²³. Une partie de la littérature exploitée s'appuie sur les documents cadres des Ministères²⁴ du Cameroun²⁵. Tout au long du processus de la recherche, des recherches sur Internet ont été d'un support documentaire considérable car plusieurs institutions rendent leurs rapports disponibles en ligne et de plus en plus d'articles, de thèses, et de livres deviennent accessibles sur le web. Toute cette documentation a grandement soutenu l'élaboration du cadre conceptuel et d'analyse.

3.3 Le déroulement de l'ethnométhodologie : les diverses méthodes de collecte de données avec des précisions sur la quantité pour chacun des types de collecte

L'approche ethnométhodologique de la collecte des données a consisté en une combinaison d'outils ethnographiques. Muni d'un guide d'entretien, il s'agissait de faire simultanément usage de l'observation participante, des discussions de groupe, enrichis par des entretiens individuels.

En ce qui concerne l'observation participante, elle s'est déroulée de façon continue tout au long des séjours de recherche effectués au Cameroun successivement aux étés 2011, 2012, 2013, 2014, et 2015.

S'agissant des discussions de groupe au niveau macro et au niveau micro, voici de quelle manière elles se sont déroulées.

22 Au Canada il s'agit entre autres de l'Université de Montréal, de l'Université d'Ottawa, de l'Université Concordia. Au Cameroun je fais référence à l' Université Catholique d'Afrique Centrale et à l' Université de Yaoundé I.

23 J'inclus notamment ici le Centre Culturel Français du Cameroun; le Centre de documentation de Kumbo dans la région du Nord-Ouest du Cameroun; le Musée du Palais des Rois Bamoun dans la région de l'Ouest du Cameroun; le Centre de documentation des Nations Unies à Yaoundé.

24 Je pense ici au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille ; au Ministère de la Condition Féminine ; au Ministère de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

2525 Je me suis principalement attardée sur ceux qui se réfèrent à une analyse des questions de femmes et de genre au Cameroun.

Discussions de groupe (DDG) et Entretiens Individuels (EI)		
Année	Niveau macro	Niveau micro
Juin-Juillet 2011: phase préparatoire et pré-test des outils	10DDG avec le MINPROFF	6DDG avec ASMADLA. 2EI avec la présidente de ASMADLA. 1EI chez les Bafia. 1EI chez les Bamoun. 1EI chez les Nso.
Avril à Juillet 2012	1DDG avec le MINPROFF. 1DDG avec le PNUD. 1DDG avec UNFPA.	2DDG avec ASMADLA. 2DDG chez les Bafia. 4DDG chez les Nso'. 3DDG chez les Bamoun. 2EI chez les Bafia. 2EI chez les Bamoun. 2EI chez les Nso.
Juin-Juillet 2013	2EI avec le MINPROFF	2DDG avec ASMADLA. 2EI chez les Bafia. 2EI chez les Bamoun. 2EI chez les Nso.
Mai 2015		1EI chez les Bafia. 1EI chez les Bamoun. 1EI chez les Nso.

3.4 Les étapes de l'analyse des données

Le cadre de référence décrit ci-dessus a favorisé la réalisation d'une méta-analyse des connaissances acquises grâce à la collecte des données bibliographiques et empiriques. Il a

conduit à une combinaison de i) l'approche fonctionnaliste, ii) de l'analyse systémique, iii) du modèle axiomatique (dans sa théorie du choix et sa théorie de la décision) et de iv) l'herméneutique. Ayant apporté une valeur ajoutée à la compréhension de la perspective genre et gouvernance, il a nourri la décision d'adopter l'approche inductive générale pour l'analyse des données (Thomas 2006), (Paillé and Mucchielli 2016), (Écuyer 1990), (L'Écuyer 1987), (Blais and Martineau 2006), (Miles and Huberman 2003).

La présente thèse a une approche d'étude de nature qualitative et exploratoire. Tel que recommandé par les principes de l'approche inductive générale, il s'agit dans un premier temps i) de condenser les données brutes recueillies sur le terrain dans un format résumé ; ensuite il a fallu ii) établir des liens entre les objectifs de la recherche et les catégories découlant de l'analyse des données brutes ; iii) et au final de développer un cadre de référence à partir des nouvelles catégories émergentes. L'objectif derrière cette démarche a toujours été de produire des résultats qui respectent les critères de validité de la recherche qualitative en fonction des objectifs de recherche visés.

Les trois étapes d'analyse des données qualitatives recueillies ont consisté en la i) réduction des données, ii) la condensation, iii) et la présentation de ces données (Miles and Huberman 2003). En d'autres termes la démarche analytique s'est servie des phases de i) transcription-traduction, de ii) transposition-réarrangement et de iii) reconstitution-narration (Paillé and Mucchielli 2016). Ces procédures privilégiées ont permis de donner du sens à un corpus de données brutes et complexes (Blais and Martineau 2006), dans un but de faire émerger des catégories favorisant la production de nouvelles connaissances en recherche anthropologique.

Guidées par les objectifs de la recherche, l'ensemble des procédures mis en place a permis de traiter les données qualitatives de façon prioritaire et spécifique à travers une lecture détaillée des données brutes ; cette lecture a fait émerger des catégories à partir des interprétations qui se sont appuyées sur ces données brutes. L'approche de l'analyse inductive générale est celle ayant été privilégiée car elle se prêtait particulièrement bien au caractère exploratoire de l'objet d'étude de la présente recherche pour lequel j'avais difficilement accès à des catégories déjà existantes dans la littérature.

3.4.1 Le processus inductif suivi pour la codification et la réduction des données et la création du cadre de référence

Les quatre étapes élaborées ci-dessous décrivent la mise en pratique de la procédure d'analyse inductive dans cette étude. Ces étapes sont celles ayant permis la codification et la réduction des données. Cette étude s'appuie sur des données obtenues des verbatims d'entretien (individuels et en groupe de discussion), des documents et des notes d'observation. L'objectif principal de cette recherche est de mesurer, d'analyser et de comprendre comment s'articule le processus d'appropriation sociale du concept de genre au Cameroun, autrement dit, mesurer sa perception et sa représentation sociales au niveau d'un groupe cible – la communauté Mandjara.

3.4.1.1 Étape 1 : préparation des données brutes (le grand ménage des données)

Pour aménager les données brutes, il a fallu les préparer dans un format commun en police Times New Roman de 12 pts, en double interligne, en prenant soin de souligner mes questions et mes commentaires en jaune, les réponses des interviewés ainsi que des infos documentaires de même type en vert). Ensuite chacun des dossiers créés a été sauvegardé.

3.4.1.2 Étape 2 : lecture attentive et approfondie

Une fois les textes (entrevues et données documentaires) transcrits intégralement dans un format commun, ils furent prêt pour être analysé. Chaque texte a été lu en détail à plusieurs reprises jusqu'à ce que j'en ai été familiarisé avec son contenu et que j'en ai une vue d'ensemble des sujets couverts dans le texte. Suite à chaque lecture approfondie, j'ai pu produire pour chaque texte un court résumé d'environ deux à trois pages qui faisaient ressortir les points saillants. Après l'obtention de plusieurs résumés de texte, ces derniers ont été comparés afin de pouvoir dégager un résumé commun. Cette procédure a permis de bonifier la grille de codification (catégories semi-émergentes) et de donner une compréhension préliminaire de ce qui commençait à émerger des données brutes (amorçage de l'étape 3).

3.4.1.3 Étape 3 : identification et description des premières catégories

Pour commencer il a s'agit d'identifier des segments de texte qui présentaient en soi une signification spécifique et unique (unités de sens). Ensuite, j'ai créé une étiquette (sous la

forme tantôt d'un mot tantôt d'une courte phrase) pour nommer cette nouvelle catégorie à laquelle l'unité de sens était assignée. Suite à cela, j'ai fait de même pour les autres unités de sens. D'autres segments de texte ont été intégrés dans les catégories déjà « étiquetées » pour lesquelles les unités étaient significatives. Il est arrivé à certains moments dans le processus de codification, qu'il faille développer une description initiale de la catégorie émergente, modifier les mots de l'étiquette décrivant cette catégorie ou encore d'écrire un mémoire (notamment une courte description avec des mots clés pouvant facilement ramener à ma mémoire ce à quoi cela fait référence) à propos de cette catégorie. Il faut dire que le premier niveau de catégories était directement lié aux objectifs et questions de recherche. Les autres niveaux sont provenus des lectures répétitives des données brutes. Ainsi, c'est donc dans la mise en pratique de ce processus de codification inductif que les catégories ont créées et ce à partir des phrases ou des sens trouvés dans les portions de texte. Ce fut un choix personnel d'utiliser une grille d'analyse fabriquée « à la main » pour faciliter ce processus de codage de mes données. Cette première étape de codification a été ensuite raffinée afin de regrouper les catégories préliminaires (amorce de l'étape 4).

3.4.1.4 Étape 4 : poursuite de la révision et du raffinement des catégories

À l'intérieur de chaque catégorie, j'ai identifié des sous-catégories qui incluaient des points de vue contradictoires ou de nouvelles perspectives. À plusieurs reprises j'ai sélectionné des citations ou des portions de texte appropriées qui ont servi à illustrer l'essence même de la catégorie. À certains moments des catégories ont été combinées ou liées sous une autre catégorie lorsque leur signification semblait similaire. Il est arrivé de faire face à des portions de données qui étaient difficilement codables dans les catégories existantes du fait qu'elles ne répondaient pas directement aux questions initiales de la recherche. Étant donné qu'il s'agissait des données qui avaient certainement eu un « sens » au moment de la collecte des données, alors cette information pertinente a donc servi à créer une sous-catégorie tout autant qu'à enrichir celles existantes.

Le but visé par ce processus d'analyse a été de créer un nombre restreint de catégories afin de pouvoir avoir une vue d'ensemble des aspects clés qui ont été identifiés dans les données brutes et qui ont été considérés comme étant les plus importants, étant donné les objectifs de recherche visés.

3.5 Collecte des données empiriques

Les méthodes et techniques utilisées durant le séjour sur le terrain sont présentées dans la description ci-dessous. Une combinaison agencée d'observation participante, d'entretiens individuels additionnés à des groupes de discussion ont tous servis à une collecte de données réussie et enrichie.

3.5.1 Démarche ethnographique dans la prise en compte des systèmes de pensée

La méthode ethnographique privilégiée par cette recherche se situe à deux niveaux. Un niveau micro qui est celui du système de pensée des populations et un niveau macro qui comprend à la fois le système de pensée des institutions gouvernementales et celui des organisations internationales. Dans une perspective proactive, un déplacement sur le Cameroun, a alors été initié de juin à juillet 2011, dans l'optique d'établir des contacts préliminaires.

Séjour sur le terrain de Juin à Juillet 2011 : phase préparatoire et pré-test des outils

Au niveau micro : durant l'étape de préparation à la collecte de données, six séances de travail (3h par jour pendant 6 jours) avec les responsables de l'association *Les Mandjara* ont été nécessaires. L'optique de ces rencontres était de leur présenter les objectifs de la recherche et surtout de solliciter leurs contributions pour faciliter l'entrée et l'intégration auprès des communautés *Bamoun*, *Bafia* et *Nso'*. C'est au sortir de ces discussions qu'un profil des personnes ressources à interviewer a pu être défini. Cette phase préparatoire a facilité la mise en place des rencontres, des entretiens (individuels et collectifs) et des observations réalisées durant la collecte de données empiriques qui s'est déroulée d'avril à juillet 2012. De plus, cela a offert l'opportunité d'effectuer un pré-test des outils de collecte de données.

Au niveau macro : des séances de travail (de 30 minutes à 1h30 par jour pendant 10 jours) ont été réalisées avec des hauts cadres du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille (MINPROFF)²⁶. Le but était de leur présenter les objectifs visés par la recherche.

26 J'ai été reçu au MINPROFF par : i) Mme Maïpa, Chef service Genre; ii) Mme Atangana, Personnel technique du service Genre; iii) Mme Tougordi, Chef service de la promotion de la santé de la femme et de la jeune fille; iv) Mr Éguéné, Chef de la cellule de la coopération; v) Mr Abessolo A., Inspecteur n°2, Expert/Consultant en Genre et Développement.

Ayant pris connaissance du certificat d'éthique délivré par le comité à l'éthique de l'Université de Montréal, ils n'ont présenté aucune réticence à partager les documents de politique ainsi que toute autre documentation pertinente. Ces échanges de collaboration ont favorisé que soient noués plusieurs contacts. De plus, ils n'ont pas hésité à fournir d'autres références de personnes ressources à interviewer. Les responsables du MINPROFF ont explicitement signifiés qu'ils sont intéressés par les résultats de cette recherche. Cette opportunité de discuter avec les hauts cadres du MINPROFF a permis de prendre connaissance des chantiers actuels sur lesquels reposent les politiques en matière de genre au Cameroun. Ce travail préliminaire de terrain a amené à découvrir que le Cameroun est dans une phase d'institutionnalisation du genre. Cette phase se matérialise à travers la création, par le gouvernement, des «Points Focaux Genres» dans tous ses ministères²⁷.

Cette phase d'enquête préliminaire s'est déroulée sur deux sites. La ville de Douala, située dans la région du Littoral, où se sont déroulées les rencontres avec les membres de l'association *Les Mandjara* en est un. La ville de Yaoundé, située dans la région du Centre, où se sont tenues les assises avec le personnel du MINPROFF en est l'autre.

Séjour sur le terrain d'Avril à Juillet 2012 : phase de collecte des données empiriques

27 Quelques contacts identifiés occupant ces postes sont : i) Mme Bobda Florence et Mr Macky Sam Georges pour le Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire; ii) Mme Djeng Il Marie pour le Ministère des Finances; iii) Mme Niekou Rosalie pour l'Institut National des Statistiques.



Figure 3-1. Quelques vécus au quotidien chez les Mandjara

La présence sur le terrain pour cette période assez longue a favorisé des séjours sur plusieurs sites. Préalablement à Douala au sein de l'Association *Mandjara* de Douala pour un premier accueil. Ensuite à Yaoundé pour honorer des rendez-vous au MINPROFF. L'imprégnation du vécu quotidien des populations villageoises s'est fait tour à tour à Foumban (village de la communauté *Bamoun*), à Kumbo (village du peuple *Nso'*) et à *Bafia* (village de l'ethnie *Bafia*).



Figure 3-2. Observation participante du vécu quotidien chez les Mandjara

Séjour sur le terrain de Juin à Juillet 2013 et au mois de Mai 2015

Ces séjours de très courtes durées ont permis de revisiter tous les sites de recherche, énumérés ci-dessus, et d'enrichir la collecte de données.

3.5.2 Population cible

La population ciblée pour cette recherche se situe à deux niveaux :

- Au niveau micro, il s'agit i) des groupes ethniques *Bamoun*, *Bafia*, *Nso* ; ii) de l'association *Les Mandjara*²⁸ ; iii) des associations féminines dont les membres sont issues de la diaspora *Bamoun*, *Bafia*, et *Nso*’.
- Au niveau macro, il s'agit du personnel du MINPROFF et des points focaux Genre installés dans d'autres ministères²⁹.

3.5.3 Mode de recrutement des informatrices et informateurs

Lorsqu'il a fallu interviewer le personnel du MINPROFF, les contacts établis durant la phase préliminaire ont été d'une très grande utilité. La première personne interviewée occupait le poste de chef de division. Au regard de cette fonction de haut cadre de direction, elle avait par conséquent de très bons contacts et une excellente connaissance du milieu. Elle a donc facilité l'introduction auprès d'autres personnes ressources. S'agissant du séjour au sein des communautés *Bamoun*, *Bafia* et *Nso*’, les membres de l'association *Les Mandjara* ont facilité la prise de rendez-vous avec chacune des personnes à interviewer dans tous les villages.

3.5.4 Outils convoqués sur le terrain

i. L'observation participante

L'observation est «le meilleur moyen d'investigation» (Bouju 2016). Elle a permis de construire une réflexion anthropologique fondée sur l'expérience de terrain. Bien qu'en matière de recherche le choix d'une technique puisse être imposé par les circonstances, les événements et parfois les interlocuteurs, on «doit exploiter la subjectivité inhérente à toute observation en la considérant la voie royale conduisant à une objectivité authentique, plutôt que fictive» (Devereux 1967 : xvi-xvii, cité par (Goulet 2011)). A la fois observatrice et participante, il a été possible d'adopter une «attitude d'engagement distancié garante de sens

²⁸ L'association *Les Mandjara* est un réseau composé de plus de deux cents (200) associations féminines dont les membres sont issues de la diaspora *Bamoun*, *Bafia*, et *Nso*’.

²⁹ Les ministères évoqués ici sont ceux mentionnés plus haut

critique» (Goulet 2011). Maîtrisant donc «la dialectique de l'engagement et du détachement» (ibid.), un regard proche et distancié a pu être porté sur les réalités sociales qui se sont manifestées tout au long des interactions quotidiennes durant le séjour sur le terrain. Il a fallu très certainement veiller à ce que celles-là n'en soient pas spécifiquement modifiées par les interventions de l'observation et de la participation. En effet, au bout d'un certain temps de présence sur les lieux, l'observatrice faisait partie du paysage et le déroulement normal des situations d'interaction sociale est resté indifférent à sa présence. L'observation participante a rendu possible la description des pratiques sociales collectives et individuelles. Un carnet de notes a été utile à la consigne de données portant sur le quotidien, le non-dit, auquel les acteurs qui interagissent accordent parfois peu d'intérêt parce qu'ils sont confondus à la réalité sociale qu'ils vivent.

ii. Les interviews

« L'interview est une méthode de recueil d'informations qui consiste en des entretiens oraux, individuels ou de groupes, avec plusieurs personnes sélectionnées soigneusement, afin d'obtenir des informations sur des faits ou des représentations, dont on analyse le degré de pertinence, de validité et de fiabilité en regard des objectifs du recueil d'informations» (Imbert 2010).

En effet, les entretiens de recherche ont servi de technique de consigne de toute information ayant porté sur des normes de comportement. En décidant d'adopter une méthode qualitative, ces outils ont permis de documenter des faits, des opinions, et des données que l'observation seule n'a pu fournir. Des entretiens libres, semi-dirigés, individuels ainsi que des entretiens approfondis et des groupes de discussion ont conjointement été menés. Tous ces échanges ont été enrichis des connaissances, des idées et des opinions, des réalités locales, selon les trajectoires et les contextes de vie des personnes rencontrées. Les discussions de groupe ont été réalisées avec des groupes homogènes de femmes. La taille des groupes était restreinte de six à huit femmes maximum afin de s'assurer que toutes les participantes aient la chance de s'exprimer. Bien que le principe était de ne pas excéder huit femmes ou de ne pas en prendre moins de six, les rencontres se sont faites selon les disponibilités des informatrices. Donc en

donnant place à beaucoup de flexibilité, la recherche s'est arrimée aux réponses obtenues aux invitations, en considérant alors les absences comme une limite à la recherche. Les discussions ont été très animées par des débats dans le but d'explorer les opinions des femmes. Les entretiens approfondis menés de façon individuelle ont donné l'occasion d'enrichir davantage sur des sujets évoqués durant les discussions de groupe. Qu'il s'agisse des discussions de groupe ou des entretiens individuels, chacune des rencontres n'excédait pas une heure (1h) de temps.

iii. Les langues

Celles utilisées durant la collecte de données étaient le français et l'anglais. Durant les entretiens qui se sont déroulés dans les villages, certaines personnes s'exprimaient en langues locales. Pour ce qui est des langues *Bafia* et *Nso'*, les informateurs parlant ces langues étaient bilingues et prenaient donc la peine de traduire leurs propos soit en français ou en anglais, selon la langue dans laquelle ils étaient le plus à l'aise de s'exprimer. En ce qui concerne la langue *Bamoun*, il n'a nullement été besoin de traduction.

iv. Le matériel

Celui utilisé pour recueillir les informations de terrain était un magnétophone pour enregistrer les entretiens, ainsi qu'une caméra et un appareil photo pour avoir quelques images du terrain. Il est important de préciser qu'avant d'en faire usage, la permission des répondants a toujours été requise.

3.6 Difficultés de la recherche

La recherche en anthropologie exige une présence continue du chercheur sur le terrain, mais la vie quotidienne n'est pas sans poser mille petits problèmes matériels et financiers, et quelques grands problèmes existentiels que, généralement dans la société, chacun résout à sa manière selon sa personnalité et son expérience.

3.6.1 Difficulté conceptuelle

Comme il est coutume d'observer en matière de recherche en sciences sociales, cette étude n'a pas été épargnée des difficultés conceptuelles liées à la construction de l'architecture de la problématique. Plusieurs mois de réflexion ont été soustraits au temps imparti à l'élaboration

du protocole de recherche, allongeant de façon imprévue et involontaire, la durée de l'ensemble des travaux.

3.6.2 Difficulté méthodologique

Elle s'est posée au niveau de l'implication personnelle dans la recherche. D'une part, l'observation participante n'a pas manqué de poser le problème de la distanciation du sujet. Et, d'autre part, le facteur d'extériorité a conduit à se questionner sur les phénomènes d'interférence avec l'observation. Le souci d'intégrer le milieu d'étude et de s'y investir totalement afin de pouvoir obtenir le plus de données possibles, autant importantes que détaillées, a parfois créé une certaine confusion entre l'objet et le sujet d'étude. Toutefois, conscient de l'enjeu de la recherche, des lignes de démarcation sur le degré d'implication et sur les limites de la distanciation ont clairement été établies.

3.6.3 Difficulté de terrain

Les difficultés de terrain portent sur les réalités sociales vécues au quotidien par tout chercheur, considéré comme perturbateur de «*l'ordre social*» qui règne dans le milieu étudié. Quelques difficultés se sont présentées au moment du recrutement des personnes pour constituer des groupes de discussion car plusieurs d'entre elles étaient toujours très occupées, leurs emplois de temps étant surchargés. Plusieurs rendez-vous ont ainsi été reportés et d'autres carrément annulés, obligeant à toujours adopter une stratégie de substitution. L'une des difficultés majeures, rencontrée sur certains sites de recherche, a été de pouvoir trouver des moyens de transport sécuritaires pour aller rencontrer des informateurs sur les lieux où ils préféraient accorder des rendez-vous. Lorsqu'il s'agissait des déplacements à l'intérieur des villages, il était assez souvent rare de trouver des taxis disponibles à effectuer de longues distances. Les seules alternatives qui restaient étaient soit de marcher à pied, ce qui était dans la plupart du temps quasiment impossible, soit d'emprunter des motos taxis. La vie quotidienne dans les zones rurales ou semi-urbaines au Cameroun est de plus en plus jalonnée par l'utilisation des motos-taxis pour se déplacer. Cependant, ils ne représentent pas toujours un service de transport sécuritaire à cause de leurs taux élevés d'accidents de la route. Les longues distances et les zones enclavées obligeaient donc de s'en servir. S'agissant des espaces appropriés lorsqu'il fallut réaliser des groupes de discussion, il n'était pas aisé de

trouver des endroits commodes et confortables. De plus, c'était difficile d'accommoder pour tout le monde car les disponibilités des uns et des autres étaient très limitées. La plupart devaient se rendre à leur lieu de travail, les champs pour les agriculteurs, les marchés pour les commerçants, les bureaux d'administration publique pour les fonctionnaires. Cet état de fait a conduit à ajuster les méthodes de collecte de données afin de s'adapter aux réalités du terrain. Parfois les entretiens individuels étaient donc de meilleures alternatives aux discussions de groupe.

3.6.4 Difficulté conversationnelle

Celle-ci s'est posée lorsqu'il a fallu aborder des sujets délicats liés à la vie personnelle, intime et quotidienne des informateurs. En effet, le guide d'entretien n'était qu'un canevas permettant d'explorer plusieurs aspects notamment ceux qui touchent à des domaines sensibles de la vie des personnes ; et il n'est pas toujours aisé pour elles de s'exprimer sur leurs vies personnelles.

3.6.5 Difficulté matérielle et financière

Pour que tout travail de recherche soit mené à terme et dans des conditions optimales, cela nécessite que soient mobilisées plusieurs ressources, notamment matérielles et financières. Cette difficulté n'a pas manqué de se poser à différentes étapes de cette aventure doctorale, en ayant eu pour impact de rallonger la durée de la recherche, sans toutefois empêcher de produire un travail de qualité respectant les normes scientifiques.

3.7 L'éthique à la recherche en sciences sociales et humaines

Toute recherche en sciences sociales et humaines, qui a pour objet d'études des sujets humains, exige d'un chercheur de se conformer aux normes éthiques de son institution d'attache. Cet impératif autorise la descente sur le terrain, assure la protection des participants, et valide de la scientificité des résultats obtenus. Dans le cas de l'UdeM, le CÉRAS est chargé d'évaluer les activités de recherche avec des participants humains des étudiants de la Faculté des arts et des sciences. Par le canal du CÉRAS, j'ai obtenu un certificat d'éthique. Le dossier déposé pour ce faire contenait un questionnaire d'évaluation éthique des projets de recherche. Il incluait le résumé du projet, les caractéristiques des

participants, les moyens de recrutement des participants, les activités exigées des participants, les mesures prises envers les participants pour faire face aux risques et aux inconvénients de la recherche, un formulaire de consentement adressé aux participants. Avant chaque entretien, individuel ou collectif, je m'assurais toujours de présenter mon certificat d'éthique, ainsi que tous les documents exigés par le comité d'éthique de l'UdeM, à mes informateurs afin d'obtenir leur aval. J'ai obtenu verbalement leur consentement pour mener la recherche, pour prendre des photos, des vidéos, et pour faire des enregistrements audio. Je leur ai fait part de ma disponibilité à leur procurer toute copie du matériel collecté, s'ils en sont intéressés. J'ai ainsi pu bâtir une relation de confiance et avoir une collaboration enrichissante.

Partie II : Résultats de la recherche

Chapitre 4 Les *Mandjara* : ethnogenèse et identités

«Quand tu ne sais pas où tu vas, souviens-toi d'où tu viens» pour reprendre une expression proverbiale du poète-écrivain Aimé Césaire.



Figure 4-1. Armoiries des Mandjara

4.1 Introduction

L'appellation *Mandjara* désigne les ethnies *Bamoun* (du département du Noun dans la région de l'Ouest), *Bafia* (du département du Mbam-et-Kim dans la région du Centre) et *Nso'* (du département de Kumbo dans la région du Nord-Ouest). Cette appellation se veut être l'indication de la parenté de sang qui lie entre eux ces trois groupes ethniques du Cameroun.

Partis de la Syrie vers la fin du 13^e siècle, les ancêtres des *Mandjara* séjournèrent de nombreuses années en Afrique du Nord notamment en Égypte. Poursuivant leur croisade, ils prirent la direction du Tchad, entrèrent au Cameroun par le Nord, se mêlèrent au peuple Mbum dont ils héritèrent la langue et finirent par s'installer en pays Tikar (Elouga 2014, Veeramah et al. 2008, Mekounde 1997, Fowler and Zeitlyn 1996, Tardits 1980, 1979, Chilver and Kaberry 1971). L'histoire révèle que les Tikar sont des Bantous qui s'installèrent, peu avant le 15^e siècle, au Sud du lac Tchad en provenance de la région du Haut-Nil et en quête de régions hospitalières et de terres fertiles. Par la suite ils investirent les territoires Bamiléké et

Bamoun qui se trouvent dans l'actuelle région de l'Ouest du Cameroun (Feussi, Eloundou, and Tsofack 2013).

Qui suis-je ? D'où viens-je ? Où vais-je ?

Trois questions qui contribuent à définir l'identité de tout individu et dont les réponses participent à re-construire l'histoire d'un peuple. Trois questions auxquelles souhaitent répondre la communauté *Mandjara* lorsqu'elle prit l'initiative en 2009 d'instituer un vaste mouvement de regroupement des ethnies *Bamoun*, *Nso'*, *Bafia*. La présente thèse entend ramener à la conscience collective la fratrie qui existe entre de nombreuses ethnies camerounaises en l'occurrence celles des *Bamoun*, *Nso'* et *Bafia*. L'intérêt est celui de mettre en exergue des liens de parenté qui, vieux de plusieurs centaines d'années, sont le fondement de l'engagement communautaire tel que celui du groupe ethnique *Mandjara*. S'appuyant sur ses traditions sociohistoriques, il a choisi d'amorcer une démarche qui affirme qu'il existe en Afrique, derrière une prolifération de sociétés et une apparente diversité ethnique, des parentés anciennes susceptibles de servir une politique de solidarité et de cohésion sociales.

Dans le contexte camerounais, un tel mouvement porteur des idées - voir des idéaux - de rassemblement et d'unification, dans une nation composée de plus de deux cents groupes ethniques attachés chacun à leur particularisme, participe à une dynamique de valorisation identitaire et est à la fois symbolique et exemplaire. Il incite d'autres populations à exploiter leurs traditions dans le but de faire apparaître le tissu des relations passées et de raviver des solidarités estompées par les vicissitudes de l'histoire (Tardits 1980). Dans une approche à la fois diachronique et synchronique cette thèse emprunte la machine à remonter le temps à travers les récits et les dits de l'histoire ; celle-ci a été pendant longtemps transmise à travers une tradition orale et aujourd'hui on la retrouve dans de nombreux manuscrits, traduits des langues locales ou pas, et qui continue d'être raconté par les dépositaires des traditions et coutumes des peuples africains.

Bien que la littérature soit riche et dense en ce qui a trait aux histoires et aux réalités de vie des *Bamoun*, *Nso'*, *Bafia* et *Tikar*, elle est limitée car elle parle de ces groupes ethniques de façon séparée et distincte de sorte qu'il est parfois difficile de matérialiser la relation de parenté existante entre ces derniers.

L'aspect innovateur de la présente thèse doctorale réside dans le fait qu'elle contribue à ce que l'intérêt porté sur les *Bamoun*, *Nso'*, *Bafia* et *Tikar* se fasse d'une manière conjointe pour continuer, telle la perspective de notre étude, à mettre en exergue les lignes médianes qu'on pourrait alors tracer entre ces peuples. Entrevues individuelles, discussion de groupe et exploitation des manuscrits ont permis de condenser des versions de l'histoire relaté par les *Bamoun*, les *Nso'*, les *Bafia* et les *Tikar*.

4.2 *Njiéshe nga ngu Pam, ngu Nso', ngu Bafia* : début de l'histoire des pays *Bamoun*, *Nso'* et *Bafia*, version racontée par les *Bamoun*

It is frequently difficult to establish how, where, and when events that are the subject of oral history occurred, even in accounts in which categorical assertions are made. Nevertheless, such narratives can prove valuable sources of information (Veeramah et al. 2008)

Suivant les explications de cette princesse *Bamoun*, le mot *Mandjara* est une expression qui est originaire de la langue *Bafia* désignant un «neveu» ou une «nièce». Cette appellation est également employée dans la langue *Bamoun* et garde la même signification. D'après notre informatrice, les descendants *Nso'* et *Bafia* considèrent que les descendants *Bamoun* sont leur neveu et nièce car les ancêtres des premiers, sous les noms de *Ngonso'o* et *Mfonbam*, étaient respectivement la tante et l'oncle de l'ancêtre des derniers nommé Nchare Yèn.

Écrite en langue *Bamoun* sous les directions de sa majesté le Sultan Seidou Njimolouh Njoya et de Mouamfon Ngoutane Paul, une version de l'histoire de l'origine des *Mandjara* se trouve dans l'un des manuscrits intitulé «*Sânga ngu Pamem : histoire et coutumes des Bamoun en langue Bamoun*» qui se trouve actuellement au musée du palais des rois *Bamoun*. D'après ces écrits, en Syrie, vers la fin du 13^e siècle, une grande famine sévit et contraignit soixante-dix (70) tribus à quitter ce pays. Celles-ci s'installèrent en Égypte mais ne pouvant supporter longtemps le régime politique en place, s'en allèrent s'installer en pays Bornou. Elles y passèrent plusieurs années durant lesquelles elles effectuèrent le commerce. Ce fut l'occasion pour certaines d'y élire domicile à travers des liens de mariage avec les autochtones rencontrés sur place, tandis que d'autres choisirent de continuer leur périple. L'âme nomade de certaines d'entre ces tribus, en plus d'une quête perpétuelle d'un mieux-vivre, les poussèrent à aller s'installer au pays Papirien. Leur statut d'étrangers ne leur étant pas favorable dans ce pays, elles partirent de là pour le pays Mbum qui fut pour elles une terre d'accueil car elles y trouvèrent paix et harmonie. Cependant, après de très longues années de vie en pays Mbum, nombreux des descendants de ces tribus nomades perdirent leurs parents et au fil du temps finirent par abandonner leur langue au profit de celles des Mbum.

4.2.1 Organisation des descendants pour le maintien de leurs traditions en pays *Mbum*

Les descendants des tribus qui partirent de la Syrie et finalement trouvèrent une terre d'accueil en pays Mbum, décidèrent de s'organiser afin d'assurer la pérennité de leurs peuples qui se verraient vu noyés parmi ceux des Mbum. Ils décidèrent donc de nommer deux rois, qui représenteraient les deux tribus qui survécurent. Les deux rois désignés se nommèrent *Mfon Mbelaka Ngàn* et *Mfon Mbelaka Mbàn*. Tirés des récits et contes de leurs

parents et grands-parents racontés au fil des décennies, ces deux rois réorganisèrent leurs coutumes calquées à celles de leur pays d'origine. Ils auraient régné pendant soixante ans environ en pays *Mbum*.

4.2.2 Départ de trois princes du pays *Mbum* pour l'exploration de terres nouvelles et arrivée en pays *Tikar*

Tels leurs aïeux à l'esprit nomade, trois princes du roi Mbelaka Ngàn décidèrent de quitter le royaume prospère en pays *Mbum*, pour aller explorer des horizons nouveaux. Ils s'agirent de *Metapen*, *Mbupuet*, *Nsien*. Et c'est ainsi qu'autour de l'an 1300, vers le début du 14^e siècle, les trois princes arrivèrent en pays *Tikar* en entrant par le village *Nduebe*. Partis avec une forte délégation composée des membres de leur famille ils arrièrent au village *Menkim* où ils demandèrent l'hospitalité au roi qu'ils trouvèrent sur les lieux et celui-ci la leur accorda. Le village *Menkim* est aussi appelé village *Rifum*. L'histoire révèle que le prince *Mbupuet* était plus sage que ses deux autres frères et étudia attentivement le mode de vie des habitants de *Menkim*. Il proposa donc à ses frères d'assujettir le peuple de ce village afin de s'installer définitivement sur leur terre et devenir propriétaire de ses richesses. Ses frères acceptèrent sa proposition. C'est ainsi qu'ils conquièrent le village *Menkim* et *Mbupuet* devint leur roi. Au fil du temps, il nota que ses frères ne lui accordaient pas le respect mérité en tant que leur roi, ces derniers l'appelant toujours par son nom, il les réunit et leur ordonna de l'appeler désormais *Mbueimenkim*, ce qui signifie «*Mbupuet* a dévoré *Menkim* et est devenu roi». Et ils devaient à l'avenir répondre *Mbuen* lorsque leur roi les appelait ou leur parlait. Chez les *Bamoun* cette façon de répondre lorsqu'on est interpellé par le roi est toujours pratiquée de nos jours.

4.2.3 Vie et mort du roi *Mbueimenkim*

De concert avec ses frères, le roi *Mbueimenkim* décida de fusionner leurs coutumes importées à celles des habitants du village *Menkim*, et imposa à son peuple d'apprendre la langue locale afin de rendre les interrelations avec les rois voisins plus faciles. Il aurait régné de 1356 à 1394 et pendant les 38 ans de son règne, il eut plusieurs autres enfants en plus de ceux qui émigrèrent avec lui du village *Mbum*. Parmi ses enfants on retient le prince *Morumnta* 'Mfombam et les princesses *Nguonso* ' et *Yèn* (mère de Nchare Yèn, fondateur des *Bamoun*).

Selon les traditions ancestrales en vigueur à cette époque, il était de coutume qu'à la mort d'un roi que ce soit son frère qui lui succède et non son fils ; mais pour que le fils d'un roi décédé succède, il aurait fallu attendre qu'il n'existe plus aucun de ses oncles paternels avant d'espérer accéder au trône. Cependant, à la mort du roi *Mbuemenkim* ce fut son fils *Morumnta'Mfombam* qui lui succéda, ce qui déclencha la colère des frères du défunt roi.

4.2.4 Stratégie de destitution du roi *Morumnta'Mfombam*

Les oncles du roi *Morumnta'Mfombam* faisaient partis des décideurs de l'organisation et de la gestion de la vie du royaume. C'est ainsi qu'ils décidèrent d'éliminer la reine *Ashum*, mère de *Morumnta'Mfombam* car ils estimèrent qu'étant encore jeune, celle-ci risquait de faire d'autres enfants avec d'autres hommes et causerait ainsi la honte de la cour royale car le roi aurait ainsi de très jeunes cadets. Étant unanime sur l'assassinat de la jeune reine, ils décidèrent qu'ils donneraient pour cause de sa mort le chagrin du décès de son mari le roi. Ils convinquirent le roi *Morumnta'Mfombam* de partir quelques jours dans sa plantation, loin du palais, en lui suggérant de permettre, par son absence, aux notables de la cour «d'organiser les affaires du palais» car c'est ainsi que cela se faisait durant le règne des rois précédents.



Figure 4-3. Émigration des ancêtres des Mandjara de leur terre natale.

Pour l'accompagner dans son voyage, le roi *Morumnta'Mfombam* il prit dans sa suite ses enfants, ses frères et ses sœurs parmi lesquels sa sœur *Nguonso'* et son neveu *Nchare Yèn* le fils de sa soeur *Yèn*. Durant son absence, sa mère la reine *Ashum* fut assassinée. La nouvelle parvint au roi en campagne qui en fut très affligé et s'étonna de cet acte de ses sujets qui lui fit

croire qu'ils avaient accepté son autorité. Accablé par cette nouvelle et ne sachant que faire, son neveu *Nchare Yèn* vint lui proposer de partir du lieu où ils étaient, de traverser le fleuve *Mapé* sans plus arrêter à *Rifum*, histoire d'échapper à la mort certaine, et d'aller s'installer ailleurs pour mieux organiser une riposte. Le roi accepta cette proposition et dans la nuit ils s'en allèrent et traversèrent *Rifum* et arrivèrent au fleuve *Mapé*.



Figure 4-4. Arrivée des ancêtres des Mandjara au bord du fleuve Mapé.

4.2.5 *Yié Nchare Yèn ka fapshe pua pom'aba* : séparation de Nchare Yèn d'avec ses frère et soeur

Le roi *Morumnta' Mfombam* et sa suite arrivèrent aux abords du fleuve Mapé au petit matin. Son neveu Nchare Yèn a réalisé que leur présence en tant que suite du roi avait perdu de sa valeur et de son utilité et que chacun devait penser à sauver sa vie car ils étaient pourchassés par les assassins de la jeune reine *Ashum*. Alors il proposa au roi de traverser le fleuve en premier afin d'aller en reconnaissance pour vérifier si c'est sécuritaire pour le roi et sa suite de s'y aventurer au risque de tomber dans une embuscade. Avant de traverser le fleuve, *Nchare Yèn* choisit les personnes qui iraient avec lui. Une seule princesse, *Fumnganje*, en faisait partie. Arrivé de l'autre côté de la rive, il réalisa que tous ceux qui étaient avec lui obéissaient à ses ordres et que si son oncle le roi ne traversait plus, alors il pourrait lui aussi devenir roi.



Figure 4-5. Nchare Yèn (fondateur des Bamoun) brise la barque.

Il décida donc de couper la barque qui les transporta afin que les autres ne puissent plus avoir un moyen de transport pour les rejoindre. Son oncle le roi fut désagréablement surpris et s'exclama : «regardez-vous comment notre neveu nous a séparé après nous avoir trompé ?». Il proposa à sa sœur *Nguonso* ' de se séparer d'elle afin d'échapper aux intentions méconnues et risquées de leur neveu *Nchare Yèn*.



Figure 4-6. Séparation des ancêtres des Mandjara au bord du fleuve Mapé.

La princesse *Nguonso* ' choisit de se diriger en amont du fleuve Mapé avec une suite à ses côtés et durant son périple soumit plusieurs peuples et s'établit souveraine au village *Bebe* où elle fonda le royaume *Nso* ' du Nord-Ouest du Cameroun. *Morumnta* ' *Mfombam* choisit d'aller en aval du fleuve *Mapé* et soumit aussi plusieurs tribus lors de son périple, et arriva à *Ditam* qu'il assiégea et devint roi sous le nom de *Fonmbam* qui signifie «roi des populations du Mbam». *Nchare Yèn*, s'étant rendu compte que ses oncle et tante ont pris deux directions opposées, décida de s'en aller vers la rive droite du fleuve Mapé et arriva au village *Sâsâ* où il trouva le peuple *Pashem*. Pour les *Bamoun*, *Nso* ' et *Bafia*, ce départ des enfants du chef *Tikar* de *Rifum* et leur séparation sur le fleuve *Mapé*, marque le début de l'histoire de leur royaume respectif.

Il est important de relever que la présente étude se limite aux origines et traditions des *Bamoun*, *Nso'* et *Bafia*, sans remonter plus loin à celles du peuple Tikar (qu'il serait tout aussi intéressant d'examiner) dont ces ethnies descendent.

4.3 *Pâ Nso' mi'* : l'histoire des *Mandjara* racontée par les *Nso'*, interview du président de *Nso'DA*³⁰ et des notables *Nso'*

The Nso' royal family and many other royal families in the region trace their origins to the royal family of the Tikar Plain, presentday Bankim. By the nineteenth century the Nso' state had become, in effect, a small empire fighting wars with rival states, such as the Bamum state centered on Foumban, for control over surrounding ethnic groups. Oral history accounts of uncertain antiquity place the origin of the Nso' people in the period before the establishment of the larger state. The most common one tells of a Princess Ngonnso' traveling with followers from the Tikar region, approximately 100 km to the east, separating from her brothers (who founded neighboring settlements) on the journey, and encountering a small indigenous group of hunter-gatherers (the Visale), among whom she settled (...) she was accompanied by a husband, but most members of the Nso' History Society claim that she settled without an accompanying husband. (...) her son became the first fon of the Nso', and it is from him that the current fon is directly descended in the paternal line (Veeramah et al. 2008).

Le président de *Nso'DA* s'exprime sur l'origine de *Nso'*:

«Je pense qu'on peut commencer par ce que signifie *Nso'*. Parce que *Nso'* est ce qu'on appelle *Fondom*. On dit il y a *Fondom* et *Nso'* ; et ce *Fondom* couvre tout le département de *Bui*, dans la région du Nord-Ouest, situé à plus de 100 km de Bamenda qui est la capitale régionale du Nord-Ouest. Les *Nso'* sont originaires de *Rifum* situé dans l'Adamaoua (...)» (Président de *Nso'DA*, 2013).



³⁰ *Nso'DA* : *Nso' Development Association*.

Figure 4-7. Emblème des Nso' représentant la fondatrice Ngonso'.

«En 1394, Ngonso' (fondatrice de ce *Fondom*) a quitté Rifum avec ses deux frères Nfombam et Ncharé. En chemin, ils ont pris des routes diverses et finalement Ngonso' est d'abord arrivée dans un village Bamoun. Après y avoir passé plusieurs années avec sa famille, elle a quitté pour Nkoli nsong. Elle a rencontré les autochtones de Nkoli nsong avec qui elle a formé ce qu'on appelle aujourd'hui le *Fondom* de Nso'. À Nkoli nsong les autochtones ont accueilli Ngonso' et accepté qu'elle gouverne comme reine. C'est à partir de ça qu'on a eu le *Fondom* de Nso'. Si aujourd'hui on parle des Nso' et qu'on appelle *Fondom-Nso'*, c'est grâce à Ngonso' qui est la sœur de Nfombam et Ncharé Yèn. (...) Quand on parle des femmes Mandjara et du leadership des femmes, on se souvient tout d'abord que le *Fondom-Nso'* est formé par une dame; et que dans le *Fondom-Nso'* les femmes ont une position très élevée; par exemple la reine-mère ici est une femme très puissante (...)» (Président de Nso' DA, 2013).

Des notables Nso' se prononcent sur l'histoire des Nso':

The beginning of the Bansa'o³¹ culture it just from Bankim. The history begins in the year 1394 at Rifum wish is a Fondom on the Adamaoua plateau. It was now many years since the Tikars had left the Nile Valley in Egypt and traversed the empires of Sudan and Borno to settle on the Adamaoua Plateau. They now lived in peace after stopping the Southward conquest of the relentless Fulani. In the palace of Fon Mwessok (Kimi), all busied themselves with the worries of daily life ; no one worried about to know who would be the next Fon ; everyone knew that Fon Mwessok's successor is Nchare Yèn, son of one of his wives called Yaay; Ngonnso', Nchare's elder sister, knew this too and looked forward to the day her brother would be enthroned; then the Fon Mwessok died and Nchare Yèn was by-passed in favour of his stepbrother called Mbwandu; the blow was heavy and the shame unbearable for the children of Yaay who had some irrepressible pride and dignity in their veins; Nchare and his junior brother Nfumbam decided to depart, leaving behind their elder sister, Ngonnso', who was then married to Jay; ached by the injustice of disinheritance, charismatic and convincing in her household, Ngonnso' made her husband follow her in solidarity with her brothers; when Nchare and Nfumbam then resting near the river Mbam, suddenly realised that their sister was following them, they hurried across the river and destroyed the bridge; when Ngonnso' reached the river, she realised what had happened; she did not turn back; in the encounters she had with other groups of people, she showed sence of courage and authority; especially when she settled among the Visalia people of Koovifem, she and her followers struck a diplomatic

31 Bansa'o est une autre appellation de Nso'.

compromise that was to give them the prerogative of royalty in the emergent tribe; thus was it that the success story of her life was crowned by the ascension of her own son, Leh, to the throne of the group that constituted the nascent Nso' tribe, during her lifetime; Ngonnso' the daughter of Kimi (the Fon of Rifem) saw the birth of the tribe she did not set out to found; and it was successful because its constitutional base was firm and consensual with the Mtar acquiring a firm, indirect influence on power while her own followers took the executive powers (...) (Notables Nso', 2013).

4.4 *Pâ Bafia mi'* : l'histoire des *Mandjara* racontée par les *Bafia*, interview d'un patriarche et des notables

Le Patriarche des *Bafia* livre une opinion au sujet de l'histoire des *Mandjara*:

«*Mandjara* n'est pas le bon mot; il paraît que *Mandjara* en *Bamoun* veut dire neveu. Non, on n'est pas neveu; c'est une histoire fausse; c'est faux; dès le nom *Mandjara* la fraternité que nous avons est fausse. On n'est pas neveu des *Bamoun*; c'est une fausseté. (...) Nous sommes partis de la plaine *Tikar*. L'origine des *Bamoun*, des *Bafia* et des *Nso'* vient de *Tikar* chez le chef *Bankim*. *Bankim* c'est notre origine. Suite à des problèmes, des frères ont décidés de partir dont le prince *Nchare*, le prince *Nfombam* et le prince *Nso'*. Ils arrivent donc auprès de la *Mapé* (le fleuve situé entre *Bankim* et *Magba* et ne pouvaient pas traverser. Ils ont donc fabriqués un radeau pour traverser le fleuve *Mapé*. Quand ils finissent de fabriquer le radeau, *Nchare* dit qu'il est l'aîné (parce qu'en effet c'est *Nchare* qui était l'aîné des frères; il n'était pas un neveu car ils étaient tous frères); *Nchare* dit donc qu'il est l'aîné et qu'il doit traverser le fleuve le premier. Il traversa donc avec sa famille et une de leur sœur. Quand il arrive de l'autre côté du fleuve, il prend la machette et coupe le radeau; il leur dit alors : restez de l'autre côté, moi je m'en vais. *Nchare* fera donc la guerre et dominera les *Bamoun*; c'est ainsi qu'il installera la royauté de *Nchare*. Mbououmbo Njoya que vous voyez là il n'est pas *Bamoun*, il est *Tikar*. *Nchare* n'était pas un *Bamoun* mais un *Tikar* (...) Donc, après que *Nchare* ait cassé le radeau, ses frères de l'autre côté du fleuve décident de construire un deuxième radeau et le prince *Nso'* dit que c'est lui qui traversera d'abord; il le fait et prenant à sa droite se retrouvera au Nord-Ouest. Le prince *Nfomban* quant à lui se résigne à suivre ses frères et ne traversera finalement pas le fleuve. (...) Originellement la grande famille *Tikar* était à *Bankim* (connu aujourd'hui comme *Ngambe Tikar*). Pour la petite histoire, notre grand-père et ancêtre des *Tikar*, sentant sa mort proche, ira s'asseoir sur une chaise qui se mettra à descendre dans le sol; et au fur et à mesure que la chaise s'enfonce dans la terre l'eau remonte à la surface; finalement c'est ainsi qu'il disparaîtra et qu'un lac sera créera. Ce lac-là se trouve aujourd'hui à *Ngambe Tikar* et c'est le lieu mystique de tous les *Tikar* du monde entier. Le propriétaire de ce lac c'est le chef *Bankim* Ibrahim Ngadeu. (...) Nous les *Mandjara* venons

des *Mboum* à Ngaoundéré. Jusqu'à aujourd'hui les *Mboum* sont une chefferie autonome à Ngaoundéré c'est-à-dire que le Lamidot de Ngaoundéré ne commande pas les *Mboum*. Les *Mboum* sont nos ancêtres dont plusieurs tribus anciennes, depuis la naissance du Nil de l'Égypte, sont descendues vers le Soudan et tout en se dispersant, arrivent au Tchad et de là descendent au Nord du Cameroun. Ce périple a duré bien entendu plusieurs siècles (...)» (Patriarche des *Bafia*, 2012, 2013).

Des notables *Bafia* sont d'avis que :

«Quand on parle des *Mandjara*, il y a quatre peuples. Quand on parle du début de notre histoire, nous sommes partis de la région de Ngaoundéré, c'était à peu près au 16^e siècle. C'est à partir de là que naît pratiquement notre histoire. C'est au cours des migrations que ces peuples sont devenus donc des *Mandjara* après leur départ de la région de Ngaoundéré. Il y avait donc les *Tikar*, les *Bamoun*, les *Banso'* et en principe les *Bafia* notamment le petit peuple appelé les *Bekpak*» (1^{er} notable *Bafia*, 2013).

«On appelle les *Bafia* les *Bekpak* c'est-à-dire les descendants de *NKpak* notre ancêtre connu. Nous avons séjourné pendant très longtemps en plein pays *Bamoun* à l'intérieur duquel il y avait des petits états. Plus tard, l'un des proto-*Bafia* a quitté le pays *Bamoun* siècle pour venir s'installer à *Bafia* avec ses six ou sept enfants (d'après la légende). C'était un homme qui s'appelait *NKpak* marié à une femme célèbre du nom de *Binkira*. Partis nombreux de Foumban en pays *Bamoun*, ils ont fait un détour par le pays *Bassa* et par un mouvement de reflux sont venus s'installer à *Bafia*. Après avoir quitté le pays *Bamoun* autour des 15-16^e siècles, nos ancêtres sont restés dans la région de *Ndom* actuel, se sont métissés avec les peuples des environs notamment les *Bassa*, les *Bassock*. (...) Les *NKpak* avait une tradition très démocratique; il n'avait pas une chefferie comme chez les *Mboum*, chez les *Bamilékés*, chez les *Tikar*, chez les *Foulbés* ou comme les *Banso'*. C'étaient des peuples épars et qui se retrouvaient quand ils avaient des guerres entre eux. Ils avaient des alliances de circonstances (...) (2^e notable *Bafia*, 2013).

«Quand on parle des *Mandjara*, on parle en fait des *Tikar* mais sans oublier les *Mboum* parce que, au cours de nos pérégrinations depuis pratiquement la haute Égypte, nous avons cheminé à travers le Sahara, le Tchad et nous sommes donc arrivés au Nord-Cameroun. Il n'y avait pas trop de distinguo à cette époque. Mais les distinctions ont commencé à se former probablement au milieu des 15-16^e siècles; à ce moment-là il y a eu un séjour assez indéterminé chez les *Mboum* où les proto-*Bamoun*, les proto-*Bafia* et les proto-*Banso'* ont séjournés. Les *Mboum* formaient déjà un royaume très prospère depuis au moins deux à trois siècles. Il y a eu probablement un coup d'état et ils se sont dispersés, avec une partie des princes *Mboum*. Ils ont commencé à se différencier plus au Sud dans l'actuelle région de

Bankim où il y a eu un séjour également long. Ils y ont fondé un royaume pratiquement suivant le modèle des *Mboum*. C'étaient les *Tikar*. Après un séjour indéterminé, il y a eu de nouvelles révoltes et des coups d'État entre les princes qui régnaient. Partis de *Bankim* les princes prirent plusieurs directions. Les *Banso* sous la conduite d'une princesse *Ngounso*; les proto-*Bamoun* sous la direction de Nchare (...) (1^{er} notable *Bafia*, 2013).

«Il y a des nuances. Il y avait une reine, une régente parmi eux quand les *Mboum* descendent et c'est elle qui a régné comme première souveraine à *Bankim*; les *Tikar* qui se sont fixés là ont gardé cette base. Les détenteurs (ou encore l'origine) de la puissante tradition *Tikar-Mboum* c'est à *Bankim*. Par exemple sur le plan protocolaire, le sultan Roi des *Bamoun* fait allégeance au chef *Bankim*; c'est pour restituer ici l'importance de la cellule mère (...) (2^e notable *Bafia*, 2013).

«En pays *Mboum* dont la capitale était Ngan-ha située à une vingtaine de kilomètres de l'actuelle ville de Ngaoundéré, il y eût coup d'état ou révolution. Les dissidents s'entendirent dire *tinkala* ce qui signifie «allez-vous en», d'où l'appellation *Tikar* qui en est le dérivé. Les dissidents étaient dirigés jusqu'à *Bankim* par une princesse d'origine *Nso*'. Une partie des princes *Mboum*, sous la conduite de cette princesse, a donc quitté pour aller s'installer à *Bankim*; là ils ont créés un royaume; ce royaume a été présidé par cette princesse un moment; c'était vers les 12-13^e siècles vers 1100-1200; ils y sont restés longtemps; et ce sont les descendants de cette princesse qui règnent à *Bankim* jusqu'à aujourd'hui; jusqu'à l'actuel chef de *Bankim* qui s'appelle Ngadeu (...) Il s'est écoulé du temps jusqu'aux 15-16^e siècles et c'est à ce moment-là donc qu'il y a eu cette séparation avec les Nchare; les Nchare sont venus bien après, environ quatre générations après la princesse qui a quitté le pays *Mboum* pour *Bankim*. (...) Il y a eu des alliances de sang stipulant que des alliés ne pouvaient pas se faire la guerre entre eux; en tant que frères ils devaient s'assister. Ces pactes de sang c'est parce qu'ils n'étaient pas des frères de même père; c'étaient des regroupements qui s'étaient retrouvés ayant quitté le pays *Mboum* et qui s'entendaient pour gouverner. Pour pratiquer ces alliances de sang, il fallait immoler une personne et c'était généralement des femmes âgées qu'on dépiécaient; c'était des scènes d'anthropophagie; c'est à partir de ces pactes qu'ils sont devenus des frères et se faisaient allégeance entre eux, ce qui les obligea à ne plus se faire la guerre. C'est à ce moment qu'ils se sont donc appelés les *Mandjara* c'est-à-dire des frères, des confrères (...)» (1^{er} notable *Bafia*, 2013).

Les écrits et les récits obtenus sur les trois sites de recherche relatent plusieurs versions de l'histoire de l'origine des trois peuples ethniques; cependant ce qui est prépondérant ce sont les liens qui reviennent, à chaque version, avec les États de la zone soudanaise. Ces versions,

si elles ne sont pas toutes similaires, gardent néanmoins une essence propre d'un passé et d'une histoire reconnus communs aux trois peuples. Et cela est d'autant plus intéressant d'observer que chaque peuple, tout en reconnaissant ce lien de parenté à travers des ancêtres communs, puisse relater son histoire – à sa manière – et que dans cette apparente dissimilitude se dégage une cohérence et un sens vrai de l'histoire de l'origine des peuples *Bamoun*, *Nso'* et *Bafia*.

Les différentes versions des origines du peuple *Mandjara*, qui demeurent donc dans la mémoire collective des ethnies *Bamoun*, *Bafia* et *Nso'* révèlent des faits historiques qui témoignent qu'elles reconnaissent les liens de parenté qui les unissent. Et c'est donc ce qui permet de comprendre toute la symbolique et la signification d'un rite culturel qui écrira une page de l'histoire des *Mandjara* de la fin du 20^e siècle.

4.5 *Â ka pe mè mo liènju'* : il était une fois...

Nous sommes à l'aube des années 1960. Dans le village de *Mbankim*³², une cérémonie qui n'a rien de la singularité qu'elle semble dégager, réunit le chef traditionnel du peuple *Tikar* de la vallée du *Mbam* et les deux souverains des royaumes *Bamoun* et *Nso'*; ce sont deux grands États traditionnels qui, dans la région montagneuse de l'Ouest du Cameroun, se distinguent par un particularisme géographique et démographique.

Un matin d'un jour qui écrivait une page de l'histoire des *Mandjara*, le Sultan-Roi des *Bamoun* et le *Fon* des *Nso'* étaient tous les deux assis par terre tandis que le chef *Tikar* occupait une chaise. Ce dernier leur dit qu'il ne pouvait leur donner des sièges car ils ne sont encore que des fils de roi, et ne deviendront eux-mêmes rois que lorsqu'il les aura placé sur un trône et reconnu officiellement leur titre. Après leur avoir annoncé cela, il fit approcher les hauts dignitaires de chacun de leur royaume qui les accompagnaient. Solennellement, le chef *Tikar* présenta ses deux enfants, toujours assis par terre, qui s'en étaient allés loin de leur contrée en étant des princes. Par la suite, il demanda que des sièges lui soient apportés et aida en premier le souverain *Bamoun* (celui-ci considéré comme l'aîné des deux) à se lever et à

32 Dans la littérature on retrouve ce mot écrit *Bankim* ou *Mbankim*; il s'agit d'une localité de l'arrondissement de Banyo.

s'asseoir sur une chaise. Installant ensuite le souverain *Nso'* sur l'autre siège, le chef *Tikar* déclara qu'ils sont désormais des Rois.

Ce rituel de réconciliation se poursuivit le jour suivant par une visite rendue au cimetière des rois défunts afin de boire devant les tombes des ancêtres des rois héritiers de l'eau puisée dans un lac en forêt au bord duquel se rendaient généralement les monarques *Tikar* lors de leur intronisation. Le chef *Tikar* fut le premier à boire, suivi de celui des *Bamoun* et enfin celui des *Nso'*. Les officiers de leur royaume qui les accompagnaient burent également. Par la suite on coupa deux bâtons, aussi appelés «les bâtons du pays», et chacun des souverains en reçut un. Le chef *Tikar* appelait les deux souverains «mes enfants» tandis que ceux-ci l'interpellaient par son titre traditionnel *Mforifum* qui signifie «roi de *Rifum*». Un spectacle de danses traditionnelles clôtura cet événement historique qui, entrant dans l'histoire marque la réconciliation de deux enfants fugitifs avec leur père. Ainsi venait de s'accomplir un rite officiel de transmission de pouvoir d'un père à ses enfants rappelant par-là la séparation entre des fils et leur terre natale qui dura de nombreux siècles. Ce rite conféra également légitimité à des princes dont la souveraineté ne semblait pas encore avoir été reconnue par leur ligne royale d'origine.

4.6 Conclusion : Qui sont donc les *Mandjara* ? Comment ce peuple s'est-il formé ? Que retenir de l'histoire ?

À l'aube du siècle présent, que racontent les descendants des *Mandjara* de leurs origines? Comment ce peuple s'est-il formé? Pourquoi s'appellent-ils entre eux *Mandjara*? Que signifie-t-il pour eux d'être *Mandjara*? Voici un questionnement qui trouve des réponses dans les versions orales³³ et écrites³⁴ des récits historiques racontés tour à tour par les groupes ethniques *Bamoun*, *Bafia* et *Nso'*. Chacun de ces peuples garde une mémoire collective du fondateur et de la fondatrice de leurs royaumes et de leur lignée. Ils retiennent principalement qu'ils sont des agnats descendant d'un même ancêtre (originaire du pays *Tikar*) bien que

33 Interviews réalisés auprès des notables, des anciens, et des dépositaires des cultures, traditions, us et coutumes des peuples *Bamoun*, *Bafia* et *Nso'*.

34 «*Sânga ngu Pamem* : histoire et coutumes des Bamoun en langue Bamoun», il s'agit d'un manuscrit écrit en langue *Bamoun* sous les directions de sa majesté le Sultan Seidou Njimolouh Njoya et de Mouamfon Ngoutane Paul. Il relate une version de l'histoire de l'origine des *Mandjara*.

jusqu'à ce jour la controverse perdure quant à savoir si ces trois fondateurs étaient frères et sœurs de même père et de même mère, ou plutôt cousins et cousines, ou encore frères et neveu. Cette polémique tourne autour de la signification de l'appellation *Mandjara* qui pour les *Bamoun* et les *Nso* ' signifie «relation oncle (ou tante) et neveu (ou nièce)» tandis que pour les *Bafia* cela désigne «relation frère et sœur». Selon la version des *Tikar*³⁵ :

«Les enfants étaient à *Bankim/Rifum* avec leur père, jusqu'à ce que *Nsharé* (fondateur de la dynastie *Bamoun*) devienne Roi, et c'est lorsque son mandat de sept ans s'achève qu'il s'enfuit de *Rifum* avec ses frères et ses sœurs dont il s'en séparera plus tard (...)» (Chef *Tikar*, 2012).

Les *Bamoun* retiennent qu'il avait s'agit d'un frère, d'une sœur et d'un neveu qui se sont enfuis du village *Rifum* pour échapper à une guerre fratricide certaine pour des raisons de succession. Les *Nso* ' soutiennent cette version tandis que les *Bafia* s'arriment à celle des *Tikar* pour affirmer qu'il s'agissait de deux frères et d'une sœur : «entre les descendants *Tikar* de *Nditam* et les descendants *Bamoun*, on ne parle pas de *Mandjara* car ce sont des frères de même père et de même mère (...)» (Chef *Tikar*, 2012).

Cette narration variante donne de comprendre de quelle manière ces peuples se sont établis et de quelle nature sont les relations de parenté qui les unit (Mohammadou 1986, 1982, Njimoluh 2014, Eloundou 2015, Warnier 2013, Baturin 2014, Njeuma 2012, Fomine 2013, Feussi, Eloundou, and Tsofack 2013, Mougnot 2015). Cependant, même s'il s'avérait difficile de démontrer que les ancêtres des *Bamoun*, *Bafia* et *Nso* ' ont véritablement été frère et sœur et non pas frère, sœur et neveu, l'important à retenir est le fait qu'il existe une mémoire collective qui reconnaisse une parenté de sang entre ces trois peuples.

«Les descendants *Bamoun*, *Bafia* et *Nso* ' sont liés par des parentés de sang et d'alliance, des pactes de sang, par la chefferie, et aussi par les peuples qui ont été conquis. L'histoire raconte qu'il y avait eu une guerre entre les *Bamoun* et les *Nso* ' qui s'est soldé par l'échec des *Bamoun*, qui plus tard ont dit aux *Nso* ' «mais pourquoi vous venez nous agresser ? N'est-ce pas nous sommes des frères ? » Et c'est à l'issue de cette guerre qu'il y a eu reconstitution et identification des alliés et des ennemis. Et ceci a valu que plusieurs pactes de non-agression soient signés (...)» (Chef *Tikar*, 2012).

35 Une interview a été réalisée auprès chef *Tikar* en 2012.

Le Chef Tikar soutient que c'est cette parenté de sang reconnue entre les *Bamoun*, *Bafia* et *Nso'* qui est appelé globalement les *Mandjara*. Bien qu'il y ait plusieurs spécificités qui imposent de dissocier les lignages, de nombreuses lignes médianes peuvent être tracées entre ces trois peuples et l'une d'elle est l'institution qu'est la chefferie, qui d'essence *Tikar*, s'est diluée au fil du temps entre ces lignages mais en ayant réussi à garder l'essentiel de sa culture d'origine. La cosmogonie du peuple *Mandjara* avec ses cultures, ses traditions et sa vision du monde pourrait donc être lue dans une linéarité toutefois diversifiée car à l'intérieur de cette notion il y a des lignages, des parentés, des pactes.

4.7 Perspectives d'avenir

En 2009, les femmes *Bamoun*, *Nso'* et *Bafia*, prirent l'initiative d'organiser un événement culturel de commémoration de leurs origines communes marquant ainsi une première année des festivités de leurs retrouvailles. En 2011 elles s'unirent à nouveau pour le même intérêt instaurant dès lors cette activité socioculturelle dans une pérennité.

Ce dynamisme des femmes *Mandjara* traduit leur engagement à ramener à la conscience collective la fratrie qui existe entre les *Bamoun*, *Nso'* et *Bafia*. Ceci témoigne de l'intérêt d'une communauté de rappeler des liens de parenté vieux de plusieurs centaines d'années. Cette action «Mandjarienne» contribue de façon certaine à démontrer la place prépondérante qu'occupent les traditions sociohistoriques qui participent à une démarche affirmant qu'il existe, derrière une prolifération de sociétés et une apparente diversité ethnique, des parentés anciennes susceptibles de servir des politiques de solidarité et de cohésion sociales.

Le «mouvement Mandjarien» est porteur des idées et des idéaux de rassemblement et d'unification principalement à l'intérieur des nations, en l'occurrence celle du Cameroun, composées de plusieurs centaines de groupes ethniques attachés chacun à leur particularisme. Cet élan unificateur participe à une dynamique de valorisation identitaire. Mais plus encore, il est incitateur pour d'autres populations d'exploiter leurs traditions dans une optique de raviver des solidarités estompées par les vicissitudes de l'histoire.

Il n'est pas sans intérêt de relever que plusieurs protagonistes d'un tel mouvement puissent avoir des desseins politiques. Cependant, l'important à retenir est le fait que le souvenir d'un passé longtemps préservé par des traditions orales, ait réussi à résister au temps et soit assez

crédible pour que dès l'aube des années 1960 des personnes prennent l'initiative d'organiser une manifestation qui offrira aux chefs traditionnels *Bamoun* et *Nso* ' de faire reconnaître leur souveraineté par un autre personnage devenu chef de *Mbankim*. Et de plus légitimera les évènements de retrouvailles de 2009, 2011 et celles à venir.

Chapitre 5 Les *Mandjara* : un cas de gouvernance traditionnelle au féminin en Afrique

5.1 Introduction et cadre d'analyse

5.1.1 La notion de gouvernance

Dès qu'on s'intéresse à la notion de gouvernance, on se rend très vite compte à quel point elle nourrit continuellement la pensée critique et analytique de nombreux auteurs contemporains (Lacroix and St-Arnaud 2012, Levi-Faur 2012, De Sardan 2012, Meagher 2012, Booth, Cammack, and Books 2013, Kadhim 2013, Gagnon 2009). La littérature, riche et dense, que nous avons exploité avec pour intérêt de fixer notre réflexion sur une linéature rapide, clair et explicite de ce concept, nous force d'admettre le caractère polysémique qu'il revêt. Laborieux devient alors la tâche lorsque vient le temps de traiter des enjeux divers et variés notamment l'administration des populations et des territoires, la gestion des ressources naturelles, la gestion des entreprises. La forme que revêt aujourd'hui l'expression "gouvernance" semble lui conférer un caractère nouveau. «La gouvernance moderne est loin d'être une innovation, mais bien au contraire un recours aux vieilles habitudes du passé, et donc aux « vertus » de la gouvernance sous l'arbre à palabres» (Diangitukwa 2014) affirme cet auteur qui soutient la position selon laquelle la gouvernance en Afrique a des tentacules historiques aussi longues que l'histoire du continent elle-même. En effet, il s'agit d'un terme qui est vieux de plusieurs époques, et bien qu'apparemment différent à chacune d'entre elles, il est demeuré le même dans son essence et sa praticabilité. Depuis donc des millénaires, il s'est toujours agi de gouverner d'une façon ou d'une autre.

De nos jours, le concept de gouvernance s'est taillé une place de choix à l'intérieur des débats politiques, économiques, environnementaux, sociaux, culturels. Même la recherche scientifique et universitaire s'en est réservée une part grande des études. Il serait fort intéressant de s'interroger sur la manière par laquelle ce concept est devenu récurrent dans l'environnement linguistique de l'époque actuelle, dans les exigences des organismes financiers internationaux, dans les discours politiques de l'idéologie néolibérale. Cependant il ne s'agit pas de l'intérêt de cette présente étude. Il apparaît difficile actuellement de se

détacher de l'utilisation de cette notion car rien que son évocation semble légitimer les enjeux soulevés.

Le concept de gouvernance est à la fois large et varié rendant laborieux la tâche de cerner sa dimension multivoque. L'intérêt n'étant pas de retenir une définition unique et complète, il s'agira de tenter de saisir les divers sens qui lui sont accordés dans une démarche qui opte de parcourir les écrits et contributions d'auteurs de différents domaines et disciplines de manière à pouvoir cadrer notre pensée suivant l'évolution de ce concept. Pour ce faire, il s'agira d'explorer les positions prises par certaines institutions internationales et les diverses approches des chercheurs.

5.1.2 La position des institutions internationales

Les institutions internationales se sont arrimées à des définitions dans l'optique d'une opérationnalisation du concept de gouvernance. Selon le Fond Monétaire International, «la gouvernance est une vaste notion qui englobe tous les aspects de la gestion des affaires d'un pays, notamment la politique économique, le cadre réglementaire et l'état de droit» (Fonds monétaire international 2016). La Banque Mondiale et le Programme des Nations Unies pour le Développement soutiennent que la gouvernance est un ensemble de traditions et d'institutions au travers desquelles le pouvoir est exercé dans un pays. Autrement dit, il s'agit de l'usage de l'autorité économique, politique et administrative dans le but de gérer les affaires d'un pays à tous les niveaux. Ce procédé s'appuie sur les mécanismes, les processus et les institutions par lesquels les citoyens et les groupes articulent leurs intérêts, exercent leurs droits légaux, remplissent leurs obligations ou encore règlent leurs différends. La gouvernance concerne à la fois le secteur public, privé et les organisations de la société civile (The World Bank 2013). Pour l'Organisation de Coopération et Développement Économique il faut retenir que la gouvernance est l'application de l'autorité politique, économique et administrative pour gérer les affaires d'une nation. Elle participe d'un processus par lequel les décisions sont prises et mises (ou non) en œuvre. À l'exemple du contexte gouvernemental, elle se réfère à la gestion des affaires publiques, par les institutions publiques, avec les ressources publiques. (Organisation for Economic Co-operation and Development 2007). S'agissant de la position de la Commission Européenne, Darine Bakkour souligne que la gouvernance désigne les règles, les processus et les comportements qui influent sur l'exercice

des pouvoirs au niveau européen, particulièrement du point de vue de l'ouverture, de la participation, de la responsabilité, de l'efficacité et de la cohérence. En dépit de son caractère large et ouvert, la gouvernance est un élément clé des politiques et des réformes en faveur de la réduction de la pauvreté, de la démocratisation et de la sécurité mondiale (Bakkour 2013a).

L'analyse de ces multiples définitions révèle que bien que chacune soit spécifique dans son libellé et qu'une apparente divergence semble s'en dégager, elles s'accordent toutes en un point: la gouvernance est l'exercice d'un pouvoir concédé et reconnu dans une optique de gestion des intérêts publics poursuivant un idéal de cohésion social. La gouvernance s'opère donc à l'intérieur d'un cadre normatif et normalisé.

Si on se distance quelque peu de cette vision de la gouvernance sous la lunette des institutions internationales, on pourrait examiner l'approche analytique de quelques chercheurs en la matière.

5.1.3 Le point de vue de quelques chercheurs

De plus en plus d'écrivains sont prolifiques et la littérature abonde pour traiter de la question de gouvernance et aussi pour tenter une définition qui se voudrait absolue de ce concept dont l'employabilité sied à tous les domaines de l'activité humaine. C'est dans cette perspective que Jean-Pierre Olivier de Sardan suggère de le considérer comme étant des «diverses façons de délivrer des biens ou services publics ou collectifs» (De Sardan 2010). Pour cet auteur, une catégorisation sous l'angle de divers «modes de gouvernance» (ibid.) est l'approche la plus adéquate. Il n'en fait pas une définition dans un sens strict, estimant cela tâche laborieuse pour un terme qui pourrait difficilement être universalisé. Il s'en sert pour décrire et analyser les différentes approches dans la gestion et dans l'administration des biens et des services aux populations.

Les services de l'État délivrent des services ou des biens publics aux populations, par exemple de la santé, de l'éducation ou de la sécurité. Les institutions de développement délivrent aussi des services publics, dans ces mêmes domaines, ou dans d'autres (comme du micro-crédit, par exemple, ou de l'assainissement), parfois directement, parfois par l'intermédiaire de groupements villageois et d'associations locales diverses qu'elles ont souvent impulsés. Les communes

également délivrent des services publics, comme la gestion de l'eau potable. D'autres acteurs, individuels ou collectifs, interviennent aussi, tels les ressortissants et mécènes qui financent une mosquée ou un puits, ou les églises et confréries qui distribuent de l'aide humanitaire ou secourent les indigents. Nous appellerons modes de gouvernance ces diverses façons de délivrer des biens ou services publics ou collectifs (ibid.).

Continuant dans son approche classificatoire, il propose de mieux appréhender ce concept en prenant en compte la nature diverse des biens et services délivrés par chacun des systèmes de gouvernance qu'il a répertoriés à savoir «chefferial, associatif, communal, étatique, projectal, mécénal, religieux et marchand» (De Sardan 2009). Cette différenciation apparaît assez révélatrice d'un caractère plurivoque.

Mais plus encore, d'un caractère holistique, s'il faut entrer dans la pensée de Darine Bakkour qui soutient que comprendre ce terme sera chose aisée si on l'applique à un système tel que la «*gouvernance publique*» ou la «*gouvernance privé*» ou encore la «*gouvernance territoriale*». En effet, gouverner implique avoir un pouvoir et une autorité reconnus de gérer des biens, des personnes, des services, le temps, les espaces et tout cela à l'intérieur d'un cadre normatif soit-il formel ou informel, dans l'optique de l'atteinte des objectifs précis. Les acteurs impliqués dans le processus interactif qui prévaut dans la relation qui lie les gouvernants d'une part et les gouvernés d'autre part ont chacun des intérêts, tant conflictuels que consensuels et aussi bien individuels que collectifs. Voici ce que signifie la systématisation de l'action de gouverner au sens de cet auteur :

La gouvernance d'un système désigne les mécanismes au moyen desquels les mandataire(s) et les mandants articulent leurs intérêts et aplanissent leurs différences afin de réaliser leurs objectifs. La gouvernance désigne, par ailleurs, les institutions, qui influent sur l'exercice des pouvoirs dans les entités concernées. Enfin, la gouvernance d'un système est décrite par l'interaction participative entre les acteurs concernés à tous les niveaux (Bakkour 2013a), (Bakkour 2013b).

Ce qu'il faut retenir c'est qu'il n'existe pas de définition complète et unique de la notion de gouvernance qui puisse faire l'objet d'un total consensus (Hufty 2008). «*There are almost as many ideas of governance as there are researchers in the field*» (Il y a

presque autant d'idées de gouvernance qu'il y a de chercheurs dans le domaine: traduction libre) (Björk and Johansson 2001). Toutefois, même si aucun énoncé ne puisse être universalisé, son applicabilité fait ressortir des éléments assez récurrents de concertation, de médiation, de participation. En somme, lorsqu'on tient compte des approches micro et macro contextuels, on pourrait s'arrimer pour dire que la notion de gouvernance renvoie à une manière de gérer, une façon d'administrer, dans un ensemble de régulations, soient-elles locales, nationales, transnationales, instaurées dans l'optique de faire face à des enjeux socio-économiques, politiques, culturelles, environnementaux. En d'autres termes, la gouvernance est la mise en place et la mise en œuvre d'une combinaison agencée de rituels, de codes, de pratiques, des «Arts de faire» (De Certeau 1980) au travers desquels une ethnie, un État, un pays se gouverne, se contrôle, s'administre. Il apparaît donc que toute gouvernance est un processus imbriqué dans une dynamique qui se renouvelle par l'entremise des gouvernants; bien souvent plongé dans la ré-invention de la quotidienneté (De Certeau 1990).

Aujourd'hui, l'utilisation ou l'imposition du terme de gouvernance pourrait donner l'impression qu'il s'agit d'un type nouveau d'administration des populations. En effet, le paradigme se renouvelle très certainement selon les époques, les enjeux et les contextes, cependant l'essence et le sens restent les mêmes. Dans le cas de l'Afrique, la gouvernance n'est très certainement pas chose nouvelle. Bien que lorsqu'on y fasse référence, on aurait tendance à l'associer au concept de démocratie à l'Occidentale qui par ailleurs est celui qui demeure imposé à l'Afrique. Force est donc de devoir jeter un regard historiographique sur les sociétés africaines précoloniales. Cette rétrospective comparative met donc en exergue une gouvernance qui exista dans un état pur typiquement africain.

5.2 Historiographie de la gouvernance traditionnelle en Afrique

La tradition africaine de la palabre [...] est une forme fondamentalement démocratique de débat autour duquel on discute jusqu'à ce que le groupe trouve un consensus qui fasse l'unanimité. Le consensus solidifie et unifie le groupe par le fait même que toutes les opinions ont eu le temps de s'exprimer. Il n'y a jamais de

vote dans la tradition africaine, ce dernier impliquant en général une minorité qui se sent frustrée (Pradervand 1989).

L'époque précoloniale des sociétés africaines, telles qu'on les découvre dans les études largement connues de Diop (Diop 1987), de Coquery-Vidrovitch (Coquery-Vidrovitch 1992), de Meyer et Edwards (Fortes and Evans-Pritchard 2015); (Meyer and Edwards 1940) et plusieurs autres, est celle des ethnies gouvernées et administrées comme des nations au sens de Tshiyembe (Tshiyembe 1998), ou comme des États au sens de Gazibo et Thiriot (Gazibo and Thiriot 2009) qui définissent l'État comme étant toute forme d'organisation politique et sociale. La gouvernance prise donc au sens d'administrer et de gérer les peuples est un concept qui était déjà d'actualité à l'époque précoloniale. Il faut dire que même si ce mode d'organisation et de régulation des peuples n'était pas nommé par le terme consensuel et récurrent actuel de gouvernance, il n'en demeure pas moins qu'il s'agissait d'un type particulier de gestion et d'administration pourvu de toutes les entités nécessaires à son fonctionnement.

Pour nommer cette particularité, nous nous référons aux travaux de Diangitukwa (Diangitukwa 2014) pour décrire le mode de gouvernance que l'on retrouve dans les sociétés africaines précoloniales. Il s'agit de «*l'arbre à palabre*» qui est en effet la plus ancienne gouvernance démocratique et participative africaine qui ait existé très longtemps avant l'avènement de la colonisation et qui fût l'un des socles de la cohésion et de la paix sociales des populations africaines. Ce que l'on observe de nos jours dans de nombreuses sociétés africaines comme étant une gouvernance moderno-traditionnelle pourrait être vu comme le résultat du contact de la gouvernance traditionnelle africaine avec l'État moderne à l'Occidental. Fweley Diangitukwa soutient que le contact de l'Afrique avec l'Occident aurait eu un impact négatif sur la pérennité de l'arbre à palabres car durant la colonisation, les colonisateurs ont choisi de nier l'existence et surtout de ne pas reconnaître la valeur de ce mode de gouvernance afin de s'assurer d'éliminer toute concurrence avec la forme de l'État colonial à l'Occidental importée dans les pays colonisés d'Afrique.

Cet examen de la gouvernance traditionnelle en Afrique nous suggère de questionner la place de la femme dans l'univers politico-traditionnel des sociétés africaines.

5.3 La place de la femme dans l'univers politico-traditionnel en Afrique: des leaders traditionnels féminins

L'impact que la colonisation a eu sur le statut des femmes dans l'Afrique coloniale a profondément modifié les fonctions et les rôles des femmes dans les sphères économiques et politiques. C'est dans ce sillage que plusieurs leaders traditionnels féminins se virent privés des pouvoirs politiques dont elles disposaient avant la colonisation. Ce qui nous intéresse tout particulièrement dans cette section, c'est de mettre précisément en exergue les rôles politiques, socio-culturels et spirituels, primordiaux et prépondérants joués par les femmes dans l'histoire précoloniale de l'Afrique. Plusieurs auteurs tels Cassagnes et Brouquet (Cassagnes-Brouquet 2009) et d'Almeida et Topor (d'Almeida-Topor 1984) relatent des histoires emblématiques de nombreuses figures historiques féminines africaines qui se sont illustrées dans l'histoire du continent dans des domaines aussi divers que la politique, la diplomatie, la résistance à la colonisation. Nous accordons un intérêt particulier aux remarquables travaux de l'UNESCO (UNESCO 2016) qui présentent les femmes dans l'histoire de l'Afrique et dont nous en nommerons quelques-unes.

5.3.1 Des femmes sentinelles, guerrières, gardes du corps

Celles de l'ancien royaume du Dahomey aussi appelées «*les Amazones du Dahomey*», ont constitué un régiment militaire entièrement féminin. Elles ont formé des groupes d'élites féminines qui ont servi de puissance militaire au royaume du Dahomey aux 18^e et 19^e siècles. Ces femmes ont inspiré crainte, respect, admiration, aussi bien auprès de leurs concitoyens qu'auprès de leurs adversaires. D'après l'histoire, leurs contingents auraient disparu avec la chute de Béhanzin (Gbêhanzin), dernier Roi du Dahomey, lors de la pénétration coloniale française, à la fin du 19^e siècle (ibid.).

5.3.2 Des reines ayant exercé un pouvoir politique au sein du gouvernement traditionnel de leurs collectivités

L'Angola du 17^e siècle a connu des reines ayant gouvernées des peuples (*Ndongo, Matamba*) pendant de nombreuses années telles que la reine *Njinga Mbandi* qui régna de 1581 à 1663 et réussit à opposer une vive résistance aux colonisateurs portugais.

L'Éthiopie des années 1851 à celles de 1918 a été marquée par une reine et une impératrice, *Taitu Betul*, dont le caractère prestigieux et redoutable a contribué à une lutte acharnée contre l'impérialisme de l'Italie sur l'Éthiopie. L'histoire rapporte qu'elle fût à la tête d'une puissante armée qui guerroya durant la bataille *d'Adwa* et remporta l'une des victoires les plus importantes jamais gagnée par un État africain contre l'agression colonialiste européenne.

L'Algérie du 7^e siècle a connu des reines commandantes des armées militaires et qui furent également des chefs religieux. Elles contribuèrent aux luttes de résistance à l'expansion de l'empire arabe au Nord de l'Afrique. On compte parmi elles la reine *La Kahena* qui régenta le peuple *Djéraoua*, une tribu berbère d'origine juive (ibid.).

5.3.3 Les reines-mères

Les reines-mères, dans plusieurs anciens royaumes d'Afrique³⁶ sont des femmes d'autorité qui détiennent de nombreux pouvoirs sur le plan politique, mystico-religieux. Comptées parmi les épouses du roi régnant, ce titre leur est décerné lorsque leur conjoint décède et que l'un de leur fils prend le pouvoir. À l'exemple de la reine *Bamoun* nommée Njapdunke. Cette dernière assumait la régence du royaume *Bamoun* lorsque son fils le roi Njoya, alors âgé de trois ans seulement, accéda au trône à la mort de son père, le défunt roi. Cette reine régna jusqu'à ce que son fils atteigne l'âge de la maturité pour prendre la relève.

Le Ghana des années 1840 à celles de 1921 en a connu d'emblématiques qui menèrent des troupes puissantes formées de milliers de combattants bataillant contre les forces coloniales britanniques. L'une d'elles, *Yaa Asantewaa*, fût la reine-mère de la tribu ashanti *d'Edweso*.

Les 14^e et 15^e siècles du Burkina Faso ont connu une figure emblématique au nom de *Yennega*. Fille d'un roi nommé *Gambaga*, elle est connue comme étant la mère du fondateur des dynasties des chefs moose. Grande guerrière elle incarne la légende de l'Afrique de l'Ouest de cette époque (ibid.).

36 Certains existent encore jusqu'à présent tel que c'est le cas au Bénin, Nigeria, Cameroun, Ghana, Côte d'Ivoire, pour n'en citer que quelques-uns.

La gouvernance traditionnelle africaine à l'époque précoloniale était inclusive à l'égard des femmes. Cependant, durant la période coloniale, un nouveau système de gestion à l'occidental a été introduit dans les colonies et en a résulté à l'éjection des femmes de l'appareil gouvernemental. L'Afrique s'est vue forcée de se distancer de son mode de gouvernance typiquement traditionnel (qui avait revêtu pendant une très longue période de son histoire l'identité de «*l'arbre à palabres*») pour calquer et tenter de se conformer à la démocratie à l'occidentale qui ne cadrerait pas toujours avec les contextes locaux. Sur le plan juridictionnel par exemple, le droit occidental pris le dessus sur le système juridictionnel traditionnel désavoué par plusieurs élites africaines dans l'optique de s'assurer les bonnes grâces des dirigeants coloniaux pour garder une once d'autorité (Boni 2008).

La littérature est généreuse de récits anthropologiques, historiques et d'études monographiques, tous illustratifs des rôles politiques divers joués par les femmes dans la construction de l'histoire de l'Afrique (Coquery-Vidrovitch 1992, 2013, Quiminal and Coquery-Vidrovitch 1999, Coquery-Vidrovitch 1994, 1997a, Goerg 1997, Adams 2006, Moran 2012, Konaré 1993). Plusieurs relatent de façon exaltante les exploits des femmes africaines de l'époque précoloniale et surtout témoignent des statuts hautement privilégiés que nombreuses d'entre elles ont eues à détenir. Cette mise en évidence nous a conduits à l'intérêt de déterminer quel a été donc l'ambition colonisatrice de l'impérialiste occidental vis-à-vis des femmes Africaines ? il faut dire qu'aucune narration diachronique ne nous ait permis de trouver une réponse explicite et absolue à ce questionnement, cependant de nombreuses évidences ont mis en exergue les impacts des colonisations, notamment française et britannique, sur le pouvoir et le statut des femmes africaines colonisées.

5.4 Les sociétés africaines face à l'état-moderne : exclusion des femmes de l'aréna politico-traditionnel durant l'occidentalisation de la gouvernance traditionnelle africaine

De manière certaine, tout comme chaque individu entre en relation avec l'Autre en y apportant tout son bagage psycho-émotionnel et culturel souvent stéréotypé, les colonisateurs (missionnaires, militaires, administrateurs) abordèrent les peuples africains en restant calqués sur un système de perception et de représentation typiquement occidental, catégorisant les

rapports de sexes selon les principes et les contextes³⁷ de la société occidentale (Moran 2012, Amadiume 1987, Oyěwùmí 1997, Mikell 1997, McClaurin 2001). Ils étaient surtout remplis de préjugés et de clichés vis-à-vis du continent Africain. Suivant les réalités qui leur étaient familières en Occident, les colons les assimilèrent de facto à celles des femmes africaines, ne s'évertuant pas à questionner l'impact que pourrait avoir la modification de leur statut au regard de la place centrale qu'elles occupaient au sein de leurs communautés. D'emblée, un statut inférieur leur fut assigné. Saisis par le piège d'un décryptage de ce qu'est la société africaine à travers la lentille des représentations et des valeurs occidentales, les colonisateurs réfutèrent les rôles prééminents de leaders qu'avaient les femmes dans les sociétés africaines dans divers domaines notamment politique. C'est ainsi que les politiques coloniales envers les femmes africaines, teintées de notions occidentales de la domesticité, ont rétréci l'espace disponible pour les femmes africaines à participer à la vie publique (Geiger, Musisi, and Allman 2002, Dobkin 1968). L'exemple du Cameroun sous domination britannique est révélateur (Adams 2006). Les politiques coloniales étaient porteuses des idéologies qui ne cadraient pas avec les réalités sociales des femmes africaines et concoururent à les restreindre dans un espace privé. Les colonisateurs occidentaux se sont délibérément et spontanément focalisés sur les hommes pour administrer les populations colonisées en se souciant très peu à adapter leur politique en fonction des structures socio-politiques et économiques préexistantes. Sur le plan socio-économique par exemple, le rôle fondamental des femmes dans la production agricole fût ignoré et celles-ci ne furent pas associées aux transformations économiques et technologiques (salarariat, mécanisation, culture de rente) mais à contrario furent reléguées et confinées aux cultures vivrières (Boserup 1970). S'agissant du plan socio-politique, ils mésestimèrent les évidences d'autorité et de pouvoir des femmes regroupées pour certaines en fonction d'une catégorisation bien spécifique et pour plusieurs selon une stratification sociale. Il s'agit entre autres de l'âge (à l'exemple des femmes ménopausées), du rang social (à l'exemple des femmes issues de la lignée royale), du statut social (à l'exemple des élites guerrières ou des leaders d'associations). Les rôles politiques des femmes africaines furent ainsi dévalorisés dans le cadre du projet colonial d'assujettissement, attributions

³⁷ À l'exemple du «côté légal et occidental de la participation au politique (droit de vote, problématique du suffrage, participation aux assemblées...)» tel que analysé par Odile Goerg (Goerg 1997).

qu'elles remplissaient au sein des organisations telles que les regroupements d'élites, les conseils de sages, les associations de commerçantes ou de paysannes, les sociétés d'initiation, pour n'en citer que quelques-uns. Même les rôles de personnalités statutaires telles que les reines-mères, les sœurs de roi, furent désavoués.

Il faut dire cependant que dans les rares cas où certaines catégories de femmes ont eu à garder leur pouvoir politique, ce fut pour servir l'administration coloniale. Les colonisateurs concédèrent à léguer quelques prérogatives officielles à une grappe de femmes occupant des positions stratégiques de manière à ce que cela puisse servir leurs intérêts. Divers exemples soutiennent cette position dont celui de Goerg (Goerg 1997) qui expose le cas de la Sierra Leone en analysant l'ambivalence des politiques coloniales vis-à-vis des femmes africaines (Cartwright 1978).

Malgré les influences et les impacts des mesures radicales coloniales en vue de modifier la structure politique traditionnelle des sociétés africaines, nombreuses d'entre elles sont loin d'avoir été des victimes passives. L'examen du leadership des femmes *Mandjara* au sein des communautés *Bamoun* et *Nso'* étudiées dans un contexte rural et semi-urbain, rend possible l'appréhension de la temporalité, de la contemporanéité et de la quotidienneté de l'exercice d'une gouvernance conjuguée au féminin.

5.5 La place, le rôle et la fonction de la femme *Mandjara* du Cameroun à l'intérieur de l'organisation socio-politique et traditionnelle

La particularité que nous retenons lorsque notre réflexion et nos analyses s'attardent sur les traditions, us et coutumes des peuples *Mandjara*, en l'occurrence les peuples *Bamoun* et *Nso'*, est le fait que ces deux communautés s'organisent et se régularisent autour d'une entité suprême à savoir un roi et un *Nfon* respectivement. Nous avons choisi donc d'entrer dans le quotidien, autrement dit, le vécu de ces communautés en empruntant la porte qui mène à l'intérieur de l'organisation socio-politique et traditionnelle de chacune d'entre elles afin d'examiner et de comprendre la place, le rôle et la fonction qu'occupe la femme *Mandjara* au sein de cette institution et aussi la manière par laquelle elle la façonne. Notre intérêt est de

mettre en exergue le fait que la femme *Mandjara* - qu'elle soit épouse, sœur, mère, fille, pour ne citer que quelques déterminants identitaires - a toujours occupé des positions très élevées et hautement privilégiées au sein de sa communauté depuis ses origines jusqu'aux jours présents.

5.5.1 Le peuple *Bamoun*

L'identité et la personnalité de la femme *Bamoun* en particulier et du peuple *Bamoun* en général, continuent de se façonner et de se fixer par l'histoire, écrite et orale, qui continue de s'écrire au fil du temps au travers d'un vécu quotidien dans un environnement toujours en pleine mouvance. Il faut dire que les générations actuelles ont le désir de conserver une mémoire collective sur les traditions, us et coutumes d'une communauté établie depuis plus de six cents ans d'existence. Sa stratification sociale (légitimée à *Mashinsep Sep*³⁸) est centrée autour d'un roi.

L'observation de l'administration actuelle, celle du 19^e roi de cette dynastie, révèle l'intérêt accordé à un modernisme presque inévitable. La mise en place des organes de gestion³⁹ fonctionnant à la fois de façon ponctuelle et permanente justifient d'un organigramme bipolaire traditionnel et administratif. Ceci participe du souci de concilier tradition et modernité tout en assurant une position honorifique et de pouvoir à la femme *Bamoun*. La genèse des *Bamoun*, depuis le règne de son fondateur Nchare Yen marié alors à six femmes, témoigne de quelle manière la place occupée par la femme *Bamoun* a contribué à la stratification socio-traditionnelle de cette société. Explorons donc quelles y sont les fonctions qu'elle occupe et les rôles joués.

5.5.1.1 Fonctions et rôles de la femme *Bamoun* dans l'organigramme traditionnel⁴⁰

"*Mfon Mbière*" ou le Roi⁴¹ : considéré comme «le père de tous les *Bamoun*» le Roi Ibrahim Mbououmbouo Njoya, 19^{ième} roi de la dynastie *Bamoun*, endosse les titres de chef suprême

38 Cette dénomination en langue locale rappelle le serment fait par le premier fondateur (Nchare Yen) de cette dynastie avec ses proches collaborateurs. Ce pacte a été établi à *Njimom*, localité située dans le département du Noun de la région de l'Ouest au Cameroun.

39 Tel que nous verrons dans les exemples relevés ci-dessous.

40 La description faite ici des postes traditionnels occupés par les hommes et les femmes Bamoun, est tiré du livre "Le protocole au palais des rois Bamoun" 2004.

temporel et spirituel des *Bamoun*, chef suprême des armées royales, juge suprême, gardien et gestionnaire principal des hommes et des biens du royaume (notamment des terres et de la culture). Administrant le royaume, il préside également différents conseils et commissions spéciaux. Dans l'exercice de ses fonctions, il est appuyé par trois corps particuliers nommés 1) "*Kom Ngû*" ayant un pouvoir législatif sur le Roi; 2) "*Titaa Mfon*" dont l'un d'eux nommé "*Nji Fonfon*" est premier ministre du Royaume; 3) "*Gbatngni Mfon*" qui sont les adjoints au Roi. Il est connu que le Roi se réserve le droit de déléguer certains de ses pouvoirs, de manière temporaire ou permanente, soit aux "*Titaa Mfon*" ou aux "*Gbatngni Mfon*" mais pas aux "*Kom Ngû*". Cependant il existe des pouvoirs qu'il ne peut certainement pas déléguer et en demeure le principal détenteur. De plus il dispose d'un pouvoir sacré.

"*Neh Manjü*" ou la mère du Roi : elle est aussi appelée "*Reine-mère*" ou "*Nâ Mfon*". Suite à l'accession au pouvoir et à l'intronisation d'un nouveau roi, les conseillers du royaume et deux "*Titaa Mfon*" appellent la mère du nouveau souverain pour la préparer à une cérémonie qui se déroulera près de la chambre du Roi. Ils la oignent d'huile de palme, lui font porter un pagne batik aussi appelé "*ntieya*", lui passent au cou un collier composé de deux rangs de perles cylindriques blanches et recouvrent sa tête de feuilles traditionnelles connues localement sous l'appellation de "*mbupuot*" sur lesquelles on étale du limon. Ensuite, l'un des conseillers du royaume lui enlève le bracelet d'épouse du Roi qu'elle avait porté jusqu'alors, lui verse de l'eau sur les pieds en lui déclarant qu'elle ne fait plus partie des femmes du Roi, qu'elle est devenue "*Neh Manjü*" autrement dit "*la mère du Roi ou Reine-mère*" et qu'à ce titre, elle est dorénavant concernée dans la gestion du royaume et du peuple Bamoun. Cette cérémonie d'investiture de la "*Reine-mère*" se déroule à l'intérieur du "petit palais" nommée en langue Bamoun "*Ma nda ruop*". Durant cette cérémonie, la "*Reine-mère*" est placée sur un siège où elle se voit couronnée de neuf plumes rouges de touraco ou de perroquet fichées sur la glaise. Le dénommée "*Nji Fonfon*" lui passe un bracelet de perles et lui remet un sac en

41 Dans la communauté Bamoun, tout s'organise autour de la personne du roi. Ceci explique la raison pour laquelle nous l'identifions dans cette section consacrée à la place et aux rôles des femmes Bamoun.

peau de panthère contenant une corne, un chasse-mouches en crins de queue de cheval blanc et une canne en bois. La "*Reine-mère*" se lève, va saluer le Roi qui la présente à l'assistance constituée de princes et de princesses, de grands notables et de Reines qui tous lui rendent hommage en applaudissant suivant un rituel particulier. Une fois de plus "*Nji Fonfon*" lui rappelle que son fils est devenu Roi et par conséquent elle devient "*Neh Manjü*". À partir donc de cette cérémonie officielle de légitimation et de reconnaissance de son titre, de sa position au sein de la cour royale et des fonctions qu'elle doit dès lors exercer, *«elle tient le pays entre ses deux mains»*. Elle peut désormais servir de conseillère à son fils le Roi. Au cours d'une autre cérémonie, cette fois à la cour de "*Nja*", "*Neh Manjü*" est de nouveau présentée au peuple Bamoun par le Roi et cette fois-là en même temps que "*Mambâ Mfon*" qui est le grand-père maternel du Roi. Il est important de relever que les Reines (épouses du Roi) occupent des rangs élevés à la cour royale et sont honorées pour ces positions hautement privilégiées qui leur sont réservées. Lorsqu'elles décèdent elles sont inhumées dans un cimetière qui leur est attribué. Chez les Bamoun la responsabilité des soins corporels du Roi est donnée à l'une d'entre elles qui est accompagnée dans cette tâche par un Notable appelé "*Titâ Mfon Megni Kpète*". Un notable, à qui le titre de "*Titâ Mfon Megni Tèt Vüt*" a été donné, est tout particulièrement désigné pour prendre soin des épouses du Roi. S'il arrive que des Reines soient enceintes, ce notable a la responsabilité de leur offrir de la viande du buffle pour cet événement spécial. Par ailleurs si certaines d'entre elles sont stériles, il lui revient d'exécuter des rites destinés à les rendre fécondes. Aussi, si une Reine accouche d'un prince ou d'une princesse, ce notable doit lui donner chaque matin à boire et exécuter ce rituel durant toute la période de la célébration de cette nouvelle naissance.

"Manshüt ma'nda' Neh Manjü" : désigne le responsable du ministère assigné à "*Neh Manjü*". Il convient de rappeler que ce ministère propre à la Reine-mère fût créé sous le règne du Roi Njoya qui accéda au trône étant encore trop jeune. Tout le pouvoir était détenu par la Reine-mère Njapndunke. Elle avait plus de 48 guerriers qui combattaient et assuraient sa garde. Les serviteurs de la Reine rivalisaient de stratégie guerrière avec le Ministère de "*Manshüt Tupanka*". Parmi les serviteurs au service de la Reine-mère en grand nombre, on y trouvait de vaillants combattants qui se sont bien distingués dans le pays. Le Roi Njimoluh ayant perdu sa mère avant son accession au trône, le ministère propre à la Reine-mère fût mis en veilleuse. Il faudra une mère encore vivante pour voir ce ministère réapparaître dans un

vaste mouvement de réforme et de réhabilitation des structures⁴². Placé sous l'autorité d'un "Manshüt assisté d'un adjoint, ce ministère dispose d'un nombre important de serviteurs de la Reine-mère disséminés dans les domaines et dans les campagnes aussi appelé "ngùe ndùem. "Manshüt ma'nda' Neh Manjü" est également assisté de deux auxiliaires encore appelés "nkùete" et de deux sous auxiliaires appelés aussi "Môpu' Nshüt". Outre sa mission classique de sécurité de la Reine-mère, "Manshüt ma'nda' Neh Manjü" assure également l'intendance de sa résidence. Il veille sur les objets liés aux attributs de la Reine-mère en vue du déploiement lors des grandes cérémonies royales. Il organise les sorties officielles ou privées de la Reine-mère. Il surveille les plantations de la Reine-mère et lui rend compte des nouvelles créations, de l'évolution et de la production. Assisté de ses collaborateurs et adjoints, il effectue toutes autres missions à eux confiées par le Roi ou la Reine-mère.

"Momaфон Nshüt", "Pô Mafon" : il s'agit des titres décernés aux frères et sœurs utérins ou consanguins du Roi. Il y a une distinction à faire entre ces deux titres. "*Momaфон Nshüt*" est un titre décerné à l'une des sœurs consanguines du Roi régnant. C'est elle qui est en charge des princesses afin de leur prodiguer des conseils de bonne conduite notamment les stratégies pour éviter les conflits avec leurs conjoints et par ailleurs les princesses s'adressent à elle lorsque des litiges surviennent et de concert avec "*Nji Mongû*⁴³", elle trouve des solutions aux problèmes posés. Elle est chargée de nombreuses missions que lui confie le Roi tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Royaume. En ce qui concerne "*Momaфон*" dont le pluriel est "*Pô Mafon*", il s'agit d'un titre qu'acquièrent les frères et les sœurs utérins du Roi régnant dès que ce dernier accède au trône. La cérémonie de sacre de "*Momaфон Nshüt*" et des "*Pô Mafon*" a lieu à l'intérieur du Palais et ils reçoivent chacun douze plumes rouges de touraco sur la tête matérialisant ainsi le nouveau titre auquel ils viennent d'accéder.

"Mambâ Mfon" : il s'agit d'un titre qui met en exergue toute l'importance du lien de parenté maternel du Roi. Il est décerné au père de la mère du Roi autrement dit à son grand-père maternel. Chaque nouveau Roi élève son grand-père maternel au rang de "*Mambâ Mfon*" (oncle du roi) et lui donne un statut privilégié qui s'accompagne d'un siège en bois sculpté,

42 Nous comprenons à ceci que ce poste représente un privilège de fonction.

43 La définition de ce titre est donnée plus bas dans cette section.

d'un sac en peau de panthère contenant une corne de buffle, d'un chasse-mouche en crins de queue de cheval, d'une canne et d'une cloche double appelé "*nkùèm*". Bien que n'ayant pas de rôle politique à jouer sur la gestion du royaume, de même qu'aucune influence ni autorité sur son neveu le Roi, il devient avec ce titre l'un des conseillers les plus écoutés du Roi. Une place lui est réservée à "tu nyett" ou crâne de buffle, chez "Nji Fonfon" et il peut donc, si le Roi le juge nécessaire, participer à des réunions de la cour en présence ou en l'absence du Roi ainsi qu'à des missions spécifiques. Lors des grandes cérémonies, il fait partie de la suite de "*Neh Manjü*" et prend place à sa gauche. Dans la même perspective, on peut relever les titres de "Mambaa Mfon" décernés aux frères consaguins de la Reine-mère qui deviennent des oncles maternels du Roi.

"Ntue pa Nji Gbié Mfon" : il s'agit de l'un des titres les plus honorables et de l'une des positions les plus importantes pour une femme au sein du royaume car c'est celle à qui est décernée la grande responsabilité de gérer les affaires des épouses du Roi de concert avec lui. Le Roi est le plus grand polygame du royaume Bamoun et son mariage respecte les règles s'appliquant coutumièrement dans le pays à quelques exceptions près. Se conformant aux interdictions, il ne peut épouser des femmes prises dans sa parenté, donc dans des lignages princiers, à moins d'en être séparé par trois degrés à compter de l'aïeul commun. Après la célébration du mariage avec le Roi, ses épouses passent toute leur vie au palais en habitant dans des maisons qui respectent une répartition par quartier, d'un côté celui de "*Njinka*" et de l'autre celui de "*Mfeyuom*"; de plus ces maisons représentent des groupes appelés "*tu-ndap*" à la tête desquels se trouve une ancienne épouse du Roi précédent. Cette position lui confère donc le titre de "*Nji Gbiéfon*" ou encore appelée "*Nji Reine*". On dénombre six "*Nji Reine*" représentant les six épouses avec lesquelles Nshare Yen partit de "Rifum"⁴⁴ pour venir fonder le royaume Bamoun. Chacune d'elles dispose de deux adjointes, la première nommée "*Mùtjü Nji Gbiéfon*" et la seconde "*Gbatngni Mùtjü Nji Gbiéfon*" qui remplacent éventuellement leurs supérieures à leur décès. C'est avec les "*Nji Gbiéfon*" que le Roi règle directement les affaires

⁴⁴ Rifum ou aussi appelée Mbankim, situé dans la vallée du Mbam, représente la contrée de laquelle est parti, vers l'an 1394, le premier roi de la dynastie des Bamoun à savoir Nshare Yen.

de ses épouses. Toutes les femmes leur doivent des marques de respect par exemple s'adresser à elles en se courbant légèrement, en leur parlant les mains jointes et tout en leur donnant leur titre.

"Gbié Mfon" : dès leur arrivée au palais jusqu'à leur première grossesse ou leur premier accouchement, les jeunes épouses du Roi vivent dans la maison de leur *"mamuop"* entourées d'autres *"yipon"* qui partagent leur situation. Cette première étape est très importante pour faciliter l'intégration de ces jeunes dans la vie assez complexe du palais par rapport à leur milieu d'origine.

"Manshüt Taakum" : il s'agit d'un titre décerné à une Reine qui, occupant ce poste, est soumise à l'autorité directe du Roi. C'est elle qui a la responsabilité des lieux affectés à la préparation des repas. Il y a la maison des meules où l'on prépare la nourriture des serviteurs de la cour et la maison du caïman où se prépare celle du Roi. En tant que *"Manshüt Taakam"* cette Reine reçoit tous les dons aussi appelés *"pafié"* et autres cadeaux en nature tels les produits vivriers, d'élevage, de pêche, de chasse, le tout destiné au palais. C'est également elle qui gère les domaines privés du Roi en liaison avec *"Manshüt Ngwen Mfon"*. *"Manshüt Taakam"* est la mère nourricière du palais et du royaume, la marraine de *"Mbansié"* aussi appelé *"Ngbiéfon ndatet"*, de tous les roitelets conquis et soumis aussi appelés *"Fonatùe"* et des jumeaux. Elle effectue également de nombreuses autres missions que lui confie le Roi. Elle a le privilège d'avoir un principal collaborateur qui lui est assigné comme assistant. Ce dernier porte le titre de *"Taa Ngnet"* et est responsable de gérer le personnel de *"Nda-Ngain"* ou encore *"maison du caïman"*. Effectuant toute mission que lui confie *"Manshüt Taakam"*, il est assisté par un adjoint appelé *"Gbatngni Taa-Ngnet"*. Outre ses responsabilités de *"Manshüt Taakam"*, cette Reine est désignée marraine des *"Fonatùe"* qui sont des roitelets conquis et soumis par les précédents rois. Détenant des rôles importants dans le royaume, les *"Fonatùe"* collaborent étroitement avec le Roi par le canal de *"Manshüt Taakam"*. Dans ses prérogatives, *"Manshüt Taakam"* reçoit les jumeaux aussi appelés *"Pe' Fa'"* qui lui sont amenés dès leur naissance et elle devient alors leur marraine au palais. Elle a la charge de les présenter au Roi qui, après les avoir porté ou touché leur donne le titre de *"Nji"* et leur offre, ainsi qu'à leurs parents plusieurs cadeaux.

"Manshüt Sun Mfon Pemgbié" : celle à qui ce titre est décerné a la responsabilité de diriger le "Nda Nshüt Sun Mfon Pemgbié" assistée d'une adjointe. Il s'agit d'un cercle restreint composé uniquement de femmes acquises à la cause du Roi, d'où l'appellation de "Sun Mfon" qui signifie "amies du Roi". "Nda Nshüt Sun Mfon Pemgbié" a été créé pour les parades lors des sorties solennelles du Roi. Les femmes du "cercle des amies du Roi" se distinguent par leur tenue vestimentaire aussi appelée "shùe ntame" ou "ntùtùere", par les battements des mains et les cris de youyou qu'elles destinent au Roi pour le glorifier. "Manshüt Sun Mfon Pemgbié" peut également effectuer toutes autres missions que lui confierait le Roi.

"Naa Mfon" : de son singulier "Nâ Mfon" veut dire mot à mot la mère du Roi. Dans la tradition Bamoun cela signifie plutôt tante maternelle du Roi. "Nâ Mfon" est donc la sœur consanguine de la Reine-mère et a droit au port d'un pagne nommé "mekbinso" différent du "ntieya", et d'un collier à un rang de perles appelé "ntam". Les "Naa Mfon" bénéficient des largesses du Roi en termes des domaines et d'autres avantages, mais elles ne font pas partie de l'entourage immédiat du Roi; toutefois le Roi peut leur confier des missions spéciales.

"Pè pa Nji Maafon" : ce titre est réservé à deux femmes, au palais, qui remplissent des fonctions particulières dont on fait remonter l'origine à Rifum. C'est généralement des personnes âgées qui vivent à l'extrémité supérieure des demeures des Reines, l'une du côté de Njiyuom, l'autre du côté de Njinka. Elles assurent la protection des femmes et des enfants du Roi contre d'éventuels maléfices. Elles sont considérées comme des épouses royales car on les tient pour les successeurs de deux femmes du fondateur du royaume Bamoun, Nshare Yen qui, à l'époque, seraient venues des lignages de deux conseillers du royaume à savoir Njiamanka et Njiantut. Lorsqu'il faut, à la suite d'un décès, remplacer une "Nji Maafon", ces deux conseillers interviennent en effet pour choisir la remplaçante toujours prise dans la parenté utérine de la défunte. Elles viennent par conséquent du patrilignage différent, mais ne peuvent appartenir à un lignage princier. Le rituel qui accompagne la venue d'une nouvelle "Nji Maafon" éclaire très bien le caractère important de l'institution. Il appartient aux sept premiers conseillers du royaume d'amener la femme choisie, à son insu, par Njiamanka. Les serviteurs du "mùtngû" prévenus, s'emparent d'elle un jour de samedi ou "ntentié", la lient et l'emmènent au palais. En arrivant à l'entrée du marché, Njiamanka s'écrie : «est-ce que le Roi est là ? On amène sa femme»; puis il recommence au centre du marché et au seuil du palais.

Le Roi sort en ce moment pour les recevoir. On débarasse la femme de ses liens et on lui apprend qu'à partir de ce moment, elle mourra si elle a des relations sexuelles avec un homme. "Nji Fonfon" lui passe le bracelet - nommé "nshù'" – des femmes royales. On lui donne un bonnet en perles. On l'installe sur un tabouret pour lui remettre ses emblèmes à savoir un chasse-mouches avec une queue de buffle à manche enchâssé de perles, un bâton dont l'extrémité supérieure est couverte de perles, un collier de perles, des dents de panthère, une calebasse perlée, une coupe à boire en forme de poisson. Elle est ensuite amenée à sa nouvelle résidence.

"Gbù Mùtngû" : est un titre décerné à une personne ayant le droit de voir manger le Roi, toucher le Roi physiquement, toucher les habits du Roi, voir le Roi tête nue. On devient "Gbù Mùtngû" à l'issue d'un rite initiatique qui se déroule au palais sous la présence effective du Roi. Les "Gbù Mùtngû" portent à leur cou une plaquette couverte de perle appelée "monpa-nsié". Shùefon les familiarise avec le palais, les informant de l'étiquette à respecter lorsqu'ils sont en présence du Roi et leur apprend à bien se conduire. Il existe deux groupes de "Gbù Mùtngû" : un premier groupe composé des épouses royales et des serviteurs qui préparent les repas du Roi, les lui apportent et goûtent; un deuxième groupe qui assure les soins corporels du Roi, lavent ses vêtements, préparent sa douche, l'aident à se laver, arrangent son lit et va chercher à sa demande l'épouse avec laquelle il désire passer la nuit.

"Nji Mongû" : titre décerné à la première fille du Roi après son accession au trône. Il existe la "Nji Mongû" du Roi régnant et les "Nji Mongû" des Rois défunts. Elles prennent part à toutes les sorties solennelles du Roi en même temps que la Reine-mère, les "Naa Mfon", les "Mambaa Mfon". Elles traitent les affaires internes des jeunes princesses. Elles peuvent juger leurs sœurs fautives et leur demander de présenter des excuses ou de payer une amende.

"Pon Mfon": sont ainsi baptisées celles qui naissent du roi régnant et en tant que princesses reçoivent le titre de "Nji". Dès leur naissance elles ont droit au respect dû à leur rang. Parmi elles on distingue la fille aînée (première fille du Roi) aussi appelée "Nji Mongû" qui signifie "Nji la fille du pays". "Nji Mongû" bénéficie des privilèges particuliers réservés aux aînés.

5.5.1.2 Fonctions et rôles de la femme Bamoun dans l'organigramme administratif⁴⁵

Le sultan Roi : il est le père de tous les Bamoun. Il administre et gère au plan traditionnel le royaume Bamoun. Chef supérieur de premier degré du Noun, c'est lui qui préside le tribunal coutumier du département du Noun. Il est le maître traditionnel de la conservation foncière et domaniale Bamoun. Il est le président du Conseil supérieur islamique du Noun. Il nomme et démet aux emplois administratifs et traditionnels du Palais. Il décerne, au nom du peuple Bamoun, les distinctions honorifiques à ses hôtes de marque. Il est le gardien de la tradition Bamoun.

"Shîmuh Nshare Yen": il s'agit d'une association des membres de la famille royale constituée de princes et princesses de la dynastie de Nshare Yen. Elle a pour objectif de regrouper toute la grande famille royale afin de resserrer et redynamiser les liens de fraternité entre les membres.

"Chef de la communauté Bamoun de la diaspora" : cette fonction est remplie à la fois par une femme et par un homme assisté d'adjoints, qui encadre la communauté de ressortissants Bamoun vivant à l'extérieur du terroir. Nommée à ce poste par le Roi, la personne désignée devient de ce fait représentant personnel du Roi au niveau de sa localité. Lorsqu'une femme est promue à ce poste, elle porte désormais le titre de "Manshüt Pemgbié". Le chef désigné est assisté d'un conseil des Sages également nommés par le Roi qui joue le rôle d'arbitre.

"Chef de la communauté des allogènes du Noun" : poste occupé par une femme ou un homme pour encadrer les différentes tribus qui résident dans le royaume Bamoun et regroupées en associations socio-culturels de leurs origines.

"Momafon Nshüt": la femme qui occupe cette fonction représente le Roi à des réunions tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du royaume. Elle figure parmi les auxiliaires qui reçoivent leurs tâches du Roi. Elle participe à la conception ou à l'étude de dossier que lui confie le Roi. Elle initie des correspondances à soumettre à la signature du Roi pour des affaires que ce dernier lui aurait confié.

⁴⁵ La description faite ici des postes traditionnels occupés par les hommes et les femmes Bamoun, est tiré du livre "Le protocole au palais des rois Bamoun" 2004.

Cellule de Suivi de l'Application des Résolutions du Nguon⁴⁶ (CSARN) : plusieurs femmes et hommes sont nommés à des postes dans cette commission qui travaille, en étroite collaboration avec le Roi, dans l'optique de mettre en application les résolutions retenues lors d'une cérémonie de Nguon. Chaque personne sélectionnée est responsable d'un secteur particulier tel l'agriculture, l'économie, les finances, l'élevage, l'environnement, et autres.

5.5.2 Le peuple Nso

Dans le but de saisir la place et les fonctions occupées par la femme *Nso* ' dans l'organisation socio-politico traditionnelle de sa communauté, nous examinons la stratification de la chefferie Nso ainsi que les titres de notabilités donnés aux femmes à l'intérieur de cet espace.

La chefferie Nso serait parmi les plus grandes qu'on retrouve aujourd'hui dans les *Grassfields* du Cameroun (B. Edward, 2011). Elle se compose de nombreux lignages et sous-lignages stratifiés dans un pedigree qui définit le "Nfon" au sommet. Les lignages sont formés de familles dont les membres sont considérés comme ayant le «même sang» du fait qu'ils adorent et prêtent allégeance aux mêmes dieux et ancêtres. Le peuple Nso est regroupé dans des lignages de différentes catégories à la tête desquels se trouve un chef de lignage appelé "Faay" ou "Shufaay" selon la catégorie.

À la tête de tous ces lignages, se trouve le palais dirigé par le "Nfon" qui est le chef suprême. Lorsqu'un chef de lignage meurt, il est remplacé par un nouveau "Faay" ou "Shufaay" qui dans ce cas hérite des femmes du défunt et reçoit également de nouvelles épouses pendant son règne. Il s'agit de la même tradition lorsque c'est le "Nfon" qui décède. Lorsqu'un nouveau chef de lignage est installé ou un nouveau "Nfon" intronisé, l'une des attentes des membres de sa famille est de voir leur lignée croître en nombre à travers de nombreuses nouvelles naissances.

5.5.2.1 Stratification de la chefferie Nso

La chefferie Nso est une institution qui est composée du "Nfon" comme chef suprême, d'une société de contrôle nommée "Nwerong", d'une société princière nommée "Ngirri", d'une

⁴⁶ Le "Nguon" est une société secrète dont les origines remontent de Rifum avec Nshare Yen le fondateur de la dynastie Bamoun.

société bien connue par le nom d'une de ses loges ("Mfu") nommée "Manjong". Elle se divise en secteurs dont "Mfuh Gham et Mfuh Bah" qui représentent les institutions militaires et un harem de plusieurs femmes appelées "Vikiy-nto"⁴⁷. Ces femmes donnent naissance aux princes et aux princesses parmi lesquels seront choisi le futur "Nfon" et la "Wiynto" qui est sa mère est élevé au grade d'un "Yaa-Yeefon" (la Reine mère) qui occupera un très haut statut social parmi les femmes et dans la société Nso dans son ensemble.

Voici qu'on peut retenir des différents conseils et sociétés secrètes qui existent :

Le conseil du "Nfon" : composé de sept membres portant tous le titre de "Shufaay" (Ndzndzev, Takum, Ndzndztsen, Yuwar, Shufwowe, Lun, Wayntseri).

Le conseil des sept pères du palais : composé de sept membres portant tous le titre de "Taa woo" (Maamo, Mbiinjiy, Faangang, Kuyntohncheelav, Tsenkay, Kuyntse, Ntseeni).

Le conseil des reines du palais : toutes les femmes du "Nfon" sont appelées "Vikiynto" mais celles qui portent le titre de reine sont appelés "Yaa". Il existe donc "Yaa Yeenko'nin" qui est la présidente de toutes les épouses du "Nfon"; "Yaayefon" ou encore "Reine-mère" pour toutes celles qui ont été ou pour celle qui est la mère du "Nfon"; ("Yaasum tso", "Yaasum", "Yaasum ncheelav") désignées comme responsables des plantations du "Nfon".

Le conseil des "Shuuagaw" : cercle des "Shuuagaw" qui signifie "fille vierge chargée de sécuriser le palais". Ce cercle de femmes participe à la régulation du palais.

Le conseil des "Nganjwonnton" : cercle regroupant les princes et princesses pour gérer les affaires sociales du palais.

Le conseil des "Kor" : groupe social pour les épouses du "Nfon".

Le conseil des sept garants des lois des sacrifices : composé de sept membres portant tous le titre de "Shufaay" (Bash win, Shwbuy, Koondir, Taaway, Dzem, Ntinntin, Bambuy). Il s'agit de ceux responsables d'accomplir les rites de deuil, et principalement lors de la mort du "Nfon". Ce conseil porte aussi le nom de "Vibayvekpu" signifiant "les sept lois du deuil".

⁴⁷"Vikiynto" de son singulier " Wiynto " signifie épouses du "Nfon" (E. Bulami, 2006).

Le conseil des trois piliers des terres des Nso : composé de trois membres portant tous le titre de "Shufaay" (Tsenla, Do'run, Ndven). Ils sont également appelés "Mntaar lords".

Le conseil des "Yeewong" et le conseil des "Taawong" : composés respectivement des prêtresses et des prêtres traditionnels Nso, en charge des rites de sacrifices sur les terres Nso.

Le conseil des "Nwerong" : Société secrète en charge de la réglementation dans l'administration traditionnelle Nso. Il s'agit d'un organe de conseil de discipline auquel le "Nfon" a l'obligation de se soumettre si la nécessité s'impose.

Le conseil des "Ngiri" : Société princière ayant pour objectif principal le divertissement social.

Le conseil des "Manjong" : aile militaire relié à l'appareil administratif Nso.

Le conseil des "Ngere" : société secrète des hommes de la famille royale.

"Mekuv meentoh" : cercle constitué essentiellement d'hommes qui apportent leur soutien lors des grandes manifestations au palais. Responsables de la propreté du palais.

Le conseil des messagers du "Nfon" : responsables de transmettre tous les messages du "Nfon" à la communauté.

5.5.2.2 Les femmes et les titres de notabilités dans la chefferie Nso

Les titres de notabilités dans la culture Nso est le reflet de leur honneur et de leur fierté tout autant que le symbole de perpétuation de leurs traditions et coutumes. Ils revêtent une importance capitale au sein de cette communauté. Les titres les plus honorifiques sont attribués à la fois aux femmes et aux hommes.

"Yaa-Yefon" ou Reine-mère - mère du "Nfon" : Dans la chefferie Nso, la femme qui occupe la position la plus élevée c'est la "Yaa-Yefon" c'est-à-dire la Reine-mère qui est la mère du "Nfon" au pouvoir. Elle est partie de la position de simple reine dans le palais appelée "Wiinto'" qui signifie "épouse du chef" à celle de Reine-mère lorsque de son vivant son fils, un prince Nso, a été intronisé "Nfon" du peuple Nso.

La "Yaa-Yefon" bénéficie de beaucoup d'honneur et de respect de la part du peuple Nso, ainsi que de nombreux privilèges au palais. Elle a, à sa disposition, des reines-assistantes pour

s'occuper de ses besoins. Elle occupe un trône spécial et possède du bois traditionnellement sculpté à sa porte. Si elle décède lorsque son fils est encore en exercice, ses rites funéraires sont comparables à ceux pratiqués lors du décès d'un "Nfon". Relativement au protocole, elle est assise après le "Shufaay Ndzedzev wo Ku'un and Taankum". Elle est habilitée à être membre du conseil "Takibu".

"Fengai" ou successeur de la "Yaa-Yefon" : Advenant qu'un prince accède au pouvoir lorsque sa mère est déjà décédée, alors ce sera la fille de celui-ci, en tant que nouveau "Nfon", qui prendra le titre et occupera le siège de "Yaa-Yefon". Elle bénéficiera de tous les droits et privilèges tout autant que la défunte "Yaa-Yefon" cependant la différence provient du fait que n'ayant pas été l'épouse d'un "Nfon", elle se mariera et vivra donc hors du palais. Elle porte également le nom de "Fengai". Avec cette ascension, la princesse "Fengai" perd littéralement tous ses attributs de princesse pour assumer la plus haute position occupée par une femme sur le territoire des Nso. Tous ceux qui détiennent des titres de notabilités et tous les dirigeants traditionnels ont le devoir de saluer la princesse "Fengai" suivant la manière traditionnelle prescrite. À la mort d'une princesse "Fengai", elle est succédée par une autre princesse du palais nommée "Shungai" qui est fille d'une autre femme du "Nfon".

"Ayaa"⁴⁸ ou "Vikiynto"⁴⁹ ou Reines – épouses du "Nfon" : Il existe une autre catégorie de reines ou "Ayaa" qui ont également le privilège d'exécuter des rites traditionnels. Il s'agit de celles qui appartiennent à des lignages en particulier et dont les rôles et fonctions traditionnels sont limités dans le cadre exclusif de leur lignage. Elles assistent leur chef de lignage respectif dans l'exécution des rites traditionnels et d'autres obligations sociales.

"Yewong" ou prêtresse et "Tawong" ou prêtre : Une autre catégorie de femmes détenant un titre et un pouvoir exceptionnel au sein de la communauté Nso est nommée "Yewong" qui signifie prêtresse, accompagné des "Tawong" qui signifie prêtre. Lorsqu'un nouveau "Nfon" est intronisé, on choisit une princesse et un prince qui deviendront respectivement "Yewong" et "Tawong" afin de l'accompagner dans l'exécution des sacrifices traditionnels tout au long de son règne. C'est ainsi qu'il existe autant de prêtresses et de prêtres qu'il existe de "Nfon"

⁴⁸ Ayaa est le pluriel de Yaa.

⁴⁹ Vikiynto' est le pluriel de Wiinto'.

mais ceux qui occupent les positions de première ligne sont ceux du "Nfon" en exercice. En tant que prêtresse de la terre des Nso, une "Yewong" a le droit et le pouvoir de toucher et de porter des totems sacrés de sacrifices qu'aucune autre personne sur le territoire des Nso ne puisse le faire.

Une "Yewong" reçoit également les mêmes respect et honneur dévolu à une "Yaa". À la mort d'une "Yewong", tous les princes et princesses ont le devoir de se présenter aux obsèques tête nue ainsi que tous ceux qui détiennent des titres d'honneur et de notabilité. De plus, la cérémonie de "Shishwaa" est organisée pendant huit jours d'affilé au cours de laquelle un culte de la faim est prononcé.

Il existe une autre catégorie de "Ayaa" à la fois des natifs et des non-natifs Nso qui auraient reçu ce titre à travers une remarquable contribution réalisée au titre du bien-être du peuple de Nso ou du "Nfon". Ce titre peut également être accordé en fonction des relations d'amitié avec la chefferie Nso. Les citoyens non Nso reçoivent cet honneur comme un symbole de reconnaissance et d'hospitalité et ceci est le cas des fonctionnaires du gouvernement et des diplomates en visite. Ce titre est également décerné en reconnaissance de certaines réalisations et tout autant qu'une reconnaissance culturelle. Pour cette catégorie, les titres sont décernés dans l'appartement de la présidente des "Vikiynto" nommée "Yaa Yeenko'nin". Cependant, au vu de l'importance que revêt leurs coutumes et traditions aux yeux du peuple Nso, ils accordent un respect égal à toutes les "Yaa" quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent. Le moment particulier où apparaît la différence c'est au cours des événements socio-culturels où leurs positions assises sont déterminées par la catégorie à laquelle chacune appartient.

"Yaa Yeenko'nin" ou présidente des "Vikiynto" : Ce titre est l'un des plus importants dans la communauté Nso et principalement à l'intérieur du palais. La femme qui détient ce titre est l'une des reines du palais et le leader des sept autres reines, épouses du "Nfon". Elle est la reine en qui le "Nfon" a le plus confiance et travaille avec lui en étroite collaboration. Sa place et le titre qu'elle porte lui confère énormément de respect et de révérence. Dans la pure hiérarchie traditionnelle du peuple Nso, c'est elle qui a toujours détenu la prérogative de choisir parmi les "Wiinto'" celle qui passera la nuit avec le "Nfon". De fait le bien-être et le bonheur des "Vikiynto'" dépend donc d'elle. C'est également elle qui fait honneur à toute

"Yaa" et le rituel d'installation est exécuté dans son appartement qui est l'un des rares, après celui de la "Yaa Yefon", à avoir à son entrée un "Wuur" (cadres en bois bien conçus placés à la porte d'un noble Nso). C'est elle qui reçoit et éventuellement distribue tous les présents adressés aux "Vikiynto". Aucun visiteur ne pourrait organiser une quelconque activité à caractère socio-culturelle dans la section des "Vikiynto" sans au préalable passer par l'appartement de leur présidente. En l'absence du "Nfon" c'est elle qui reçoit tous les visiteurs et lui rend compte à son retour. Toute "Yaa" qui vient au palais pour rendre un hommage est tenu d'exécuter un rituel devant son appartement et ce en présence du "Nfon". Tout le monde dans la communauté Nso l'appelle "Maama".

"Yaa Yeela" ou la mère du palais : Dans la hiérarchie traditionnelle du palais, le titre de "Yaa Yeenko'nin" est suivi immédiatement par celui de "Yaa Yeela". Il est décerné à la "Wiinto" qui donne naissance à la première fille d'un "Nfon" nouvellement intronisé et la nouveau-née porte le titre de "Wan la". La "Yaa Yeela" est considérée comme la mère du palais et reçoit tous les honneurs de la part du peuple Nso et de nombreuses faveurs de la part du "Nfon".

"Yesum" ou la mère des plantations : Il s'agit d'un autre titre qui confère à la femme qui le porte beaucoup d'honneur et de respect. Elle est la responsable des plantations du "Nfon" dans tout le territoire Nso. Cependant, au vu de la pression de plus en plus forte exercée par la rapide croissance de la société Nso, ce titre a été étendu à d'autres domaines. Par exemple, durant le festival culturel Ngonnso de la communauté Nso qui s'est tenu en 2008, le "Nfon" a décerné le titre de "Yesum nwa'" à une femme Nso qui s'est brillamment distinguée par une performance exceptionnelle à la fois dans les domaines académique et sportif pendant ses études universitaires à Dschang. Plus récemment en 2011, il a décerné le titre de "Yesum" à la ministre déléguée du ministère de l'agriculture et du planning rural, non pas parce qu'elle contrôle ses plantations mais au regard de sa position politique.

Au palais Nso, on identifie deux "Ayiysum"⁵⁰ qui contrôlent et sont responsables de toutes les femmes Nso lorsque celles-ci cultivent les plantations du "Nfon". Dans le territoire Nso

50 "Ayiysum" est le pluriel de "Yesum".

couvrant la section "Gham" et la section "Bah" il existe une "Yesum Gham" et une "Yesum Bah" qui supervisent les femmes dans chaque section au moment où elles cultivent les terres. Un nom particulier leur a été donné et il s'agit de "Ve ngoyi" ce qui signifie celles qui prennent soin des graines à planter et à récolter des plantations du "Nfon". Toute femme, qu'elle soit à l'intérieur ou à l'extérieur du territoire Nso et portant le titre de "Yesum" mais n'étant pas impliquée dans ces activités traditionnelles agricoles, est une représentante des plantations du "Nfon" quel que soit le domaine dans lequel elle exerce pourvu que ce soit pour le bénéfice de la chefferie Nso.

"Yaa Ngwang" ou lieutenant de "Yesum" : Il s'agit d'un titre d'honneur et de respect décerné à une femme capable de mobiliser "the women folk" pour exécuter des activités traditionnelles et des rituels concernant la "woman folk". Par exemple, hormis le fait d'assister une "Yesum" dans les plantations du "Nfon", les femmes "Yaa Ngwang" accomplissent également des rituels durant la mort d'un membre, durant le nettoyage d'une veuve ou lorsqu'une femme fait une fausse couche. Elles sont reconnaissables, durant des événements publics, par des sacs traditionnels portés à la main et se déplaçant en longue file.

"Shey" : Ce titre est très récent dans la tradition Nso et est décerné à la fois à une femme ou à un homme Nso. Toutes les femmes "Shey" en plus de l'honneur et du respect que leur confère ce titre, sont coiffées d'un chapeau nommé "Tanlav" ou "Gham".

"Shey Ngwan" : Bien que ce titre soit décerné à la fois aux femmes et aux hommes, uniquement celles de la lignée de "Nshiylav" peuvent le porter. "Shey Ngwan" est un leader de "Ngwan Fon Wun Nwerong" qui est un groupe dérivant de "Nshiyselav" c'est-à-dire ceux qui appartiennent à la société "Nwerong". Dans son leadeship, un "Shey Ngwan" est à la fois les yeux et les oreilles de la société "Nwerong" et doivent reporter toute situation incongrue.

5.6 Conclusion : une gouvernance (traditionnelle) à l'Africaine

Le mode de gouvernance actuelle en Afrique, que nous pourrions nommer de "gouvernance à l'Africaine", tangué entre tradition et modernité et a connu une évolution politique et institutionnelle. Au-delà d'une croyance largement répandue et bien des fois fortement défendue, la colonisation en Afrique n'est pas la préconisatrice de la création des institutions politiques en charge de la gestion des affaires publiques et des communautés. Il est aisé de

retracer dans des ouvrages historiques (Diop 1987, 1960, Deschamps 1970, Urvoy 1949, Brasseur 1981, El Fasi 1990, UNESCO 1980) l'existence et la succession de nombreux empires, royaumes, dynasties, tous et chacun étant dotés de structures internes de gestion, d'administration, de régulation des rapports sociaux et de conflits, de transmission de pouvoir politique. Il s'agissait des entités politico-traditionnelles bien organisées qui occupaient, pour certaines, des territoires très vastes et armés des systèmes de sécurité assurant la paix à la fois au sein des communautés mais également avec celles environnantes. La gouvernance en Afrique du temps des grands empires n'a pas manqué de subir de nombreuses influences notamment celle de l'islam qui a imposé de nouveaux modes de gestion et de régulation des affaires publiques. Avant que la colonisation n'arrive en Afrique, il existait donc déjà une gestion bien marquée des communautés, un mécanisme bien articulé de régulation des rapports sociaux. L'Afrique s'autogérait selon des normes internes admises par ses communautés. La gouvernance au sens des africains a donc toujours existé et a été ancrée dans les réalités des sociétés africaines. En effet, les institutions en charge de la gestion des sociétés n'ont pas commencé dans le continent africain avec les conquêtes coloniales. La littérature historique de nombreux historiens célèbres nous livrent de généreux exemples.

Dans plusieurs pays d'Afrique et notamment au Cameroun, les institutions traditionnelles ont toujours détenu un rôle de nature à la fois informelle et formelle dans la gouvernance des communautés. Dotées d'une organisation sociale et politique, nombreuses de ces structures traditionnelles ont réussi à survivre aux influences transformatives des phases coloniale et post-coloniale. C'est dans cette perspective que l'on compte les peuples Bamoun et *Nso'* qui ont ainsi réussi à garder des formes traditionnelles d'organisation sociale. L'examen anthropologique et socio-historique des peuples Bamoun et *Nso'* révèle que les femmes africaines ont toujours joué de façon permanente un rôle politique remarquable au sein de leurs communautés. Cette position politique des femmes est définie de façon complémentaire à celle occupée par les hommes. Nous sommes d'avis que l'exclusion ou encore la marginalisation des femmes africaines dans le champ du politique n'est pas un phénomène ancien. En effet, notre étude démontre qu'il a des racines dans la période de la colonisation.

La littérature suggère qu'il serait inapproprié d'associer la place politique qu'ont occupée les femmes africaines dans l'histoire de ce continent, à celle occupée par leurs consœurs en

Occident car l'histoire du rapport des femmes au pouvoir en Afrique se pose de façon différente. En effet et tel qu'il ressort de nos analyses, les femmes africaines ont une présence plus ancienne dans la politique et nombreuses d'entre elles se sont imposées comme figures emblématiques dans les luttes contre les puissances colonisatrices. Et c'est précisément dans ce canevas que le système colonial a eu de nombreux impacts relativement à la position sociale et politique de ces femmes. L'imposition d'une culture dictatoriale a profondément contribué à modifier les rapports hommes/femmes. La colonisation n'a de facto ni reconnu ni accordé de la place aux femmes africaines à l'intérieur de ses institutions, en se référant uniquement et totalement à un modèle d'administration et de gestion importé de l'Occident. L'école, l'armée, l'administration sont entre autres les systèmes ayant contribué à l'exclusion des femmes. Cette réalité s'est avérée accommodante pour plusieurs hommes africains qui de fait ont pu cristalliser leurs positions de pouvoir.

Chapitre 6 Article 1: Cameroon and the Gender Issue

Author(s):

Laurentine Mouchingam Mefire¹, Bilkis Vissandjée², Gilles Bibeau³

Affiliation(s)

¹Department of Anthropology, Université de Montréal, Montreal (Quebec), Canada.

²Faculty of Nursing, Université de Montréal, Montreal (Quebec), Canada.

³Department of Anthropology, Université de Montréal, Montreal (Quebec), Canada.

Abstract

African states entered the global trend for women's emancipation. Many have set up a «national gender policy». However, the process varies by country and degree of cultural integration. Obstacles block the implementation and negatively affect social appropriation. Innovative mechanisms are essential. The process would need to be driven from the bottom up with direct involvement of target groups. Regarding Cameroon's situation, there is a need of reshaping relationships between central and decentralised state services, associative groups, and political parties. These deontic links guarantee that the gender policy document will not end up being just a theoretical text kept in closets.

Keywords

Developmental policies; Civil society; Gender and diversity; Governance and public policy; Sub-Saharan Africa.

Introduction

Public policies have become instruments of "governmentality" and biopower (Foucault, 1986, 1994) as well as socio-political and socio-cultural tools in the organization of contemporary societies (Shore, 2012; Shore & Wright, 1997a, 1997b; Wedel, Shore, Feldman, & Lathrop, 2005). They are reflected today in almost all areas of social reality. As a result, it would hardly be possible to ignore or to avoid their influence. Individuals are therefore ordered based on public policies even if they have little awareness or little control over the

mechanisms and processes involved. Public policies participate in the evolution of governance systems. They help reshape the relationship between the individual and society.

We want to contribute to the questioning of this relationship; to examine and to understand it. It is in this perspective that our approach is at the center of current issues such as *meaning and interpretation, rhetoric and discourse, ideology and consciousness, power, norms and institutions*. Our anthropological outlook on public policies is an ethnoanalysis of the social appropriation of gender policies. Now central to the analysis of social issues, the concept of gender has imposed itself as a category of action for public policies. These public policies gradually undergo various modifications so as to favor a "gender perspective" in institutions and social programs.

The intensification of a "gendered" militancy has created a momentum in Africa, as elsewhere (Caulier, 2014)⁵¹. Thus, the issue of gender equality is becoming transversal to national public policies⁵², and is indeed a way for some African countries to maintain development aid. "Many African governments have adopted gender equality as a means to promote their self-image in order to secure further development assistance, but without necessarily being committed to the political project" (Egbe Orock, 2007). In fact, "gender approach" is advocated by the developmentalist machine⁵³ as being an effigy of "good governance" that ensures inclusion, solidarity and social cohesion.

All this being said, the social appropriation and implementation of national public policies could not be taken for granted because they are not self-evident. Several elements obstruct

51 Describing the reality of mexican context, Mathieu Caulier demonstrates how the militancy for the gender approach was propitious for the modification of public policies and for the creation of institutions and social programs adopting a gender perspective.

52 (République du Cameroun)

(République du Burundi 2012)

(République du Mali)

(République de Guinée 2011)

(Faso 2009)

(République du Bénin 2008)

53 The example of financial international institutions and international Non-Governmental Organizations.

these policies, as is highlighted by the Cameroonian context examination. This paper therefore asks how the Cameroon's National Gender Policy fits into the social reality of women and men of this country.

Historical and institutional framework of the National Gender Policy of Cameroon (NGPC)

In the global movement of the gender approach and the commitment of Cameroon to join that approach, the state has put in place a policy called National Gender Policy. One may believe that this policy is a tool for planning and implementing government initiatives to promote equality and equity between the sexes in all socioeconomic, political or cultural domains. To consolidate this policy and grant it a high priority, the President of the Republic of Cameroon, in the inaugural speech delivered on October 4, 2011 during his presidential election campaign, states: "*« (...) Notre Septennat sera centré sur (...) la promotion de la condition féminine pour parvenir à l'égalité des droits entre hommes et femmes... »* (Our Septennat will focus on the promotion of the status of women to achieve equal rights between men and women "(Excerpt from National Gender Policy of Cameroon. Loose translation).

Determined to put into practice its internationally recognised commitment on the promotion of gender equality and equity, Cameroon has ratified several international, regional and sub-regional legal instruments on the protection of women's rights. Among these instruments, there are treaties, conventions, covenants and declarations, promoting the principles of equality and non-discrimination between women and men in different areas of social life, including education, health, the economy and employment. It is in this perspective that Cameroon's national policy documents have incorporated resolutions and recommendations resulting from international meetings on women's issues. In this respect, the formulation of the NGPC is revealing. For international conferences, Cameroon has taken part in numerous meetings held on women's issues⁵⁴. This normative framework has influenced the design of national policies for the advancement of women in Cameroon.

⁵⁴ The Mexico conference in 1975 bringing in front of the scene the women condition in the society by according attention to the redefinition of men and women's roles. The Copenhagen conference in 1980 discussing, in between others, the guarantees of women's right to property, land control, inheritance. The Nairobi conference in 1985

In 1997, Cameroon developed and adopted its first policy paper on the advancement of women, defining government priorities and strategies related to this goal. This document was the policy statement associated with the National Action Plan for the integration of Women in Development⁵⁵. The seven lines of action emerging from this document stem from twelve points of the Beijing recommendations⁵⁶. In 2002, the National Declaration of Population Policy⁵⁷ was updated following the International Conference on Population and Development of 1994 and the Millennium Summit in September 2000. (7) It enshrines gender issues as development issues. In addition, it aims to universalise quality primary education, promote functional literacy for people of both sexes and reduce gender disparity in all sectors of economic and social development. In 2003, Cameroon adopted the Poverty Reduction Strategy Document⁵⁸. Its revision in 2009 resulted in the adoption of the Strategy for Growth and Employment Document (DSCE)⁵⁹. On this last, the guidelines on equality between women and men are prioritised in the areas of health, education, industry and services, to name a few. For the Government of Cameroon, the DSCE is the foundation supporting all development activities including the main directions of the Gender Policy.

The NGPC of the Republic of Cameroon is seen as a foundational guiding and reference document for government interventions in the field of promoting equality and gender equity. Its development is part of the measures Cameroonians' authorities implemented in the context

principally based on the participation of women in politics. The Rio conference in 1992 stating the prominent role of women in the management of environment. The Vienna conference in 1993 acknowledging the rights of women and girl as a full part of universal human being rights. The World Summit in 1993 on social development admitting that the damage of poverty is more considerable on women, and therefore has invited States to commit their resources for the resolution of issues relating thereto. The international conference in 1994 on population and development. The Beijing World Conference on Women in 1995 establishing the analytical perspectives and action plans to ensuring equity and equality between women and men. The United Nations conference in 2000 laying down the millennium development goals.

55 The original title is "Plan d'Action National d'Intégration de la Femme au Développement" (PANAFID).

56 i) Improving the living conditions of women, ii) Improving the legal status of women, iii) The valorization of female human resources in all sectors of development, iv) Effective participation of women in decision-making, v) Protection and promotion of the girl child, vi) The fight towards violence against women, vii) Improving the institutional framework for effective ration of women in development.

57 The original title is "Déclaration de Politique Nationale de Population (DPNP)".

58 The original title is "Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP

59 The original title is "Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)".

of strengthening and modernizing the institutional mechanism for the advancement of women. The document's purpose is to promote an egalitarian and equitable society between men and women in order to ensure sustainable development. Its overall objective is to contribute to the systematic elimination of inequalities between women and men at all levels of social life. Its specific objectives are to i) promote equal access for girls, boys, men and women to education, training and information; ii) promote greater access for women to quality health services, particularly in terms of reproductive health; iii) take measures for the elimination of inequalities in the access of men and women to economic opportunities and employment; iv) promote a socio-cultural environment favorable to the development of women and the respect for their rights, v) ensure better representation of women in public life and decision making; vi) accelerate implementation and internalization of legal instruments on women's and girls' rights; vii) and strengthen the national institutional mechanism's capacity to promote women's rights. The NGPC has seven strategic areas of intervention. These are i) the promotion of equality and equal access for girls, boys, women and men to education, training and information; ii) improving women's access to health services, especially for reproductive health; iii) promoting equal opportunities and opportunities between women and men in economic and employment; iv) promoting a favorable cultural environment for women's rights; v) strengthening the participation and representation of women in public life and decision making; vi) strengthening institutional frameworks to promote gender issues; vii) improving national legislation on the promotion and protection of women's rights. Each of these axes are matched to specific operational objectives and implementation strategies.

In what manner does the NGPC fit into the social reality of Cameroon?

The absence of knowledge and awareness about the NGPC by women's associations such as ASMA DLA

ASMA DLA stands for *Douala Mandjara Association*. It was legally constituted on June 4, 2012. Its registered seat is located in the city of Douala⁶⁰. This association constituted itself as a network uniting more than one hundred women's associations. Its members come from

⁶⁰ The original title is "Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE)".

Bamoun, Bafia and Nso Diasporas; these are ethnic groups originated respectively from the Noun⁶¹, the Mbam-et-Inoubou⁶² and the Bui⁶³ Departments.

The observation of what the social reality within ASMA DLA is, and the close collaboration maintained with the respective offices of all its member associations, offers many insights. Among others, none of the leaders of ASMA DLA and its members associations are informed of the existence of NGPC and in which cases have ever read it. Furthermore, no activity initiated by ASMA DLA for the benefit of its members and their communities is influenced by the guidelines or the action plan defined within the NGPC. Moreover, no ASMA DLA officials have never participated in information sessions (which are believed to exist) offered by various bodies of the state responsible for the vulgarization of NGPC and its programs.

This reality could be explained by the fact that the associative culture in Cameroon is embedded in a paradigm which is a struggle for daily life. Indeed, women's associations, including ASMA DLA, usually have solidarity within the groups as an objective, in order to help each woman face life's challenges in relation to her activities. In other words, the daily life's struggle is so worrying and hard that the intellectual, political and projection side becomes derisory. The demonstration of March 8 is illustrative in this regard. Everything indicates⁶⁴ that this is the only day when the majority of women in Cameroon recalled that there is one day of the year which has been devoted to women, although they know very little about what the day signifies. Many of them view that day as simple "Women's day" rather than as a true "International Day for women's rights".

Denial of the NGPC by political parties?

In most cases, the main actions of political parties revolve around multiple elections because they are more devoted to gaining power. Gender issues then require very little priority. In fact,

61 In the West region of Cameroon.

62 In the Centre region of Cameroon.

63 In the Northwest region of Cameroon.

64 if one stands: i) on the countless feasts; ii) on the production and consumption industry which has been developed around this day (as the example of the effigy of the loincloth March 8, which is renewed every year); iii) on the various expressions of moral depravation.

very few foresee in their program a framework relating to women's issues. An example is the Cameroon Renaissance Movement (C.R.M). In its fundamental preamble text, it states that it wants woman to take an equal share in the duties and responsibilities in the party and later in the government. However, within the five pillars identified as guiding its actions, the issue of women does not actually take a part, according to our point of view.

In fact, almost none of the political parties refer to the NGPC, of which they might not distance themselves, in case one of them arrives at the government position. This raises many questions: To what extent do political parties take into account the documents produced by the State in their daily bustle of life activities? Also for the educational aspect of their militants and the population as well? Are militant women within these political parties imbued with the NGPC⁶⁵? It must be said that many of these political parties show a willful and deliberate rejection of State's documents as these are produced by a power they wish to evict. Thus, the popularization of the State's documents could look like an allegiance. They do not want to risk appearing supportive of the government in power. On one hand, one could talk about the cynical face of the politician politic, and on the other one could say that these political parties have priorities other than the vulgarization of national Cameroonian administration policies. Such an attitude could also proceed from a lack of objectivity.

In any event, the NGPC is part of the documents that bind the Cameroonian State to international institutions. Consequently its denial, in other words, any choice to refute it, becomes a pitfall for its vulgarization and its implementation.

What to say about the dissemination of the NGPC by the State's competent central and decentralised services?

Beyond the government that designed the NGPC, which is quite rich in content, the dismemberment of the State, namely all administrations involved in social development such as MINPROFF⁶⁶ and MINAS⁶⁷, seem to work without harmony and without coherence.

⁶⁵ Even though this document could have some critical aspects. Nothing is being conceived in an absolute way !

⁶⁶ This french acronym stands for the Ministry of family and women's empowerment .

⁶⁷ This french acronym stands for the Ministry of Social Affairs.

Consequently, their central and decentralised services are then less able to be tools and instruments for the vulgarization of the NGPC⁶⁸. The reality is disconcerting. It reveals that the document is only known within the management's services or the department's services who designed it. If the director and his principal collaborators, who have been at the bottom of the project, come to be assigned elsewhere or dismissed, it will take long for their replacements to catch up. Even more surprising, departmental service chiefs and regional representatives of the relevant ministries do not have great knowledge of this policy in its entirety. So, there is room to question their ability to conduct this policy on the field. What actions do they intend to carry out? Indeed, one would expect that conferences and debates are organised by their bias, in the optic of mentoring women to be aware of the existence of this policy document. To help them understand it and interpret it following their living realities. Even among the elite women in Cameroon, many do not know that there is a national gender policy. The dissemination of the NGPC could therefore be carried through all circumstances conducive to reflection. Here one thinks of the social events around national holidays. One can cite the February 11 Youth Day, May 20 National Day, March 8 International Women's Day. These are opportunities which include weeks of cultural activities. So, one could see as part of the festivities programs, conferences and seminars intended to impregnate the targets of this national policy. A few actions, alas timid, are sometimes carried out.

If the existence of NGPC is unknown to the female population, what about the male, who should also be a relay? If we were targeting, for example, the ruling male elite of the private sector, one might expect that it integrates into its business management metrics inspired by the resolutions adopted by the NGPC.

It must be said that the risk that national policy documents end up being theoretical text fulfilling ministries' drawers and cupboards does not only threatens the NGPC. It also concerns many others such as the Strategy for Growth and Employment Document, the

⁶⁸ Some key departments must work in harmony in order to ensure the understanding and the vulgarization of the NGPC so as to make sure that it does not end up just being a theoretical paper like many others. Among these ministries are the Ministry of Territorial Administration and Decentralization, the Ministry of Basic Education, the Ministry of Youth and Civic Education, to name a few.

Integration of Women in Development Policy, the National Population Policy, Poverty Reduction Strategy Document, to name but a few. The reality would want that even in the producers' departments all the managerial staff do not possess copies. Ministers, governors and executive directors, would face difficulties to speak about it without been prepared. Well sometimes, they have not even had the opportunity to read the documents.

This fact leads to question the route of the creation of many of those documents whose, one must say, titles very often reflect the jargon of international institutions.

Would the historic route of the development of public policies hinder their understanding, their appropriation and their dissemination?

Most of these documents, which symbolise the commitment of the Cameroonian State in the international scene, generally proceed from an initiative of one of the specialised United Nations agencies.

«En plus de la ratification de la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux et régionaux de protection des droits de la femme, et de la législation nationale qui ne cesse de se moderniser, le Cameroun (...) confirmait la constance de ses choix, de même que son adhésion irréversible aux options de la communauté internationale dans le domaine» (In addition to the ratification of almost all international and regional legal instruments for the protection of women's rights and the national legislation that is continuously modernised, Cameroon (...) confirmed the stability of its choice, as its irreversible commitment to the options of the international community in the field. Loose translation). (Philemon YANG, prime minister and head of government of Cameroon; excerpt from the NGPC).

In fact, the conception and the realization of such documents, which often end up being national policy, pass through stages that explain the limitations of their long-term vulgarization processes. This is most common when the theme or the philosophy comes from an international organization. Among organizations that are closely concerned of women's issues are UN Women, UNDP⁶⁹. Thus, when a program with a global character is selected to

⁶⁹ UNDP stands for United Nations Development Programme.

be consolidated and the target populations are targeted, usually experts are committed to produce a strategic framework for the design of the global policy relating thereto. When this design is validated by the sponsor institution's authorities, the general assembly of the said institution adopts a resolution inviting the authorities of the said institution to take all the necessary measures for the implementation of the new program. A related budget is voted upon. The targeted States (African or developing world) are seized for specific meetings relating thereto. Public servants in service at the moment within the concerned administrations are selected. They assist in all the international meetings called on the topic, participate in training seminars and become focal points in their countries. In their turn, they organise internal inter-institutional reflection meetings that open doors to seminars about public sector-private sector-civil society partnership. Seaside towns and cities known for their calmness or their attractivity are targeted for this partnership. The participants, lawyers, doctors, businessmen, academicians or others are sometimes chosen in regard of their connections or their particular relations with the organisers. The meetings may be as many as desired with respect to the importance of the topic or project. The Prime Minister of Cameroon says in the introduction to the NGPC that the document was the subject of a very broad consultation at the national level.

«Bien qu'initié par le Gouvernement, le document a été conçu selon une démarche participative et inclusive. Les organisations de la société civile et les partenaires au développement intéressés ont pris une part active à toutes les étapes du processus de son élaboration» (Although initiated by the Government, the document was developed through a participatory and inclusive approach. The organizations of civil society and development partners concerned have taken an active part in all stages of the process of its development. Loose translation). (Philemon YANG, Prime Minister and Head of Government of Cameroon; excerpt from the NGPC).

The above mentioned meetings are conducted through regional seminars often held in towns that are known for their attractiveness. These ones are followed by a national seminar conveyed for the adoption of the final document. Thereafter, this document is transmitted by the government to the sponsoring institution as its strategic manual for the pursuit of the objectives set by the institution in question.

Indeed, the reality as far as the NGPC is concerned reveals that all the managerial staff of the MINPROFF do not have a copy of this document. Consequently, they are less knowledgeable about it. More surprising is the fact that they are the very ones responsible for vulgarizing it. Unfortunately, this reality is similar throughout most of the strategies designed under the impulse of the specialised United Nations agencies. It is therefore not surprising that within ministries having driven a strategy and having participated in the drafting and publication of documents, there are managers or executives who are not impregnated. Many have not had the opportunity to flip through and even less to read.

Critical and interrogative approach to the relationship between ministries and associative groups

The outcome of fieldwork observation and exploration permit to coach the Mandjara's movement leaders in framing a clear vision, specific goals and culturally appropriate strategies. It is from there that ASMA DLA came into life. Subsequently, the investigation at MINPROFF revealed the ignorance of the existence of this association by this ministry's decentralised services. Hence the initiative to lead the leaders of ASMA DLA group to the MINPROFF in order to create a collaborative bridge between the two parties. Following such an approach nearby ASMA DLA and nearby the competent relevant administrations, how can one believe that such a network can still remain ignored, especially when the NGPC was mainly conceived and elaborated in greater consultation as stated by the Prime Minister and Head of Government of Cameroon in his preface to the national gender policy document?

Beyond the interest of Mandjara movement to bring to the collective consciousness the sibling between the Bamun, Bafia and Nso' communities, it is especially important to see the potential of ASMA DLA as a network of more than one hundred women's associations. Hence the question of why is it that such a network which brings together women from three

big departments of Cameroon is not identified as such by the designers and makers of NGPC. Maybe they have conflictual relations with the departmental services? But in total, how could the government successfully implement its programs or its national policies if such groups and targeted populations of such of high importance are disregarded or unknown? What is the relationship that is established between departments and associative groups?

It remains that, in Cameroon, associative life is overwhelmingly female. Therefore by extrapolation, the case of ASMA DLA with more than a hundred women's associations, lack of close relationship with policy makers, what about the other associations where very often the majority of members consists of illiterate people! In this framework figure, how can one think that the leaders of associations and their members will know about or understand the NGPC? Even though many of these women are dynamic and committed, they are insufficiently educated to be able to participate in such a policy; to adopt so as to reinterpret it according to the realities and life trajectories of Cameroonian women and men; but also to implement actions related to the programs of the policy.

Conclusion

This paper demonstrates, largely by taking into consideration the above, that the dynamics in which the National Gender Policy of Cameroon (NGPC) is embedded does not guarantee its social appropriation and its implementation.

Indeed, the women's associations counted among the groups targeted by the NGPC lack knowledge and awareness of this policy document. Political parties, which should relay the dissemination and implementation of measures taken by the Cameroonian State (that bind the State to international institutions), do not take it into consideration. They neither do so in the daily entertainment activities nor in the educational programs of the population and their militants. The majority of the central and decentralised State services' managers, who are tools and instruments of vulgarization of national policy documents, have a limited knowledge of the NGPC. Many of them do not even hold a copy. Furthermore, these services do not always maintain collaborative relationships with some big associative groups. The processes that accompany the development of public policies in Cameroon could be an obstacle to their understanding, their appropriation and their vulgarization.

For this situation to change so that the benefits of NGPC reach women and men from all backgrounds (social, economic, political, and communal) in Cameroon, it would be opportune to take a renewed commitment. On one hand, political parties which cannot distance themselves from the NGPC, should promote it among the female militants. On the other hand, central and decentralised State services, especially those from key ministries involved in social development, could develop more coherent and harmonious strategic partnerships in between them and with associative groups.

This will favor:

- A meaningful understanding of gender equality issues and equity rights which the message is most often misunderstood and misrepresented among the population;
- A better interpretation of NGPC according to the realities and life trajectories of Cameroonian women and men;
- And culturally appropriate strategies for the implementation of PNGC programs.

Acknowledgements: Warm and sincere thanks to Henri Ntoupendi, Dr Eric Nguwuo' Petuenju', Debbie Coppieters, Julie Saumure and Peter Gibaut for their commitments on reviewing the drafts.

References

- Caulier, M. (2014). Les politiques du genre face au conflit. *Journal des anthropologues*, 1, 303-324.
- Egbe Oroch, R. T. (2007). Gender Equality–Whose Agenda? Observations from Cameroon. *Development in Practice*, 17(1), 93-97.
- Foucault, M. (1986). La gouvernementalité in Michel Foucault. *Actes (Paris)*, 54, 6-15.
- Foucault, M. (1994). La gouvernementalité. *Dits et écrits*, 3, 635-657.
- Shore, C. (2012). Anthropology and Public Policy. *The Sage Handbook of Social Anthropology*, 89-104.

Shore, C., & Wright, S. (1997a). *Anthropology of policy: Critical Perspectives on Governance and Power*. London: Routledge.

Shore, C., & Wright, S. (1997b). Policy: A New field of Anthropology. In Shore, C., & Wright, S. (eds), *Anthropology of Policy: Critical Perspectives on Governance and Power* (pp. 3-39). London: Routledge.

Wedel, J. R., Shore, C., Feldman, G., & Lathrop, S. (2005). Toward an Anthropology of public policy. *The annals of the American Academy of Political and Social Science*, 600(1), 30-51.

Chapitre 7 Article 2: La Politique Nationale Genre du Cameroun: à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes *Mandjara*

Auteurs:

Laurentine Mouchingam Mefire, Département d'Anthropologie, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8, **[auteure pour correspondance]**

Professeur Bilkis Vissandjée, Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal, 2375, chemin de la Côte-Ste-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1A8.

Professeur Gilles Bibeau, Département d'Anthropologie, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8.

Résumé:

Les politiques publiques sont incontournables et instrumentalisées dans l'organisation des sociétés contemporaines. Elles façonnent les individus, leur perception comme sujets, et les catégorisent. Avec une lunette anthropologique, nous appréhendons le cas de la Politique Nationale Genre du Cameroun comme i) instrument d'une «gouvernementalité» et d'un «biopouvoir»; ii) outil socio-politique et socio-culturel; iii) outil instrumentalisé de santé. Cette posture épistémologique saisit l'évolution d'une néo-gouvernance qui reconfigure la relation individu-société que nous examinons en tentant de comprendre jusqu'où se situe la liberté de l'individu. Comment reconstruit-il la réalité sociale et s'assure qu'elle soit garante d'une cohésion sociale?

[Mouchingam Mefire; Afrique subsaharienne; politique publiques; femmes; genre; biopouvoir.]

Introduction et cadre d'analyse

Tel que soutenu par de nombreux auteurs en l'occurrence (Shore 2012; Shore and Wright 1997a, 1977b), les politiques publiques sont devenues un concept central et un instrument majeur dans l'organisation des sociétés contemporaines. La réalité sociale actuelle en est pleinement teintée. Il serait donc difficile de se soustraire à leur influence. Selon (Wedel et al. 2005) les politiques publiques façonnent la manière dont les individus se perçoivent et se construisent comme sujets. Elles tentent alors de les catégoriser. C'est ainsi que des statuts et des rôles sont définis. «Citoyen», «professionnel», «pauvre», «marginalisé», «opprimé», «discriminé», «vulnérable», «immigrant», pour n'en citer que quelques-uns. Les politiques publiques coordonnent le début et la fin d'un cycle de vie; et ce processus s'opère au-delà du contrôle des individus qui, parfois, en ont très peu conscience.

C'est au travers de la lunette anthropologique que nous examinons la Politique Nationale Genre du Cameroun (PNGC). Cette perspective d'analyse considère la PNGC comme un instrument d'une «gouvernementalité» (Foucault 1986, 1994) et d'un biopouvoir (Agamben 1997; Hannah 2005) ; comme un outil socio-politique et socio-culturel; et aussi comme un appareil instrumentalisé de santé (Shore and Wright 1997a; Mouchingam Mefire 2016a). De plus, elle donne à saisir l'évolution des nouveaux systèmes de gouvernance qui participent à reconfigurer la relation entre l'individu et la société. Nous voulons examiner cette relation et tenter de comprendre jusqu'où se situe la liberté de l'individu vis-à-vis des politiques publiques? Comment reconstruit-il sa réalité sociale? Mais encore, comment s'assure-t-il qu'elle en soit une harmonieuse et garante de cohésion et d'unité sociales? Ce questionnement s'inscrit directement au cœur des problématiques courantes telles que *sens et interprétation, rhétorique et discours, idéologie et conscience, pouvoir, normes et institutions* (Augé 1992, 1994a, 1994b).

Le pouvoir sur la pensée et l'action, que détiennent les politiques publiques, découle de la nature de leurs énoncés dont le but principal, (Apthorpe 1997) le démontre, est de persuader plus que d'informer. Lavigne Delville aborde dans le même sens lorsqu'il soutient que l'énonciation argumentative des politiques publiques a la forme de récits rhétoriques inscrits dans «une logique de dramatisation des problèmes et de légitimation des solutions» (Delville

2014). Dans cette optique, l'analyse anthropologique des axiomes et des discours s'effectue à l'intérieur d'un cadre (scientifique) qui n'est pas celui des politiques publiques dont les modalités relèvent des cadres cognitifs, des intérêts des acteurs impliqués et des rapports de pouvoir autour de la définition et la formulation des problèmes sociaux, des réponses à y apporter et des circonstances de leur implémentation. C'est dans cette perspective que nombreuses des politiques publiques de nos jours, sont soumises à l'épreuve des réalités sociales diverses et divergentes des communautés pour lesquelles elles sont élaborées et très souvent laissent transparaître une inadéquation avec ces réalités. Considérant le contexte camerounais, le présent article effectue une ethnoanalyse des énoncés et de la formulation de la PNGC relativement aux réalités sociales et aux trajectoires de vie des femmes et des hommes (Shore and Wright 1997a).

1- Appréhender la quotidienneté, la contemporanéité et la temporalité des femmes et des hommes du Cameroun

a. L'influence politico-culturelle des femmes Mandjara

«Lorsque nous avons organisé en 2009 les grandes retrouvailles des peuples Bamoun, Bafia, et Nso', que nous avons appelé "le festival culturel Mandjara" (...) cela a fait peur à la république. Nous avons vite fait de rassurer les autorités du gouvernement qu'il s'agit simplement d'un appel au retour aux sources; d'une volonté de réunir les descendants de trois peuples frères. (...) Et d'ailleurs on pourrait voir en ce vaste regroupement [culturel] de la communauté Mandjara un canal qui pourrait servir les actions de l'État camerounais (...)» (extrait d'une interview de la Princesse Rabiatou Njoya en 2012).

Au cours d'un évènement marquant qui s'est produit à Yaoundé au Cameroun en 2009, des femmes courageuses et déterminées prirent l'initiative de réaliser un vaste mouvement de rassemblement, pour la commémoration des origines communes des peuples Bamoun, Bafia et Nso'. Cette rencontre exceptionnelle et la première du genre, fut dès lors inscrite dans une pérennité après sa deuxième édition en 2011, cette fois-là à Douala. Elle participe d'une démarche entreprise par des femmes en ayant pour intention d'impulser un mouvement de solidarité sociale caractérisé par une dynamique de valorisation identitaire. Cette action mise en marche par les femmes Mandjara a mis en exergue des liens de parenté existants entre ces

trois peuples – frères – apparemment étrangers. Cette parenté apparaît être un atout prépondérant dans la construction de la cohésion sociale de la société camerounaise.

«La fondation solide de toute société de nos jours repose sur les femmes (...) Les femmes Mandjara ont pris les devants avec le festival Mandjara tenu pour la première fois à Yaoundé en 2009, et cette fois-ci à Douala en 2011. Que les fruits de ce festival contribuent largement à promouvoir le développement dans vos diverses chefferies (...)». Cet énoncé est extrait du texte rédigé en avril 2011 par Sa Majesté Sehm Mbinglo I^e (2011), Chef supérieur de la communauté Nso'. Manifestant sa joie au regard du second évènement de regroupement du peuple Mandjara, il y remercie les filles des peuples Nso', Bamoun et Bafia pour avoir initié cette nouvelle unité du peuple Tikar. Il a ainsi acclamé les femmes de s'être «mise à la tête des hommes» afin de promouvoir l'unité de trois peuples, dispersés par des forces historiques au-delà de leur contrôle. Le Roi du peuple Bamoun, Sa Majesté le Sultan Ibrahim Mbombo Njoya (2011), s'exprima dans le même cadre. Il salua cette initiative des femmes à réunir une telle foule immense dans le but de célébrer l'unité retrouvée de la famille Tikar. Il rappela la rencontre qui s'est tenue à Bankim à l'aube des années 1960. Au cours de celle-ci, le chef de Bankim aussi appelé *Mforifum* reçu officiellement les patriarches Bamoun et Nso'. Il les accueillit d'abord en tant que fils. Après la célébration de quelques rituels, il les éleva aux titres de chefs. Dès lors, il les reconnut comme chefs de ses familles séparées plusieurs siècles plus tôt (Mouchingam Mefire 2016b). Leurs retrouvailles venaient officiellement d'être proclamées. Le chef de Bankim est identifié comme l'ancêtre commun aux Bamoun, Nso' et Bafia. C'est ainsi que le Sultan Ibrahim Mbombo Njoya (2011) loua le festival culturel Mandjara qu'il désigna comme une continuation de cette unité et exhorta les femmes de continuer à servir de pilier à cette fratrie retrouvée. Le patriarche du peuple Bafia, Sa Majesté Mouthé à Bidias Camille (2011), éleva également sa voix pour la même cause. Il acclama le festival culturel Mandjara comme étant un évènement sans précédent. Il rendit un vibrant hommage aux femmes Mandjara d'avoir, à travers cette initiative, favorisé le rapprochement des trois peuples afin qu'ils célèbrent leur diversité culturelle dans l'unité. Il affirma que l'art Tikar est l'une des fondations les plus solides de l'ingéniosité culturelle du Cameroun, et dans cette perspective le festival Mandjara arrive à point nommé pour enrichir l'espace culturel du Cameroun tout en acquérant une dimension nationale et internationale.

b. Le leadership des femmes Mandjara

«Les femmes ont toujours occupées des positions de chef chez les Bamoun (...) d'ailleurs il y a eu une femme qui a dirigé le royaume Bamoun pendant de nombreuses années à la mort de son défunt mari le Roi» (extrait d'une interview de la Princesse Rabiadou Njoya en 2013)¹.

«There are many women who are leaders in Nso' community. The first chief of the Nso' people in 1394 was a woman. Her name was Ngonnso. Ever since, women have had a very good leadership positions in the Nso' community» (Il y a plusieurs femmes qui sont des leaders dans la communauté Nso'. Le premier chef du peuple Nso' en 1394 était une femme. Elle s'appelait Ngonnso. Depuis ce temps-là, les femmes ont occupé des positions de leadership dans la communauté Nso'. Traduction libre. Extrait d'une interview d'une femme Nso' en 2013).

Le festival culturel Mandjara ne s'est pas limité à diverses manifestations populaires et aux agapes. Il a surtout donné naissance à un réseau fédérant plus d'une centaine d'associations féminines dont les membres sont issus des diasporas Bamoun, Nso' et Bafia. Cette nouvelle fédération se dénomme ASMA DLA² qui signifie *Association Mandjara de Douala*. ASMA DLA est administrée par des femmes, leaders communautaires pour certaines et présidentes d'associations pour d'autres. En tant qu'administratrices, elles servent de relais entre ces associations qu'elles coiffent. Le profil de ces femmes est impressionnant. En effet, elles ne sont pas en mesure de faire valoir un background académique universitaire acquis dans un processus d'éducation formelle. Un profil cadré sur le modèle d'éducation formelle aurait pu les prémunir des compétences et des expertises en matière de leadership et de gestion. Cependant, l'éducation informelle et non-formelle qu'elles ont reçu au cours de leur vie, leur a permis de construire des trajectoires et des histoires de vie. Ce qui les a donc prédisposées à devenir des leaders emblématiques au sein de leurs communautés, du Cameroun en particulier et de l'Afrique en général. À ce titre, le cas de la première représentante du Sultan, Roi des Bamoun est édifiant. Pendant plus d'une vingtaine d'année, elle a été la présidente de toutes les femmes Bamoun de la région du Littoral au Cameroun. *«(...) j'ai été nommé à ce poste en*

1994 par le Sultan, Roi des Bamoun, sa majesté El Hadj Ibrahim Mbombo Njoya, suivant une recommandation écrite laissée par son feu père sa Majesté Njimoluh Seïdou» (extrait de l'interview de Manshüt Jeannette Joséphine Yumbem en 2013). Le Roi vivant en zone rurale, il a nommé des représentants au sein de la diaspora Bamoun pour servir de relais entre lui et la communauté. La femme qui est nommée à cette position remplit désormais la fonction de représentante personnelle du Roi au niveau de sa localité. Lorsqu'une femme est promue à ce poste, elle porte désormais le titre de «Manshüt Pemgbié» ce qui pourrait être compris comme «présidente des femmes». Elle s'entoure d'autres femmes choisies par elle-même et qui deviennent ses adjointes. Son équipe a pour mandat d'encadrer la communauté de ressortissants Bamoun vivant à l'extérieur du terroir.

c. Les «arts de faire» d'une communauté

Le festival culturel Mandjara a donné lieu à la création d'une plateforme de retrouvailles; celle-ci a permis aux ressortissants des trois peuples de se rencontrer dans des séminaires et des forums au cours desquels des présentations et des débats sont organisés sur leurs traditions respectives. C'est donc par ce canal que les générations montantes parviennent à s'imprégner et à connaître leur histoire, leurs origines et leur culture; ceci a pour objectif de limiter leur déconnection des villages et des traditions. Le festival culturel Mandjara est aussi une occasion pour tous et toutes de découvrir et d'aller à la rencontre de leurs chefs et leaders traditionnels respectifs.

Le festival culturel Mandjara est un cadre singulier dans lequel des actions d'aides sous forme des dons en nature et en argent, offertes par les associations culturelles de femmes et d'hommes des communautés Bamoun, Nso' et Bafia. Ces dons leur permettent de réaliser de nombreux projets. Par exemple le soutien aux infrastructures sanitaires (matériel médical, lits, etc.), l'appui à la reconstruction des écoles, l'assistance aux nécessiteux (orphelins, veuves, handicapés, etc.) et aux familles déshéritées.

Le festival culturel Mandjara offre un espace de réflexion sur de nombreuses thématiques. C'est dans cette perspective que des femmes et des hommes ainsi que des jeunes filles et garçons, reçoivent des formations de nature diverse qui ont un impact direct sur leur vie. Le festival culturel Mandjara valorise et favorise des mécanismes de transmission des

connaissances et des savoirs locaux notamment ceux de la médecine traditionnelle. En effet de nombreux tradipraticiens (femmes et hommes) exposent sur des outils et méthodes (simples) de soigner de nombreuses maladies à base des plantes. C'est en même temps l'occasion pour des familles d'échanger sur les recettes des cuisines et des mets traditionnels oubliés ou en cours d'abandon à cause d'une apparente «modernité» qui a tendance à les faire disparaître de leur univers alimentaire en dépit de leur caractère riche et peu onéreux.

En créant de nouveaux liens et en renforçant ceux qui existent, le festival culturel Mandjara traduit l'engagement dynamique des femmes Mandjara à ramener à la conscience collective la fratrie qui existe entre les Bamoun, Nso' et Bafia. Il traduit le souci d'une communauté de préserver des liens de parenté vieux de plusieurs centaines d'années et de fonder sur leurs traditions sociohistoriques une démarche qui affirme qu'il existe, derrière une prolifération de sociétés et une apparente diversité ethnique, des parentés anciennes susceptibles de servir une politique de solidarité et de cohésion sociales.

Un tel mouvement porteur des idées - voire des idéaux - de rassemblement et d'unification, dans une nation composée de plus de deux cents groupes ethniques attachés chacun à son identité, participe d'une dynamique de valorisation socioculturelle. Ce mouvement est à la fois symbolique et incitateur. D'autres groupes ethniques se sont inspirés de cette dynamique. Ils ont aussi exploité leurs traditions dans le but de faire apparaître le tissu des relations passées et de raviver des solidarités estompées par les vicissitudes de l'histoire.

Dans notre réflexion, nous sommes intéressés à conceptualiser une pensée explicite et empirique sur 1) les actions – individuelles et collectives – des mouvements associatifs et culturels opérant dans des espaces publics; 2) les places, les rôles et les fonctions qu'occupent les femmes dans les espaces géoculturels et socioéconomiques des communautés du Cameroun; 3) la position, les actions et la vision de l'État camerounais à l'épreuve des perceptions et des représentations des communautés et de leurs initiatives. Ceci suggère de nourrir une réflexion profonde sur les mécanismes d'élaboration, d'implémentation et d'appropriation des politiques publiques au Cameroun. Cette réflexion a été menée par Laurentine Mouchingam Mefire (2016c) dans une étude examinant de quelle manière la Politique Nationale Genre du Cameroun (PNGC) s'insère dans la réalité sociale des femmes

et des hommes. La lecture du festival culturel Mandjara se fait donc à l'intérieur du contexte de la mise en place de la PNGC.

2- La PNGC, sa formulation et ses objectifs à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes Mandjara

La PNGC comme axiome socio-politique ? La PNGC affirme que son objectif général «est de contribuer à l'élimination systématique des inégalités entre les femmes et les hommes à tous les niveaux de la vie sociale», et son axe stratégique numéro cinq entend soutenir le «renforcement de la participation et de la représentativité des femmes dans la vie publique et la prise de décision». En réponse à cela, les femmes Mandjara émettent des réserves en affirmant que «(...) on ne peut pas parler systématiquement d'inégalités et de discrimination des femmes dans la société Mandjara. Encore moins d'absence de pouvoir et prise de décision des femmes. Premièrement parce que depuis l'établissement des États traditionnels Bamoun, Bafia et Nso', les femmes ont toujours joués des rôles prééminents (politiques, religieux et autres). Par exemple, il y a eu des reines qui ont gouverné chez les Bamoun et chez les Nso'. Depuis des siècles les femmes ont toujours occupés des postes de hauts dignitaires ; donc aujourd'hui, la modernité s'en mêlant, il y a à la fois un maintien de cette hiérarchisation mais aussi une nouvelle définition des rôles politiques et culturels des femmes au sein de nos États semi-modernes et semi traditionnels. Deuxièmement, on ne devrait pas parler systématiquement d'inégalité parce qu'il ne s'agit très certainement pas d'inégalité de pouvoir mais bien plutôt de complémentarité de pouvoir entre les hommes et les femmes de cette communauté» (extrait de l'interview de Manshüt Jeannette Joséphine Yumbem en 2013).

Voici une réflexion qui ramène au-devant de la scène la question de la définition, de la compréhension, de l'interprétation et de la mise en œuvre des concepts touchés par les politiques. Des notions telles que «égalité», «discrimination», «genre», «autonomisation», entre autres, ne peuvent simplement pas être calquées à tous les groupes de femmes. En ce qui a trait au terme «genre» qui est aujourd'hui transversalement employé dans les intitulés des politiques, rappelons qu'il provient de la traduction du concept «gender» initialement utilisé dans le monde anglophone de la recherche scientifique et du lobbyisme. En effet, la terminologie joue un rôle important dans les concepts et on pourrait véritablement s'interroger

sur sa fonction ainsi que celle des langues, dans les processus d'élaboration et d'implémentation des politiques.

La PNGC comme instrument socio-culturel ? Dans son axe stratégique numéro un, la PNGC prévoit promouvoir *«l'accès égalitaire et équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information»*. Nous posons la question de savoir *«quelle éducation pour quels enjeux?»*. Selon les objectifs opérationnels³ retenus et les stratégies⁴ de mise en œuvre proposées, l'éducation formelle (Baba-Moussa 2012) apparaît comme l'unique voie d'apprentissage, d'intégration et de réussite des femmes et des hommes. Cependant l'éducation informelle (Cristol and Muller 2013; Charlier 2013; Benjamin and Mbaye 2012), l'éducation non-formelle (Bordes 2012; Tsehaye 2013, 2014; Mbodj-Pouye 2013), l'éducation traditionnelle ou en communauté (Mbassa Menick 2016), comptent parmi les voies royales construites par les femmes et les hommes Mandjara pour appréhender le monde dans lequel elles et ils vivent et surtout participer collectivement et activement aux mécanismes d'insertion et de solidarité sociales⁵ (Tsehaye 2013; Capdeville-Zeng 2014; Paré-Kaboré 2013; Mouchingam Mefire 2003). Et en ce qui a trait aux femmes Mandjara, leurs trajectoires de vie le démontrent aisément. Plusieurs d'entre elles sont des leaders dans des domaines variés, sans détenir le background que procure l'éducation formelle qui est aujourd'hui la clé de toute réussite. À travers leur festival culturel, les femmes et les hommes Mandjara initient des méthodes d'éducation – des *«arts de faire»* (Certeau 1980) – qui jouent un très grand rôle dans la pédagogie informelle; et les contenus de ces méthodes révèlent la pensée et les valeurs d'un groupe ethnique, la manière dont celui-ci se perçoit à la fois vis-à-vis de lui-même et des autres groupes. Les femmes et les hommes Mandjara valorisent, à travers cette forme d'éducation, la cohésion et l'identité du groupe, l'esprit communautaire, le sens des responsabilités. Le festival culturel Mandjara est donc un atout prépondérant pour les générations présentes et celles à venir; il est le socle de la transmission et de la pérennité des traditions, us et coutumes de communautés Bamoun, Bafia et Nso'. À travers le festival culturel Mandjara les générations bénéficieront alors d'une éducation qui est la résultante des systèmes formel, informel, non-formel et communautaire.

La PNGC comme outil instrumentalisé de la santé ? Dans son axe stratégique numéro deux, la PNGC prévoit l'*«amélioration de l'accès des femmes aux services de santé,*

notamment en matière de Santé de la Reproduction». De ses objectifs opérationnels⁶ et de ses stratégies⁷ de mise en œuvre, il n'est nullement fait mention de la médecine traditionnelle Africaine comme itinéraire thérapeutique alternatif. Considérant le contexte africain et les multiples détours thérapeutiques qu'effectuent très souvent les personnes en quête de soins médicaux, il est difficile d'examiner la question de la prise en charge médicale sans s'interroger sur la place de la médecine traditionnelle «(...) même quand je vais à l'hôpital pour faire des examens médicaux ou pour faire des prises de sang, je vais toujours après rencontrer les guérisseurs traditionnels pour qu'ils me donnent leur médication à base de plantes. Parfois j'associe les médicaments qu'on m'a prescrit à l'hôpital avec les médicaments des guérisseurs; ou parfois je suis juste le traitement des guérisseurs (...)» (femme Bafia, 2013). La médecine traditionnelle Africaine fait partie intégrante du vécu de bon nombre de personnes en Afrique, quand bien même ceux-ci se dirigent vers la médecine des hôpitaux. Il existe une dichotomie dans la conception de la maladie et de la guérison faisant en sorte que, ce que ressent et manifeste un malade est inscrit dans un registre différent de ce que connaît le thérapeute de la médecine «officielle» car parfois la maladie ne trouve pas de définition dans son cadre nosographique «scientifique» «(...) c'est déjà arrivé plusieurs fois que je parte à l'hôpital pour des problèmes de santé, par exemple lorsque je souffrais de douleurs abdominales très fortes et que je n'arrivais pas à concevoir après huit ans de mariage; et après que j'ai eu à dépenser beaucoup d'argent pour les examens médicaux, on m'a dit que je n'ai rien et que les résultats des examens n'indiquent aucun problème; mais pourtant je continuais à me sentir très mal, à avoir des douleurs et je n'étais toujours pas féconde; j'ai donc décidé d'aller rencontrer une femme guérisseuse qui pratique la médecine traditionnelle; elle est Bamoun comme moi et on me l'a référé car elle a soigné plusieurs personnes. Elle a réussi à me soigner à base des plantes naturelles; mes douleurs abdominales ont disparu et finalement j'ai accouché six enfants(...)» (femme Bamoun, 2012). Entre la médecine moderne et la médecine traditionnelle, il existe un rapport dialectique de point de vue du malade et de celui du médecin puisqu'ils sont enserrés dans un système où s'opposent leurs perceptions et leurs représentations. Lorsque le soignant de la médecine «officielle» et le soigné sont inscrits dans deux univers de perception et de représentation de la maladie différents, le soigné pourrait se voir privé de reconnaissance sociale de son état de santé et par conséquent privé de soins. En effet, il existe une différence entre l'idée de

guérison du malade et celle d'un biomédecin. Le corps médical a une conception de la maladie exclusivement axée sur des données dites scientifiques tandis que dans plusieurs contextes en Afrique le malade attribue son état de santé à des causes magico-religieuses. Lorsque la guérison a une valeur biologique pour le biomédecin elle a une valeur existentielle pour le malade. Selon la représentation que se fait le malade de la maladie et de la guérison, il peut penser qu'il est malade bien qu'il soit cliniquement déclaré guéri. Les perceptions et les représentations de la maladie et de la guérison que se font les malades, les amènent à recourir à une multitude de pratiques thérapeutiques parmi lesquelles la médecine traditionnelle Africaine. Nombreux sont les débats actuels portant sur les controverses qui existent entre la biomédecine et la médecine traditionnelle. En effet, la biomédecine a longtemps triomphé sur les médecines traditionnelle et alternative et s'est presque érigée en médecine supérieure. Cependant la recrudescence des médecines parallèles tend à remettre en cause la suprématie de la biomédecine. Plusieurs auteurs mettent en relief les divergences qui régissent la communauté médicale d'aujourd'hui. Jean Benoist (1981, 1996) met en exergue le litige qui oppose la biomédecine encore appelée «médecine officielle» aux «médecines non officielles ou non conventionnelles» dites «médecines parallèles ou alternatives». Il pose la question de la légitimation des médecines non officielles. Est-il possible qu'elles soient reconnues officiellement et prise en charge par les autorités gouvernantes? Est-il possible qu'elles soient admises officiellement comme complémentaires à la biomédecine? Ces questions sont basées sur les rapports conflictuels qui existent entre les pratiquants de la biomédecine et ceux des médecines parallèles. Les biomédecins centralisent le débat autour de la question de la légitimité scientifique des médecines parallèles; ils insistent par ailleurs sur l'efficacité de celles-ci. Il est à noter que si les opinions et les débats de nos jours ont de plus en plus tendance à ramener la question d'une institutionnalisation des médecines parallèles, ceci est basé sur le fait que le recours à cette thérapie par les patients devient de plus en plus ouvert et avoué *«(...) pendant le festival culturel Mandjara, nous avons été éduqué, au cours des séminaires et des présentations faits par des femmes et des hommes qui sont des guérisseurs traditionnels, à l'utilisation des méthodes traditionnelles qui peuvent nous servir dans plusieurs domaines, dans la vie de tous les jours; par exemple le suivi des grossesses, les accouchements, l'allaitement, les méthodes contraceptives, les soins des nouveau-nés et des enfants, etc.; nous avons ainsi pu avoir les adresses des autres guérisseurs Bafia et Bamoun.*

Avant je ne connaissais que les guérisseurs Nso' mais pendant le festival j'ai découvert plusieurs autres (...)» (femme Nso', 2012). Le festival culturel *Mandjara* a donc permis de ramener au-devant de la scène la problématique du débat conflictuel qui existe sur les questions du recours à la médecine traditionnelle comme itinéraire thérapeutique alternatif. Cette réflexion est capitale pour les *Mandjara* car elle touche de près nombreux des femmes et des hommes de cette communauté qui utilisent au quotidien la médecine traditionnelle.

3- La PNGC et le festival culturel Mandjara : regards croisés, impacts insoupçonnés

La PNGC pourrait être appréhendé comme étant un projet politique du gouvernement camerounais pour s'assurer de s'arrimer aux engagements d'égalité des sexes pris sur les scènes internationales. On pourrait donc se poser la question de savoir à qui s'adresse très particulièrement l'agenda de cette politique? En effet, nous pouvons déduire, au regard de la réalité sociale qui est celle des femmes et des hommes Mandjara, que de par la formulation de cette politique, son implémentation sied à la bureaucratie publique et privée où les accomplissements des femmes sont les plus ostensibles mais aussi où on peut aisément remarquer un engagement expansif pour les questions d'égalité des sexes (Egbe Orock 2007).

Le festival culturel Mandjara soulève l'évidence d'une nouvelle définition des interrelations ethniques au sein des communautés camerounaises. Il met aussi en exergue une manière différente d'appréhender et de tenter de comprendre les relations de genre entre les hommes et les femmes. Ces relations de genre sont inscrites dans une symbolique construite et définie à l'intérieur de chaque groupe ethnique. Ainsi, toute initiative devant résulter en des actions aux bénéfices des populations camerounaises, se devrait de décrypter ce symbolisme sous la lunette des perceptions et des représentations des communautés concernées. En insistant sur la spécificité d'une culture associative, communautaire, matérielle, nous analysons ce que sont "les rencontres", "les séminaires", "les formations", "les aides matérielles en dons et en argent", "les actions de transmission des connaissances et des savoirs locaux", et nous les nommons les «arts de faire». Ces «arts de faire» démontrent comment des femmes et des hommes modèlent leur quotidienneté et construisent leurs trajectoires de vie. Ces «arts de faire» nous racontent une histoire qui est celle des Mandjara. Ces «arts de faire» construisent un «genre Mandjarien» qui se définira, dans ce contexte, comme étant la construction

historique, sociale et culturelle des catégories du masculin et du féminin Mandjara. Cette façon d'appréhender le genre implique que soit prise en compte la notion de rôles masculins et de rôles féminins dans le sens des trajectoires de vie modulées par les contextes de vie.

Le regard croisé porté sur la PNGC et le festival culturel Mandjara met en exergue une inadéquation entre les assertions officielles de cette politique et les réalités que livrent généreusement des observations empiriques effectuées. Tel que le démontre (Andela Bambona 2012a, 2012b), les politiques publiques en Afrique sont bien souvent teintées de stéréotypes; certaines tendent à réduire les femmes de cette partie du globe terrestre à des statuts inférieurs contrairement à une réalité souvent observée. Et la formulation des politiques rendent compte d'une position légitimée par les États concernés. En effet et tel que le soutiennent (Wedel and Feldman 2005), au regard de la géopolitique et de la mondialisation qui ré-organisent la société actuelle, on observe avec une évidente clarté comment les politiques publiques participent à la façonner de manière directe ou indirecte. Puisant leur origine des gouvernements, des organisations internationales et non-gouvernementales, du secteur privé ou d'une combinaison bien agencée des institutions issues de ces différents secteurs, les politiques publiques apparaissent centrales dans l'organisation des sociétés contemporaines et sont conçues à l'intérieur des relations complexes de pouvoir qui immanquablement ont un impact sur elles et surtout sur les populations dites bénéficiaires. La présente réflexion invite à un questionnement sur la manière par laquelle les discours relatifs à ces politiques participent à maintenir cette hégémonie de pouvoir. L'ethnoanalyse des axiomes et des discours, par le biais de ceux qui sont concernés par les politiques publiques - soient-ils membres d'un groupe ethnique, d'un clan, d'une communauté ou d'une institution - fournit un excellent cadre pour examiner les impacts des politiques ainsi que leur (in)adéquation avec les réalités (Wedel and Feldman 2005).

Et c'est dans ce cadre que notre démarche contribue tant au débat politique qu'aux recherches scientifiques qui s'intéressent aux questions des politiques. Notre réflexion participe à comprendre que des hypothèses prises pour acquises et non validées par des données empiriques sont des vecteurs qui orientent les débats politiques dans certaines directions plutôt que d'autres, influencent la détermination des problèmes politiques et privilégient des solutions politiques par rapport à d'autres. En découvrant le patrimoine culturel et

philosophique des fondements d'une politique publique ainsi que les métaphores et les idéologies sous-jacentes, nous contribuons à désarticuler les hypothèses et les analogies conceptuelles qui sous-tendent la formulation des problèmes politiques (Mouchingam Mefire 2016c). Cette perspective concourt également à questionner les approches qui dominent le discours politique et les modèles économiques néo-libéraux.

Les politiques nationales, très souvent calquées sur des modèles internationaux extérieurs aux contextes locaux subissent plusieurs transformations. De nombreuses parties étant impliquées dans le processus, le résultat est souvent qualitativement différent du plan initial. De fait, comment penser que des politiques publiques destinées à des communautés locales spécifiques, puissent être élaborées à l'intérieur d'un modèle préconçu plutôt que d'être situées dans un contexte ethnographique. Notre réflexion, inscrite dans le cadre de la pensée anthropologique, n'est pas exempte d'une universalisation des approches conceptuelles; cependant nous défendons une dépendance à l'ethnographie qui participe à construire des variables axées sur des données empiriques. La création et la mise en œuvre des politiques publiques auraient tendance à suivre un processus linéaire offrant un résultat prédéterminé, et par conséquent se risquent à se heurter à de nombreux imprévus. Tentant ici de comprendre comment et pourquoi apparaissent souvent ces contradictions, notre perspective met en exergue l'influence des discours idéologiques (mondialisation, démocratisation, bonne gouvernance, égalité hommes-femmes). En plus de contribuer à l'agrandissement du spectre des connaissances, nous suggérons un correctif critique visant des modèles qui semblent fonctionner à la perfection dans les manuels mais qui ne parviennent pas toujours à produire les résultats escomptés sur le terrain.

Conclusion

Cet article démontre, en tout état de cause et compte tenu de ce qui précède, que les politiques publiques participent à déplacer le pouvoir vers de nouvelles formes de contrôle des individus, à la cristallisation d'une idéologie néo-libérale et à la construction d'une société de contrôle qui a pour projet de soumettre l'individu à une conception du monde sous un angle essentiellement matériel, individualiste, et capitaliste (Dumont 2015; Ravet 2015) parle de la *«conception utilitariste de l'être humain (...) qui fait entrer le corps social dans une*

machinerie et fabrique des individus utiles» à la surproduction et à la surconsommation. Les individus sont plongés dans un nouveau paradigme dont le concept est la gestion de leurs corps pour en faire des agents disciplinés et retranchés du cocon social, affectif et symbolique qui construit et consolide leur humanité. L'individu est incité à s'isoler de l'Autre et à se renfermer dans une bulle où les innovations technologiques lui donnent une illusion de sécurité et de confort qu'il recherche dorénavant ardemment pour combler le profond sentiment de peur et de faiblesse qui l'anime au même rythme que cette avancée technologique et l'intensification de son isolement. Son nouveau monde, celui des éloges de liberté, d'individualisme, de singularité, d'autonomie, renie l'essence fondamentale des liens sociocommunautaires et culturels, la solidarité et la cohésion sociales, la responsabilité vis-à-vis des autres. L'individu vit alors dans une intériorité, dépendant de lui-même, se suffisant par lui-même, et ne se tournant vers l'extériorité que pour combler des intérêts strictement personnels. La solidarité qui impose de s'intéresser à l'Autre et à ses besoins devient alors une marque de faiblesse à corriger et à dépasser.

Lorsque des individus et plus largement des communautés prennent conscience de ce cercle (vieux) dans lequel ils se retrouvent, leurs actions – individuelles et collectives – s'inscrivant dans une (indispensable) posture contestataire (contestatrice), remettent en cause l'ordre établi et la conception de l'être humain qui veut faire de lui un être insécurisé et asocial. De telles initiatives ouvrent la voie à la nécessaire contestation de la liberté, de l'individualisme, de la singularité, de l'autonomie qui non seulement ne préservent pas les individus de la peur de l'Autre et du monde, mais au contraire accentuent ce sentiment et impliquent de se détacher des liens qui consolident la collectivité. On peut espérer que de telles démarches puissent concourir à délier l'individu de sa dépendance envers les innovations techniques et technologiques qui le maintiennent sous l'emprise d'une logique marchande dont il en est devenu un maillon capital de la chaîne de production et de consommation. Et tel que le confirme (Ravet 2015) *«le progrès technique étant là pour veiller sur lui, corriger ses faiblesses, coloniser et civiliser la part «sauvage» de son être, reliquat d'une histoire périmée (...) Ainsi, dans cette conception hyperindividualiste de l'être humain, et derrière cette «liberté» de faire de notre corps ce que nous en voulons, se profile en même*

temps la fabrication d'un conformisme social où la pluralité, l'altérité humaine ainsi que le monde apparaissent fondamentalement comme des menaces à un «moi» désincarné».

L'histoire des Mandjara relate les réalités de vie des communautés camerounaises. Partir pour le terrain en Afrique et notamment au Cameroun donne d'observer des communautés qui prennent conscience des défis auxquels elles sont confrontées. Reprenant confiance en elles, elles choisissent de s'unir et de compter sur leurs forces intrinsèques pour changer et maîtriser leur avenir. Ceci concerne plusieurs milliers d'autres groupes ethniques (qu'on observe aussi aisément dans d'autres parties du continent) qui décident de re-mettre en valeur leurs ressources matérielles, financières, sociales et culturelles insoupçonnées, pour initier et développer de nombreuses activités. Ces entreprises concourent entre autres à améliorer les relations entre les sexes et entre les générations, et aussi à établir un contre-pouvoir face à l'État (parfois inactif) et aux interventions extérieures.

L'originalité de cet article est d'avoir côtoyé de très près des acteurs et des actrices et de restituer le plus fidèlement possible leur parole et leurs réalisations. En quelque sorte ce sont eux qui s'expriment ici tout en écrivant leur avenir. En effet, la créativité des personnes naît des contraintes auxquelles elles sont soumises, et il serait difficile qu'il y ait un authentique progrès qui ne soit enraciné dans la tradition. La tradition communautaire pourrait et devrait donc servir de fondement à une modernité associative et coopérative.

Remerciements : Chaleureux et sincères remerciements à Monsieur Henri Ntoupindi et au Dr Eric Nguwuo' Petuenju' pour leur disponibilité et leur rigueur à la relecture des multiples versions de cet article.

Notes de fin

1 Cette informatrice fait référence à la reine Bamoun nommée Njapdunke qui assumait la régence du royaume Bamoun lorsque son fils, le Roi Njoya, 17^e Roi de la dynastie des Bamoun, alors âgé de trois (3) ans, accéda au trône après la mort de son père le Roi Nsangou. Cette reine régna jusqu'à ce que son fils atteigne l'âge adulte pour prendre la relève.

2 ASMA DLA a été légalisée le quatre Juin 2012 par les autorités compétentes de la ville de Douala. Douala est le chef-lieu de la région du Littoral qui compte parmi les dix régions du Cameroun. ASMA DLA ambitionne de créer des antennes dans les neuf autres régions. Ceux-là serviront de relais entre elle et les regroupements de femmes installés hors de sa zone.

3 Améliorer la perception de l'éducation et de la scolarisation des filles au niveau des familles et des communautés, notamment dans les ZEP et le milieu rural; Renforcer les actions destinées à l'élimination des gaps entre filles et garçons dans le domaine scolaire à tous les niveaux et à la scolarisation non-discriminatoire des filles et des garçons; Réduire le taux de déperdition scolaire touchant les filles; Réduire de 35% à 10% le taux d'analphabétisme et d'illettrisme des femmes; Favoriser l'accès des filles et des femmes aux TIC, et aux formations professionnelles.

4 I.E.C/C.C.C. en direction des communautés et des familles sur l'importance de l'éducation de la fille; renforcement du partenariat entre les milieux scolaires, les familles, les communautés, les leaders d'opinion pour une meilleure prise en charge de la scolarisation des filles; inscription de l'approche genre dans les curricula de formation à tous les niveaux; lutte contre les stéréotypes sexistes dans les manuels et pratiques scolaires; renforcement de la mise en place des télé-centres communautaires; promotion de l'alphabétisation fonctionnelle; renforcement des capacités en TIC; partenariat avec les Associations, ONG et autres parties prenantes en vue de développer et mettre en œuvre des stratégies visant à accroître la participation des filles/femmes dans des initiatives à caractère scientifique; renforcement des mesures incitatives pour l'accès des filles et des femmes à l'éducation; mise en place des clubs genre dans les établissements d'enseignement à tous les niveaux; valorisation des orientations spécifiques des femmes en matière d'éducation; Développement des partenariats.

5 «L'enseignement traditionnel demeure un sérieux concurrent pour l'éducation moderne» affirme Benjamin Nancy et Mbaye Aly (2012).

6 Réduire au moins de 50% le taux de mortalité maternelle; Ramener le taux de prévalence du VIH/SIDA chez les femmes à un niveau résiduel (1%); Assurer la prise en charge globale des femmes et des jeunes filles enceintes infectées; Assurer l'éducation sanitaire et nutritionnelle des femmes et des jeunes filles; Réduire d'un tiers le taux de mortalité maternelle due au paludisme; Améliorer de 10% la prévalence contraceptive des femmes en âge de procréer; Assurer l'implication des hommes et des garçons dans la prise en charge communautaire des questions de santé de reproduction et du VIH-SIDA/IST.

7. IEC/CCC en matière de santé de la reproduction et de la nutrition; Mutualisation des soins médicaux en faveur des femmes et des jeunes filles, notamment les femmes enceintes; Intensification des campagnes de lutte contre le paludisme, le VIH et les autres maladies; Plaidoyer en faveur de la construction d'infrastructures routières vers les formations sanitaires; Coopération avec les ONG traitant de la mortalité maternelle; Prise en compte des besoins spécifiques genre en matière de VIH/SIDA; Responsabilisation des hommes dans la prise en charge des problèmes de santé de reproduction.

Bibliographie

Agamben, Giorgio

1997 Homo sacer: Le pouvoir souverain et la vie nue. Paris: Éditions du Seuil.

Apthorpe, Raymond

1997 Writing development policy and policy analysis plain or clear. Anthropology of Policy: Perspectives on Governance and Power: 34.

Augé, Marc

1992 Introduction à une anthropologie de la surmodernité. Paris: Éditions du Seuil.

1994a Le sens des autres. Actualité de l'anthropologie. Paris: Fayard.

1994b Pour une anthropologie des mondes contemporains. Paris: Editions Aubier

Baba-Moussa, Abdel Rahamane

2012 Les réformes de l'éducation en Afrique. Quelle articulation entre l'éducation formelle et l'éducation non formelle? Réflexion à partir du cas béninois. *Perspectives en éducation et formation* 1: 113-124.

Andela Bambona, Sylvie Laure

2012a European women, African women and world war II in Cameroon, 1914-1915. *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains* (248): 27-44.

2012b Coloniales et résistance antinazie au Cameroun, 1939-1945. Yaounde: CamPuce [en ligne] consulté le 10 septembre 2016. URL: <http://eprints.campuce.org/id/eprint/25>.

Benjamin, Nancy, et Ahmadou Aly Mbaye

2012 Les entreprises informelles de l'Afrique de l'ouest francophone. Paris, New York: Agence Française de Développement, Banque Mondiale.

Benoist, Jean

1981 Sur la contribution des sciences humaines à l'explication médicale. *Anthropologie et sociétés* 5(2): 5-15.

1996 Soigner au pluriel: essais sur le pluralisme médical. Paris: Karthala.

Bordes, Véronique

2012 L'éducation non formelle. *Les dossiers des sciences de l'éducation* 28: 7-11.

Capdeville-Zeng, Catherine

2014 Comparaison des modes d'éducation passés et contemporains en Asie (Inde, Asie du Sud-Est, Chine). *L'Homme* 2(210): 91-110.

de Certeau, Michel

1980 L'invention du quotidien, tome 1 : Arts de faire. Paris: Union générale d'éditions.

Charlier, Bernadette

2013 Apprendre au-delà des frontières: entre nomadismes et mobilités. *Savoirs*(2): 61-79.

Cristol, Denis et Anne Muller

2013) Les apprentissages informels dans la formation pour adultes. *Savoirs* (2): 11-59.

Lavigne Delville, Philippe

2014 Expertise socio-anthropologique et politiques publiques. [en ligne] consulté le 10 septembre 2016. URL: <https://anthropo-impliquee.org/2014/09/30/expertise-socio-anthropologique-et-politiques-publiques/>.

Dumont, Louis

2015 Essais sur l'individualisme. Une perspective anthropologique sur l'idéologie moderne. Paris: Éditions du Seuil.

Egbe Orock, Rogers Tabe

2007 Gender equality—whose agenda? Observations from Cameroon. *Development in Practice* 17(1): 93-97.

Foucault, Michel

1986 La gouvernementalité in Michel Foucault. *Actes* (54): 6-15.

1994 La gouvernementalité. *Dits et écrits* 3: 635-657.

Hannah, Arendt.

2005 Les origines du totalitarisme, t. 3. Le système totalitaire, Paris: Éditions du Seuil.

Mbassa Menick, Daniel

2016 Impact de la culture dans la transmission des valeurs à l'enfant en pratiques éducationnelle, familiale et sociale en Afrique. *Neuropsychiatrie de l'Enfance et de l'Adolescence* 64(1): 36-45.

Mboudj-Pouye, Aïssatou

2013 Le fil de l'écrit: une anthropologie de l'alphabétisation au Mali. Lyon: ENS éditions.

Mouchingam Mefire, Laurentine

2003 Les enjeux de l'éducation pour la femme Bamoun illettrée, en vue de son insertion sociale dans la ville de Yaoundé. Mémoire de Maîtrise (M.Sc.), Université Catholique d'Afrique Centrale.

2016a Genre et santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes Mandjara. Article soumis pour publication.

2016b Travaux de thèse en vue de l'obtention d'un PhD en anthropologie, sous les directions du Professeur Gilles Bibeau et de la Professeure Bilkis Vissandjée, Université de Montréal, Canada.

2016c Cameroon and the gender issue. Article soumis pour publication.

Paré-Kaboré, Afsata

2013 L'Éducation traditionnelle et la vie communautaire en Afrique: repères et leçons d'expériences pour l'éducation au vivre-ensemble aujourd'hui. *McGill Journal of Education/Revue des sciences de l'éducation de McGill* 48(1): 15-33.

Ravet, Jean-Claude

2015 Le biopouvoir et l'utilitarisme. *Relations* (776): 23-24.

S.M. Mbombo Njoya, Ibrahim

2011 Message de Sa Majesté le Sultan Ibrahim Mbombo Njoya, roi des Bamoun. Les grandes retrouvailles –Mandjara –The great reunion : 9.

S.M. Mouthé à Bidas, Camille

2011 Message de Sa Majesté et Patriarche des Bafia, Mouthé à Bidas Camille. Les grandes retrouvailles –Mandjara –The great reunion : 13.

S.M. Mbinglo I^e, Sehm

2011 Le message de Sa Majesté Sehm Mbinglo I^e, Chef Supérieur des Nso. Les grandes retrouvailles –Mandjara –The great reunion : 11.

Shore, Cris

2012 Anthropology and public policy. The Sage handbook of social anthropology: 89-104.

Shore, Cris et Susan Wright

1997a. Anthropology of Policy: Critical perspectives on Governance and Power, London, UK: Routledge.

1997b Policy: A new field of anthropology. *Dans* Anthropology of Policy: Critical perspectives on Governance and Power. C. Shore et S. Wright, dirs. Pp.3-39. London, UK: Routledge.

Tsehay, Rachel Solomon

2013 Choix d'écoles à Djibouti. Une liberté sous contraintes? Cahiers d'études africaines 212(4): 813-838.

2014 La gestion des conflits culturels inhérents au choix éducatif à Djibouti: entre dénégalation, défense et interculturel. Education et sociétés (1): 79-95.

Wedel, Janine R. et Gregory Feldman

2005 Why an anthropology of public policy? Anthropology Today 21(1): 1-2.

Wedel, Janine R., Cris Shore, Gregory Feldman and Stacy Lathrop

2005 Toward an anthropology of public policy. The annals of the American Academy of Political and Social Science 600(1): 30-51.

Chapitre 8 Article 3 : Genre et Santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes *Mandjara*

Title : Gender and health issue in Cameroon, anthropological intervention in the patient-doctor relationship : the case of Mandjara women

Auteurs:

Laurentine Mouchingam Mefire, Department of Anthropology, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8, [auteur pour correspondance]

Professeur Bilkis Vissandjée, Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal, 2375, chemin de la Côte-Ste-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1A8.

Professeur Gilles Bibeau, Department of Anthropology, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8.

Mots clés : Mouchingam Mefire; Mandjara; altérité; relation soignant-soigné; anthropologie; femmes et genre ; ritualisation ; Afrique-subsaaharienne.

Keywords : Mouchingam Mefire; Mandjara; otherness; doctor-patient relationship; anthropology; women and gender; ritualization; Sub-Saharan Africa.

Résumé :

Le milieu hospitalier est un lieu de rencontre pluriel entre ceux qui sont en santé et ceux qui sont en quête de santé. C'est la scène où se joue le théâtre de la relation entre les biomédecins et «leurs» soignés. Cette relation passe tour à tour par des moments de négociation, des consensus, des accords et des désaccords, au rythme de l'évolution de la réalité sociale de notre époque. Une étude ethnographique réalisée au cours des dernières années a permis de questionner la relation gynécologue/femme enceinte (femme issue de la communauté Mandjara du Cameroun) dans un cadre pluriel hospitalier plongé au cœur de la modernité

urbaine de la ville de Yaoundé. Les choix des acteurs concernés, le cadre socio-temporel de l'hôpital, les pratiques quotidiennes, sont les matériaux pour interroger et discuter la reconnaissance (et peut-être pas) de l'Autre – en l'occurrence le soigné – comme acteur à part entière du cadre d'interaction de la relation. Un examen des conditions structurelles et situationnelles permettra d'appréhender l'émergence des rapports (d'accord ou de désaccord) entre les soignants et les soignés dans l'environnement pluriel de l'hôpital, et de mieux cerner et tenter de comprendre la diversité des normes et des valeurs qu'on retrouve dans ce cadre. Une réflexion est menée sur les conditions d'émergence d'une normativité plurielle inscrite dans une perspective anthropologique.

Abstract:

The hospital environment is a plural meeting point for healthy people and those in search for good health. This is the scene where the relationship's theatre between biomedical doctors and «their» patients is played. Such relationship simultaneously goes through moments of negotiation, consensus, agreements and disagreements, following the evolutive social reality of our era. An ethnographic study carried on during the recent years allowed to question the relationship between gynecologists and pregnant women (from Cameroon's Mandjara ethnic group) in a plural hospital context immersed in Yaounde city's urban modernity heart.

The choices of the relevant actors, the socio-temporal hospital scope and the daily practices constitute the materials for questioning and discussing the recognition (or not) of the Other – namely the patient – as a full actor of the relationship interaction framework. Therefore, an examination of the structural and situational conditions would permit to grasp the emergence of relationships (of agreement or of disagreement) between doctors and patients within the hospital plural environment, as well as attempting to comprehend and better defining the diversity of norms and values found in this area. Thus, considerations on the conditions for the emergence of a plural normativity, from an anthropological perspective, is now underway.

Introduction

Pour que l'expérience clinique fût possible comme forme de connaissance, il a fallu toute une réorganisation du champ hospitalier, une définition nouvelle du statut du malade dans la société et l'instauration d'un certain rapport entre l'assistance et l'expérience, le secours et le savoir ; on a dû envelopper le malade dans un espace collectif et homogène.

(Foucault 1963)

La scène se déroule un jour ordinaire, ensoleillé, radieux. Henriette est face à son gynécologue traitant dans le bureau de ce dernier : «*Madame, votre grossesse ne pousse pas; on va vous faire un curetage*» dit celui-ci. «*Mais Docteur, c'est quoi un curetage? Et pourquoi ma grossesse ne pousse pas?*» répond Henriette. Avec un soupir non dissimulé, d'ennui et d'exaspération il lui réplique : «*Madame, je vous dis qu'on va vous faire un curetage; allez voir les infirmières dehors là-bas; elles vont vous dire combien ça coûte pour faire un curetage; au lieu de rester là à me poser les questions*». «*Mais Docteur...* » essaye Henriette de renchérir. «*Madame, levez-vous, s'il vous plait, je suis pressé, il y a des femmes qui attendent dehors...*». Henriette se lève, toute tremblante et sort du bureau de son gynécologue. Plutôt que d'aller voir les infirmières, tel qu'il l'avait prescrit pour qu'un curetage s'en suive et qu'on évacue la grossesse naissante en elle⁷⁰, Henriette décide alors de changer de gynécologue. Et neuf mois plus tard, elle aura mené sa grossesse à terme et accouchera d'un garçon.

Henriette est une femme issue de la communauté Mandjara et plus précisément du groupe ethnique Bamoun. La réalité sociale vécue par Henriette concerne la société camerounaise toute entière car ce qui lui est arrivé pourrait également se produire dans la vie de n'importe

⁷⁰ Ce que les infirmières auraient très certainement appliqué vu que l'ordre viendrait directement d'un médecin. Il faut préciser qu'on moment de l'enquête, la nouvelle venait d'être annoncé dans les médias que le gynécologue dont il est question venait d'être nommé à un haut poste de responsabilité dans le domaine médical.

quelle autre femme camerounaise. Ceci justifie donc la motivation fondamentale d'avoir nourri une réflexion sur l'applicabilité des modèles conceptuels d'inspiration anthropologique pour une relation de soin efficace (entre les gynécologues et les femmes enceintes) en milieu hospitalier.

Les enjeux et les interrogations sur la relation entre les soignés et les soignants de la médecine des hôpitaux sont au cœur d'un ensemble de travaux qui couvrent divers champs de la recherche en sciences sociales aujourd'hui (Fortin et Dorval 2016 ; Escobedo 2016 ; Chazot et al. 2016 ; Péters 2016 ; Bibeau 2010, 2013 ; Fortin 2013 ; Fortin et Knotova 2013 ; Vidal 1994, 2010).

L'anthropologue notamment, fait face à une urgence intellectuelle de rechercher les sens qu'accorde chacun des protagonistes à cette relation, naturellement asymétrique. L'anthropologue s'efforce donc d'en saisir les coordonnées culturelles afin de comprendre l'origine de la conception de la santé, de la maladie et de la mort, qui se trouve reconstruite dans le rapport qu'induit la consultation.

Au-delà de l'opération technique que constitue le travail de ces gynécologues, s'institue une relation pragmatique. Celle-ci est constituée d'une quantité de signaux au détour desquels se fonde cette relation et à partir desquels le soigné (femme enceinte) et le soignant (gynécologue) élaborent chacun ses propres outils d'interprétation de celle-ci.

Dans cette perspective, notre questionnement se résume ainsi : *comment le soigné et le soignant organisent-ils chacun sa perception de la relation de soin?* Au-delà du progrès technique qui a rendu l'acte médical plus visible et valorisant que la relation, l'idée ici est de rechercher comment la patiente, qui se rend à l'hôpital, vit sa relation vis-à-vis de l'institution et du praticien qui la reçoit.

En soulignant que le terme anglais «*cure*» qui signifie en français *traitement* et *guérison* vient de «*care*»; le psychanalyste Winnicott (Winnicott et Bost 1988) note à ce sujet que selon le cas, le médecin est tantôt un technicien (*cure*) et tantôt un travailleur social (*care*). Tout le problème devient alors de rendre compte dans le cadre d'une classification structurante des particularités de ces situations.

L'apport scientifique de notre réflexion s'inscrit dans «*la contribution potentielle de l'anthropologie à la construction d'une clinique ancrée dans l'anthropologie*» (Bibeau et Vidal 2008). Considérant la nécessité pour la pratique clinique, quel que soit son milieu d'intervention (soit-il africain ou occidental), de prendre en compte les caractéristiques socio-culturelles des populations consultantes, nous pensons que la pratique clinique arriverait à développer une dimension anthropologique si elle parvenait à appliquer les trois modèles conceptuels et opérationnalisables à savoir le «*patient-centred clinical model*», le *modèle culturaliste*, et le *modèle social*.

Et pour ce faire l'anthropologie en est la pierre angulaire car peut aider à mettre en pratique une approche transdisciplinaire au-delà de l'approche multidisciplinaire (Morin 1990). Le «*patient-centred clinical model*» est composé des éléments ci-après : l'exploration des attentes de la personne malade et de son expérience de la maladie ; la prise en compte de la personne totale, dans toutes ses dimensions ; la recherche d'un «*common ground*» entre le thérapeute et la personne souffrante, à travers la communication ; la promotion de la santé en s'attardant à parler de l'évolution du problème et du retour à la santé ; et l'établissement d'une relation significative entre le soignant et le soigné (Lor et al. 2016 ; Wilberforce et al. 2016 ; Wyrwich 2016 ; Butler et Freedy 2016 ; Olesen 2003 ; Frenkel et Borkan 2003 ; Little et al. 2001 ; Henbest et Fehrsen 1992 ; Levenstein et al. 1986 ; Brown et al. 1986).

Le modèle culturaliste s'ancre dans trois notions au cœur de tout processus de guérison. Ce sont les notions de récit, de sens et de non-sens, et de représentations culturelles. C'est du statut de la parole de la personne malade et de son entourage dont il est question, de la

manière de dire la souffrance, de la mettre en mots et en récits (Ricoeur 1985, 2013 ; Good et al. 1998 ; Bibeau et Corin 1995a, 1995b ; Good et Good 1993 ; Good et al. 1993 ; Corin et al. 1993 ; Pandolfi 1993 ; Corin et al. 1992 ; Kleinman 1988 ; Eco 1985).

Le modèle social pour sa part examine prioritairement les variables sociales, économiques et familiales des personnes consultantes. Il met en avant les éléments de la socialité dans une pratique clinique à orientation sociale (Bibeau 1984, 2005).

En soutenant que les déterminants de la relation entre les gynécologues et les femmes Mandjara enceintes prises en charge à l'Hôpital Général de Yaoundé⁷¹, sont à la fois sociaux, économiques, politiques, et culturels, nous tentons de saisir les itinéraires thérapeutiques, la perception et la signification de cette relation, en particulier à travers sa manifestation rituelle. Et celle-ci nous apparaît comme doublement gênée par la sémantique d'un système relationnel construit autour d'un grand nombre d'oppositions historiques, thérapeutiques, voire intellectuelles et culturelles. En particulier, le cadre de l'interaction de la consultation médicale nous apparaît comme le lieu où s'actualisent de façon plus visible ces oppositions dont les singularités ritualistes illuminent les handicaps. Aussi est-ce autour de l'interactionnisme symbolique (Goffman 1974), l'individualisme méthodologique (Boudon 1977; Boudon et Fillieule 2012), le culturalisme (Benedict 1934; Linton 1945), que nous nourrissons notre réflexion.

⁷¹ La raison du choix de cette institution hospitalière résulte du fait que la rencontre entre Henriette et son gynécologue s'est déroulée au sein d'un hôpital de référence du Cameroun. De ce fait, pour une meilleure compréhension et analyse de la relation de soin, la nécessité d'une remise en contexte s'est imposée.

Quelles sont les motivations du choix d'une structure hospitalière des femmes Mandjara enceintes?⁷²

Plusieurs raisons prévalent dans le choix d'une structure de soins pour une consultation et/ou pour le suivi d'une grossesse. En règle générale, les patientes choisissent elles-mêmes la structure dans la laquelle elles souhaiteraient aller en fonction des affinités qu'elles ont avec le personnel soignant et/ou administratif. Certaines sont conseillées ou orientées par des relations personnelles (amicales, familiales, professionnelles). D'autres peuvent être référées dans un hôpital par leurs médecins traitant selon la pathologie qu'elles présentent. Quoi qu'il en soit, les raisons sont multiples et varient toutes d'une patiente à une autre. Voici ci-dessous quelques témoignages issus de l'enquête de terrain pratiqué à l'Hôpital Général de Yaoundé (HGY).

Référence : *«Nous avons connu l'HGY parce que nous avons été référé en 2011 pour voir un neurochirurgien, et référé en 2013 pour voir un gynécologue. »* (Odette, 60 ans, Cultivatrice). Très souvent aussi, les médecins dans d'autres formations sanitaires, réfèrent leurs patientes à l'HGY : *«J'ai connu l'HGY à travers un médecin ; j'avais un problème gastrique, un problème d'estomac, et un médecin m'a conseillé de venir ici à l'HGY, et c'est comme ça qu'on m'a ouvert un dossier ici»* (Christine, 34 ans, Enseignante).

Relation de famille : Certaines patientes sont allées l'HGY sous l'influence de leurs relations familiales, bien que parfois elles consultaient déjà dans d'autres hôpitaux : *«Ça fait 15 ans que je viens à l'HGY ; j'ai connu l'HGY par ma belle-mère ; c'est elle qui m'a introduite ici car elle y travaille ; à l'époque je faisais mes consultations à la PMI⁷³ centrale, et en 2010 ma belle-mère m'a dit de venir ici à l'HGY ; elle a trouvé qu'ici c'est plus pratique et le service est mieux rendu»* (Mireille, 32 ans, Ménagère).

Relation amicales : Les relations amicales contribuent également pour beaucoup dans les critères de choix d'une structure de soins : *«C'est une amie et sœur qui m'a conseillée l'HGY ;*

⁷² Il est important de mentionner qu'il n'y a pas que les femmes qui vont en consultation gynécologique ; les hommes s'y rendent également pour diverses raisons ou maux. La présente étude s'est limitée aux expériences de vie des femmes.

⁷³ PMI : Prévention Maternelle et Infantile

elle m'a dit que là-bas c'est bien, qu'on consulte bien, et qu'on prescrit les bons médicaments» (Henriette, 35 ans, Ménagère).

Proximité physique : Si pour certaines la proximité les influence moins dans le choix de la formation sanitaire à consulter, pour d'autres il s'agit d'un critère fondamental : *«En 2001 j'ai eu un incident malheureux ici à l'HGY, on a laissé sortir ma mère sous prétexte que ses 3 jours d'hospitalisation étaient dépassés, alors qu'elle n'était pas guérie, et elle est allée décédée au CHU⁷⁴ ; malgré cela, je consulte toujours à l'HGY car c'est plus proche de mon habitation ; j'ai une voiture bien sûr mais parfois elle n'est pas disponible et je ne suis donc qu'à un taxi de l'HGY. »* (Christine, 34 ans, Enseignante). Une autre a confié : *«J'ai choisi l'HGY tout simplement parce que c'est l'hôpital le plus proche de mon lieu d'habitation»* (Lucie, 34 ans, Assistante de direction).

Affinités avec le personnel soignant : Il y a des patientes qui ont des affinités particulières avec les médecins et qui malgré certains désagréments, continuent de fréquenter l'HGY : *«J'ai été aussi encouragé à revenir à l'HGY parce qu'il se trouve que le gynécologue que je consulte c'est une amie à moi»* (Christine, 34 ans, Enseignante).

Choix personnel : Il y en a qui ont opté personnellement de se faire consulter à l'HGY : *«C'est mon choix personnel de venir consulter à l'HGY parce que je me disais qu'il y a des spécialistes ici; avant j'étais à l'Ouest⁷⁵, et quand je suis arrivée à Yaoundé, j'ai dit à mon mari que je vais aller à l'HGY»* (Hortense, 25 ans, Chercheuse d'emploi).

Tel qu'il apparaît ci-dessus, nous comprenons que les différentes motivations qui guident les femmes Mandjara enceintes (et/ou désirant une grossesse) dans le choix de la structure de soins, ont leur part d'influence dans la relation de soin. Elles structurent, et en quelque sorte, orientent même le processus de cette relation. Nous dirons même, pour certains cas, que c'est le point de départ de cette relation.

⁷⁴ CHU : Centre Hospitalier et Universitaire

⁷⁵ L'Ouest fait partie de l'une des dix régions du Cameroun.

Itinéraires thérapeutiques des femmes Mandjara enceintes et/ou désirant une grossesse

L'itinéraire thérapeutique d'une patiente peut se définir comme le parcours thérapeutique qu'emprunte cette dernière dans la quête des soins de santé. Dans le contexte camerounais où nous avons mené notre enquête, lorsqu'une malade recourt aux soins, elle a le choix entre différentes options. Elle est au milieu d'un réseau thérapeutique où coexistent médecine des hôpitaux, médecine traditionnelle, pharmacies officielles, pharmacies de la rue, etc. Elle est donc susceptible d'être utilisatrice des services de ces différentes thérapies alternativement et/ou simultanément. Cependant, le caractère officiel de la biomédecine lui confère une reconnaissance et une utilisation universelles. Et même dans le choix de cette médecine, les patientes se retrouvent très souvent à parcourir plusieurs hôpitaux, continuellement à la recherche d'une meilleure prise en charge, et d'une réponse à leur mal-être pour entrer dans le sillage de la pensée de Jean-Charles Crombez (2002, 2006)

Les concepts de «guérison» et de «maladie» étant différents selon le soignant et le soigné, notre sujet a analysé la prise en compte des savoirs locaux par les personnels soignants dans le processus thérapeutique. Considérant le contexte africain et les multiples détours thérapeutiques qu'effectuent très souvent les malades, l'on ne saurait étudier la relation thérapeutique à l'hôpital sans s'attarder quelque peu sur la place de la médecine traditionnelle.

La médecine traditionnelle fait partie intégrante du vécu de bon nombre de patientes, quand bien même celles-ci se dirigeraient vers la médecine des hôpitaux. À ce sujet, nous nous sommes intéressés à savoir si les médecins, dans la prise en charge médicale, intègrent quelquefois les données locales liées aux conceptions et représentations que se font les patientes de leur état de santé. Tous les médecins interviewés sont unanimes sur la question, et ce de manière irréversible. Voici les propos de l'un : *«Jamais je ne fais référence à la médecine traditionnelle, ni dans le diagnostic, ni dans le traitement ; je suis un homme de science à part entière, je le reste et je compte bien le rester ; même si une femme me dit qu'elle pense qu'on l'a attachée au village pour ne pas accoucher, je lui dis que moi je suis médecin et je fais de la médecine ; alors je la soigne avec les notions de la médecine que j'ai apprises à l'école, et si elle est venue me voir, alors qu'elle laisse ses suppositions et suive mon traitement»* (Propos d'un gynécologue).

Cette affirmation rappelle les deux conceptions opposées de la maladie et de la guérison que sont celles du patient et du médecin. Didier Fassin a étudié les différents sens de la maladie et a relevé que le français dispose d'un seul mot – *maladie* – là où l'anglais peut en utiliser trois – « *illness*, *disease*, et *sickness* » (Fassin 1992 ; Fassin et Jaffré 1990). Cette constatation linguistique a conduit plusieurs auteurs à en tirer des conséquences théoriques pour l'anthropologie médicale. La distinction entre les trois sens de la maladie (selon les Anglo-Saxons) est nécessaire à prendre en compte dans la relation thérapeutique car, ce qu'exprime le malade (ce qu'il manifeste et ce qu'il demande) s'inscrit dans un registre différent de ce que sait le thérapeute (de la maladie en général, et de son malade en particulier). Ainsi, les femmes stériles consultent-elles souvent pour des douleurs abdominales ou des symptômes diffus qui ne sont que la traduction dans leur corps d'une souffrance morale; ressentant des troubles qui ne laissent pas de traces sur les examens biologiques et radiographiques elles finissent, au terme des consultations et d'explorations au cours desquelles le problème de la stérilité n'est jamais posé en tant que tel, par être considérées comme non malades (quand on ne les taxe pas d'hystérique). Dans ce cas, la maladie du sujet ne trouvant pas sa place dans les cadres nosographiques du médecin, ne reçoit ni le soulagement, ni même la reconnaissance sociale (Wamba 2014 ; Fortin et al. 2016 ; Canguilhem 1966, 1978).

En effet, les multiples itinéraires thérapeutiques dans lesquelles s'engagent les patientes confirment qu'il existe une différence entre l'idée de guérison du patient et l'idée de guérison du médecin. Le corps médical, dans bien des cas, a une conception de la maladie exclusivement axée sur les données de la médecine et/ou basée sur des expériences scientifiques. Tandis que le patient, bien des fois, attribue sa maladie aux causes magico-religieuses. La guérison est une valeur biologique pour le médecin tandis qu'elle apparaît être une valeur existentielle pour le malade. Selon la représentation que se fait le malade de la maladie et de la guérison, il continue de vivre avec l'appréhension d'une récurrence, bien qu'il soit cliniquement déclaré guéri, pour entrer dans le sillage de la pensée de Guillaume Le Blanc (2006). Il est à noter que les biomédecins – dont la plupart restent encore hostiles aux recours thérapeutiques des médecines parallèles – font partie d'une société où les membres de leurs familles, leurs ami(e)s, leurs connaissances, relations et collègues sont des usagers –

parfois réguliers – des médecines parallèles. Bien des fois, certains biomédecins recourent officieusement aux médecines alternatives dans une optique de diagnostic et/ou de traitement. Ce dilemme, à notre avis, pourrait s'expliquer et se comprendre au regard d'une pratique médicale (celle en milieu hospitalier enfermé dans un carcan de normes et de règlements) qui s'est jusqu'alors enseigné et appliqué suivant un modèle qui intègre très peu les réalités socioculturelles de son contexte. Besoin est alors d'une reformulation épistémologique du cadre d'application de la pratique clinique; et dans cette perspective les modèles « *patient-centred clinical model* », *modèle culturaliste*, et *modèle social* nous semble adéquats.

La ritualisation de la relation entre les gynécologues et les femmes Mandjara enceintes

La ritualisation participe des habitudes, des coutumes, des manières de faire et des savoir-faire propres à une population donnée, à l'exemple du corps médical. Le corps médical appartient à une culture qui est sienne, investit de normes, de mœurs, de pratiques et de valeurs, qui d'une certaine façon, définissent un rituel. Nous sommes ici en présence du concept d'*Habitus* de Bourdieu (1987). Nous avons essayé dans ce cas d'étude de voir comment se construit la relation thérapeutique à travers ce rituel.

La relation thérapeutique s'établit dans une formation sanitaire entre la patiente et le soignant. Ainsi, le cadre dans lequel les interactions se déroulent a un impact fondamental sur la relation c'est pourquoi il nous a paru indispensable de le mettre en exergue. Le voici ci-dessous en image :

La patiente arrive au sein de la structure hospitalière et est d'abord reçu à la guérite (photo 01).



Photo 01 : Arrivée et sortie des patientes à l'HGY. Cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY

Ensuite, elle est reçue au hall de l'hôpital (photo 02) pour obtenir des renseignements et informations afin de savoir comment s'orienter :



Photo 02 : Des patientes se renseignant au hall de l'HGY. Cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY

Après le hall d'entrée, la patiente est reçue à la vitrine du service d' "Accueil et enregistrement" (photo 03) pour demander à rencontrer un médecin.



Photo 03: Des patientes reçus à la vitrine du service "Accueil et Enregistrement". Cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY

Elle doit attendre à ce service pour qu'on lui sorte son dossier médical et lui remette un numéro de passage auprès du médecin (photo 04).



Photo 04 : Des patientEs attendant leur dossier médical au service "Accueil et Enregistrement". Cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY

Une fois le dossier médical sorti et transmis au service des consultations externes, la patiente doit aller auprès des infirmières (photo 05) pour se faire prendre les paramètres (poids, tension, température).



Photo 05 : Infirmière et aide-soignant attendant les patientes pour leur prendre les paramètres. Cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY

La salle d'attente du service de gynécologie fait partir des étapes à franchir avant que la patiente ne soit reçue par le gynécologue (photo 06).



Photo 06 : Patientes assises dans la salle d'attente du service de gynécologie, cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY

La fin du parcours se trouve à l'intérieur du cabinet de consultation (photo 07).



Photo 07 : *Box de consultation du service de gynécologie à l'HGY. Cliché Laurentine Mouchingam M., 2013, HGY*

À travers cette description du cadre d'interaction entre les gynécologues et les femmes Mandjara enceintes, nous essayons de démontrer comment ce cadre façonne et conditionne la relation thérapeutique. La configuration de la salle telle que le présentent les images ci-dessus permet de voir comment sont positionnés les médecins et leurs patientes durant une consultation. En tant que chercheur-observateur, nous étions assis sur une chaise derrière le médecin et face au malade. Avec un regard d'anthropologue, nous avons observé que la table qui sépare le médecin de la patiente crée de la distance entre eux. Cette distance a un effet psychologique car de prime abord elle positionne les deux sur un terrain inégal très peu propice à aller à une causerie informelle. Cette distance est entretenue par le fait que le soignant est assis devant une table dont il est le seul à s'en servir pour prendre des notes tout en posant des questions, tandis que la patiente est en face de lui pour répondre à ces questions. Dans la plupart des cas, la patiente tient son sac à main sur ses genoux, ne s'octroyant pas le droit de le poser sur la table ; à certains moments elle l'y dépose le temps que le médecin

l'ausculte sur le lit, et dès qu'elle retourne s'asseoir le reprend. Dans d'autres cas elle le dépose sur la chaise près d'elle ou le donne, éventuellement, à son accompagnateur. Tout cet aspect comportemental dénote, à notre avis, du respect que la patiente éprouve à l'endroit de son médecin et de «l'espace privé» de ce dernier, mais également laisse percevoir la gêne voire la peur de celle-ci vis-à-vis du médecin, «Homme de science». L'attitude de la patiente pourrait laisser penser qu'elle a peur de contrarier le médecin. Bien que ce soit le contraire qui devrait être le plus envisageable car la patiente est un malade qui a besoin qu'on prenne soin d'elle, il est important de relever que pour une relation thérapeutique optimale, les émotions du médecin (ou de tout autre thérapeute) devraient également être pris en compte car très souvent ils/elles sont prisonniers d'un système hospitalier qui les conditionne.

Ce cadre des interactions entre les gynécologues et les femmes Mandjara enceintes a un impact fondamental sur la relation thérapeutique car il la structure, la façonne, la délimite. L'accueil, l'enregistrement, la prise de paramètres, l'attente, l'auscultation, tous font partie d'un rituel auquel participent le personnel soignant et les patients. Toutes les images ci-dessus retracent en quelque sorte le déroulement de ce rituel. Rituel parce que l'ensemble des interactions se passe de manière récurrente. Autrement dit, pratiquement toutes les consultations se déroulent de la même manière. Les patientes suivent quasiment toutes le même trajet depuis l'arrivée jusqu'à la salle de consultation. Le médecin conventionnellement en blouse blanche, reçoit traditionnellement assis derrière une table. La consultation dure d'habitude entre douze (12) et seize (16) minutes. Le médecin pose des questions, ausculte, examine les résultats d'exams, et prescrit une ordonnance. Le patient répond aux questions, attend pendant que le médecin écrit dans le dossier médical, prend l'ordonnance prescrite et sort du «*box de consultation*». Très peu – sinon pas du tout - de patients posent de questions aux médecins (cet aspect du dialogue thérapeutique fait partie d'un autre volet de l'étude.).

Au regard de tout ceci, nous pensons que la relation entre les gynécologues et les femmes Mandjara enceintes est emprisonnée dans un cadre d'interaction, et plus largement dans un système normatif de règles et lois qui la conditionne et la structure. À travers cela donc, l'hôpital peut apparaître un milieu traumatisant. C'est l'une des scènes où se joue « le drame

humain ». On se rend difficilement à l'hôpital pour un simple plaisir. Le cadre hospitalier fait souvent peur. C'est un milieu où l'on devrait dans la mesure du possible réduire la frustration, la douleur, et le mal-être à sa plus simple expression, par des gestes, des paroles et des attitudes qui expriment la prise en compte de la souffrance de l'Autre. Et pourquoi ne pas tenter de créer un «village-hôpital», pour reprendre ici les mots de Gilles Bibeau (2013) qui croit que l'univers culturel des soignés seraient bénéfiques (si incorporés) dans les activités thérapeutiques.

Dans la même perspective Yannick Jaffré affirme que *«les services de santé sont comme des bâtiments dont il reste à construire l'armature humaine»* (Jaffré et Olivier de Sardan 2003). C'est pourquoi nous sommes convaincus que cette *«armature humaine»* peut être construite au travers de la mise en application de modèles conceptuels à inspiration anthropologique ci-après : le *«patient-centred clinical model»*, le *modèle culturaliste*, et le *modèle social*.

Conclusion

La pratique médicale en milieu hospitalier aujourd'hui dans de nombreux pays du monde (Afrique, Occident, Asie) fait face à d'énormes enjeux et ceux-ci sont généralement liés aux réalités socio-politico-culturelles et religieuses de chaque pays. Toutefois en tant qu'anthropologue nous adhérons à une reformulation épistémologique de cette pratique vers une approche médicale à inspiration anthropologique. Les modèles conceptuels à savoir le *«patient-centred clinical model»*, le *modèle culturaliste* et le *modèle social* proposés par l'anthropologie médicale nous semble opérationnalisables dans la mesure où les réalités du contexte d'application sont prises en compte. Face aux enjeux, l'anthropologie, à notre avis, est la pierre angulaire dans la construction d'une clinique ouverte à la prise en compte des caractéristiques des populations consultantes, autrement dit, ancrée dans une approche anthropologique.

L'anthropologie peut aider à mettre en pratique une approche transdisciplinaire au-delà de l'approche multidisciplinaire. Nous soutenons avec Gilles Bibeau que ces trois modèles peuvent être discutés autour de trois ensembles de polarités, à savoir, la dynamique des

rapports entre l'environnement physique, social, culturel, économique, etc., dans lequel vit une personne et le monde intérieur de cette personne ; la continuité-discontinuité entre les situations de mal-être, de souffrance et de maladie dans une attention à la complexité du terrain pathologique ; et la place du traitement et de la prise en charge dans le cadre du processus (beaucoup plus large) de la guérison (Bibeau et Vidal 2008).

Notre réflexion se conclue en suggérant une vision un peu plus culturaliste de la relation de soin en milieu hospitalier ; autrement dit, il s'agit de re-inscrire l'Hôpital dans un univers culturel pour en restaurer la fonction d'utilité thérapeutique. En effet, une approche culturaliste permettrait de placer l'Homme et ses rapports avec Autrui dans un contexte où sa personnalité et ses valeurs intrinsèques sont prises en considération. Elle permettrait par ailleurs d'étudier l'Homme dans sa globalité.

La relation thérapeutique a besoin d'être remise dans le contexte africain qui est celui des acteurs concernés dans ladite relation. La difficulté majeure dans la construction de la relation thérapeutique suivant les réalités, besoins, et normes locaux du contexte des acteurs, réside dans le fait que la pratique médicale s'applique selon un modèle occidental, et dans un cadre hospitalier conçu selon le même modèle. En conséquence, les malades sont très peu à l'aise dans ce cadre hospitalier qu'ils jugent froid, hostile, parfois inhumain ; et c'est dans ce sens que Yannick Jaffré affirme que *«les services de santé sont comme des bâtiments dont il reste à construire l'armature humaine»* (Jaffré et Olivier de Sardan 2003). Les malades ont besoin d'un cadre où ils se sentent chez eux ; un cadre où ils sont aux petits soins comme cela se fait en famille – pour reprendre les mots de Yannick Jaffré (idem).

Au travers de la relation entre gynécologues et les femmes Mandjara enceintes, la vision culturaliste de la société nécessite la résultante de deux univers culturels : celui du patient et celui du personnel soignant. Ceci étant, la lourde tâche revient au personnel soignant (constitué en celui qui donne) qui, en charge de la santé du patient (constitué en celui qui reçoit), devrait considérer celui-ci dans toute sa globalité. Le personnel soignant, à cet effet,

est appelé à se décentrer, autrement dit, à mettre ses repères en arrière afin de jeter un regard différent sur ses propres pratiques et ses patients. Il s'agirait, pour l'équipe hospitalière, de s'extraire pour un temps de son hyper technicité afin de s'ouvrir à un univers qui lui est, a priori, totalement étranger : celui de son patient, de son histoire, de sa culture, de ses représentations. L'idée d'une telle démarche est de s'éloigner de l'assertion selon laquelle la médecine occidentale, de par son niveau de technicité de plus en plus élevé et performant, se préoccupe plus de la maladie que du malade. Pourtant, il est tout à fait possible que soient établies des relations thérapeutiques d'excellente qualité entre les patients et le personnel soignant, à condition (pour le personnel soignant) d'accepter de tenir compte du malade dans sa globalité (médicale, sociale, culturelle, familiale, etc.), et d'avoir reçu une formation lui permettant de savoir établir des liens entre son propre univers médical «occidental» et celui des représentations de ses patients.

Perspectives pour de nouveaux axes de réflexion

Notre réflexion pourrait aisément s'inscrire dans une étude comparative visant une contribution de l'anthropologie au développement d'une pédiatrie sociale et interculturelle en l'occurrence au Canada. L'importance de notre analyse se situe au niveau où dans l'interrogation de la mise en application d'une clinique d'inspiration anthropologique dans les pays occidentaux en général et au Canada en particulier, il apparaît indéniable de s'attarder sur les caractéristiques socioculturelles des populations consultantes. Autrement dit, notre analyse met en exergue les transformations qui s'opèrent dans le vécu quotidien des familles immigrantes, celles-là même aussi concernées par les nouvelles définitions de la pratique clinique en général, et pédiatrique en particulier, intégrant aujourd'hui dans son approche les orientations sociales et interculturelles. Les études de cas que nous avons menés, donnent à connaître un certain nombre de caractéristiques socioculturelles des femmes immigrantes au Canada. C'est dire l'importance de la prise en compte de ces caractéristiques dans l'application des modèles conceptuels à savoir le «*patient-centred clinical model*», le *modèle culturaliste*, et le *modèle social*. En effet, et selon une approche comparative avec la réalité sociale québécoise, le choix de la structure hospitalière pour une femme enceinte ou pour celle qui désire une grossesse ne dépend pas de celle-ci. En règle générale, elle doit se rendre

dans le CLSC⁷⁶ relié à son adresse c'est-à-dire à son lieu d'habitation et c'est à partir de là qu'elle sera dirigée à rencontrer une infirmière, un médecin généraliste, ou un médecin spécialiste, selon le cas de pathologie qu'elle présente. Et le CLSC s'arrangera toujours à l'envoyer vers le centre de santé le plus proche de son lieu d'habitation.

Ce nouveau concept qui rentre dans le choix de la structure de soins à consulter pour les femmes immigrantes d'Afrique, et pour les familles immigrantes plus largement, les interpelle à modifier en quelque sorte leur système de perception et de représentation de la relation soignant – soigné face à une nouvelle réalité sociale. En effet, dans la majorité des familles africaines, les références d'un thérapeute (gynécologue, pédiatre, sage-femme, infirmière, etc.) sont fonction des témoignages qui sont faits sur lui/elle; ou fonction des préférences d'un membre influent de la famille de la patiente – belle-mère, belle-sœur, aîné de la famille, amie de longue date de la famille, etc. Ces références dans le choix du thérapeute sont généralement appliquées dans la majeure partie des cas qu'il s'agisse de consulter un gynécologue, un pédiatre, un tradipraticien, ou autre. Ce mode de référence n'existe plus dans le système normatif de représentation de la relation soignant – soigné des familles immigrantes québécoises. Appliquant le « *patient-centred clinical model* », le *modèle culturaliste*, et le *modèle social* dans une perspective de prise en compte du malade dans toute sa globalité, nous pensons utile d'intégrer la transformation qui s'opère dans le système normatif de représentation de la relation soignant – soigné des familles immigrantes québécoises. Transformation qui ne manque, sûrement pas, d'avoir une part d'impact dans le processus thérapeutique.

⁷⁶ Qui signifie Centre Local de Services Communautaires représente au Québec un organisme public qui offre des services de première ligne à la population en matière de santé.

Bibliographie

Benedict R., 1934, *Patterns of culture*. Boston, Houghton Mifflin Harcourt.

Bibeau G., 1984, « Authenticité et ambiguïté d'une implication dans un institut africain de recherche », *Anthropologie et Sociétés*, 8, 1 :95-115.

—, 2005, « Le «capital social»: vicissitudes d'un concept », *Ruptures, revue transdisciplinaire en santé*, 10, 2 : 134-168.

—, 2010, « Quel humanisme pour notre âge bio-tecnologique », *Anthropologie & Santé: Revue internationale francophone d'anthropologie de la santé*, 1, consulté sur Internet (<https://anthropologiesante.revues.org/91>), le 1er mai 2016.

—, 2013, « Un hôpital en forme de village: Au temps de la politique mobutiste de l'«authenticité» (1972-1977) », *Anthropologie et Sociétés*, 37, 3 : 25-43.

Bibeau G. et E. Corin, 1995a, « Culturaliser l'épidémiologie psychiatrique. Les systèmes de signes, de sens et d'actions en santé mentale » : 105-148, in F. Trudel, P. Charest et Y. Breton (dir.), *La construction de l'anthropologie québécoise. Mélanges offerts à Marc-Adelard Tremblay*. Québec, Les Presses de l'Université Laval.

Bibeau G. et E. Corin (dir.), 1995b, *Beyond textuality: asceticism and violence in anthropological interpretation*. Berlin, Walter de Gruyter & Co.

Bibeau G. et J.-M. Vidal, 2008, *Séminaire de Maîtrise en Anthropologie Médicale : De l'Enfance à l'Adolescence*. Montréal, Université de Montréal.

Boudon R., 1977, *Effets pervers et ordre social*. Paris, Presses universitaires de France.

Boudon R. et R. Fillieule, 2012, « L'individualisme méthodologique », *Que sais-je?*, 13: 41-91.

Bourdieu P. (dir.), 1987, *Choses dites*. Paris, Les Éditions de Minuit.

Brown J., M. Stewart, E. McCracken, I. R. McWhinney et J. Levenstein, 1986, « The patient-centred clinical method. Definition and application », *Family Practice*, 3, 2 : 75-79.

Butler D. J. et J. R. Freedy (2016). « Synchronizing the patient-centered model and health behavior change », *International journal of psychiatry in medicine*, 51, 4 : 311.

Canguilhem G., 1966, *Le normal et le pathologique*. Paris, Presses universitaires de France.

Canguilhem G., 1978, « Une pédagogie de la guérison est-elle possible? », *Nouvelle revue de psychanalyse*, 17 : 18-27.

Chazot I., J. Henry et G. Chvetzoff, 2016, « Fin de vie et temps ultime: qu'en disent les malades? », *Éthique & Santé*, consulté sur Internet (DOI: 10.1016/j.etic.2016.04.003), le 25 août 2016.

Corin E., G. Bibeau et E. Uchôa, 1993, « Eléments d'une sémiologie anthropologique des troubles psychiques chez les Bambara, Soninké et Bwa du Mali », *Anthropologie et sociétés*, 17, 1-2 : 125-156.

Corin E., E. Uchôa et G. Bibeau, 1992, « Articulation et variations des systèmes de signes, de sens et d'action », *Psychopathologie africaine*, 24, 2 : 183-204.

Crombez, J.-C., 2002, *La guérison en écho*. Aubagne, Editions Quintessence.

—, 2006, *La personne en écho: cheminer dans la guérison*. Montréal, Éditions de l'Homme.

Eco U., 1985, *Lector in fabula ou coopération interprétative dans les textes narratifs* (trad. de l'it. par M. Bouzaher). Paris, Grasset.

Escobedo C., 2016, « L'hôpital, un «monde à part» », *Le Journal des psychologues*, 6 : 40-45.

Fassin D., 1992, *Pouvoir et maladie en Afrique*. Paris: Presses universitaires de France.

Fassin D. et Y. Jaffré, 1990, *Sociétés, développement et santé*. Paris, Ellipses/Aupelf.

Fortin S., 2013, « Conflits et reconnaissance dans l'espace social de la clinique: Les pratiques cliniques en contexte pluraliste », *Anthropologie et sociétés*, 37, 3 : 179-200.

Fortin S. et G. Dorval, 2016, « L'anthropologie et la clinique: épistémologies et pratiques » : 21-36, in C. Desprès, S. Gottot, H. Mellerio et M. Teixeira (dir.), *Regards croisés sur la santé et la maladie: Recherches anthropologiques, recherches cliniques*. Paris, Editions Des Archives Contemporaines.

Fortin S. et M. Knotova, 2013, « Présentation: Îles, continents et hétérotopies: les multiples trajectoires de l'ethnographie hospitalière », *Anthropologie et Sociétés*, 37, 3 : 9-24.

Fortin S., J. Le Gall et G. Dorval, 2016, « Prolonger la vie ou envisager la mort? Quelques enjeux de la prise de décision lors de maladies graves », *Anthropologie & Santé. Revue internationale francophone d'anthropologie de la santé*, 12, consulté sur Internet (<https://anthropologiesante.revues.org/2092>), le 1er mai 2016.

Foucault M., 1963, *Naissance de la clinique - Une archéologie du regard médical*. Paris: Presses universitaires de France.

Frenkel M. A. et J. M. Borkan, 2003, « An approach for integrating complementary-alternative medicine into primary care », *Family practice*, 20, 3 : 324-332.

Goffman E., 1974, *Les rites d'interaction*. Paris, Les Éditions de Minuit.

Good B. J., S. Gleize et A. T. Carter, 1998, *Comment faire de l'anthropologie médicale? Médecine, rationalité et vécu*. Le Plessis-Robinson, Institut Synthélabo.

Good B. J. et M.-J. D. Good, 1993, « Au mode subjonctif. La construction narrative des crises d'épilepsie en Turquie », *Anthropologie et sociétés*, 17, 1-2 : 21-42.

Good M.-J. D., T. Munakata et Y. Kobayashi, 1993, « Temps narratif et incertitude en médecine clinique », *Anthropologie et Sociétés*, 17, 1-2 : 79-98.

Henbest R. J. et G. S. Fehrsen, 1992, « Patient-centredness: is it applicable outside the West? Its measurement and effect on outcomes », *Family Practice*, 9, 3 : 311-317.

Jaffré Y. et J. Olivier de Sardan (dir.), 2003, *Une médecine inhospitalière Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Paris, Apad, Karthala.

Kleinman A., 1988, *The illness narratives: Suffering, healing, and the human condition*. New York, Basic books.

Le Blanc G., 2006, « La vie psychique de la maladie », *Esprit*, 1 : 109-122.

Levenstein J. H., E. C. McCracken, I. R. McWhinney, M. A. Steward et J. B. Brown, 1986, « The patient-centred clinical method. A model for the doctor-patient interaction in family medicine », *Family Practice*, 3, 1 : 24-30.

Linton R., 1945, *The cultural background of personality*. New York, Appleton-Century Crofts.

Little P., H. Everitt, I. Williamson, G. Warner, M. Moore, C. Gould, K. Ferrier and S. Payne, 2001, « Observational study of effect of patient centredness and positive approach on outcomes of general practice consultations » *BMJ*, 323, 7318 : 908-911.

Lor M., N. Crooks et A. Tluczek, 2016, « A proposed model of person-, family-, and culture-centered nursing care », *Nursing outlook*, 64, 4 : 352-366.

Morin E., 1990, « Sur l'interdisciplinarité », *Carrefour des sciences, Actes du Colloque du Comité National de la recherche Scientifique Interdisciplinarité, Introduction par François Kourilsky, (Ed. du CNRS)*.

Olesen F., 2003, « A framework for clinical general practice and for research and teaching in the discipline », *Family practice*, 20, 3 : 318-323.

Pandolfi M., 1993, « Le self, le corps, la «crise de la présence» », *Anthropologie et sociétés*, 17, 1-2 : 57-77.

Péters A., 2016, « «Avant les traitements je ne me sentais pas malade.» La gestion de la douleur thérapeutique en milieu hospitalier dans les relations entre les soignants et les patients » : 127 -140, in C. Desprès, S. Gottot, H. Mellerio et M. Teixeira (dir.), *Regards croisés sur la santé et la maladie: Recherches anthropologiques, recherches cliniques*. Paris, Editions Des Archives Contemporaines.

Ricoeur P., 1985, *Temps et récit. Tome III: Le temps raconté*. Paris, Le Seuil.

—, 2013, *Temps et récit: Le temps raconté*. Paris, Le Seuil.

Vidal J.-M., 1994, *L'adolescence à Mayotte: histoire, changement et paradoxes. Une étude anthropoclinique de l'identité*. Thèse de doctorat, département d'anthropologie, Université de Montréal.

Vidal J.-M., 2010, *Voyage dans le monde de l'adolescence: parcours mahorais d'un médecin devenu anthropologue*. Paris, L'Harmattan.

Wamba A., 2014, *Reconnaître pour choisir, orienter et rencontrer: mères, guérisseurs et biomédecins à l'épreuve des rencontres et reconnaissances en milieux pédiatriques camerounais*. Thèse de doctorat, département d'anthropologie, Université de Montréal.

Wilberforce M., D. Challis, L. Davies, M. P. Kelly, C. Roberts et P. Clarkson, 2016, «Person-centredness in the community care of older people: A literature-based concept synthesis », *International Journal of Social Welfare*, consulté sur Internet (DOI: 10.1111/ijsw.12221), le 12 juillet 2016.

Winnicott D. W. et B. Bost, 1988, *Conversations ordinaires*. Paris, Gallimard.

Wyrwich K. W., 2016, « Patient-Centered Comparative Effectiveness Research », *Comparative Effectiveness Research in Health Services* : 161-179.

Partie III : Discussion et conclusion

Chapitre 9 Discussion

Une socio-anthropologie de la gouvernance est également une socio-anthropologie des politiques publiques (de leur conception et de leur formulation comme de leur mise en œuvre) (De Sardan 2009).

9.1 Introduction

Depuis Catherine Coquery-Vidrovitch qui a centré le regard sur «l’histoire des femmes en Afrique», les paradigmes seraient en train de changer. **L’approche nouvelle semble glisser de l’histoire des femmes à une perspective de genre.** Il faut dire cependant que la frontière est ténue entre les deux postures épistémologiques à savoir celle qui affirme d’emblée poser le regard sur «l’histoire des femmes» et celle qui déclare incontinent son intérêt pour les «perspectives de genre». En effet, des passerelles heuristiques permettent d’écrire l’histoire des femmes tout en posant un questionnement en termes de genre. La recherche aujourd’hui encourageant d’approfondir les connaissances spécifiques sur les femmes en Afrique dans tous les domaines (santé, éducation, économie, politique, droits), plusieurs études récentes abordent la question des femmes avec une perspective genre. Si la bibliographie sur le sujet est assez fournie dans le milieu anglophone, ce n’est que récemment que les publications francophones ont commencé à être florissantes (Serbin 2004)⁷⁷, (Goerg and Dulucq 2004)⁷⁸, (Coquery-Vidrovitch 1994)⁷⁹.

C’est dans ce sillage que s’inscrit la présente thèse ayant aussi pour optique de soutenir que le regard sur les femmes ne soit dissocié de celui sur le genre. La posture épistémologique que choisit d’adopter cette thèse à savoir poser un regard sur les femmes avec une sensibilité

⁷⁷ Sylvia Serbin a choisi de rappeler à la conscience collective les grandes femmes du passé. Sa description élargie offre ici un éclairage général sur les sociétés antérieures et contemporaines.

⁷⁸ Dans une analyse centrée sur les femmes, le genre et la colonisation, Odile Goerg et Sophie Dulucq font un bilan des recherches francophones en histoire de l’Afrique subsaharienne de la période 1950 à 2003).

⁷⁹ En racontant l’histoire des Africaines de l’Afrique noire, Catherine Coquery-Vidrovitch amorce un premier bilan qui, bien qu’il soit en langue française, est enrichi par les publications en langue anglaise, ce qui atteste du décalage réel des études et des postures épistémologiques.

genre, invite à reconsidérer les logiques dichotomiques qui sous-tendent l'approche heuristique entre hommes et femmes, politique et social, privé et public, dominants et dominés. Néanmoins, nous n'entrons pas dans le sillage des recherches qui, réfutant la dichotomie véhiculée par la notion de genre, imposent de considérer les transgenres, les travestis, les hermaphrodites (Thébaud 2007).

C'est au prisme du genre que nous avons examiné les processus de construction des identités masculines et féminines, la mobilisation féminine, les phénomènes sociopolitiques, la relation au corps. Nous avons considéré plusieurs déterminants sociaux tels que l'âge, la classe sociale, la catégorie socio-professionnelle, le milieu de vie (urbain, semi-urbain et rural), le niveau d'éducation (lettré et illettré). Nous pensons bien avoir pu pointer les cohérences qui ressortent des trois articles de la présente thèse traitant d'aspects complémentaires par les sujets abordés. En plus d'examiner la place et l'action des femmes dans leur diversité, nous analysons les constructions idéologiques qui assignent aux femmes et aux hommes des rôles précis. Ce processus met en évidence l'impact différencié des politiques et des situations selon le statut de l'individu et les diverses facettes de son identité.

Les trois articles s'imbriquent dans l'articulation de cette thèse qui se place donc dans cette perspective affirmée d'adopter la réflexion sur les questions des femmes avec une sensibilité genre. Cette réflexion est ici appliquée au continent africain à travers des thématiques variées qui participent à la richesse et au renouvellement des approches sur l'Afrique. Les interrogations qui courent à travers les analyses sont organisées en deux (2) thématiques. La première sous le titre de «Genre : identités et gouvernance (traditionnelle), politiques publiques et mobilisation féminine» est une analyse de la construction de l'identité et de la gouvernance au féminin chez les *Mandjara* du Cameroun; elle pose aussi un regard sur la dynamique associative et son impact sur l'appropriation (ou non) des politiques publiques. La deuxième sous le titre de «Genre, politiques publiques et santé : la santé comme lieu d'appréhension de la PNGC» est un examen de la compréhension et de l'interprétation de l'énoncé de la PNGC sur la santé.

9.2 Genre : identités et gouvernance (traditionnelle), politiques publiques et mobilisation féminine

9.2.1 Construction de l'identité et gouvernance chez les femmes *Mandjara*

Au chapitre cinq (5) de la présente thèse nous mettons en exergue les femmes (de lignée royale pour certaines) des dynasties *Bamoun* et *Nso'* dont les statuts, les attributs et les titres de notabilité, témoignent de l'existence d'un système basé sur un équilibre des pouvoirs et sur la dualité des genres⁸⁰. La stratification politique illustre une structure féminine, à la fois interdépendante et autonome, inscrite dans un schéma d'une hiérarchie pyramidale qui confère des rôles spécifiques à chaque femme. Cette complémentarité de pouvoir permet le contrôle du territoire royal et au-delà. Une apparente division sexuelle des pouvoirs présente des dignitaires masculins intervenant sur des questions et des manifestations d'ordre public lorsque les femmes officient simultanément dans l'espace intérieur et extérieur. L'organisation sociale et politique des *Bamoun* et des *Nso'* présente des femmes dont les statuts et surtout la proximité avec le premier détenteur de l'autorité politique leur confèrent une identité particulière au sein d'un espace codifié.

L'originalité de ces royaumes se mesure par l'introduction d'une relative modernité au sein de leurs institutions politiques tout en ayant conservé l'essence de leur fondement. Le chapitre quatre (4) dresse un portrait quasi-exacte des conditions particulières de la fondation de ces royaumes dont la genèse historique est située entre la fin du 14^e siècle et le début du 15^e siècle. À la suite des querelles de succession, les ancêtres (frère et sœur) communs aux *Bamoun* et *Nso'* se séparèrent. *Nchare Yen* et *Ngounso'* chacun dans son périple, deviendra le premier fondateur et la première fondatrice des dynasties *Bamoun* et *Nso'*. Cet épisode verra naître l'établissement des royaumes, respectivement construit, sur la dualité du féminin et du masculin.

⁸⁰ Nous nous sommes particulièrement concentrés sur les sociétés *Bamoun* et *Nso'* car à ce jour, non seulement nous avons plus de données systématiques sur elles, mais aussi nous n'avions pas encore pu obtenir de nos informateurEs des détails à ces propos au sujet des femmes *Bafia*.

9.2.2 Les titres qui font gouverner : la ritualisation de la notoriété dans la construction de l'identité

En faisant une analyse ethno-historique de la genèse des femmes *Mandjara* (au chapitre quatre) et de leurs fonctions et rôles dans le quotidien des institutions politiques et traditionnelles (au chapitre cinq), nous mettons en exergue leur rapport aux titres qu'elles détiennent. Et pas juste à cela car il y a aussi un rapport au corps relativement aux attributs vestimentaires qui les distinguent des autres femmes (ordinaires). Ces rapports aux titres et au corps expriment leur statut social et politique dans les espaces des royaumes *Bamoun* et *Nso'*. Ce marquage corporel et identitaire est symbolisé d'une part par des titres reçus à la naissance et ceux obtenus en changeant de statut social et d'autre part par le port de certains bijoux ou aussi l'apparence vestimentaire lors des rituels. Les titres honorifiques et de notabilité des femmes *Bamoun* et *Nso'* sont des éléments de différenciation qui, tout en justifiant de leur implication dans la gestion de la cité, participe à une démarcation sociale et parfois spatiale.

L'ensemble des signes distinctifs qu'abhorrent ces femmes transmet un code; il s'agit d'un langage (non verbal si on regarde uniquement leur apparence) qui est traduit par les noms qu'elles portent ou qui est inscrit sur les objets qui les couvrent. Ce langage décline leur identité et rappelle les lois inhérentes à leur statut, leur espace, leur territoire.

Ces distinctions sociales attribuées aux femmes *Mandjara* sont des marques tribales *Bamoun* et *Nso'* et des emblèmes d'un statut privilégié. Ce sont des indices sociaux différenciateurs dont certains sont des signes d'appartenance au lignage royal. En ce qui a trait aux attributs physiques que certaines femmes ont l'obligation d'abhorrer, cette pratique n'est pas exclusive aux sociétés *Bamoun* et *Nso'*. En effet de nombreuses sociétés africaines ont des exemples de femmes parées d'ornements imposants, signe manifeste de leur appartenance à la lignée noble et riche (Nabaloum , Bernolles 1966, Kabore 1966).

Les attributs des femmes *Mandjara* participent à forger leur identité socio-politique. En acquérant ce statut, elles se voient dotées d'un ensemble de symboles identitaires dont les titres, qu'elles portent à vie, représentent des marqueurs indéfectibles de leur appartenance communautaire. Christine Detrez soutient dans ce sens que le nouveau nom attribué à ces femmes est une manière de les baptiser, ce qui scelle et notifie leur nouvelle identité. C'est

alors un acte d'adhésion sociale et de soumission au texte de loi qui régit cette identité nouvelle (Detrez 2016).

L'ensemble des distinctions sociales volontairement acceptées par les femmes *Mandjara* créent forcément des conditions d'une marginalisation sociale, mais surtout d'une reconnaissance de l'appartenance à un groupe particulier, autrement dit à une sous-culture. Les titres de notabilité n'ont donc pas seulement un rôle identitaire mais bien aussi celui de référent social en leur permettant à chacune de se positionner. En effet, ces titres incarnent une norme sociale, autrement dit des codes qui permettent aux détentrices d'être reconnues comme appartenant à une catégorie spécifique. C'est ainsi qu'elles apparaissent en tant que représentantes d'une institution, d'une autorité, de l'État traditionnel.

Il faut comprendre que l'un des objectifs de cette symbolisation est aussi l'intégration de ces femmes à une sous-culture aux références particulières auxquelles elles (et la communauté toute entière) se doivent de se conformer. Ce baptême fait partie d'un processus de ritualisation dans lequel l'acquisition d'un nouveau titre marque la première étape du mécanisme d'insertion. Les rites, souvent célébrés dans une grande discrétion, ont pour but de sceller l'inclusion à la (nouvelle) communauté et la création d'une identité conforme aux règles sociales du groupe.

Les statuts et les actions politiques des femmes *Mandjara* fonctionnent comme éléments fondamentaux de stabilisation sociale. Elles affirment ainsi leur place dans la société à travers leur participation importante au système politique traditionnel. Elles participent à la survivance du système de régulation sociale en maintenant en permanence des rapports sociaux d'équilibre à travers des réseaux d'échanges, sous l'égide d'une codification empêchant tout dérapage. Cette vigilance n'assure pas qu'uniquement la cohésion et l'équilibre sociale, mais sert également à protéger, sécuriser et imperméabiliser leur identité.

9.2.3 Théâtre du genre dans les espaces : socialisation et réglementation, la mise en scène d'une sociabilité formatée

En acquérant une nouvelle identité, les femmes *Mandjara* entrent dans une arène où elles font l'apprentissage des attitudes comportementales de leur nouveau statut, apprennent à respecter des codes (in)visibles de leurs différentes relations avec les Autres. David le Breton l'explique

autrement lorsqu'il soutient qu'il existe plusieurs niveaux de sociabilité dont le premier est marqué par une gestuelle codifiée tendant vers une efficacité symbolique. Cette codification est un ensemble de modalités d'action et de séquences qui se succèdent en vue d'une finalité précise (Le Breton 1985).

Les rôles que jouent les femmes *Mandjara* au sein de l'État traditionnel et ce en fonction des titres qu'elles détiennent, dénotent d'un parallélisme entre les domaines privé et public où leur autorité s'exerce; ce qui est le reflet des rapports intergenres existant entre le monde féminin et le monde masculin au sein de la cour royale et au-delà. Le système est donc basé sur un équilibre qui s'étend jusqu'à la sphère des pouvoirs politiques et sur un souci de le maintenir.

Les femmes (*Mandjara*) de notoriété sont le reflet de l'investissement d'un statut et de l'incorporation à une institution politique et sociale à laquelle le degré d'implication et de sens sont hautement significatifs de leur place au sein de leur société.

9.2.4 La résistance d'une quotidienneté heurtée

La colonisation a bouleversé les sociétés africaines et de ce fait a déstructuré la place qu'occupaient les femmes au sein des systèmes politiques traditionnelles. La période coloniale a constitué un tournant au sein de la structure féminine qui ne l'a pas totalement traversé sans heurts. L'évènement colonial est un facteur conjoncturel qui a joué un rôle dans la déperdition progressive de plusieurs codes identitaires et de nombreuses règles internes ; il a modifié les rapports de genre entre les individus ; il a redéfini les capacités politiques de chacune et de chacun.

Cependant, plusieurs États traditionnels ont tenté de conserver les bases ancestrales des fondations de leurs systèmes socio politique traditionnels. Avec l'avènement des États modernes et du modernisme rampant, nombreuses de ces sociétés tangent aujourd'hui sur une tradi-modernité. Elles essayent alors de maintenir un équilibre entre la poursuite des coutumes et la force des statuts identitaires. Les femmes font toujours parties intégrantes des réformes initiées au sein des organigramme traditionnel et administratif.

9.2.5 La dynamique associative peut-elle servir la (bonne) gouvernance et les politiques publiques?

Les chapitres six (6) et sept (7) examinent de quelle manière la dynamique associative pourrait servir les processus d'appropriation sociale et d'implémentation des politiques publiques.

Le mouvement associatif féminin au Cameroun en particulier, et l'émergence récente des réflexions sur les questions de genre en Afrique en général, a forcé l'attention des chercheurEs et décideurs intéressés par la problématique du développement et à celle de la participation des femmes à l'évolution sociale et politique de la société africaine⁸¹ (Ekindi Chatap 2007, Bochet De Thé and Barbier 1985, Bochet De Thé 1970, Velghe-Scherpereel and van de Wouwer-Leunda 1996, Vincent 1976, Nagel and Kappes 1987).

Ester Boserup est comptée parmi les chercheurEs qui avant les années 1990 appréhendaient le mouvement associatif féminin comme étant le creuset de micro structures fondamentales employées par les femmes pour garantir de l'autosuffisance alimentaire. Il fallait donc regarder les actions des femmes au sein des associations féminines sous une composante essentiellement économique (Boserup 1983). Les femmes «pauvres» se réunissaient pour contrer la «pauvreté». Faisant référence à un rapport de 2001 de la Banque Mondiale sur le développement dans le monde, Odile Chantal Ekindi Chatap parle même d'«associations de pauvres» centrées exclusivement sur des problèmes ponctuels ou des préoccupations focalisées, en l'occurrence des travaux champêtres ou des cotisations d'argent⁸² (Ekindi Chatap 2007, Banque Mondiale 2001). Benoît Ferry par ailleurs prend pour exemple le Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun et soutient que les orientations économiques de ces associations étaient forcées par le fait qu'elles se sont senties de moindre intérêt pour les politiques gouvernementales et globales (Ferry 2007).

81 Une littérature riche et variée est disponible aux bibliothèques des Universités du Cameroun en l'occurrence l'Université Catholique d'Afrique Centrale, l'Université de Buéa, l'Université de Yaoundé I et II. En effet, les étudiants en Histoire, en Sociologie, en Anthropologie, en Démographie, pour n'en nommer que quelques-unes des branches où des recherches sont effectuées dans le domaine des Arts, Lettres et Sciences Humaines, continuent de produire des mémoires et thèses axés sur la place et le rôle de la femme africaine dans la société traditionnelle et contemporaine; ils se penchent alors sur les dynamiques associatives d'entraide des femmes dans les sociétés africaines (époques précoloniales, coloniales et contemporaines toutes comprises).

82 Les associations de cotisation d'argent sont aussi appelées des tontines. Au sein de celles-ci, les femmes effectuent des collectes d'argent sur une base mensuelle ou annuelle (les périodes sont variables) et chacune se l'approprie suivant un calendrier bien défini.

Les lendemains des années 1990 viendront changer ce paradigme de pensée lorsque le contexte international devient favorable à l'inclusion et à la totale implication de la société civile aux réflexions et débats sur le développement. Les influences proviennent entre autres des conférences mondiales sur la Femme (à l'exemple de Beijing en 1995), des institutions financières internationales notamment de la Banque Mondiale et du Fonds Monétaire international. Ces dernières imposeront la «participation de la société civile et l'importance de sa contribution» comme conditions d'approbation des DSRP

Influencées sur ce nouvel environnement socio-politique et la promulgation de la loi du 19 Décembre 1990 sur la liberté d'association au Cameroun, les associations féminines (à caractère religieux, politique, économique, social, culturel ou rituel) embrassent de nouvelles idéologies et s'érigent en promotrices et sensibilisatrices de l'amélioration de la condition féminine.

Elles entrent dans la danse de revendications d'un statut et surtout de réclamations de plus de pouvoirs. Elles adhèrent alors au jargon de «gouvernement intégré», «société civile», «participation de la société civile», «approche participative» (Banque Mondiale 1992) et imposent d'être considérées comme faisant partie intégrante de la société civile. Plusieurs développent de «nouveaux types de comportements» pour reprendre les mots de (Ekindi Chatap 2007) et abhorrent un caractère plus social en s'investissant dans la défense des droits humains et des droits des femmes. En essayant de s'arrimer aux axes des politiques gouvernementales et internationales, elles tentent ainsi de négocier leur légitimité au sein des instances de décision.

Plusieurs espoirs se fondent alors sur elles. Cependant, en plus de la dispersion de leurs actions, elles se verront très peu intégrées de façon systématique dans les instances de discussions et de décisions nationales. Des observations démontrent une certaine ambiguïté des domaines d'intervention des femmes dans la société civile ainsi que la dispersion de leurs énergies sur des objectifs multiples, neutralisant par là même leur efficacité potentielle (ibid.). De plus, la visibilité acquise par ces associations a un «effet pervers» dans la mesure où elle crée une forme de méfiance contre toute velléité de féminisme qui les distancierait des objectifs qui les ont portés au stade de la légitimité (Ferry 2007, Boudon 1977).

9.2.6 Mobilisation féminine et (bonne) gouvernance : «une socio-anthropologie de la gouvernance» au féminin

La gouvernance politique au sein des États traditionnels *Bamoun* et *Nso'* tel que mis en exergue au chapitre cinq (5) de la présente thèse, est inclusive à l'égard des femmes qui sont parties intégrantes des organigrammes traditionnel et administratif.

Le constat et états des lieux que faisait Odile Chantal Ekindi Chatap en 2007 dans le cas du Cameroun est d'actualité en 2016, en ce qui a trait à la gouvernance politique au sein de l'État moderne qui intègre peu voire pas du tout les associations féminines au sein de ses instances décisionnelles et de ses cercles de discussions, bien que se disant démocratique et inclusive à l'égard de la société civile. Le chapitre six (6) de la présente thèse illustre cette réalité à travers l'exemple du vécu de l'association ASMA DLA.

Au-delà des lois de 1990 favorisant la liberté d'association au Cameroun, les processus de légalisation des associations demeurent complexes notamment pour des regroupements de femmes insuffisamment instruites. Cet obstacle majeur pour les associations féminines d'être légalement reconnu s'additionne à celui d'apparaître parfois «suspectes» face au regard des instances gouvernementales de décisions qui s'en méfient quelquefois et par conséquent s'en distancent (Solinís 2003). Bien que leur importance et utilité soit admise, le caractère autonome et indépendant (dans leur gestion technique, financière et relationnelle avec des bailleurs de fonds extérieurs) de certaines associations (numériquement et intellectuellement importantes) constitue parfois la cause de leur rejet par les instances gouvernementales qui préféreraient davantage imposer et maintenir un control permanent.

«...en 2002, le MINCOF en tant que département ministériel chargé de l'impulsion et de la coordination des affaires féminines indique son rejet de toute tendance d'indépendance de ces ONG à son égard» (Ekindi Chatap 2007).

S'il en était d'ailleurs autrement, cela viendrait certainement contredire la définition même de «société civile» qui décrit toute organisation autonome vis-à-vis de l'État. Et de plus ces associations seraient au risque de se voir dénuer de tout pouvoir et surtout de toute latitude de jouer à part entière leur rôle de société civile.

Mais quelles peuvent être les bénéfices d'une initiative telle que le programme national de (bonne) gouvernance? On peut se poser la question. Certainement ceux de solliciter et d'intégrer de façon systématique et institutionnalisée les organisations de femmes de tous ordres. Au-delà d'admettre que les femmes constituent des groupes vulnérables et vulnérabilisés, il est plus évident d'en rejoindre un nombre conséquemment élevé en passant par les regroupements de femmes de toutes catégories. Aussi identifier et reconnaître ces dernières de manière spécifique comme organisations de la société civile; Et par des actions concertées les inclure dans le cadre des bilans gouvernementaux (économiques, politiques, sociaux).

Le nombre saisissant d'actions (séminaires, émissions de radio et de télévision, conférences, activités culturelles) menées par les femmes (ce qui leur donne une visibilité et reconnaissance publique) constituées en groupements de tous ordres, sont offerts aux instances gouvernementales comme des espaces de recrutement des femmes susceptibles d'être nommées à de hautes fonctions de responsabilités administratives au sein de l'appareil gouvernemental. Dans ce cadre, des expériences telles que celles de Nicole Claire Ndoko et de Diane Morfaw de l'ACAFEJ sont emblématiques et devraient être multiples. Toutes deux, membres fondatrices de l'ACAFEJ ont occupé respectivement les postes de Vice-Recteur de l'Université de Douala et Vice-Présidente de l'Observatoire National des Élections. Cependant un bémol s'impose à ce sujet car ce haut positionnement dans la pyramide gouvernemental est peu souvent mis en relation avec les prestations de ces femmes au sein de leurs associations. De ce fait, le rayonnement dont aurait pu tirer profit leurs associations est simplement remis en cause si ce n'est volontairement ignoré ou carrément perdu.

Et pourtant le système devrait s'imposer de faire refléter l'image d'un tel pouvoir atteint par les femmes (Bisilliat 2003). Encourager que les femmes ainsi promues démontre d'un engagement idéologique envers celles de leurs associations d'origine et envers les causes défendues en leur sein. Ainsi, serait alors favorisé l'affermissement d'une conscience de genre.

Et bien plus encore, les associations ayant hébergé (autrement dit ayant produit) de telles femmes d'influence et de pouvoir auraient pour atout d'avoir à leur compte ce type de contact et de relation qui puisse servir comme levier de vitesse pour amener leurs associations à

s'imposer sur la scène sociale et politique comme groupe de pression pour le progrès des femmes.

Voici donc une veine exploitable par l'appareil gouvernemental dans une perspective de rendre effectif le concept d'«élargissement de la citoyenneté» mis en perspective par les principes de «bonne gouvernance» et de «partenariat avec la société civile».

9.3 Genre, politiques publiques et santé : la santé comme lieu d'appréhension de la PNGC

Comme l'ont montré les réflexions ci-dessus abordant le genre au prisme de l'identité, de la gouvernance, des politiques publiques en insistant sur la mobilisation féminine, les perceptions et les représentations sont au cœur des rapports de genre en santé et spécifiquement dans la relation thérapeutique. C'est cet aspect qu'investigue cette dernière section de la présente discussion. S'attachant au couple homme gynécologue-femme *Mandjara* comme lieu où se jouent les rapports de genre et les rapports de pouvoir, nous l'envisageons par le biais des itinéraires thérapeutiques et des diverses appréhensions de la relation de soin.

L'énoncé de politique de la PNGC sur la santé prévoit, dans son axe stratégique numéro deux (2), l'«amélioration de l'accès des femmes aux services de santé, notamment en matière de Santé de la Reproduction». L'analyse de cette déclaration de politique sur la santé ainsi que des actions prévues⁸³ y relatives nous a conduits à émettre deux hypothèses :

- 1. En ce qui a trait à l'offre des soins de santé,** la formulation actuelle de la PNGC cristallise la médecine des hôpitaux comme unique voie de recours à la guérison et à la santé des populations camerounaises nonobstant le fait que la relation soignantE-soignéE

83 Ses objectifs opérationnels prévoient «réduire au moins de 50% le taux de mortalité maternelle; ii) ramener le taux de prévalence du VIH/SIDA chez les femmes à un niveau résiduel (1%); Assurer la prise en charge globale des femmes et des jeunes filles enceintes infectées; Assurer l'éducation sanitaire et nutritionnelle des femmes et des jeunes filles; Réduire d'un tiers le taux de mortalité maternelle due au paludisme; Améliorer de 10% la prévalence contraceptive des femmes en âge de procréer ; Assurer l'implication des hommes et des garçons dans la prise en charge communautaire des questions de santé de reproduction et du VIH-SIDA/IST». Ses stratégies de mise en œuvre englobent «IEC/CCC en matière de santé de la reproduction et de la nutrition; Mutualisation des médicaux en faveur des femmes et des jeunes filles, notamment les femmes enceintes; Intensification des campagnes de lutte contre le paludisme, le VIH et les autres maladies; Plaidoyer en faveur de la construction d'infrastructures routières vers les formations sanitaires; Coopération avec les ONG traitant de la mortalité maternelle; Prise en compte des besoins spécifiques genre en matière de VIH/SIDA; Responsabilisation des hommes dans la prise en charge des problèmes de santé de reproduction».

en milieu hospitalier n'offre pas la garantie de guérison que recherchent les patientes lorsque dirigées vers la médecine des hôpitaux.

2. La médecine traditionnelle africaine comme itinéraire thérapeutique alternatif est méconnue de la PNGC. Ses objectifs opérationnels et ses stratégies de mise en œuvre n'en font nullement mention. Considérant le contexte africain et les multiples détours thérapeutiques qu'effectuent très souvent les personnes en quête de soins médicaux, il est difficile d'examiner la question de la prise en charge médicale sans s'interroger sur la place de la médecine traditionnelle.

Tenant donc de comprendre quelles sont les conditions nécessaires à une relation de soins efficace, nous nous sommes intéressés aux relations de genre entre les gynécologues de l'HGY⁸⁴ et les femmes *Mandjara* en quête de soins gynécologiques et en quête de santé. La réalité observée et les résultats d'enquête démontrent que les relations entre ces deux protagonistes n'offre pas la garantie de guérison et de santé que recherchent les patientes lorsqu'elles se dirigent vers la médecine des hôpitaux.

9.3.1 La réalité sociale observée en milieu hospitalier au Cameroun : le cadre pluriel de la relation de genre et le chemin qui mène aux soignantEs

L'interaction entre personnel soignant⁸⁵ et patientE⁸⁶ devrait commencer dès l'arrivée du patientE au sein de la structure hospitalière et se terminer au moment de son départ. Cependant, cela n'est pas toujours le cas dans la réalité observée aujourd'hui en milieu hospitalier au Cameroun. En effet, si on peut déterminer quand s'établit la relation, on ne peut

84 Pour avoir plus de détails au sujet de la création et de l'évolution de l'HGY, il serait recommandé de prendre connaissance du rapport intitulé «Étude sur l'Optimisation du Fonctionnement de l'Hôpital Général de Yaoundé – Cameroun» daté de Décembre 2003.

85 On fait référence ici aux médecins (généralistes et spécialistes), infirmiers, aides-soignants, laborantins auxquels on associe un personnel d'appui constitué entre autres de réceptionnistes, d'agents de sécurité, d'agents d'entretien et de maintenance, de brancardiers, pour n'en nommer que quelques-uns.

86 Il convient de mentionner que si nous employons l'expression «patient» nous sommes en marge vis-à-vis du terme «client» utilisé au sein des formations sanitaires. D'un point de vue anthropologique nous sommes réticents vis-à-vis du terme «client» qui semble être adopté de manière universelle et consensuelle pour remplacer celui de «malade» ou «patient». Selon notre point de vue le terme «client» participe d'une perte d'identité du malade en sa qualité de personne ayant besoin qu'on prenne soin de lui. Autrement dit ce terme contribue d'une certaine manière à une re-identification du malade qui devient un partenaire dans une interaction financière où n'obtient que celui qui paye.

pas toujours savoir quand elle s'achèvera. Dans bien des cas, des patientEs décident de mettre fin à cette relation pour diverses raisons relevant très souvent de leur initiative.

Dans la majorité des formations sanitaires au Cameroun et à l'HGY⁸⁷ en particulier, lorsqu'un patientE arrive pour la première fois il est accueilli au portail par des agents de sécurité. Ces derniers le questionnent sur les motifs de sa présence. Si le patientE désire une consultation médicale les agents de sécurité lui indiquent alors la direction à prendre pour aller «se faire enregistrer», autrement dit pour aller se faire ouvrir un dossier médical. Sans l'ouverture d'un dossier médical le patientE n'a aucune possibilité d'être pris en charge par le personnel soignant. Le dossier médical apparaît comme étant le «visa» d'accès d'un malade aux soins de santé.

Dans le cas de l'HGY, le dossier médical du patient est initié dans l'unité des archives, transite par les infirmiers et/ou aides-soignants, pour finir entre les mains du médecin traitant. Le patientE dans la plupart des cas a très peu accès à son dossier médical lequel s'avère être la propriété de l'institution hospitalière dans laquelle il se trouve. Il n'est pas rare qu'un dossier médical soit exploité par plusieurs médecins/infirmiers/aides-soignants selon que le patientE soit interné ou non et selon la disponibilité du personnel soignant; ceci réduit d'une certaine manière le degré de confidentialité et d'intimité relatif au dossier du patientE. Mentionnons par ailleurs que si ouvrir un dossier médical permet à l'administration de la formation sanitaire d'obtenir un minimum d'informations préalables sur un patient, il permet en outre de contrôler que le patient s'est bel et bien acquitté des frais médicaux nécessaires pour sa prise en charge par le personnel soignant. Voici un récit de vie qui reflète assez bien la place qu'occupe le dossier médical dans la relation thérapeutique : *«C'est avec beaucoup de peine que j'ai pu convaincre mon oncle vivant au village et souffrant d'une pathologie prostatique avancée de venir se faire soigner ici en ville. Depuis son arrivée et malgré plusieurs de nos*

87 Pourquoi l'HGY? L'HGY a pour mission entre autres de contribuer à la limitation des évacuations sanitaires à l'étranger (qui coûtent par année des milliards de FCFA à l'État camerounais); de dispenser des soins médicaux et de nursing de très haute qualité à travers une technologie de pointe en matière de santé; de jouer un rôle primordial d'hôpital de proximité pour la clientèle des classes moyenne et supérieure. Outre ces objectifs dont certains restent théoriques, L'HGY impressionne et attire plusieurs de par la magnificence de ses infrastructures et l'effectivité de son haut niveau de technicité faisant de lui l'un des hôpitaux de référence du Cameroun. Face à ces atouts l'on est enclin à penser que la relation de genre entre soignantE et soignéE dans un hôpital de référence se déroule inéluctablement dans de bonnes conditions. Cependant, la réalité est très souvent de loin différente à tout ce que l'on pourrait imaginer.

passages à l'hôpital il n'a pas encore pu rencontrer personnellement le médecin traitant celui-ci s'occupant de son cas à travers son dossier médical. Mon oncle dépité, déçu et de plus en plus inquiet de sa maladie a décidé de rentrer au village» (J.P. Teudogmo, 38 ans, informaticien). Le récit de vie de cet informateur relate avec beaucoup de précision l'importance voire l'indispensabilité qui est conféré au dossier médical dans une relation thérapeutique.

À l'entrée de certaines formations sanitaires, outre les agents de sécurité⁸⁸ on retrouve des agents du service d'accueil installés dans le hall d'entrée de l'établissement. Une fois orienté vers le service d'enregistrement, le patientE se fraye une place au milieu de plusieurs dizaines de personnes chacune attendant d'être appelée selon l'ordre d'arrivée. L'enregistrement terminé et les frais de soin payés, le patientE se dirige cette fois vers le service approprié au mal ressenti. C'est ainsi qu'il se retrouve pour la première fois en contact avec un membre du personnel soignant (infirmier ou aide-soignant). Après ce périple de plusieurs heures ce n'est que plus tard qu'il se présentera face au médecin qu'il aura «patiemment» attendu⁸⁹. Au regard du parcours du patientE pour rencontrer le personnel soignant force est de constater qu'à son arrivée à l'hôpital le patientE est accueilli par un personnel dont la tâche et la formation première ne prédisposent pas à lui fournir l'attention et la sollicitude que requiert son état de santé; SOULEY (2003 :152) affirme dans ce sens que *«tout le monde s'accorde sur le rôle déterminant de l'accueil, du premier contact dans le processus de traitement du*

⁸⁸ Qui tiennent parfois lieu d'agents de renseignements.

⁸⁹ Et impatiemment pour ceux ou celles qui font les cents pas ou qui partent après la prise de paramètres (tension, poids, température, indications d'habitation, etc.) par les infirmières, pour revenir au moment où le médecin est proche de les recevoir. En fait, il y a des patientEs qui ayant tissé des relations avec les infirmières ont pu obtenir d'elles leurs numéros de téléphone; lorsque les infirmières ont achevé de leur prendre les paramètres, les patientEs vont vaquer à leurs occupations personnelles (à la maison pour certains, au bureau pour d'autres, au marché pour d'autres encore) et ne reviennent que lorsqu'ils sont prévenus par les infirmières que le médecin se rapproche de leur numéro. Dans le cas de certaines institutions hospitalières, chaque fois qu'un patientE arrive au service d'accueil et enregistrement, un numéro lui est remis indiquant l'ordre de passage pour être reçu par un médecin. Plus tôt un patientE arrive (c'est-à-dire aux environs de 6h-7h du matin et reçoit l'un des premiers numéros), plus tôt il sera reçu par le médecin après la ronde de ce dernier au service d'hospitalisation (c'est-à-dire aux environs de 10h du matin si celui-ci finit sa ronde vite ou vers 11h voire 12h pour celui dont la ronde aurait été plus longue). Mentionnons cependant que ce n'est pas toujours la visite aux malades internés qui amène les médecins à débiter les consultations aux malades externes vers 11h-12h; assez souvent ils consultent des malades en privé dans leur bureau. Si un patientE arrive à l'hôpital «tard» c'est-à-dire aux environs de 8h, 9h ou 10h du matin, il court le risque d'être reçu également très tard autrement dit vers 14h, 15h voire 16h ou 17h surtout si le patientE doit rencontrer un spécialiste (à l'exemple d'un gynécologue qui ordinairement reçoit en moyenne 30 patientEs par jour). Une autre stratégie développée par les infirmières et les agents du service d'accueil pour «faciliter» l'accès de leurs «protégés» auprès d'un médecin, est celle de retirer les premiers numéros dès leur arrivée à l'hôpital très tôt le matin; ces premiers numéros sont donc réservés à leurs relations ou ils sont donnés aux patientEs qui se montreront «généreux»; il s'agit d'une générosité spécifique envers les infirmières ou les agents du service d'accueil en termes de motivation financière (et ceci prêtant à confusion ramènerait la grande question de la corruption).

patient. Un patient reçu selon les us et coutumes locales, écouté et réconforté, se sent confiant et à l'aise pour dire sa douleur. Il a plus de chance d'appliquer un traitement».

Une fois arrivé dans un service l'accueil du patientE ne se fait pas de façon systématique par un infirmier ou un aide-soignant et il n'est pas rare pour un patientE d'attendre des heures avant d'être reçu. Les patientEs pour la plupart arrivent à l'hôpital aux aurores afin d'effectuer rapidement les procédures d'enregistrement souvent longues et d'espérer être reçus parmi les premiers. Toutefois, cela n'empêche pas toujours qu'ils attendent les médecins durant des heures. De ce fait, des patientEs nourrissent plusieurs frustrations entretenues par le fait des inégalités exprimées sans ambages. En effet dans la majorité des services, à côté des patientEs qui subissent le calvaire des longues attentes se trouvent d'autres qui bénéficient du privilège de connaître des infirmiers ou de pouvoir les soudoyer; et d'autres encore que le médecin attendu choisit ostensiblement au milieu de tous. Il n'est pas rare qu'un patientE soit traité par des infirmiers avec très peu d'intérêt et de sollicitude voire même avec inhumanité soit parce qu'il n'aurait pas «motivé»⁹⁰ ceux-ci, soit parce qu'il s'agirait des infirmiers qui ne se privent pas d'exposer leur mauvaise humeur du jour. De manière assez générale, la rencontre avec le médecin qui est le soignant principal ne dure pas longtemps. Ce dernier s'intéresse principalement aux troubles physiques que présente le patientE, le questionnant peu sinon pas du tout sur sa vie sociale, professionnelle, culturelle, avant de lui prescrire des examens à faire afin de poser le diagnostic final. En général, les procédures administratives et l'attente du médecin traitant prennent plus de temps que l'interaction thérapeutique en elle-même.

Pour ce qui est du cadre de cette interaction thérapeutique, celle-ci a lieu dans un bureau où ont accès les infirmiers et/ou aides-soignants, ceux-ci étant très souvent des témoins volontaires ou involontaires de l'entretien entre patientEs et médecins. Le plus souvent au moment de l'auscultation du patientE, la conversation se passe entre le médecin et ses infirmiers qui scrutent, détaillent, élaborent le cas de maladie tel un objet en expérimentation dans un laboratoire.

90 Il s'agit ici d'un terme dont l'utilisation abusive renvoie à une connotation péjorative; «motivé» dans ce sens signifie soudoyer, corrompre, «graisser la patte».

La réalité sociale observée en milieu hospitalier au Cameroun démontre qu'il existe une dissymétrie voire une asymétrie dans la relation de soins⁹¹ entre le soignantE et le soignéE et plus spécifiquement dans la relation de genre entre gynécologues et patientes. Ceci s'explique par l'existence de deux univers différents et antipodaux; en d'autres termes deux horizons d'attentes opposés mis en relation. L'opposition ici est pris dans le sens où à un certain niveau de la relation de soin il y a comme une contradiction entre le soignantE et le soignéE en ce qui concerne l'idée de guérison.

La réalité sociale observée en milieu hospitalier au Cameroun permet donc de constater que :

- i) L'accueil du patientE ne se fait pratiquement jamais par un personnel soignant celui-là même qui est directement concerné par la prise en charge globale du mal pour lequel le patientE se rend à l'hôpital.
- ii) Le dossier médical semble remplacer la relation thérapeutique et semble être le lien véritable entre le soignantE et le soignéE. Pour les médecins il s'agit d'un document physique qui renferme l'identification du patientE et les éléments de la maladie. Identifier le patientE signifie recueillir des informations à propos de son âge, son sexe, son statut matrimonial et parental. En ce qui concerne les éléments de la maladie, ceci renvoie à l'histoire de la maladie selon les perceptions et les représentations du patientE et aux antécédents médicochirurgicaux qui auraient émaillés la vie du patientE jusque-là. Le dossier médical s'intéresse également aux données socio-familiales liées aux habitudes quotidiennes. Le dossier médical recueille également des données suites à l'examen physique du patientE. Le dossier du patientE, purement médical est entièrement et uniquement la propriété du corps médical. Un bref rapport médical peut être fait au patientE s'il le sollicite.
- iii) Le patientE subit une attente interminable pour être reçu par un médecin, en plus de longues formalités administratives dans un couloir très souvent bondé de monde où il n'est pas rare d'attendre debout.
- iv) Le cadre de l'interaction thérapeutique qui se présente souvent sous la forme d'un bureau administratif avec une table derrière laquelle est assis le médecin, une chaise et un lit où est examiné le patientE. Et ce «bureau» n'est pas totalement restreint aux seuls soignantE et soignéE mais également accessible à tout membre du corps médical du service.
- v) En définitive et le cas spécifique de l'HGY le démontre, il ressort que de

91 La relation de soin étudiée ici est celle exclusive entre le soignantE et le soignéE excluant d'autres formes de relation notamment la ronde des médecins.

nombreuses institutions hospitalières au Cameroun font face à diverses difficultés managériales ajouté aux conséquences négatives de la crise économique qui les ont ébranlé. Dans de tels contextes d'offre de soin, il paraît indispensable de s'interroger comment la relation thérapeutique entre le soignantE et le soignéE pourrait être optimisé? En d'autres termes dans quel cadre la légitimité sociale des institutions hospitalières entre-t-elle en jeu dans la construction de la relation thérapeutique? Serait-ce à travers leurs infrastructures? Serait-ce à travers leurs règles, normes, lois et objectifs en vigueur?

Les deux univers culturels qui mettent en relief l'asymétrie de la relation de soin entre le soignantE et le soignéE, combinés aux cinq constats relevés ci-dessus, conduisent à un questionnement quant à la véritable nature de la relation thérapeutique qui puisse exister entre le soignantE et le soignéE. Autrement dit quel type de relation de soins prend-il effet dans un tel contexte?

9.3.2 La relation de genre et la relation de soin : quelle place pour les itinéraires thérapeutiques des soignées ?

Rappelons que notre analyse de la relation de genre et de la relation de soin s'attache au couple homme gynécologue-femme *Mandjara*.

L'itinéraire thérapeutique d'une patiente peut se comprendre comme le parcours thérapeutique qu'emprunte cette dernière dans la quête des soins de santé. Dans le contexte africain lorsqu'une patiente recourt aux soins, elle a le choix entre différentes options. Elle est au milieu d'un réseau thérapeutique où coexistent médecine des hôpitaux, médecine traditionnelle, pharmacies officielles, pharmacies de la rue, entre autres. Elle est susceptible d'être l'utilisatrice des services de ces différentes thérapies alternativement ou simultanément. Cependant, le caractère officiel de la biomédecine lui confère une reconnaissance et une utilisation universelles. Et même dans le choix de cette médecine, les patientes se retrouvent très souvent à parcourir plusieurs hôpitaux continuellement à la recherche d'une meilleure prise en charge.

En ce qui a trait aux patientes de l'HGY nous avons exploré leurs **motivations du choix** de cette institution hospitalière. Leurs témoignages livrent les raisons de ces choix.

L'individualisme méthodologique de Raymond Boudon a contribué à une analyse des motivations, connaissances, raisons et intentions amenant les patientes à aller consulter à l'HGY. Cette approche méthodologique établit en effet que pour expliquer un phénomène social quelconque – que celui-ci relève de la démographie, de la science politique, de la sociologie ou de toute autre science sociale particulière – il est indispensable de reconstruire les motivations des individus concernés par le phénomène en question et d'appréhender ce phénomène comme le résultat de l'agrégation des comportements individuels dictés par ces motivations (Boudon 1977).

Les patientes qui consultent des gynécologues à l'HGY évoquent diverses raisons qui les motivent à choisir cette institution hospitalière parmi d'autres. **i) Référence:** assez souvent les médecins des autres formations sanitaires réfèrent leurs patientes à l'HGY. **ii) Relation de famille:** des patientes qui consultaient dans d'autres hôpitaux ont choisi de fréquenter dorénavant l'HGY suites aux encouragements de leurs relations familiales. **iii) Relation amicales:** elles contribuent également aux critères de choix de l'HGY à l'exemple de cette informatrice *«C'est une amie qui m'a amené ici voir un médecin et c'est lui m'a orienté à aller faire la consultation chez le gynécologue»* (Ngo Ngambia, 50 ans, Ménagère). **iv) Proximité physique:** si pour certaines la proximité les influence moins dans le choix de la formation sanitaire à consulter, pour d'autres il s'agit d'un critère fondamental tel que c'est le cas de cette informatrice *«Je viens à l'HGY parce que j'habite ici à côté; avant j'habitais un peu plus loin et c'est quand j'ai déménagé de ce côté que je me suis abonnée à l'HGY»* (Bougue, 38 ans, Enseignante). **v) Affinités avec le personnel soignant:** malgré certains désagréments qu'ont connus des patientes à l'HGY elles continuent de fréquenter cette institution car elles ont des affinités particulières avec des médecins. **vi) Choix personnel:** plusieurs patientes n'ont pas de raisons particulières si ce n'est simplement le besoin de rencontrer un médecin qui s'est posé durant leur séjour dans la ville de Yaoundé.

Dans la plupart des cas, les patientes sont motivées et guidées par les idées reçues. Guy Rocher soutient dans ce sens que

Les idées ont un impact social dans la mesure où elles activent et guident la motivation des acteurs sociaux. La société est avant tout action sociale d'une pluralité d'acteurs; elle est le produit de cette

action sociale. Et l'action sociale est orientée et motivée par des buts, des connaissances, des intentions, des projets que formulent et qu'entretiennent les acteurs et les groupes d'acteurs, les poussant ou les invitant à agir dans un sens donné, à rejeter d'autres voies ou d'autres choix possibles (Rocher 1968a); (Rocher 1968b).

Tandis que certains patientes n'établissent pas de critères spécifiques d'autres par contre le font de manière systématique. Il y a des patientes qui arrivent à l'HGY et demandent à rencontrer un gynécologue quel qu'il soit. D'autres patientes par contre éprouvent une gêne à consulter un gynécologue homme ou femme et obligent d'en rencontrer un selon leurs critères

Connaître les **motifs pour lesquels les patientes désirent rencontrer les gynécologues** permet de saisir la nature de leurs requêtes de soin. Quelques-uns de ces motifs sont des cas de fibromes; de trompes obstruées; de consultations prénatales ou postnatales; du désir d'accouchement; du besoin d'utilisation de méthodes contraceptives. En effet, les motifs pour consulter les gynécologues sont multiples et variés. L'importance de les identifier se situe au niveau où cela permet de déterminer le point de départ d'une relation soignant-soigné; autrement dit de connaître les raisons qui amènent les soignés à aller vers les soignants. Ceci permet donc de définir le point initial du parcours thérapeutique du soigné dans l'analyse de la relation thérapeutique. Nombreux des témoignages sont révélateurs des fondements des difficultés qui existent souvent dans la relation soignant-soigné. L'importance de déterminer le point de départ de l'itinéraire thérapeutique du soigné amène justement à retracer l'origine de certaines de ces difficultés.

Didier Fassi rappelle que les systèmes d'identification, de classification et d'interprétation des maladies qu'utilisent le médecin et le malade ne sont pas superposables. Il soutient que devraient être prises en compte les dimensions sociale et politique de la santé publique (Fassin and Jaffré 1990). En effet, des gynécologues nous ont témoigné avoir rencontré des cas où les patientes restent fortement ancrées dans leurs convictions magico-mystiques et y voient les causes de leurs maladies. Étant des hommes de science ils choisissent de le rester et de traiter leurs patientes sur le plan purement médico-scientifique. Didier Fassin soutient que d'une manière générale on observe que la réalité biologique de la maladie ne correspond pas à la

réalité de celui qui en est atteint; il parle alors de «maladie du médecin» et «maladie du malade» (ibid.). Selon Didier Fassin, lorsqu'un Africain de l'Ouest souffre d'épilepsie ou d'hémiplégie c'est moins l'idée de maladie qui est pertinente (et souvent on ne l'appellera pas ainsi) que celle de possession par un esprit maléfique. Plutôt qu'aux frontières entre le normal et le pathologique dont on sait qu'elles sont socialement et culturellement déterminées, cet écart renvoie à des différences entre les systèmes de représentation et d'ordonnement du monde. Une conséquence est que le malade ne fera pas nécessairement appel au médecin ou au dispensaire lorsqu'il présentera des troubles qu'il attribuera à la catégorie du magico-religieux – ou plus exactement qu'il reliera à des interprétations sociales. Didier Fassin relève par ailleurs que ces remarques ne doivent pourtant pas faire verser dans un culturalisme simpliste qui consiste à voir le surnaturel partout dans les sociétés africaines et à croire que la souffrance ou la dégradation d'un corps n'y sont pas ressenties comme telles. Bien que leurs catégories diffèrent de celles du médecin, les gens où qu'ils soient savent ce que signifie «être malade» même si cette expression ne recouvre pas pour eux tout à fait la même réalité. Toutefois, c'est probablement en abordant les questions de classement des maladies que cette discussion pourra être éclaircie (cela n'étant nullement l'intérêt de cette étude) (ibid.).

9.3.3 La «problématique» relation de genre entre un gynécologue et une patiente

Dans la majorité des cas ce sont des patientes qui consultent au service de gynécologie de l'HGY. Durant toute la période de collecte des données de terrain, nous n'avons rencontré qu'un seul patient-homme⁹² dans ce service. Cette unicité dans le genre pourrait s'expliquer par le fait que les motifs de rencontre des gynécologues sont plus liés aux problèmes gynécologiques féminins. L'unicité dans le genre n'est pas sans révéler toute la complexité qui existe dans une relation soignant-soigné de type homme-gynécologue et patiente en contexte africain. La gynécologie se focalise exclusivement sur tout ce qui est lié aux organes sexuels. Un gynécologue affirme dans ce sens : *«Je ne m'occupe que de tout ce qui regarde*

92 Des hommes consultent souvent pour des besoins en spermogramme lorsque le motif d'infertilité dans un couple oblige le gynécologue à prescrire des examens médicaux à une patiente et à son conjoint. Si une patiente présente des troubles d'IST, il n'est pas rare que son conjoint soit également convoqué en consultation.

l'appareil génital et rien d'autre. Je suis spécialiste du bas; en haut je m'occupe uniquement des seins parce que c'est lié au sexe; en dehors de ces deux-là, rien d'autre ne me concerne sur le corps humain» (Propos du gynécologue X). Si ces propos mettent en exergue l'objet d'étude exclusif de la gynécologie à savoir le sexe, il démontre par ailleurs l'hyper technicité de la médecine des hôpitaux qui ne s'intéresse qu'aux cas cliniques de la maladie. Une fois qu'un symptôme n'est plus lié à la spécialité du médecin, celui-ci se défait du malade et le réfère ailleurs. De plus, le sexe se rapporte quant à lui à toute l'intimité et la sexualité d'un individu ce qui oblige une manipulation voire des interactions des plus délicates.

Dans plusieurs contextes africains la question sexuelle est un tabou. De ce fait «se mettre à nu», au sens propre comme au sens figuré, devant un «inconnu» équivaut à étaler devant lui toute sa sexualité, son intimité, sa personne. Cela équivaut également à s'attendre pour la patiente, à ce que cet «inconnu» en «prenne soin». Dans une relation soignant-soigné de type homme-gynécologue et patiente, l'on pourrait être porté à penser à priori, qu'il s'agit d'une relation des plus simples; autrement dit d'une relation qui s'établit sans difficultés majeures étant donné que la patiente apparaît physiquement bien portante et donc pas malade. Une patiente qui donne l'impression d'être en visite à l'hôpital plutôt qu'en consultation médicale⁹³.

Cependant, cet à priori est trompeur car au-delà de tout ce que l'on pourrait imaginer se trouve de nombreuses difficultés dans ce type de relation. Il est important de mentionner que plongé dans la quotidienneté du cadre institutionnel et hospitalier, cela a nécessité de notre part beaucoup de tact et de diplomatie pour amener les patientes à nommer ou à décrire la nature de ces difficultés.

93 Pour mieux faire comprendre cette idée, relevons la différence visible et notoire qui existe entre les patientEs dans la salle d'attente du service de gynécologie et ceux des autres services notamment celui des urgences, de la pédiatrie ou de l'électrocardiogramme. Au service des urgences arrivent des cas critiques et inquiétants, des accidentés, des transférés et/ou des référés, des malades transportés sur des brancards. Au service de pédiatrie ce sont des pleurs d'enfants qui fusent de tout côté ou de jeunes adolescents accoudés sur leurs parents visiblement mal en point. Au service de l'électrocardiogramme il s'agit des patients fatigués, faibles, soutenus par une relation, d'autres sur chaise roulante et le plus souvent des patientEs du troisième âge. Tandis qu'au service de gynécologie nous voyons des patientEs calmement assis, le plus souvent seuls c'est-à-dire pas accompagnés par une relation, discutant avec un(e) voisin(e) ou lisant une revue ou un journal en attendant patiemment d'être reçus par le gynécologue.

À l'intérieur de ce cadre⁹⁴ nous n'avons eu droit qu'à ce type de témoignage : *«Avant je consultais un homme; au début ça allait bien mais après (regard inquiet de part et d'autre, sourire timide); en tous cas je ne sais pas comment dire ça; en tout cas après ça n'allait plus bien; j'ai dis à mon mari; il m'a dit qu'il ne veut plus que je vois ce gynécologue là; mon mari voulait même que je ne vienne plus ici à l'HGY, mais je lui ai dit que les gens disent qu'il y a les meilleurs gynéco ici; qu'il laisse et que je vais maintenant voir une femme. Et depuis là je consulte uniquement une femme»* (Virginie, 34 ans, Ménagère).

Voyant la gêne de Virginie, nous n'avons pas insisté sur les détails de la relation qui l'ont poussée à changer le gynécologue homme pour un gynécologue femme, comprenant aisément qu'il existe des non-dits dont elle redoutait à dévoiler la nature. On ressentait qu'en d'autres circonstances et lieux elle les aurait certainement exprimés. En conséquence, cela nous a instruit à entraîner certains de nos informatrices hors du cadre hospitalier.

Une autre patiente a donc témoigné : *«Avant je consultais un gynécologue homme, mais du jour au lendemain mon mari rentre à la maison et me dit qu'il ne veut plus que je le consulte; que je dois maintenant voir une femme; et s'il n'y a pas de femme à l'HGY, je change d'hôpital; il n'a pas voulu me donner d'explications; je ne sais pas pourquoi il a décidé ainsi; moi je n'avais pas de problèmes avec mon gynéco; mais vous savez comment sont les hommes non? Quand il va dehors là et entend les choses, il vient seulement appliquer sur toi sans trop d'explications; j'ai seulement exécuté, maintenant je vois seulement une femme»* (Marthe Fongang, 38 ans, Ménagère).

Le témoignage de Marthe appuyé de celui de Virginie nous amène à arguer qu'il existe de nombreuses rumeurs, fondées pour certaines et non fondées pour d'autres, sur des relations extraprofessionnelles entre des gynécologues et leurs patientes.

Pour celles qui sont fondées nous avons pu en avoir des détails au travers des entretiens que nous avons menés en entraînant nos informatrices hors du cadre hospitalier dans le but de créer un climat de confiance et d'être avec elles sur un terrain d'égalité. C'est ainsi que Claire

⁹⁴ Et vu que nous revêtions une blouse blanche qui nous fût imposée par nos superviseurs de terrain car elle est indispensable en milieu hospitalier pour aborder les patientEs et d'autres informateurs ciblés pour les interviews. Si la blouse blanche nous donnait aisance à nous mouvoir et accès facile aux informations, à certains moments elle faisait paraître une certaine réticence et réserve des interviewés qui avaient des informations autant délicates qu'importantes à nous livrer.

nous a exprimé ses profonds ressentiments : *«vraiment je ne pense pas que je pourrais encore consulter un gynécologue; je n'ai plus aucune confiance en eux; derrière leur blouse blanche là et avec leur position de médecin spécialiste ils se permettent de profiter de la situation; c'est vrai que je ne devrais pas généraliser mais vous savez quand un vous a déjà fait ça vous n'avez plus confiance à aucun d'eux; celui que je consultais au début je l'ai pris avec beaucoup de respect et je me suis ouverte à lui dans tous les sens du terme vous comprenez? Le problème que j'avais en ce moment-là c'est que je n'arrivais pas à concevoir; et j'étais très déprimée surtout que dans ma belle-famille on me harcelait et mon mari aussi commençait déjà à être impatient; très déprimée je me confiais à mon gynéco sans retenue; il ne me prescrivait aucun traitement médical, me donnait rendez-vous toutes les deux semaines et à chaque rendez-vous me faisait un touché vaginal; pendant l'entretien il me posait beaucoup de questions, sur mon travail, où je travaille, ce que je fais, mes heures libres, sur mes habitudes alimentaires, sur mes fréquentations; il m'a demandé qui est mon mari et ce qu'il fait mais n'a pas demandé à le voir en consultation; au début je me suis dite que toutes ces questions c'est peut-être pour voir si mon problème n'est pas lié au stress; mais ce que je ne comprenais pas c'est qu'à chaque consultation il tenait à me faire un touché vaginal; en réfléchissant j'ai commencé à poser des questions; ma cousine qui avait le même problème m'a dit qu'elle est sous traitement médical avec son mari et que son gynéco ne lui fait jamais de touché vaginal; mon gynéco n'a même jamais demandé à voir mon mari; c'est quand il m'a fait des avances directes en me promettant qu'il peut me mettre enceinte et que je garde ce secret entre nous sans que mon mari ne soit au courant car certainement le sperme de mon mari est infertile, c'est là que j'ai arrêté de le voir; ce jour-là dans son bureau je vous assure que j'étais tellement horrifiée, choquée et énervée pour tout le temps que j'ai perdu, que je voulais même lui cracher dessus; je respectais seulement le médecin que j'avais devant moi avec la blouse blanche; j'ai voulu porter plainte mais on m'a conseillé de laisser car je n'ai pas de preuves tangibles; j'ai définitivement changé de gynécologue; la femme qui me suit maintenant nous a prescrit un traitement médical mon mari et moi; tout se passe bien; en ce moment je suis enceinte de trois mois et nous continuons le traitement»* (Claire, 32 ans, Employée de bureau).

Le témoignage de Claire nous livre une multitude d'informations sur la nature des relations qui s'établissent parfois entre un gynécologue et sa patiente. Nous constatons que dans les

relations extraprofessionnelles qui se nouent entre des gynécologues et leurs patientes, le médecin ici a un ascendant sur le malade. Cette supériorité lui est conférée par le fait que c'est lui la personne savante qui a le pouvoir sur la maladie et le malade est la personne diminuée et dépendante qui porte la maladie et qui a besoin d'être guérie. D'où la confiance du malade vis-à-vis du médecin à qui il s'ouvre entièrement et dont il espère guérira sa maladie.

Toutefois, les soignants ne sont pas toujours seuls responsables de l'établissement des relations extraprofessionnelles avec leurs patientes. En effet et dans bien des cas, certaines patientes s'évertuent à faire des avances aux gynécologues afin de les amener à avoir des relations de cette nature avec elles. Durant la période de notre collecte des données nous avons été témoin⁹⁵ des cas de ce type. Une fois lors d'un entretien avec le gynécologue une patiente a tenté de le séduire au travers des allusions sexuelles et des attitudes indécentes. À la fin de la consultation et dès que la patiente fût hors du bureau le médecin nous lança : *«tu vois!? C'est comme ça qu'elles font souvent ici et nos collègues tombent dans leur piège; celle-ci vient s'agiter dans mon bureau comme tu l'as vu faire là, pour que je la courtise; elles sont nombreuses comme ça qui viennent faire leur cinéma ici; je vois ça tout le temps»* (Propos du gynécologue X).

S'il est vrai que certaines patientes passent par les consultations pour courtiser des gynécologues, la question reste celle de savoir si les gynécologues en profitent pour céder à leurs avances. Notre présence dans le cabinet de consultation aurait-elle influencé ce gynécologue à repousser les avances de sa patiente? Aurait-il profité de la situation s'il avait été seul? Les gynécologues profitent-ils souvent de ce type de situations puisqu'il apparaît qu'elles sont nombreuses? Il reste certain que les deux protagonistes sont sur un terrain glissant. Notre rôle n'est pas de donner des réponses complètes et exactes à ce questionnement; entend que chercheure nous nous limitons à l'analyse de ce que nous voyons et entendons.

95 Rappelons que nous avons été admise en salle de consultation en tant que chercheure pour observer le déroulement des entretiens entre les gynécologues et les patientes. Assise derrière le médecin et vu que nous étions vêtue d'une blouse blanche, les patientes n'éprouaient aucune gêne en notre présence, habitués à voir des étudiants en médecine assister les médecins. Cette situation d'«embedded observation» est susceptible d'avoir introduit un biais dans notre enquête mais comme on le voit ici, pas dans le sens attendu d'inhiber les paroles et les actes des patientes.

Ce témoignage qui suit appuie le précédent : *«Parfois certaines patientes ne font pas de détour et vont droit au but; elles me disent : «Docteur vous ne m'invitez pas à prendre un café»? Ou encore : «Docteur nous pourrions aller manger après votre boulot»? Obligé de rester gentil et courtois je continue de sourire et je lui demande son numéro de téléphone en lui promettant de l'appeler; chose que je ne fais jamais puisque je me débarrasse de son numéro de téléphone dès qu'elle sort du bureau»* (Propos du gynécologue Y).

La relation de genre entre un gynécologue et une patiente apparaît donc complexe au regard des sujets d'étude qu'elle aborde à savoir les questions de sexe et de sexualité; concepts tabous dans certains contextes africains. Le gynécologue a la responsabilité double car il s'agit pour lui de «prendre soin» et/ou de «soigner» sa patiente. Nous tenons à relever que bien qu'elle aurait pu examiner de tel cas, notre analyse s'est distancée de la relation de genre entre une gynécologue et un patient-homme car notre intérêt était axé sur le cas inverse.

9.3.4 Relation de genre et relation thérapeutique en milieu hospitalier : perceptions et représentations

Le choix opéré comme indicateur de la relation thérapeutique des patientes à l'institution médicale porte sur l'évaluation qu'elles font du milieu hospitalier. Ce choix est justifié par le fait que l'hôpital est sans doute l'élément le plus représentatif de la culture médicale. En effet, l'hôpital est le lieu où se concrétise l'image de la médecine officielle, «scientifique», «rationnelle», «efficace»; il est l'endroit où se concentrent les pratiques thérapeutiques biomédicales. Notre analyse se centre surtout sur l'évaluation des services fournis par l'hôpital. Force est d'admettre qu'il est difficile et même délicat de circonscrire l'analyse de l'offre de soins à une structure médicale spécifique en se basant uniquement sur des observations que font ses utilisateurs, puisque de multiples facteurs interviennent dans le jugement émis par les malades. Ces facteurs peuvent être autant leur expérience personnelle que les problèmes conjoncturels ou structurels que connaît l'hôpital. Le processus de formation d'une opinion est si complexe qu'une évaluation négative peut provenir aussi bien d'une expérience courte (consultation externe sans répercussions d'importance) que d'une expérience pénible (mort d'un parent due à l'erreur professionnelle ou institutionnelle de l'hôpital). Aussi faut-il tenir compte du fait que dans l'énonciation d'un jugement il y a

plusieurs registres (temporels, structurels, affectifs, culturels) qui se superposent; et que par ailleurs les évaluations faites par les patientes incluent des expériences vécues par d'autres membres de leur entourage social, que ce soit pour confirmer, nuancer ou contraster les opinions personnelles.

9.3.4.1 Perceptions et représentations des soins : du point de vue des soignéEs

En général, on peut affirmer que les opinions sur les services reçus de l'hôpital sont assez polarisées. Cette polarisation pourrait s'expliquer par le fait que le vécu à l'hôpital et ce qu'il comporte (solitude, éloignement du milieu familial, soumission aux lois d'une organisation de travail hiérarchisée, etc.), est un événement trop important dans la vie de quelqu'un pour être perçu comme un fait neutre. **Les attentes des soignés vis-à-vis des soignantEs** se réfèrent essentiellement à l'accueil médiocre dont ils se plaignent et aux attentes interminables dans les sections d'accueil et enregistrement. Les patientes à l'HGY semblent attendre beaucoup du personnel soignant qu'elles caractérisent par toute personne en blouse blanche. En effet, la majorité du personnel dans cette institution hospitalière revêt cet uniforme excepté un petit nombre tels que les vigiles de la guérite et les agents de renseignements installés dans le hall d'entrée. Tel qu'il ressort de nos entretiens, la plupart des plaintes des patientes se situent au niveau du service d'accueil et enregistrement et celui des consultations externes auprès des infirmières qui prennent les paramètres (température, tension, poids, etc.). Les patientes se plaignent d'être mal reçues. Odette Makoudjou (60 ans, Cultivatrice) se plaint d'avoir été mal reçue au service d'accueil le matin quand elle est arrivée et déclare qu'il en est toujours ainsi chaque fois qu'elle vient en consultation. En ce qui concerne Bougue (38 ans, Enseignante) elle atteste que l'accueil est son véritable problème à l'HGY et souhaite que les hôtesseEs y soient plus serviables et mieux organisées. Les patientes se plaignent des manquements des agents du service d'accueil et enregistrement et réclament plus de serviabilité de leur part. Par ailleurs elles font des reproches à ceux du service des consultations externes dont elles dénoncent leur animosité faisant montre d'un comportement d'impatience voire de gêne vis-à-vis des malades. Françoise livre son opinion à ce sujet : *«Les infirmières qui nous prennent les paramètres ici sont très nerveuses; parfois on a même peur de leur parler ou de leur poser une question; vous voyez parfois des patientes qui n'arrivent même plus à s'exprimer quand elles sont devant elles tellement les infirmières sont nerveuses; vous savez parfois on se*

demande si c'est la méchanceté ou si c'est parce qu'elles ont beaucoup de travail, on ne sait pas; en tout cas je pense que ce n'est pas bien de se comporter comme ça quand vous avez en face de vous des malades» (Françoise Kamdem, 42 ans, Assistante de direction).

À la suite de Françoise, Florence a témoigné son ressentiment : *«Les infirmières ci font souvent comme si on est venu pour les déranger; nous on vient en consultation pour voir le médecin et quand on leur pose les questions elles répondent mal au gens; si vous arrivez tard elles vont vous gronder et parfois même fort comme si vous êtes un enfant et ça fait que vous pouvez même avoir honte; c'est ça qui n'est pas bien; elles doivent être gentilles et accueillantes»* (Florence Essimbi, 40 ans, Buyam-Sellam).

Christine quant à elle déclare que : *«à l'accueil ici il faut qu'un travail soit fait; un travail de fond; je ne sais pas si ça serait des séances d'éducation à la communication avec l'autre. L'accueil c'est comme la face du corps d'un hôpital; les gens de l'accueil peuvent soit faire venir beaucoup plus de malades ici, soit faire fuir les malades, soit faire que le malade se sente déjà bien parce que quand on vous reçoit bien vous avez l'impression d'être déjà guéri. Et l'accueil commence ce que le médecin continue. Il y a trop de lenteur; il y a trop d'irrespect; par contre quand on arrive vers les soignants eux-mêmes il n'y a pas de problème; donc c'est là-bas le problème. C'est pas ici dans les box de consultation c'est à l'accueil là-bas; ça ne va pas à l'accueil»* (Christine Tcheubeu, 34 ans, Enseignante).

Les témoignages ci-dessus ramènent la question fondamentale de l'accueil dans la relation thérapeutique. Lorsque Yannick Jaffré insiste sur la manière d'accueillir les malades c'est parce qu'il s'agit d'une notion essentielle dans le processus thérapeutique (Jaffré and Olivier de Sardan 2003). Ces propos soulignent en filigrane que les patientes évaluent la qualité des services qui leur sont offerts en fonction de leurs propres normes. Sous diverses formes les patientes souhaitent une plus grande proximité sociale au travers de l'accueil, du respect des règles élémentaires de sociabilité, des modalités d'un «prendre soin» de la personne malade (Benoist 1996); et Yannick Jaffré d'appuyer que les malades devraient être aux petits soins comme cela se fait en famille (Jaffré and Olivier de Sardan 2003). C'est dans ce même ordre d'idées que s'inscrit Odile Christiane Ossanga qui soutient que les indicateurs de la qualité et de l'équité dans l'accès aux soins se mesurent à l'accueil et aux soins dispensés (Ossanga 2006). L'accueil fait référence aux manières de considérer l'Autre tout au long d'un face à

face incluant le regarder, l'écouter, lui parler. Ce qui renvoie à la société en général et notamment aux us et coutumes en matière de bienséance mais aussi de sociabilité. Cela implique que l'accueil ne se limite pas aux salutations préalables à toute interaction. Les patientes en outre se plaignent des attentes interminables au service d'accueil et enregistrement avant de pouvoir être servis, des longues heures à subir pour obtenir leurs dossiers médicaux sans parler du dépôt face aux dossiers égarés. Les patientes réclament de la considération de la part du personnel soignant qui devrait expliquer aux malades les raisons de leurs longues attentes. Voici quelques cas vécus : *«Vous êtes assis là pendant des heures et on ne vous dit rien; vous ne savez pas ce qui se passe là-bas dedans et quand vous vous renseignez on vous dit d'aller attendre»* (Mireille Kada, 32 ans, Ménagère). Odette Makoudjou (60 ans, Cultivatrice) déclare être arrivé à 7h30 et c'est à 9h30 qu'on a pu sortir son dossier. Bougue (38 ans, Enseignante) quant à elle s'interroge de savoir pourquoi ça prend tellement de temps pour sortir un dossier car elle est arrivée à 8h et c'est à 11h que son dossier a été sorti.

Christine s'est également exprimée : *«Mon problème c'est à l'accueil; que le service d'accueil soit sensibilisé et que la prise de rendez-vous soit utile; à l'époque quand j'ai ouvert mon dossier ici en fin 1998 on prenait rendez-vous pour que le service d'accueil puisse sortir le dossier la veille et que le lendemain se soit rapide; ce qui fait qu'on était devant le service du médecin au plus tard à 8h pour ceux qui arrivaient avant 7h; mais maintenant c'est quand on arrive le matin qu'on fouille le dossier; ce qui fait que même les médecins ne viennent plus vite dans les box de consultation; je suis arrivée avant 8h ce matin et c'est à 9h que mon ticket caisse pour la consultation m'a été remis; pour moi le problème ici c'est l'accueil; j'ai même accouché ici et on a bien pris soin de moi surtout que je suis séropositive. »* (Christine Tcheubeu, 34 ans, Enseignante).

Tel qu'il ressort de nos observations les patientes attendent des heures durant au service d'accueil et enregistrement parce que les agents doivent fouiller des archives débordées pour retrouver les dossiers médicaux. L'HGY conçut pour être un hôpital de référence a tendance à fonctionner aujourd'hui comme un hôpital de troisième niveau accueillant désormais des malades de tout genre et de toute catégorie. Les malades ayant tout type de maladies s'y dirigent partant de celui qui a un simple mal de tête et pourrait aller dans un centre de santé à

celui qui a besoin d'une chimiothérapie. Le fait que l'HGY en tant qu'hôpital de référence donne à penser que son fonctionnement pourrait s'identifier à celui d'un hôpital de troisième niveau, trouve des fondements dans sa genèse et son évolution. En 1980 et parlant d'une forte croissance économique au Cameroun, on trouve la nécessité de créer un hôpital de référence à Yaoundé. En 1990 on parlera d'un personnel bien formé, compétent et dévoué, d'un plateau technique neuf et performant, des consommables disponibles, d'une pharmacie riche, d'un état d'esprit général de recherche de l'excellence. En 1994 on en est à parler d'une démotivation du personnel, une perte de la qualité des soins et un désagrément du public; ajouté aux conflits d'autorité et aux nombreux conflits internes qui contribuent à entretenir un climat délétère dans l'hôpital non propice à un travail de qualité.

L'HGY semble s'être trouvé contraint d'accueillir tout type de malades et ce pour deux raisons apparentes qu'on pourrait y prêter : La première étant de pouvoir renflouer ses caisses afin d'assurer la continuité de son fonctionnement et la maintenance de son plateau technique afin de faire face aux multiples difficultés financières auxquelles a fait face cette institution hospitalière. Et la seconde étant qu'une structure de soins de santé ne saurait repousser un malade qui nécessite une assistance médicale et surtout s'il est à même de payer pour ses soins. Ce qui met à jour la question d'éthique en médecine et celle des droits du malade⁹⁶ car il existe plusieurs structures de soins qui n'accordent aucune assistance médicale aux malades qui ne sont pas en mesure de payer pour leurs soins.

On se retrouve donc ici dans ce que Raymond Boudon appelle «les effets pervers» (Boudon 1977). En effet, les archives débordent parce qu'elles n'étaient pas conçues pour cette masse de population qui par ailleurs assaille les agents de ce service. C'est ainsi qu'il s'en suit de longues heures d'attente des patientes parmi lesquelles celles qui s'énervent, s'emportent, s'engueulent avec les agents du service. De plus on dénombre des patientes mal accueillies, d'autres désorientées pour celles qui ont été mal renseigné ou pas du tout. Plusieurs fois nous avons rencontré des patientes dans les couloirs qui ne savaient pas dans quelle direction aller ou à quelle porte attendre le médecin. L'excédent de dossiers médicaux dans les archives

⁹⁶ La question des "Droits du malade" est traitée par le Dr. S. ELONG NGONO dans son article "Droits des malades, devoirs des médecins" paru dans Cameroon Tribune du jeudi 29 mai 2008.

entraîne assez souvent des disparitions de dossiers qui pourraient avoir été déplacés ou pas rangés du tout. Nous avons été témoin du cas de cette dame qui venue pour la première fois a attendu de 7h à 12h assise, position inconfortable pour une femme enceinte et avancée dans la grossesse; à 12h il a fallu lui ouvrir un nouveau dossier car l'ancien ne fut pas finalement retrouvé. Au rendez-vous suivant un scénario identique au précédent s'est reproduit et de nouveau la nécessité s'est imposée d'ouvrir un autre dossier. Le dommage de cette situation est que l'historique de son suivi médical n'existe plus. Ceci est un exemple parmi plusieurs autres.

Si les effets pervers peuvent expliquer et justifier le débordement des agents du service d'accueil et enregistrement, ils ne sauront davantage justifier à une patiente pourquoi un personnel en blouse blanche ne la reçoit pas bien. En effet pour la patiente, tout personnel en blouse blanche fait partie du personnel soignant et donc a l'obligation de sa tâche c'est-à-dire bien accueillir, bien prendre soin du malade. Cependant, la confusion viendrait du fait que pratiquement tout le monde porte la blouse blanche mais tout le monde n'est pas personnel soignant. Malgré cela, toute institution hospitalière devrait s'assurer que son personnel et surtout celui de l'accueil, est formé à la tâche. Surtout que selon l'opinion des patientes, *«accorder de l'attention à un malade, bien l'accueillir, contribuent à soigner sa maladie de moitié»* (Bougue, 38 ans, Enseignante).

Il ressort de nos entretiens que le problème fondamental des patientes est celui de l'accueil. Elles disent avoir peu sinon pas du tout de problèmes avec les médecins à l'intérieur du cabinet de consultation, ceux-ci étant bien des fois accueillants, courtois, gentils et disposés : *«Le personnel médical moi je n'ai pas de problème avec eux»* (Bougue, 38 ans, Enseignante). Cependant, les patientes ne sont pas les seules à se plaindre. Le personnel soignant se plaint également des patientes en taxant souvent celles-ci d'impolies, d'indisciplinées et d'irrespectueuses. Voici le témoignage d'un personnel soignant se plaignant d'un écart de comportement de la part d'une patiente : *«Parfois les malades se comportent très mal; voici une dame qui vient en consultation et sort pour aller se promener pendant que nous sommes ici à l'appeler pour venir prendre les paramètres; elle aurait pu s'excuser à notre niveau pour qu'on sache qu'elle s'est absentée; mais elle ne le fait pas; plus tard elle va se plaindre qu'on a fait passer un malade avant son numéro alors que c'est elle-même qui s'est faite*

déclasser» (propos de l'aide-soignante A). Une autre nous a dit : *«Les malades sont parfois très irrespectueux et mal polis; on leur dit ce qu'il faut faire mais ils veulent toujours en faire à leur tête; il y a des femmes qui arrivent en retard mais veulent passer avant tout le monde sans avoir de rendez-vous, en disant qu'elles sont les femmes d'un tel; si on refuse elles nous toisent et sortent pour appeler le médecin sur son portable; ça ne change rien puisqu'après elles doivent toujours passer par nous»* (propos de l'infirmière A).

La relation thérapeutique dans une institution hospitalière en l'occurrence l'HGY ne se limite pas à la seule interaction entre le médecin traitant et la patiente, mais interpelle la soignée et tout personnel (vigiles, réceptionnistes, agents d'accueil, agents d'enregistrement, facturiers, infirmiers/aides-soignants, etc.) inclus dans le processus thérapeutique de prise en charge de la patiente; et inévitablement la défaillance d'un maillon de la chaîne entraînera celle de la relation toute entière.

L'hôpital est un lieu inaccessible : l'accessibilité de l'hôpital doit être perçue plus sous un angle psychosocial que physique. En effet, les conditions d'accueil et de longues attentes que rencontrent les patientes à l'hôpital sont très rudes et frustrantes pour la plupart d'entre elles. Et c'est pour éviter tous ces aspects pénibles des services proposés par l'hôpital que les patientes développent des stratégies de contournement pour être mieux reçues et au plus vite. Ces stratégies englobent l'utilisation de leurs relations amicales, professionnelles ou le soudoiment des agents. Dans notre cas d'étude, nous avons observés et discutés avec des patientes qui choisissent de partir après la prise de paramètres (tension, poids, etc.) par les infirmières pour revenir au moment où le médecin est proche de les recevoir. En fait il y a des patientes qui ayant tissé des relations avec les infirmières ont pu obtenir d'elles leurs numéros de téléphone; lorsque les infirmières ont achevé de leur prendre les paramètres, les patientes vont vaquer à leurs occupations personnelles (à la maison pour certains, au bureau pour d'autres, au marché pour d'autres encore) et ne reviennent que lorsqu'elles sont prévenues par les infirmières que le médecin se rapproche de leur numéro. Chaque fois qu'une patiente arrive au service d'accueil et enregistrement un numéro lui est remis indiquant l'ordre de passage pour être reçue par un médecin. Plus tôt une patiente arrive c'est-à-dire aux environs de 6h-7h du matin et reçoit l'un des premiers numéros, plus tôt elle sera reçue par le médecin après la ronde de ce dernier au service d'hospitalisation c'est-à-dire aux environs de 10h du

matin si celui-ci finit sa ronde vite ou vers 11h voire 12h pour celui dont la ronde aurait été plus longue. Mentionnons cependant que ce n'est pas toujours la visite aux malades internés qui amène les médecins à débiter les consultations aux malades externes vers 11h-12h; assez souvent ils consultent des malades en privé dans leur bureau. Si une patiente arrive à l'hôpital «tard» c'est-à-dire aux environs de 8h, 9h ou 10h du matin, elle court le risque d'être reçue également très tard autrement dit vers 14h, 15h voire 16h ou 17h surtout si la patiente doit rencontrer un gynécologue qui ordinairement reçoit en moyenne 30 patientes par jour. Une autre stratégie développée par les infirmières et les agents du service d'accueil pour «faciliter» l'accès de leurs «protégées» auprès d'un médecin, est celle de retirer les premiers numéros dès leur arrivée à l'hôpital très tôt le matin; ces premiers numéros sont donc réservés à leurs relations ou ils sont donnés aux patientes qui se montreront «généreuses»; il s'agit d'une générosité spécifique envers les infirmières ou les agents du service d'accueil en termes de motivation financière (et ceci prêtant à confusion ramènerait la grande question de la corruption).

L'hôpital n'est pas pour ceux qui n'ont pas d'argent : l'hôpital apparaît comme étant le lieu où se reproduisent des rapports inégaux de genre, de sexe et de classe. Autrement dit l'hôpital perpétue la discrimination sociale souvent existante au quotidien. La réalité voudrait que de nos jours si un malade n'a pas d'argent il peut difficilement recevoir des soins à l'hôpital.

Tel que nous l'avons évoqué ci-dessus, il y a des patientes qui avouent être obligées de soudoyer des personnels soignants pour pouvoir être mieux reçues chaque fois qu'elles viennent à l'hôpital. Quelquefois ce sont les personnels soignants qui disent : *«tu me laisses comme ça?»* ou *«tu m'as gardé quoi?»* signifiant à la patiente qu'elle doit donner «quelque chose» de sa poche pour garantir un bon suivi et une meilleure prise en charge. Et de manière certaine, toute patiente qui donne «quelque chose» est rassurée qu'elle sera traitée en privilégiée. À contrario la patiente qui n'a pas de possibilités financières pour soudoyer les personnels soignants se voit obligée de suivre le processus «normal» (pour ne pas dire «anormal» car l'anormal ici est devenu le normal) du mauvais accueil et des attentes interminables. Nous avons écouté une infirmière qui s'est exprimée ainsi : *«Avant quand l'HGY était encore ce qu'il était, on ne recevait ici que des Ministres et des hautes*

personnalités; et quand ils partaient ils nous laissaient des enveloppes bien lourdes; de nos jours c'est tout le monde qui vient à l'HGY même les buyam-sellam ; un buyam-sellam vient il peut même te laisser quoi? Non seulement il ne te laisse même rien mais en plus il t'engueule même parfois; à l'époque il n'y avait pas beaucoup de patientEs comme aujourd'hui; le travail augmente mais l'argent n'augmente pas; on va faire comment? C'est très dur». (Propos de l'infirmière A). Le comportement qui se dégage de ces propos conduit une patiente à admettre que si elle est «nantie» alors elle est certaine de recevoir à l'hôpital des soins de meilleure qualité que si elle est «pauvre». Ainsi l'argent pour la patiente est un moyen de payer non seulement pour ses soins mais également de s'assurer un traitement digne du rang social que cet argent lui confère.

L'hôpital devient alors le lieu par excellence de vente des services. Si l'on peut comprendre les rouages de certains personnels soignants pour compenser leurs salaires bas et les conditions de travail rudes, on peut difficilement expliquer l'oppression et la discrimination sociales que subissent les patientes à l'hôpital. La critique des institutions de santé n'est pas sans rapport avec une interprétation de la maladie où les conditions d'existence, voire la pauvreté, sont signalées comme causes de maladie. Pour plusieurs d'entre ces patientes, la maladie serait le signe visible, l'incarnation de l'oppression et de la discrimination sociales dont elles sont l'objet.

Le coût onéreux des services offerts par l'hôpital : les services à l'hôpital ne sont pas gratuits. Les hôpitaux privés sont hors de portée pour l'individu moyen et encore moins pour l'indigent. Les hôpitaux de confession religieuse pratiquent des tarifs abordables et parfois peuvent offrir des soins gratuits aux plus démunis. Les hôpitaux publics ne sont pas gratuits mais ont des tarifs moins élevés que ceux des structures sanitaires privés. L'HGY a ouvert ses portes avec un tarif de 15.000 FCFA pour les consultations. Au fil du temps ce montant a été revu à la baisse et aujourd'hui il est de 3.000 FCFA. Cependant, une grande partie de la population n'arrive pas à s'offrir les services des hôpitaux car leur revenu ne le leur permet pas. Aussi, le système de recouvrement à l'hôpital est organisé de telle manière que la patiente a l'obligation de payer pour ses soins avant d'être prise en charge par un gynécologue. Si le prix des consultations est très peu contesté ceux des examens médicaux par contre sont fortement discutés. Nous avons reçus plusieurs témoignages des patientes qui affirment que

les coûts des examens médicaux sont onéreux à l'HGY. C'est le cas de Mireille qui s'est exprimée ainsi : *«Les examens sont excessivement chers; même si c'est deux examens seulement, on vous parlera d'environ 40.000 FCFA; en général la santé coûte cher au Cameroun; que ce soit au niveau de l'hôpital ou de la pharmacie ça prend énormément d'argent; et dans la majorité des cas vous faites les examens et c'est négatif; ça énerve parfois même que vous dépensiez 50.000 ou 60.000 FCFA dans les examens et après on vous dit qu'on ne voit rien»* (Mireille Kada, 32 ans, Ménagère).

Plusieurs des patientes qui consultent à l'HGY vont dans d'autres laboratoires qu'elles trouvent moins chers pour faire leurs examens médicaux : *«Les examens médicaux ici sont très chers; je vais toujours au Centre pasteur ou chez les sœurs pour faire mes examens et après je rapporte les résultats à mon médecin ici»* (Téclaire Matip, 41 ans, Ménagère). En ce qui concerne Bougue, voici sa situation : *«Les prix des examens sont chers; je ne sais même pas où je vais trouver 20.000 FCFA pour payer tout ça»* (Bougue, 38 ans, Enseignante).

Si l'hôpital ne produit pas directement des inégalités d'accès aux soins, il est pourtant perçu comme le lieu où se consolident et se renforcent ces inégalités. La patiente des classes populaires (qui constitue la majorité de la clientèle de l'hôpital) ne vit pas sa relation avec les soignants comme une relation individualisée mais comme un rapport avec l'institution médicale, avec ceux qui sont du côté du savoir et du pouvoir dominant. Entrer à l'hôpital signifie pour la patiente se déposséder de son identité sociale, son seul point de repère par rapport au soignant, pour se soumettre à l'anonymat de l'institution médicale. Le contenu des critiques portées sur l'hôpital, révèle les différentes situations objectives et subjectives dans la hiérarchie sociale des patientes et manifeste leur insatisfaction face au système médical et plus largement au système social.

9.3.4.2 Perceptions et représentations des soins : du point de vue des soignantEs

Après avoir montré comment les patientes se représentent les services hospitaliers, nous allons nous déplacer vers l'autre versant de la relation thérapeutique à l'hôpital à savoir du côté des soignantEs. On les situera d'abord dans l'espace social de l'institution hospitalière pour montrer ensuite quelle est leur perception de leur rôle en tant que biomédecins et de la relation qui les lie aux patientes.

Qui sont les soignantEs à l'HGY : l'HGY appartient au niveau central de la pyramide du système national de santé et fait parti des hôpitaux de référence. Pour cela, on retrouve en son sein une variété de spécialités notamment des médecins généralistes et spécialistes, des infirmiers, des aides-soignants, des laborantins. Dans le service de gynécologie où nous avons menées nos enquêtes de terrain auprès des patientes externes, les soignantEs sont constitués d'une infirmière, d'une aide-soignante, d'un major (concerné par les consultations externes de tous les services) et des gynécologues dont les sous spécialités sont entre autres gynéco-obstétrique, chirurgie oncologique, sénologie, plastie mammaire pour ne citer que ceux-là. Dans la prise en charge des patientes à l'hôpital, il est difficile de rattacher les valeurs culturelles des soignantEs à celles de la majorité de leurs patientes car les deux parties n'appartiennent pas au même système de représentation.

Comment les soignantEs se perçoivent et se représentent dans leur rôle de biomédecins?

Les concepts de «guérison» et de «maladie» étant différents selon le soignantE et le soigné, nous analysons la prise en compte des savoirs locaux par les personnels soignants dans le processus thérapeutique. Considérant le contexte africain et les multiples détours thérapeutiques qu'effectuent très souvent les patientes, l'on ne saurait étudier la relation thérapeutique à l'hôpital sans s'attarder quelque peu sur la place de la médecine traditionnelle. La médecine traditionnelle fait partie intégrante du vécu de bon nombre des patientes quand bien même celles-ci se dirigeraient vers la médecine des hôpitaux. À ce sujet, nous nous sommes intéressés à savoir si les médecins, dans la prise en charge médicale, intègrent quelquefois les données locales liées aux conceptions et représentations que se font les patientes de leurs maladies. Tous les médecins interviewés sont unanimes sur la question et ce de manière irréversible. Voici les propos de l'un : *«Jamais je ne fais référence à la médecine traditionnelle, ni dans le diagnostic, ni dans le traitement; je suis un homme de science à part entière, je le reste et je compte bien le rester; même si une femme me dit qu'elle pense qu'on l'a attachée au village pour ne pas accoucher, je lui dis que moi je suis médecin et je fais de la médecine; alors je la soigne avec les notions de la médecine que j'ai apprises à l'école et si elle est venue me voir alors qu'elle laisse ses suppositions et suive mon traitement»* (propos du gynécologue Z). Cette déclaration rappelle les deux conceptions opposées de la maladie et de la guérison que sont celles d'un patientE et d'un médecin.

Didier Fassin a étudié les différents sens de la maladie et a relevé que le français dispose d'un seul mot «maladie» là où l'anglais peut en utiliser trois «*illness, disease, sickness*» (Fassin and Jaffré 1990). Cette constatation linguistique a conduit plusieurs auteurs américains à en tirer des conséquences théoriques pour l'anthropologie médicale. La distinction entre les trois sens de la maladie (selon les Anglo-Saxons) est nécessaire à prendre en compte dans la relation thérapeutique car ce qu'exprime le malade (ce qu'il manifeste et ce qu'il demande) s'inscrit dans un registre différent de ce que sait le thérapeute (de la maladie en général et de son malade en particulier) (ibid.). Ainsi les femmes stériles consultent-elles souvent pour des douleurs abdominales ou des symptômes diffus qui ne sont que la traduction dans leur corps d'une souffrance morale; ressentant des troubles qui ne laissent pas de traces sur les examens biologiques et radiographiques, et au terme des consultations et d'explorations au cours desquelles le problème de la stérilité n'est jamais posé en tant que tel, ces femmes finissent par être considérées comme non malades (quand on ne les taxe pas d'hystérique). Dans ce cas, la maladie du sujet ne trouvant pas sa place dans les cadres nosographiques du médecin, ne reçoit ni le soulagement, ni même la reconnaissance sociale. En effet, il existe une différence entre l'idée de guérison d'une patiente et l'idée de guérison du médecin. Le corps médical a une conception de la maladie exclusivement axée sur les données de la médecine et/ou basée sur des expériences scientifiques. Tandis que la patiente bien des fois attribue sa maladie aux causes magico-religieuses. La guérison est une valeur biologique pour le médecin tandis qu'elle apparaît être une valeur existentielle pour la patiente. Selon la représentation que se fait la patiente de sa maladie et de sa guérison, elle peut continuer de vivre avec l'appréhension d'une récurrence bien qu'elle soit cliniquement déclarée guérie.

Par ailleurs, il ressort ici le rejet de la médecine traditionnelle par la médecine des hôpitaux. Les perceptions et représentations de la maladie et de la guérison que se font les patientes les amènent à recourir à une multitude de pratiques thérapeutiques parmi lesquelles la médecine traditionnelle.

Nombreux sont les débats actuels portant sur les controverses qui existent entre la biomédecine et la médecine traditionnelle. En effet, la biomédecine a longtemps triomphé universellement et s'est quasiment érigée en médecine supérieure. Cependant, l'émergence des médecines parallèles tend à remettre en cause la suprématie de celle-ci. Plusieurs auteurs

mettent en relief les divergences qui régissent la communauté médicale d'aujourd'hui. Jean Benoist met en exergue le litige qui oppose la biomédecine encore appelée «médecine officielle» aux «médecines non officielles/non conventionnelles» dites «médecines parallèles ou alternatives» (Benoist 1996). Il pose la question de la légitimation des médecines non officielles. Est-il possible qu'elles soient reconnues officiellement et prise en charge par les autorités gouvernantes? Est-il possible qu'elles soient admises officiellement comme complémentaires à la biomédecine? Ces questions sont basées sur les rapports conflictuels qui existent entre les pratiquants de la biomédecine et ceux des médecines parallèles. Les biomédecins centralisent le débat autour de la question de la légitimité scientifique des médecines parallèles; ils insistent par ailleurs sur l'efficacité de celles-ci. Il est à noter que si les opinions et les débats de nos jours ont de plus en plus tendance à ramener la question d'une institutionnalisation des médecines parallèles, ceci est basé sur le fait que le recours à cette thérapie par les malades en général devient de plus en plus ouvert et avoué.

Bien souvent d'ailleurs les biomédecins, dont la plupart restent encore hostiles aux recours thérapeutiques des médecines parallèles, font partie d'une société où les membres de leurs familles, leurs ami(es), leurs connaissances, relations et collègues sont des usagers parfois réguliers des médecines parallèles. Bien des fois, certains biomédecins recourent officieusement aux médecines alternatives dans une optique de diagnostic et/ou de traitement. Face à ceci, la question que l'on serait tenté de se poser est la suivante : Pourquoi des biomédecins préfèrent-ils mener un combat mental, spirituel et inavoué lorsqu'ils choisissent de recourir aux médecines alternatives en vue d'une complémentarité curative et/ou de diagnostic, plutôt que de participer à une acceptation générale et officielle par la communauté biomédicale des médecines non conventionnelles dont l'efficacité est de plus en plus prouvée par les usagers? Une telle question amène à émettre l'hypothèse selon laquelle la raison serait que ces médecines non conventionnelles ne possèderaient pas un caractère scientifique. Ou plutôt ce serait qu'une acceptation générale par la communauté biomédicale pourrait être vue comme une renonciation à l'autorité suprême et établie de la science biomédicale qui s'est toujours estimée capable de juger de toutes les pratiques de la santé et qui s'est toujours vue comme infaillible et définitive. Pourtant, nul ne pourrait réfuter l'assertion selon laquelle les vérités d'aujourd'hui sont parfois les erreurs de demain. Jean Benoist pense que c'est une

affirmation jalouse de l'autorité du système officiel et un aveuglement à ses propres limites car le médecin biomédical s'est toujours vu comme le seul ingénieur du corps (Benoist 1996).

9.3.4.3 La place de la relation thérapeutique face aux deux systèmes de représentation

Le rapport entre le soignantE et le soigné à l'hôpital est une relation établie entre le représentant d'une institution et un individu isolé de son groupe social. Cette relation déséquilibrée est vécue par la patiente à travers l'opposition entre «nous» et les «autres», les soignantEs de l'hôpital appartenant au monde des «autres». Le couple d'opposition «eux» et «nous» sert à la patiente à généraliser des situations vécues individuellement, à marquer son identité et à organiser son rapport au monde social (Loyola 1983). Le monde des «autres» est surtout le monde des classes dominantes : la distance qui sépare le «profane» du «professionnel» s'agrandit par l'écart entre l'origine sociale et culturelle des soignantEs et celle des soignés.

De manière générale, l'attitude du malade vis-à-vis du soignant est assez ambiguë. Derrière la confiance et la passivité apparentes se trouvent la méfiance ainsi que la volonté d'en savoir plus sur sa maladie et de maîtriser les traitements ordonnés. Cependant, il ne dit rien mais à la maison il n'en fait pas moins (Loux 1983).

«En fait, il me semble que ce soit surtout le recours à l'expérience des voisins, parents et autres personnes partageant, localement, la même situation de classe, qui constitue un moyen de contrebalancer l'efficacité de son traitement» (Loyola 1983).

Dans le cadre de l'étude de la relation entre médecins et malades, Mara Viveros a mené une enquête à Villeta dans un village colombien. Les résultats de ses recherches (Viveros 1990) démontrent que le rapport conflictuel entre soignantEs et soignés à l'hôpital ne se reproduit pas de façon identique lorsque le soignantE (parfois le même qui fait sa consultation à l'hôpital) et le malade se rencontrent dans le cabinet privé du soignantE. L'opinion explicitement positive à l'égard des consultations privées laisserait penser le contraire. Elle pose la question de savoir comment une population ayant tant de contraintes matérielles et financières, comptant sur un hôpital local, peut avoir une valorisation aussi positive des soins payants. Elle déclare que pour comprendre il faut lier cette appréciation avec la logique globale qui oriente les attitudes de ce groupe social (ibid.). Analysant de plus près le contenu de cette évaluation «positive», on se rend compte que celle-ci se réfère surtout à des

conditions d'accueil plus pratiques et moins contraignantes que celles de l'hôpital. À Villeta les principaux obstacles à la consultation médicale à l'hôpital sont la difficulté d'obtenir une consultation et les empêchements personnels pour y aller. Pour avoir recours à l'hôpital il faut d'abord avoir beaucoup de temps. En tenant compte de ces circonstances on comprend mieux que ceux qui ont les moyens suffisants préfèrent payer un soignantE privé et bénéficier des facilités qu'il offre à savoir des horaires plus souples, des attentes moins longues, une clientèle limitée en nombre et une relation plus individualisée. Il faut également remarquer que l'exercice de la médecine privée s'apparente davantage à l'image que cette population a de la pratique médicale. Les gens qui utilisent la médecine privée peuvent choisir le soignantE et consulter toujours le même, ce qui favorise un rapport plus personnalisé. Et ce choix se fonde sur des critères non de compétence technique mais surtout de rapport personnel. Un minimum d'attention de la part du soignantE conduit à le faire classer comme un «bon soignantE». Un «bon soignantE» est donc celui qui est «plus attentif», «bien élevé», qui «l'écoute», qui «explique le traitement». La relation soignant-soigné s'avère donc plus satisfaisante pour le malade en cabinet privé qu'à l'hôpital. Dans le cabinet privé, le malade se sent moins dépossédé de son identité parce qu'à travers un rapport plus individualisé, l'écart entre son univers et celui des soignantEs s'atténue. Ainsi, dans les cabinets médicaux les exigences à l'égard du soignantE sont plus grandes, le paiement de l'acte médical jouant un rôle dans l'établissement de leur relation. D'une part, le soignantE est perçu comme étant plus motivé qu'à l'hôpital, de l'autre le malade se sent investi du pouvoir de «client».

Cette opposition entre «ils» et «nous» qui apparaît constamment dans le discours des malades s'efface quand ceux-ci se réfèrent au soignantE privé, plus près de la description de Richard Hoggart qui sous-tend qu'un médecin généraliste qui se fait accepter en se dévouant à ses clients n'est pas un «autre», il a lui-même une physionomie (Hoggart 1970).

La relation thérapeutique dans un hôpital tel que l'HGY englobe l'ensemble du personnel, soignant ou non, qui fait parti du processus thérapeutique. De ce fait les obstacles que rencontre cette relation passent par l'accueil inadéquat et inapproprié des patientes, tel que ces dernières l'ont témoigné durant toute la période des enquêtes. Une brève comparaison démontre que l'accueil dans les structures sanitaires privées n'est en rien identifiable à celui des structures publiques où les patientes se plaignant d'être méprisées, ignorées, surtout

lorsqu'elles sont indigentes et n'ont pas de moyens financiers pour payer pour leurs soins. Ainsi, ce qui est remis en cause dans la relation thérapeutique est moins la compétence médicale pour soigner les patientes c'est-à-dire guérir leurs maladies mais plutôt : i) La compétence à prendre soin des malades à l'hôpital ceci en intégrant l'accueil approprié et la prise en charge globale des malades; ii) la capacité à mettre ensemble dans l'univers hospitalier les deux systèmes de représentations divergents du soignantE et du soigné; iii) Le cadre de l'interaction dans lequel la relation a des difficultés à se construire.

9.3.5 Relation de genre et relation thérapeutique : quels en sont les déterminants

Les déterminants d'une relation thérapeutique sont multiples. Ils sont fonction du type de relation qui s'établit.

9.3.5.1 Les motivations du choix du métier par les personnels soignants

Dans l'analyse de la relation entre le soignantE et le soigné, il est important de connaître les motivations des parties prenantes dans la relation car elles permettent de comprendre les éléments qui structurent le contenu de ladite relation. Et Raymond Boudon le confirme lorsqu'il déclare qu'il est indispensable de reconstruire les motivations des individus concernés par le phénomène que l'on voudrait étudier (Boudon and Fillieule 2012). C'est dans ce même cadre que nous nous sommes intéressés à identifier les motivations des patientes. En ce qui concerne les personnels soignants le témoignage ci-après livre des détails : *« moi j'ai fait la médecine parce qu'à l'époque on faisait les concours; tu présentais tous les concours; les meilleures écoles à l'époque c'étaient le CUSS⁹⁷, l'INSA, POLYTECH, etc.; je me suis retrouvé en médecine parce que j'ai eu le concours de médecine; si un an avant j'avais eu le concours d'agronomie je serais partie en agronomie; à l'époque au Cameroun on ne choisissait pas ce qu'on voulait faire mais on faisait ce qu'on pouvait faire; la spécialité de gynécologie par contre je l'ai choisie; je l'ai bien choisie parce que j'aime m'occuper des femmes et des enfants et des grossesses »* (propos du gynécologue X).

⁹⁷ Le CUSS a été remplacé par la Faculté de Médecine et des Sciences Biomédicales.

Un autre nous a déclaré : *«J'ai été un peu marqué par la souffrance des uns et des autres quand je fréquentais les hôpitaux comme malade dans mon enfance et cela a joué pour beaucoup pour le choix du métier de médecin; quant à ce qui concerne la spécialité de gynécologie obstétrique, j'avais penché un peu pour cette spécialité pour la simple raison que c'est l'une des rares spécialités en médecine où il y a un aspect qui n'a rien à voir avec la maladie à savoir l'accouchement; la grossesse et l'accouchement qui semblent être une partie moins triste de la médecine parce que dans cette spécialité qu'est l'obstétrique généralement c'est la joie d'avoir eu un enfant, c'est la joie de connaître que la famille s'est agrandie donc c'est ce facteur principalement qui m'a motivé à choisir la gynécologie obstétrique»* (propos du gynécologue Z).

Les motivations des acteurs sociaux concernés dans une relation permettent de déterminer leur degré d'implication dans cette relation. Ont-ils été contraints? Ont-ils délibérément choisi de faire partir de cette relation? Ceci renseigne sur l'investissement de chacune des parties. Toutefois dans notre cas d'étude, c'est le soignantE qui devrait s'investir le plus car c'est lui qui a la responsabilité de satisfaire le soigné. Le soigné s'investit moins car il est dans une position où c'est lui qui reçoit. Cependant, le soigné est aussi appelé à participer dans la construction de cette relation car il s'agit des relations humaines qui requièrent l'implication active de toutes les parties prenantes. La relation thérapeutique se structure dans un cadre dont il est indispensable d'analyser les déterminants.

9.3.5.2 La ritualisation de la relation thérapeutique

La ritualisation participe des habitudes, des coutumes, des manières de faire et des savoir-faire propres à une population donnée, nommons le corps médical. Le corps médical appartient à une culture qui est la sienne, investit de normes, de mœurs, de pratiques et de valeurs qui d'une certaine façon définissent un rituel. Nous essayons de voir comment se construit la relation thérapeutique à travers ce rituel. Dans notre cas d'étude, la relation s'établit dans une formation sanitaire entre une patiente et un gynécologue. Ainsi le cadre dans lequel les interactions se déroulent a un impact fondamental sur la relation.

Le cadre de la relation : Il comprend l'environnement physique dans lequel sont plongés la patiente et le gynécologue; environnement qui ne manque pas d'avoir une certaine influence

dans la construction de la relation. La patiente arrive au sein de cette structure hospitalière et est reçue d'abord à la guérite. Ensuite elle est reçue au hall de l'hôpital pour obtenir des renseignements et informations afin de savoir comment s'orienter. Après le hall d'entrée, la patiente est reçue à la vitrine du service d'accueil et enregistrement pour demander à rencontrer un médecin. Elle doit attendre à ce service pour qu'on lui sorte son dossier médical et lui remette un numéro de passage auprès du médecin. Une fois le dossier médical sorti et transmis au service des consultations externes, la patiente doit aller auprès des infirmières pour se faire prendre les paramètres (poids, tension, température, etc.). La salle d'attente du service de gynécologie fait partir des étapes à franchir pour la patiente qui désire consulter le gynécologue. La fin du parcours se trouve à l'intérieur du cabinet de consultation. Ce cadre des interactions entre le gynécologue et la patiente a un impact fondamental sur la relation thérapeutique car il la structure, la façonne, la délimite. L'accueil, l'enregistrement, la prise de paramètres, l'attente, l'auscultation, tous font partie d'un rituel auquel participent le personnel soignant et les patientes. Toutes les étapes décrites ci-dessus retracent en quelque sorte le déroulement de ce rituel. Rituel parce que l'ensemble des interactions se passe de manière récurrente autrement dit pratiquement toutes les consultations se déroulent de la même façon. Les patientes suivent quasiment toutes le même trajet depuis l'arrivée jusqu'à la salle de consultation. Elles sont presque toujours les mêmes c'est-à-dire des femmes. Le gynécologue conventionnellement en blouse blanche reçoit traditionnellement assis derrière une table. La consultation dure d'habitude entre 12 et 16 minutes. Le gynécologue pose des questions, ausculte, examine les résultats d'examens et prescrit une ordonnance. La patiente répond aux questions, attend pendant que le médecin écrit dans le dossier médical, prend l'ordonnance prescrit et sort du «box de consultation». Très peu sinon pas du tout de patientes pose de questions aux médecins.

9.3.5.3 La dé-ritualisation de la relation thérapeutique

La construction de la relation thérapeutique dans un cadre tel que décrit ci-dessus participe d'une ritualisation. Dans un tel contexte cette ritualisation conduit à une relation qui apparaît codifiée, règlementée et régentée par le système dans lequel elle se construit. Et cela pourrait expliquer la crispation de certaines patientes lorsqu'elles sont face aux gynécologues qui ne s'en rendent presque pas compte parce que noyés dans un environnement régulateur de

comportement. La dé-ritualisation apparaît comme le spectre à travers lequel on observe les comportements des soignantEs qui apparemment conscients de l'oppression qu'exerce le milieu sur les patientes, essayeront de les mettre en confiance et de les décrisper. Il s'agit par exemple du gynécologue qui sera toujours jovial et accueillant avec presque toutes ses patientes, appelant certaines directement par leur prénom ou leur attribuant à chaque fois des sobriquets gentils et affectueux pour les décontracter comme «princesse, jeune fille, petite, nyango, trésor, ma chérie» ou utilisant les diminutif de leur prénom. Lorsqu'il s'agit d'un couple le gynécologue choisira des fois de dire «monsieur ou madame» tout en gardant toujours un air décontracté et enjoué. Outre cela, le gynécologue trouvera toujours une histoire drôle qui réussit à décoincer la patiente et à détendre l'atmosphère. Dans la plupart des cas, il établit des relations agréables et cordiales avec ses patientes et parvient à les décrisper notamment celles qui arrivent tendues, nerveuses et inquiètes. L'enjouement et la gaieté d'un gynécologue sont simples et communicatifs et ont pour effet de mettre à l'aise ses patientes. En général et il s'agit des cas que nous avons observés, l'utilisation des prénoms par les gynécologues a pour effet de briser la glace dès le premier abord car cela crée un certain rapprochement dans la relation. Et ceci est encore plus renforcé lorsque le gynécologue tutoie ses patientes. Dans les cas où le gynécologue vouvoie continuellement ses patientes en les appelant «madame/monsieur», l'ambiance reste pratiquement toujours tendue et les patientes visiblement réservées. Le gynécologue de par le statut supérieur que lui confère sa position, peut instaurer le tutoiement avec ses patientes lorsque cela s'avère nécessaire pour créer une proximité relationnelle. Les patientes pour la plupart se sentent très peu enclines à le faire car elles vouvoient presque toujours le gynécologue et l'appellent «Docteur» même quand celui-ci utilise l'un des sobriquets cités ci-dessus. Il y a cependant des patientes dont on a remarqué une complicité avec le gynécologue et qui l'appellent plutôt «Doc».

La dé-ritualisation participe d'une prise de conscience personnelle de «prendre soin» de l'Autre. Elle s'observe dans les comportements au quotidien des personnels soignants qui démontrent de l'attention, de la compassion, de la considération, qu'ils éprouvent envers les patientes. C'est à ce niveau qu'on comprend aisément qu'il existe une différence fondamentale entre «soigner» et «prendre soin». Les malades sont soignés parce qu'il existe de la spécialité et une haute technicité dans l'hôpital mais sont très peu pris en soin. Durant

nos entretiens, nous avons eu des patientes qui ont affirmé être bien soignées par les gynécologues mais se plaignent d'être mal reçues à l'accueil. En effet, la relation thérapeutique dans le cadre d'une institution hospitalière ne saurait se résumer à un «être soigné par le médecin» mais devrait intégrer un «prendre soin» par tout le personnel soignant et le personnel d'appui. La ritualisation de la relation thérapeutique ne s'observe pas uniquement à travers le cadre de la relation mais également à travers la communication qui en est l'un des déterminants.

9.3.5.4 La communication dans la relation thérapeutique

La communication dans la relation thérapeutique est un élément aussi important que primordial. C'est à travers elle que la relation prend naissance, s'établit et se construit. C'est par elle que s'observent les interactions des acteurs. Dans notre cas d'étude, deux éléments sont pris en compte dans la communication à savoir le dialogue thérapeutique et le registre somatique de la maladie.

i. Le dialogue thérapeutique

Au cours de la rencontre gynécologue-patiente, nous nous sommes rendu compte que le gynécologue s'intéresse à la maladie exclusivement sur le plan médical. Quand la patiente entre en consultation, s'il s'agit d'un nouveau cas, le gynécologue requiert les informations relatives à son identité (âge, situation matrimoniale/professionnelle, nombre d'enfants/grossesse) et celles relatives à son historique médicale (antécédents médicaux, maladies héréditaires, etc.). Une fois ces informations consignées, le gynécologue demande à la patiente le motif de sa venue. Après la description des symptômes de son mal, le gynécologue décide de l'ausculter gynécologiquement et lui demande d'aller s'allonger sur la table de consultation. Après l'examen gynécologique, il pose le diagnostic. Très souvent, il établit d'abord un pré-diagnostic et prescrit à la patiente une série d'examens médicaux avant de poser le diagnostic final. Après avoir posé le diagnostic, le gynécologue rédige au besoin une ordonnance qu'il remet à la patiente et c'est ainsi la fin de la consultation. Lorsque le gynécologue reçoit un ancien cas, le processus est le même à la différence qu'il ne redemande plus les questions liées à l'identité et à l'historique médicale de la patiente vu que cela figure déjà dans son dossier. Très peu de patientes sinon pas du tout posent des questions au

gynécologue sur le mal dont elles souffrent, sur les origines de ce mal, sur son évolution ou ses conséquences. Même les femmes enceintes s'intéressent très peu à connaître l'importance, la nécessité ou l'indispensabilité des examens médicaux qui leurs sont demandés. En conséquence, le gynécologue ne s'attarde pas beaucoup sur les cas de maladies pour fournir des explications supplémentaires encore moins lorsqu'un grand nombre de patientes attendent à l'extérieur pour consulter. Le gynécologue donne des détails lorsqu'il nomme médicalement une maladie pour dire comment le traitement sera effectué ou éventuellement comment la patiente sera opérée. L'observation suggère que la patiente laisse la latitude au gynécologue de tout décider sur son sort; autrement dit la patiente s'en remet entièrement au gynécologue sans chercher à savoir quels sont les moyens qu'il utilisera pour un éventuel traitement; ou comment il compte s'y prendre et pourquoi tel traitement et pas un autre? Citons l'exemple de cette dame qui est venue présenter les résultats des examens médicaux que lui avait prescrit le gynécologue. Ce dernier a détecté une menace de cancer de l'utérus et a annoncé à la dame qu'il allait lui faire une biopsie. De tout ce que le médecin lui disait, la dame répondait uniquement «oui Docteur» et n'ajoutait rien d'autre. Elle ne s'est pas intéressée à savoir qu'est-ce qu'une biopsie? En quoi cela consiste? Est-elle douloureuse? Est-elle obligée de la faire? Pourquoi? Quelle maladie a-t-elle? À quoi est-ce dû? Quelles sont ses conséquences? etc. Nous avons eu des témoignages de patientes sur le sujet : «*Avec le gynéco c'est strictement en rapport avec tout ce qui est lié à la grossesse*» (Mireille Kada, 32 ans, Ménagère). Des sujets sociaux qui pourraient être liés à la maladie font très peu partie du dialogue thérapeutique entre patiente et gynécologue et assez souvent les patientes préfèrent se renseigner auprès des amis et connaissances au risque d'obtenir des informations erronées : «*Au quartier je me renseigne souvent; par exemple c'est au quartier que j'ai appris ce que c'est que le frottis vaginal*» (Clarisse Deffo, 30 ans, Commerçante.).

Nous tenons à relever ici que certaines patientes sont réticentes à poser des questions à leur gynécologue; elles ont peur de les gêner; et ceci est encouragé par le fait que certains gynécologues ne prennent pas assez de temps ou même la peine pour amener leur patiente à leur poser des questions ou pour donner des explications sans qu'elles n'aient été demandées : «*Il m'a seulement donné la liste des examens à aller faire et de lui rapporter les résultats et c'est tout; il ne m'a rien expliqué*» (Ngo Ngambia, 50 ans, Ménagère). Nous avons été témoin du cas où une patiente a demandé à son gynécologue son numéro de téléphone et il lui a dit

que ce n'est pas nécessaire qu'il le lui donne car elle va le déranger plus tard. Il apparaît quelque peu difficile de juger de la qualité d'écoute des gynécologues car un bon nombre n'abordent presque pas des sujets autres que ceux liés à la maladie de la patiente. La conversation se limite essentiellement à un jeu de questions réponses où le gynécologue est celui qui interroge et la patiente celle qui répond. Il pose des questions liées à la maladie et analyse ses origines. La patiente de son côté n'est pas encouragée à aborder d'autres sujets qui d'une manière ou d'une autre pourraient avoir un rapport avec la maladie : *«On n'a causé de rien d'autre que ce qui concerne ma maladie car moi je ne pouvais pas aussi engager une pareille causerie sans que le médecin n'amène le sujet»* (Téclaire Matip, 41 ans, Ménagère). Wafo a confié : *«Vous savez, quand on va voir son médecin on n'est pas pressé de sortir de son cabinet de consultation mais comme il y a beaucoup de malades qui attendent, le médecin fait vite; je ne pose pas beaucoup de questions relatives à d'autres sujets qui ne sont pas liés à mon état même si ça m'intéresserait; le médecin limite la conversation car il y a beaucoup de malades qui attendent; si j'avais plus de temps je poserais beaucoup d'autres questions»* (Wafo, 25 ans, Chercheur d'emploi).

Il y a des gynécologues pressés par le temps ou par la masse de patientes qui attendent; et d'autres pressés d'aller vaquer à leurs activités personnelles notamment aller consulter en privé. Citons l'exemple de celui-ci qui a commencé ses consultations vers 11h et à 13h30 déclare en salle de consultation en présence d'une patiente : *«je dois avoir fini à 14h car je suis attendu ailleurs»* bien qu'il y ait encore de nombreuses patientes qui attendent d'être reçues. Ceci démontre du fait que ce gynécologue n'a pas beaucoup de temps à accorder aux patientes individuellement puisqu'il est pressé. Dans ce type de situation où un gynécologue est pressé de s'en aller, il confie ses patientes à ses collègues ou à des résidents étudiants en médecine. Ce cas de figure permet de comprendre que pour le corps médical la relation la plus importante semble ne pas être celle de «médecin-malade» mais plutôt celle de «médecin-maladie». En effet il importe pour un médecin que ce soit le cas de maladie qui soit traité plutôt que ce soit le malade qui soit pris en charge; et donc dans ce cas n'importe quel médecin peut intervenir. Et pourtant dans le sens inverse les patientes tiennent particulièrement à être reçues par leur médecin : *«Souvent quand je viens ici et qu'on me dit que mon gynéco s'est absenté, je préfère rentrer pour revenir un autre jour; moi je préfère toujours rencontrer mon médecin. »* (Bougue, 38 ans, Enseignante).

La question du dialogue thérapeutique ne peut être abordée sans qu'un regard ne soit jeté sur les propos des médecins. En effet l'utilisation des termes médico-scientifiques par les médecins face aux patientes oblige ces dernières à leur demander de ramener le niveau du langage à leur compréhension; c'est dans ce sens que Mireille a confié : *«Il y a des moments où on vous parle d'un mot que vous n'avez jamais entendu et dont vous allez vous demander qu'est-ce que cela veut dire? Si votre médecin est gentil il peut vous expliquer sinon il ne prendra pas cette peine»* (Mireille Kada, 32 ans, Ménagère). Il est facile de déduire suite à ce témoignage qu'il peut arriver qu'un gynécologue ne prenne pas la peine d'expliquer à la patiente les termes scientifiques et techniques qu'il emploie pour s'exprimer; et qu'il le ferait en fonction de sa gentillesse. D'autres patientes ne manquent pas d'insister pour obtenir des éclaircissements sur ce qu'elles ne comprennent pas et c'est le cas de Christine : *«Moi je n'ai pas de problèmes; quand je ne comprends pas je lui demande clairement ce que ça signifie»* (Christine Tcheubeu, 34 ans, Enseignante).

La langue de dialogue entre les patientes et les gynécologues est le français pour la plupart. Toutefois, il peut arriver qu'une patiente d'origine anglophone ne soit pas en mesure de s'exprimer correctement en français; dans ce cas elle est accompagnée d'un membre de sa famille qui se charge de traduire ou le médecin se débrouillera à s'exprimer en anglais. Le dialogue est l'un des déterminants fondamentaux dans une relation thérapeutique. S'il n'est pas bien mené cela peut entraîner des conséquences fâcheuses dans la relation. La langue de dialogue est primordiale et se trouve au centre même de la relation thérapeutique. Pour une relation constructive et satisfaisante pour les deux parties, le médecin et la patiente doivent s'assurer qu'ils se comprennent parfaitement. Le dialogue dans une relation thérapeutique ne saurait se résumer à un jeu de questions réponses mais plutôt à un échange d'idées, de point de vue, à une conversation entre le gynécologue et la patiente où des points de vue peuvent être acceptés aussi bien que rejetés. Le dialogue permet d'écouter le point de vue de l'Autre et d'admettre que le sien puisse être erroné. Le dialogue appelle à l'humilité et à la considération de l'Autre dans toute sa globalité. Si le dialogue thérapeutique doit exister entre soignantE et soigné alors le point de vue de la patiente doit être pris en compte dans tout le processus de prise en charge, non pas de sa maladie seulement, mais de la patiente également car c'est elle qui porte la maladie. Dans une relation thérapeutique, le dialogue n'est pas

uniquement verbal mais également non verbal et écrit. C'est dans cette optique que nous allons nous pencher sur l'analyse du dossier médical.

ii. Le registre somatique de la maladie

Le dossier médical d'une patiente apparaît comme étant un aide-mémoire pour le gynécologue. Ce dernier consigne dans le dossier médical toutes les informations susceptibles de lui rappeler le cas de maladie qu'il suit ainsi que l'identité de sa patiente. Généralement le dossier médical comprend les nom et prénom de la patiente, son âge, sa situation matrimoniale et professionnelle. En gynécologie on ajoute aussi le nombre d'enfants, de grossesses, d'avortements. En plus de cela les informations liées aux antécédents médicaux, aux maladies héréditaires, aux allergies à certains traitements. Au Cameroun, le dossier médical varie en fonction des formations sanitaires mais de manière générale on y trouve pratiquement les mêmes informations. La différence se situe au niveau où dans certains hôpitaux, il s'agit du carnet médical que parfois chaque malade achète en venant en consultation ou achète sur place. Dans le cas de l'HGY il s'agit d'un dossier médical délivré par la structure et gardé par elle-même. Aucune patiente n'a le droit de le conserver car c'est la propriété de l'hôpital et c'est uniquement le corps médical qui y a accès. Le dossier est ouvert à la patiente dès le premier jour où elle arrive dans cet hôpital et une carte appelée «carte d'identité de l'hôpital» lui est remise à partir de laquelle son dossier sera retrouvé chaque fois qu'elle viendra en consultation.

Le dossier médical est l'une des pièces maîtresses dans la relation thérapeutique car c'est grâce à lui que le gynécologue se souvient de sa patiente et du cas de maladie qu'il traite. Le gynécologue se réfère au dossier médical avant d'ausculter sa patiente. Dans le dossier médical le gynécologue consigne toutes les informations fournies par sa patiente sur sa maladie ainsi que le traitement qu'il lui administre. C'est le dossier médical qui permet au gynécologue de se retrouver lors de la prochaine visite médicale et de pouvoir effectuer un suivi. Nous pouvons dire sans risque de nous tromper que le dossier médical porte la relation thérapeutique et sans lui la relation serait incomplète voire déstructurée. Le dossier médical apparaît comme un pont qui relie les deux parties mais dont le sens va du soignéE au soignant. En effet, toutes les informations fournies par la patiente et reçues par le gynécologue

sont consignées uniquement par ce dernier dans le dossier médical. En d'autres termes, seul le gynécologue sait ce qu'il retient des informations reçues et ce qu'il écrit dans le dossier médical; même dans les cas où une copie du dossier médical est autorisée à la patiente très peu sont en mesure de déchiffrer ce qui y est consigné par le gynécologue. Nous avons en effet reçu plusieurs témoignages dans ce sens. Mireille a déclaré :

«Ici là on n'a pas accès au dossier médical; comme vous voyez posé là, quand ça part de l'accueil ça vient directement chez l'infirmière; ce n'est pas nous qui le transportons; nous on ne touche même pas; après chez l'infirmière ça vient ici chez le Docteur; le Docteur lui-même sait ce qu'il écrit là; nous on ne sait même pas; franchement je ne peux pas vous dire ce qui est écrit dans mon dossier depuis onze ans aujourd'hui, je ne sais vraiment pas; quand il écrit, si je n'ai pas compris un point je vais demander aux infirmières; on ne touche même pas à ça; si ça se perd ça ne regarde pas le malade» (Mireille Kada, 32 ans, Ménagère).

Tel qu'il ressort de ce témoignage, les patientes ne sont pas admises à toucher leur dossier médical. Il transite d'un service à un autre uniquement entre les mains d'un personnel médical. Bougue a renchéri :

«On ne sait pas toujours ce que le médecin écrit dans le dossier; c'est lui-même qui sait et je ne demande même pas; et ça ne m'intéresse même pas d'avoir une copie puisque ça concerne le médecin; quand j'ai un problème je viens; le dossier concerne beaucoup plus le médecin pas moi particulièrement (Bougue, 38 ans, Enseignante).

Les propos de Bougue nous amène à déduire que l'appropriation du dossier médical par le gynécologue laisse à la patiente l'impression qu'il s'agit plus du sien que de celui de la patiente elle-même; puisque c'est le gynécologue qui le garde, que c'est lui qui écrit dedans et que c'est lui qui sait ce qu'il y écrit en définitive le dossier médical lui appartient.

Cependant, il y en a qui savent à peu près ce que le gynécologue écrit dans leur dossier. C'est le cas de Téclaire : *«La même ordonnance qu'il me donne, il écrit aussi dans mon dossier; de même pour les examens qu'il me prescrit; tout ce qu'il y a à faire, il va me dire et noter aussi dans le dossier»* (Téclaire Matip, 41 ans, Ménagère.). Pour certaines ça leur importe peu de savoir ce qui est consigné dans leur dossier et encore moins de le garder avec elles; elles veulent juste être bien soignées : *«On m'avait déjà dit que le dossier médical reste ici à l'hôpital; moi je veux seulement la guérison; si on peut admettre que je rentre avec alors je le prendrai; mais ça ne me dit rien»* (Hortense Dengne, 34 ans, Commerçante). Rosette pense la même chose : *«Je n'aimerais pas avoir mon dossier médical avec moi»* (Rosette Eboussi, 36

ans, Commerçante.). Cependant sur un point de vue pratique, certaines pensent que cela réduirait la tâche des agents du service d'accueil et enregistrement et les longues attentes si chaque patiente rentrait avec son dossier médical pour le rapporter à la prochaine visite médicale : *«si chacun avait son dossier, il viendrait et passerait seulement sans plus être obligé d'attendre pendant des heures pour qu'on sorte votre dossier»* (Bougue, 38 ans, Enseignante).

Nous avons rencontré des patientes qui sont intéressées à entrer en possession de leur dossier médical ou de celui d'un des leurs. Parmi eux Marthe, qui dit avoir fait la demande et essuyé un refus de l'institution : *«Mon père a un dossier médical ici, nous avons voulu l'évacuer mais on a refusé de nous donner son dossier; on voulait même seulement photocopier parce qu'on avait besoin de ça pour constituer ses papiers d'évacuation, mais on nous a refusé.»* (Marthe Eyenga, 34 ans, Secrétaire). Les propos de Marthe laissent penser que le dossier médical d'un patient pourrait lui être interdit même lorsqu'il souhaiterait en faire une copie. Cette information n'a pas été confirmée par le Chef service des consultations externes que nous avons interviewé. Sa déclaration se résume en ceci : *«ils n'ont tout simplement pas frappé à la bonne porte, c'est tout; moi je suis le Chef service des consultations externes et j'autorise les copies de leur dossier médical à ceux des patientEs qui en font la demande; s'ils étaient venus me voir, ils l'auraient eu»*. Il est clairement entendu ici que bien que le dossier médical d'une patiente reste sous la garde de l'institution, la patiente peut y avoir accès si elle en fait la demande. D'un autre côté, nous avons des patientes qui ne sont pas d'avis qu'un malade entre en possession de son dossier médical. Selon celles-là le dossier médical doit exclusivement être la propriété de l'hôpital. Écoutons dans ce sens Christine : *«Le dossier médical doit être secret et être la propriété de l'hôpital; c'est un dossier médical c'est pas un dossier personnel; même à votre lieu de service on ne doit pas voir votre dossier médical; mon boss a demandé à voir le mien et je lui ai dit qu'il n'est pas compétent pour le lire; si le malade désire avoir une copie pour quelques raisons que ce soit, si c'est possible on peut la lui donner; moi par exemple je fais une photocopie de mes examens médicaux avant de remettre au médecin, pour voir par rapport à mon statut sérologique comment ma maladie évolue; mais c'est vrai que c'est un couteau à double tranchant; si un malade le regarde en étant conscient ça peut le rendre psychologiquement plus malade que physiologiquement; ma*

maman était du corps médical, elle avait un cancer et elle voyait ses résultats et ça la tuait plus que la maladie elle-même» (Christine Tcheubeu, 34 ans, Enseignante).

L'analyse du dossier médical met en exergue la question du droit du malade à être informé de son état de santé. Jusqu'où le médecin est-il autorisé à donner des informations au malade sur sa maladie et ses conséquences? Le malade est-il autorisé à disposer de son dossier médical ou cela doit-il exclusivement être la propriété de l'institution hospitalière qui le soigne et de son corps médical? Où se situe la responsabilité du malade face à sa maladie et à lui-même? Dans la relation thérapeutique le malade a-t-il une quelconque responsabilité et si oui laquelle? Le registre somatique de la maladie dans la relation thérapeutique révèle la perte d'identité du soigné face au soignant. En effet, le malade n'est personne devant le médecin si ce dernier n'a pas son dossier médical avec lui. Avec son dossier médical le malade devient «un cas» devant le médecin; il est un malade identifié et nommé par sa maladie. Il s'agit d'une perte d'identité du malade qui ne devient rien d'autre qu'un cas à traiter, une maladie à éradiquer.

9.3.5 Difficultés dans la relation thérapeutique

Notre étude étant focalisée au service de gynécologie nous examinons la nature des difficultés qui existent dans la relation gynécologue-patiente ainsi que les limites de cette relation. Les difficultés de la relation thérapeutique sont multiples. Nous en avons évoqué quelques-unes d'entre elles qui sont liées à l'accueil, au cadre des échanges entre les gynécologues et les patientes et la prise en charge des patientes. Au service de gynécologie certaines difficultés sont spécifiques aux types d'interactions qui s'y déroulent entre les gynécologues et leurs patientes.

1. Nature des difficultés de la relation thérapeutique au service de gynécologie

Tel que nous le faisons remarquer ci-dessus l'objet d'étude de la gynécologie se rapporte à tout ce qui est lié au sexe, à l'intimité et à la sexualité d'un individu. Ce faisant plusieurs incompréhensions peuvent amener les acteurs concernés dans la relation sur un terrain extraprofessionnel. Des gynécologues ont témoigné avoir été plusieurs fois victimes. À ce sujet un gynécologue nous a confié : « *Comme je suis très proche de mes patientes, très jovial et très blagueur, certaines femmes pensent souvent que je suis en train de les draguer et*

finalement c'est elles qui se retrouvent à me faire la cour; quand je constate cela, je remets gentiment les pendules à l'heure sans les frustrer ni les brusquer » (propos du gynécologue X).

En effet l'implication du gynécologue dans la relation avec ses patientes, le fait de toucher leurs organes sexuels, de parler de leur sexualité et d'entrer dans leur intimité, l'entraîne d'une certaine façon à être victime de ses patientes qui ont des difficultés à faire la part des choses. Parfois le malentendu ne se limite pas uniquement au niveau de la patiente mais entraîne quelquefois des personnes indirectement concernées dans la relation thérapeutique. Voici dans ce sens un autre témoignage : *«parfois il y a des hommes qui croient que je fais la cour à leurs femmes; ils en font des commentaires et j'apprends par des tierces personnes; quand je suis au courant je n'arrête pas de traiter ma patiente bien sûr mais j'essaye autant que possible de clarifier la situation afin que le mari en soit informé; tu sais ma fille, dans notre profession de gynécologue c'est une branche très délicate; on voit et entend beaucoup de choses; c'est vrai qu'il y a plusieurs de nos collègues qui font beaucoup de dérapage mais le drame parfois c'est qu'on assimile tous les gynécologues » (propos du gynécologue X).*

La relation gynécologue-patient entraîne ce que Raymond Boudon appelle les «effets pervers» (Boudon 1977). Lorsque s'établit la relation gynécologue-patient, c'est dans un contexte de demande et d'offre de soins. Elle se construit à partir d'une situation nécessitant une assistance médicale. Cependant, les effets pervers étant omniprésents dans la vie sociale, il arrive donc dans bien des cas que naissent des relations extra médicales entre le gynécologue et sa patiente dues à l'influence qu'exerce l'objet d'étude de la gynécologie sur la relation. «Effet pervers et ordre social» s'inscrit dans le courant de l'individualisme méthodologique représenté en particulier par Raymond Boudon et qui a pour principe d'analyser la réalité sociale en expliquant les phénomènes sociaux comme la résultante d'un ensemble de croyances et de comportements individuels. Nous convoquons l'individualisme méthodologique car ce modèle d'analyse s'attache à étudier les effets que les acteurs, supposés rationnels, exercent les uns sur les autres. L'interaction des comportements individuels produit des effets pervers (ou encore effets de composition ou effets émergents). La notion sert à définir des effets individuels ou collectifs qui résultent de la juxtaposition de comportements individuels qui parfois ne sont pas inclus dans les objectifs recherchés par les

acteurs. Toutefois, l'adjectif «pervers» laisse croire que les effets pervers sont indésirables mais ce n'est pas nécessairement le cas. Si les effets pervers apparaissent parfois non désirés, ils peuvent être selon les cas positifs ou négatifs. D'une part les propos ci-dessus confirment de nombreux malentendus qui s'infiltrèrent souvent dans la relation gynécologue-patiente et qui incriminent les gynécologues. D'autre part ils confirment l'idée que nous soutenons selon laquelle il existe beaucoup de non-dits dans la relation gynécologue-patiente; des non-dits qui laissent déceler des relations extraprofessionnelles entre des gynécologues et leurs patientes. Les gynécologues sont souvent des victimes de leurs patientes. Inversement les patientes parfois le sont également, pour celles qui subissent les abus de leur médecin. Bien que les aveux soient difficiles à obtenir nous demeurons convaincus que des relations extraprofessionnelles entravent largement la relation gynécologue-patiente. Quelles que soient la nature de la relation thérapeutique et les difficultés qui peuvent en découler, il existe toujours des limites à considérer.

2. Limites de la relation thérapeutique

La plupart des gynécologues que nous avons interviewés ont dit avoir des relations cordiales et chaleureuses avec leurs patients et les témoignages de certains patients le confirment : *«Pour tout dire, les médecins ici sont gentils; puisque j'ai eu à faire à au moins trois gynécologues parmi lesquels une femme et deux hommes; le traitement a toujours été le même; il vous salue le premier; je l'appelle Docteur; il me demande : qu'est-ce qui vous amène? je lui dis ce qui m'amène; il me demande : est-ce que vous avez d'autres problèmes en dehors de cela? Je lui dis si j'en ai et si j'en ai pas; après on passe à la consultation physique; ça se passe très bien; donc je ne me plains pas; il y a pas d'attouchements autrement; il fait vraiment son travail; après s'il y a les examens à faire, il prescrit, je m'en vais les faire et au prochain rendez-vous je les apporte; donc tout se passe bien»* (Mireille Kada, 32 ans, Ménagère). Pour plusieurs patientes, les médecins sont les moins reprochables dans la relation thérapeutique. Tout au long du processus les patientes ont l'opportunité d'évaluer leurs interactions avec les personnels soignants et de pouvoir faire des déductions. En ce qui concerne les limites de la relation, elles se situent au niveau du respect. Les patientes aussi bien que les personnels soignants ont déclaré qu'ils se doivent mutuellement respect. Cependant dans la réalité force est d'admettre que ce n'est pas toujours le cas. Nous

avons été témoin du mépris de la part de certains membres du personnel soignant à l'égard des patientes qui elles-mêmes témoignent de l'arrogance dont elles sont souvent victimes. De manière générale les écarts de comportement de la part du personnel soignant aussi bien que des patientes peuvent générer des conséquences fâcheuses et désastreuses dans la relation thérapeutique. C'est dans ce sens qu'un gynécologue a déclaré que les qualités indispensables à un soignantE pour développer une bonne relation thérapeutique avec des patientes se résument en «un très bon accueil, courtois, respectueux, chaleureux et par-dessus tout avoir toujours le sourire avec ses patientes car le sourire c'est la clé de la bonne humeur» (propos du gynécologue X).

L'analyse des déterminants de la relation thérapeutique a permis d'explorer les motivations des personnels soignants du choix de ce métier; d'étudier le processus de ritualisation de ladite relation faisant appel au cadre des interactions et au mécanisme de dé-ritualisation. La communication étant un élément fondamental dans le processus thérapeutique il a fallu porter un regard sur la nature du dialogue thérapeutique ainsi que sur les modalités du dossier médical du soigné. Focalisé au service de gynécologie il a été important d'examiner la nature des difficultés et les limites de la relation thérapeutique.

9.3.6 Relation de genre dans la consultation thérapeutique : une forme de ritualisation

L'observation et l'analyse de la consultation thérapeutique permettent de soutenir que la vie quotidienne ou le vécu quotidien n'est pas seulement conçu ou rythmé par la politesse et les conventions. Outre cela il existe un certain nombre de rites qu'Erving Goffman nomme «rites d'interaction» (Goffman 1974) qui sont intégrés dans les relations que les individus entretiennent les uns avec les autres. La consultation thérapeutique est alors un moment de la relation entre le soignantE et le soigné qui vue sous cet angle s'opère surtout au moment de cette consultation. En conséquence, nous posons la consultation thérapeutique comme une forme de ritualisation. Nous définissons la ritualisation dans ce sens comme un comportement à motivation émotionnelle présentant un caractère formel tel qu'en général les individus concernés ont un certain nombre de règles qu'ils doivent respecter; mais au-delà desquelles

apparaissent des singularités; et relativement auxquelles chaque comportement peut être modifié en fonction des conjonctures (ibid.).

a) Le rituel et la ritualisation

Dans la consultation figure des rites de marquage de territoire ou encore rites de reconnaissance (ibid.) qui font que chacun des protagonistes va chercher à marquer son territoire. Le gynécologue va chercher à marquer son territoire en le balisant des signes de reconnaissance; il faut voir en cela une quête identitaire. Pour cela il va porter une blouse blanche, un stéthoscope, recevra la patiente de manière formelle en consultation dans un bureau équipé d'une table dont il est le seul à s'en servir, d'un lit qu'il impose à la patiente pour l'ausculter; de plus le dossier médical, bien qu'identifié au nom de la patiente est la propriété du gynécologue qui est le seul à y consigner des informations. En ce qui concerne la patiente elle va également s'efforcer d'entrer dans la relation à travers une quête d'identification. Tout cela se passe dans un cadre où il s'agit de reconstituer un espace de reconnaissance pour le gynécologue et pour la patiente. Mais pour la patiente, à la lecture de ce que nous avons observé, la consultation se passe avec gêne pour elle, avec réserve, avec timidité et voire avec des attitudes défensives. Au service de gynécologie il s'agit des femmes qui pour la plupart sont tantôt enceintes, tantôt victimes des IST ou autres maladies; et selon le type de maladies qu'elles ont, elles apparaissent souvent très gênées, éprouvant parfois de la réserve à s'exprimer; elles sont intimidées. Erving Goffman sous-tend que l'extrême embarras chez les autres et chez soi-même se reconnaît à certains signes objectifs du trouble émotionnel : rougeur, gaucherie, bredouillement, voix trop aigue ou trop grave, chevrottements, parole qui se brise, sueurs, pâleur, cillement des yeux, mains qui tremblent, mouvements hésitants, distraction et incongruités. Le timide peut baisser les yeux, courber la tête, mettre les mains derrière le dos, tripoter nerveusement ses vêtements, se tordre les doigts, balbutier et manifester une certaine incohérence dans ses idées telles qu'elles s'expriment par le discours.

Durant la consultation, on ressentait une certaine gêne dans le langage, probablement dû au fait que les patientes étaient appelées à parler d'un sujet lié à leur intimité sexuelle. Pour les

patientes jeunes, moins de 25 ans, elles apparaissaient très peu informées sur le sujet et parfois victimes de leur ignorance. C'est le cas de cette jeune fille⁹⁸ célibataire de 24 ans que le gynécologue X a reçu en consultation prénatale. Elle n'avait jamais eu à consulter un gynécologue et c'était la première fois. Elle était très intimidée. Elle a déclaré qu'elle est tombée enceinte alors qu'il s'agissait de son premier rapport sexuel. Au vu du niveau d'études de cette dernière (diplômée de l'école d'ingénieur des travaux publics) et de son âge, il est difficile d'admettre qu'elle soit si peu informée. Elle n'arrivait pratiquement pas à s'exprimer, éludant certaines questions du gynécologue qui visiblement l'embarrassaient. Elle a présenté beaucoup de difficulté à se laisser ausculter gynécologiquement par le médecin n'arrivant pas à admettre qu'elle doive se mettre à nue. Elle avait honte et cela se traduisait par ses expressions faciales lorsqu'elle répondait avec véhémence et par la négation aux questions : *«Avez-vous déjà été enceinte? Avez-vous déjà avorté? Avez-vous des enfants?»*. Pour le gynécologue, recevoir cette patiente en consultation et lui poser ce type de questions, fait partie intégrante d'une routine à laquelle il est soumis; autrement dit la consultation thérapeutique est construite et se déroule selon une forme de ritualisation.

Force est d'admettre que l'attitude d'«aisance», de «suffisance» et de «sans gêne» du gynécologue participe de la timidité, de la réserve et de la gêne des patientes. En effet le gynécologue habitué à les employer utilise sans ambages des termes tels que «rapports sexuels», «vagin», «pénis», etc. Ces mots sont des automatismes verbaux et intellectuels pour le gynécologue; mais sont embarrassants pour certaines patientes et à la limite choquant puisque visiblement nous avons perçu leur malaise au travers des attitudes de contenance qu'elles essayaient d'avoir en détournant leur regard de celui du gynécologue et du nôtre; ou en baissant les yeux sur leurs mains qui n'arrêtaient pas de remuer (signe physique de gêne et de confusion intérieure) (ibid.).

Malgré leur malaise et leur mal-être, les patientes répondent à toutes les questions du gynécologue portant sur leur sexualité, obligées de lui fournir tous les renseignements indispensables dans la prise en charge thérapeutique et l'élaboration du diagnostic. On assiste alors à une sorte de dépersonnalisation des patientes face à leur nudité dévoilée. Selon Erving

98 Cette patiente ne fait pas partie de nos informateurs car nous ne l'avons pas reçue en entretien.

Goffman le cadre de la consultation s'opère comme une institution totale où il y a toutes sortes de rites de dépersonnalisation; la personne qui arrive en consultation perd son identité et est en quête d'identification. Cette même logique de mise à nue est aussi observée en prison où souvent l'individu perd de sa vraie personnalité.

En conséquence, ce type de rites balise d'une certaine manière l'entrée de la patiente en relation avec le gynécologue. Et du côté du gynécologue il y a une sorte de prise de pouvoir à travers des signes extérieurs d'autorité notamment le port constant du stéthoscope, le «livre Vidal» qui est presque toujours à côté de lui, le lit dans lequel il ausculte les patientes, la table qui lui sert de bureau, la blouse, etc.

Nous avons observé la consultation thérapeutique en étant vêtue d'une blouse blanche. Le port de cette blouse a participé d'une «*embedded*» observation, autrement dit d'une observation embarquée du chercheurE; ce qui peut assez souvent prêter à confusion dans l'observation faite. Présent lors des consultations, nous avons assisté au déroulement de celles-ci bien que notre présence ait gêné quelquefois. Nous n'avons jamais été admise à assister aux consultations des membres du personnel soignant malades pour une question de respect et d'éthique professionnelle.

b) Rapports ambigus entre ordre et désordre

Notre intérêt ici est de montrer que dans le rituel de la consultation, il y a des rapports ambigus qui émergent entre l'ordre et le désordre. Les multiples témoignages des patientes et des gynécologues parmi lesquels celui de Claire (32 ans, employée de bureau) ayant décidé de changer de gynécologue suite aux désagréments engendrés par ce dernier; ou celui du gynécologue X qui dit se retrouver assez souvent en train d'être courtisé par certaines de ses patientes. Il est intéressant de relever que suivant les récits de vie, la conclusion qu'on peut en tirer est très contrastée du point de vue du respect de la morale. En effet, que les témoignages des patientes et des gynécologues soient véridiques ou non cela est de peu d'intérêt. L'intérêt est celui de voir comment est-ce que les deux protagonistes vivent cette situation qui est très ambiguë et qui oscille entre «pulsionnel» et «fonctionnel» (Martens 2008); les deux protagonistes sont vraiment à la limite car la relation peut basculer à tout moment; c'est ce qui explique qu'à un moment donné une femme brusquement se mette à faire la cour à son médecin alors que celui-ci ne s'y attend pas, ou alors c'est le médecin lui-même qui se laisse

aller. Il s'agit ici du gynécologue X, Y ou Z car les identités sont de peu d'intérêt dans ce travail. Loin de vouloir nous embarquer sur le terrain de la morale, notre intérêt premier n'est pas de savoir si les consultations en gynécologie sont bien faites ou pas dans la relation de soin; cela n'est pas notre préoccupation en tant qu'anthropologue. Notre intérêt c'est de voir et d'analyser comment les deux protagonistes vivent la relation gynécologue-patiente de façon concrète.

c) Les risques de la relation thérapeutique : «perdre ou garder la face»

Un jour de rendez-vous le gynécologue X a reçu en consultation entre 12h50 et 13h, Lucie, 34 ans, mariée. Aux alentours de 9h ce matin là nous avons passé un entretien à cette dame qui attendait à voir le gynécologue. Elle nous a dévoilé avec beaucoup de fierté et de bonheur apparent qu'elle est enceinte et vient rencontrer le gynécologue pour une confirmation. Une observation détaillée de sa personne et suite aux informations personnelles qu'elle nous livrait, nous ont permis de savoir qu'elle est d'une catégorie sociale élevée. Lucie s'exprimait en nous regardant dans les yeux avec beaucoup d'assurance, de suffisance, de hauteur. En outre, la blouse blanche que nous revêtions l'obligeait dans une certaine mesure à vouloir se hisser à une dimension supérieure. Lorsque le gynécologue l'a reçu en consultation il a examiné les résultats de ses examens médicaux et sans détours lui a révélé qu'elle porte une grossesse vide, non fécondé, qu'il faut impérativement évacuer par un curetage. Il a dit que si elle est prête financièrement, il lui fait passer le traitement le jour même et dans le cas contraire qu'elle revienne se faire programmer pour un autre jour. Pendant que le gynécologue débitait un flot de paroles, la patiente ne disait rien, visiblement surprise, choquée et déçue par la nouvelle. Assise derrière le gynécologue et face à elle, nous l'observions et cette fois-ci elle avait un regard fuyant, rempli de larmes qu'elle retenait avec beaucoup de peine. Son regard ne fuyait pas seulement le nôtre mais également celui du gynécologue. Nous étions en présence de ce qu'Erving Goffman appelle «perdre ou garder la face» dans une interaction avec les autres (Goffman 1974). Cette patiente faisait effectivement tout pour garder la face et maintenir l'image première d'elle qu'elle nous a livré avant cette consultation pendant notre entretien. Lucie, lorsqu'elle a ouvert la porte du box et est entrée dans la salle de consultation, s'est assise, a croisé les pieds et a posé son sac et ses mains sur la table du gynécologue dans une attitude à vouloir prendre possession d'une partie de

«l'espace privé» du gynécologue afin de se hisser à sa hauteur et de ne pas se laisser influencer par tout ce qu'il représente. Plus haut dans notre analyse nous avons démontré que les patientes influencées et intimidées par le gynécologue et tout ce qu'il représente (autorité, suprématie, science) n'osent pas poser leur sac sur la table comme si elles avaient peur de «profaner» l'espace sacré et privé du gynécologue.

La position assise de Lucie réduisait la distance physique qui la séparait du gynécologue. Après la sentence de ce dernier sur la grossesse vide qu'elle porte, elle a immédiatement décroisé les pieds, retiré son sac et ses mains de la table pour les poser sur ses genoux. Ensuite elle n'a reposé qu'une seule main sur la table en une position assise qui cette fois-ci allongeait la distance physique qui la séparait du gynécologue. Visiblement elle cherchait une contenance avec une apparence «diminuée» qu'elle s'efforçait à dissimuler. Le diagnostic du gynécologue a inéluctablement recréé une atmosphère de supériorité et d'infériorité dans laquelle la patiente se sentait obligée de replacer le médecin à une dimension supérieure à la sienne.

Erving Goffman proclame dans cette perspective que l'individu a généralement une réponse émotionnelle immédiate à la face que lui fait porter un contact avec l'Autre; il la soigne et s'y attache. Si la rencontre confirme une image de lui-même qu'il tient pour acquis cela le laisse assez indifférent. Si les événements lui font porter une face plus favorable qu'il ne l'espérait l'individu se sent bien. Si ses vœux habituels ne sont pas comblés on s'attend à ce qu'il se sente mal ou blessé. En général, l'attachement à une certaine face ainsi que le risque de se trahir ou d'être démasqué, expliquent en partie pourquoi tout contact avec l'Autre est ressenti comme un engagement. La face portée par les autres participants à la rencontre ne laisse pas non plus indifférent; et quoique de tels sentiments puissent différer par le degré et la direction de ceux que l'on éprouve pour sa propre face, ils n'en constituent pas moins de façon tout aussi immédiate et spontanée une participation émotionnelle. La face que l'on porte et celles des autres sont des constructions du même ordre; ce sont les règles du groupe et la définition de la situation qui déterminent le degré de sentiment attaché à chaque face et la répartition de ce sentiment entre toutes (Goffman 1974).

L'expression «perdre la face» signifierait selon Erving Goffman faire mauvaise figure, faire piètre figure ou baisser la tête (ibid.). L'expression «sauver la face» quant à elle se

rapporterait au processus par lequel une personne réussit à donner aux autres l'impression qu'elle n'a pas perdu la face (ibid). Par ailleurs on peut dire que «donner la face» c'est faire en sorte que quelqu'un suive une ligne d'action meilleure qu'il aurait pu l'espérer; par-là l'Autre revêt la face qu'on lui offre ce qui est une des façons de trouver sa face. Lorsqu'une personne ressent qu'elle réussit à garder la face sa réaction est typiquement de confiance et d'assurance. Suivant fermement sa ligne d'action elle estime qu'elle peut garder la tête haute et se présenter ouvertement aux autres. Elle se sent en quelque sorte légère et en sécurité, ce qu'elle ferait tout aussi bien si les autres estimaient qu'elle fait mauvaise figure mais parvenaient à lui cacher ce sentiment. Lorsqu'une personne fait mauvaise ou piètre figure, ce fait introduit dans la rencontre des facteurs expressifs qu'il est impossible d'engrener directement à la machinerie expressionnelle du moment (ibid.). Dans un tel cas il est fréquent que cette personne se sente honteuse et humiliée à cause de ce qui est arrivé par sa faute et à cause de ce qui risque d'arriver à sa réputation. De plus, la cause de son malaise peut être qu'elle avait compté sur la rencontre pour confirmer une image d'elle-même à laquelle elle est sentimentalement attachée et qu'elle voit maintenant menacée. Un tel manque de confirmation peut provoquer de la surprise, de la confusion et une incapacité momentanée en tant qu'interactant. Le maintien s'altère, fléchit et s'effondre. La personne ressent embarras, dépit et elle baisse la tête. Ce sentiment justifié ou non d'être vu en état de trouble et de n'offrir aucune ligne d'action utilisable risque d'aggraver encore la blessure; de même que baisser la tête après avoir fait mauvaise ou piètre figure peut désorganiser encore plus le niveau expressif de la situation; et menacer ainsi la stabilité d'une relation en l'occurrence la relation thérapeutique.

La mine défaite et dépitée de la patiente Lucie suite à la mauvaise nouvelle donné par le gynécologue, a suscité en nous de la compassion à son égard et c'est ainsi que nous avons dit au gynécologue lorsque celle-ci s'est retirée : *«Docteur, cette dame a l'air très éprouvé par la nouvelle; elle risque de ne pas tenir le choc et comme elle est venue seule en consultation, cela n'est-il pas risqué?»*. La réplique du gynécologue X fut la suivante : *«Ah! Elle pleure quoi? Elle savait qu'on risque d'évacuer sa grossesse puisque ce n'est pas la première fois; elle devait s'attendre à ça; alors elle pleure quoi?»* Propos du gynécologue X.

Un autre jour de rendez-vous, le gynécologue X a reçu en consultation entre 11h30 et 12h Florence, 34 ans, mariée. Une fois entrée en salle de consultation, Florence s'est délicatement assise sur la chaise face au médecin. Ne s'octroyant pas la permission de poser son sac sur la table du gynécologue, elle l'a tenu serré contre elle. À la lecture de ses résultats d'examen, le gynécologue lui a appris qu'elle a des fibromes et va devoir être opérée. La patiente a éclaté en sanglots et s'est mise à pleurer. Sans ambages le gynécologue l'a grondé en lui reprochant ouvertement de «s'être laisser aller». Lui interdisant de libérer ainsi ses émotions, il l'a obligé à les refouler. Avec honte et tristesse, la patiente séchait ses larmes avec un regard fuyant le nôtre et celui de son gynécologue tout en essayant de «garder la face» car habituellement garder la face est une condition de l'interaction, pour paraphraser Erving Goffman (ibid.).

d) Relation chancelante entre pulsionnel et fonctionnel

Les situations vécues par Florence et Lucie nous amène à considérer la réalité suivante. Le gynécologue X nous a déclaré qu'il est «*très proche de ses patientes, à leur écoute, attentif et compatissant avec elles*». Nous pensons ici à une proximité sociale, relationnelle, et psychologique dans l'épreuve de la maladie. Cependant, face aux situations de Florence et de Lucie⁹⁹, l'on se pose la question de savoir quelles sont les lignes de démarcation de cette proximité. Jusqu'à quelles limites le gynécologue s'octroie-t-il la permission de pouvoir accorder à ses patientes l'encadrement psychologique dont elles semblent avoir besoin face à l'annonce de certaines nouvelles qui apparemment peuvent les déstabiliser et les effondrer? En effet, nous avons comme l'impression que ce gynécologue se refuse à cela, donnant l'impression qu'il évite de se laisser attendrir par les larmes de ses patientes afin de réussir à échapper à des comportements pulsionnels (Martens 2008); des comportements sociaux qui à leur origine sont des actes fonctionnels de prise en charge psychologique des patientes, mais qui une fois posés peuvent générer des dépassements à la fois d'un côté comme de l'autre; dépassements dû à une interprétation erronée des attitudes adoptés et/ou des mots prononcés

99 Cette réalité sociale rappelle à notre souvenir les propos du gynécologue Z qui avouait avoir choisi la gynécologie parce qu'entre autres «*c'est l'une des rares branches de la médecine où il s'agit de joie et de bonheur; le bonheur d'être enceinte; le bonheur de donner la vie*». Et pourtant le cas de Lucie nous amène à constater que la grossesse n'est pas toujours une situation de bonheur; au contraire elle peut générer tellement de stress que la patiente bascule dans une maladie psychologique qui au final sort du cadre de spécialité de son gynécologue.

pour apporter une quelconque consolation; des dépassements qui sont cause de désordre dans l'ordre établi.

Dans une relation de genre comme celle gynécologue -patiente, les larmes d'une patiente qui apparaît effondrée peuvent être interprétées de plusieurs manières : En premier lieu elles peuvent traduire l'angoisse totale dans laquelle baigne la patiente et qui dans ce cas a besoin d'être réconfortée par son médecin qui a le «devoir» de la rassurer; et de lui dire que sa maladie n'est pas si grave qu'elle semble le considérer; autrement dit la patiente se trouve dans une situation où elle a besoin qu'on «prenne soin» d'elle au-delà de «soigner» uniquement sa maladie. En second lieu les larmes d'une patiente effondrée peuvent participer d'une stratégie de la patiente pour réussir à attendrir son gynécologue en espérant qu'il réagira selon des pulsions qui le pousseront à s'épancher pour la réconforter et par là, à se rapprocher d'elle physiquement et émotionnellement dénaturant ainsi les sens et objectifs de la relation thérapeutique. Dans un cas comme dans l'autre, en observant et analysant l'attitude du gynécologue, on perçoit le conflit qui s'opère entre l'ordre établi et le désordre occasionné, générant alors des rapports ambigus entre les deux protagonistes. Le sens de chacun des protagonistes de cette relation induit inexorablement une dissymétrie dans leur relation.

De manière générale en milieu hospitalier, on observe que les patientEs sont plus «soignés» qu'on ne «prend soin» d'eux. «Prendre soin» d'un patientE exige de la compassion à son endroit, de la sollicitude, de l'attention, à la limite de la tendresse et de l'amour; cela exige le «toucher» quand c'est nécessaire pour le réconforter; le toucher pour lui diffuser de la force, du courage, de la chaleur humaine, tous nécessaires dans le processus de guérison. «Prendre soin» d'un patientE exige une proximité physique, sociale et psychologique. Au vue de cette exigence on constate et on pourrait comprendre pourquoi en gynécologie on «soigne» plus les patientes qu'on ne «prend soin» d'elles car en effet, la ligne de démarcation entre le pulsionnel et le fonctionnel est si mince, voire pratiquement invisible que les deux protagonistes risquent de basculer inopinément.

e) Médecine moderne et médecine parallèle : rapport dialectique

Nous avons interviewé Eugénie, 35 ans, mariée, dont l'époux a tenu à assister à l'entretien. Ils sont venus en consultation pour un problème d'infertilité après avoir parcourus plusieurs hôpitaux et fait recours à de multiples itinéraires thérapeutiques notamment la médecine

traditionnelle. La dernière alternative en date est celle des produits dits à base d'aloë vera qu'ils se sont procurés auprès des promoteurs de la naturopathie américaine. Ils sont venus à l'HGY pour voir s'ils peuvent trouver satisfaction auprès du gynécologue X vers qui ils ont été référé. Découragés et quelque peu désorientés, ils ont tout de même décidé de faire une nouvelle tentative avec ce nouveau gynécologue. Cependant, ils nous ont affirmé qu'ils comptent suivre le traitement du gynécologue tout en continuant les traitements parallèles de la naturopathie américaine car *«les produits ont coûté trop chers et ils ne peuvent pas les jeter»* pour reprendre les termes qu'ils ont employés. À 13h45 dans la salle de consultation, l'époux d'Eugénie a relaté au médecin leurs itinéraires thérapeutiques soldés par de multiples échecs qu'ils ont rencontrés jusque-là; il lui a présenté les résultats des précédents examens. La réplique du gynécologue X ne se fit pas attendre : *«Tous les produits que vous avez pris jusqu'ici sont des foutaises; on vous a trompé et vous avez dépensé beaucoup d'argent pour rien; les radios montrent qu'elle a les trompes bouchées et on vous donne des comprimées à boire pour les déboucher? Je n'ai jamais vu ça de ma vie; alors si vous voulez que je vous prenne en charge, vous allez devoir arrêter tous vos traitements parallèles et me jeter tous ces médicaments-là»* propos du gynécologue X.

Pendant la consultation les propos du gynécologue X qui impose à ce couple d'abandonner le recours aux diverses médecines parallèles pour se concentrer à la seule médecine de l'hôpital, viennent contredire les affirmations et convictions que nous avons entendues durant notre entretien Eugénie et son mari. On observe ici l'émergence des rapports ambigus entre ordre et désordre lorsqu'on évoque le recours à la biomédecine et à la médecine traditionnelle dite parallèle¹⁰⁰. En conséquence, entre la médecine moderne et la médecine traditionnelle, il existe un rapport dialectique du point de vue du malade et de celui du médecin puisqu'ils sont enserrés dans un système où s'opposent leurs perceptions et représentations. Plusieurs gynécologues avouent et nous l'avons démontré plus haut, qu'ils savent que nombreux de leurs patientes viennent les consulter tout en gardant leurs convictions liées à la médecine traditionnelle. Cependant en tant qu'hommes de science, ils entendent le demeurer et mettent ainsi de côté toutes considérations non fondées sur des hypothèses scientifiques. Médecins et

100 On ne sait pas sur quel terme se fixer d'ailleurs; entre traditionnelle et parallèle l'adjectif hésite car finalement on ne sait pas quel qualificatif choisir.

malades sont donc tous retenus dans cet univers entre le sacré et le profane, l'impur et le pur, le rationnel et l'irrationnel.

Nous convoquons une fois de plus Erving Goffman qui a longuement étudié les rapports d'interaction entre les acteurs dans la société (Goffman 1974). Il sous-tend dans ce sens que la nature humaine universelle n'est pas une réalité très humaine. En l'acquérant la personne devient une sorte de construction qui ne se développe pas sur des tendances psychiques intérieures mais est élaborée à partir des règles morales qui lui sont imprimées de l'extérieur. Ces règles déterminent l'évaluation personnelle et des autres, la répartition des sentiments et les types de pratiques employées pour maintenir un équilibre rituel d'un genre défini et obligatoire. Il est bien possible que l'aptitude générale à être lié par des règles morales appartienne à l'individu mais les règles particulières qui font de lui un être humain proviennent des nécessités inhérentes à l'organisation des rencontres sociales. Et si une personne ou un groupe ou une société particulière paraît avoir un caractère unique et qui lui est propre, la raison en est que les éléments communs de la nature humaine possèdent chez elle un ton et une combinaison particulières : peu de fierté au lieu de beaucoup; plutôt que d'obéir aux règles, un effort général pour les enfreindre sans risque. Mais pour qu'une rencontre ou une entreprise reste un système d'interaction viable et organisé sur des principes ritualistes, il est nécessaire que ces variations soient contenues dans certaines limites et qu'elles soient exactement compensées par des modifications correspondantes de certaines autres règles et conventions. De même, il se peut que la nature humaine d'un certain groupe de personnes soit spécialement construite pour le genre d'entreprises auxquelles il prend part; néanmoins il faut que chacune de ces personnes possède en elle un peu de cet ensemble équilibré de caractères qui font de quelqu'un un membre utile de tout système d'activité sociale organisé de façon rituelle. Au regard des observations et analyses faites ci-dessus et prenant entre autres en compte les vécus de Florence, Lucie et Eugénie, nous remarquons que la relation thérapeutique est sans cesse mise en cause par i) les itinéraires biographiques des acteurs concernés, ii) la manière dont ces acteurs entrent en relation, iii) et le sens qu'ils donnent à cette relation.

Conclusion

1. Cheminement doctoral dans l'anthropologie contemporaine

Le Professeur Gilles Bibeau et le Docteur Jean-Michel Vidal ont définitivement marqué ma pensée et mon approche relativement à l'anthropologie. C'est à travers leur enseignement que j'ai compris.

Il est évident qu'on ne peut plus pratiquer l'anthropologie en ce début du 3^e millénaire comme on le faisait encore durant les deux ou trois dernières décennies. On peut globalement soutenir que les derniers vingt ans ont vus passés une onde de choc pour les spécialistes des sciences de la personne, de la société et de la culture qui ont vus s'installer les révolutions des neurosciences, de la génomique et de la micro-informatique. De plus, la mondialisation nous a interpellés en posant de nouvelles questions qui exigent des anthropologues de repenser les statuts et les rôles (des femmes et des hommes) dans ce monde de plus en plus globalisé. Les anthropologues ne pourront pratiquer correctement leur métier que s'il(elle)s comprennent clairement les nouveaux enjeux qui s'imposent dans la pratique d'une discipline ouverte à l'étude des identités, des altérités et à des sujets divers. C'est en effet ce nouvel éthos qui est imposé à la pensée et à la pratique de l'anthropologie.

Comme d'autres disciplines, l'anthropologie change aussi au fil des décennies et des générations, à la fois dans ses théories, dans ses méthodes et dans la manière dont elle pose les questions de recherche. Ces changements peuvent être plus ou moins profonds selon les sous-disciplines, les champs thématiques et les domaines de recherche. Ces changements ne semblent pas non plus se faire exactement dans la même direction selon qu'on se trouve au Cameroun, au Canada, en Chine, au Mexique, en Inde ou ailleurs d'autre. La réalité voudrait que les textes académiques, les articles des grandes revues, les ouvrages de référence ne donnent généralement accès qu'aux traditions intellectuelles qui se voudraient «dominantes» (européennes et américaines); traditions qui au final s'imposent, relativement avec succès, à travers le monde.

Offrons nous donc ce plaisir de nous questionner si nous devons toujours continuer, avec la même spontanéité, à accorder cette place prépondérante voire même «privilegiée» aux travaux d'auteurs américains, anglais, français. La réponse à ce questionnement est simplement d'accorder l'intérêt

mérité aux travaux qui sont réalisés ailleurs qu'en Europe ou qu'en Amérique (du Nord). La présente recherche a été réalisée en Afrique.

Au moment d'initier des études doctorales soldées par la rédaction et la publication de la présente thèse, je prenais conscience d'être face à un certain nombre d'options théoriques, méthodologiques et disciplinaires. Ma créativité intellectuelle s'est donc vue renforcée par le biais d'une constante confrontation : i) avec les œuvres d'auteurs d'horizons théoriques variés et de diverses disciplines (histoire, sociologie, science politique, économie, philosophie, psychologie, biologie, etc.); ii) avec les perspectives critiques à l'égard des frontières sous-disciplinaires qui ont historiquement partagé le champ de l'anthropologie; et iii) avec les positions variées défendues par mes collègues candidatEs comme moi au PhD en anthropologie; ce qui m'a donné l'heureuse opportunité de défendre mes idées personnelles en me confrontant à leur pensée au sein de débats actifs, dynamiques et vigoureux, sans toutefois me désapproprier de l'originalité de ma pensée. De plus, j'ai éprouvé le plaisir de l'apprentissage à la défense des points de vue personnels, de la solidarité au sein d'un cheminement collectif et au développement d'une originalité de ma pensée.

Au terme de mon cheminement doctoral qui vient faire de moi une PhD en anthropologie et une professionnelle dans mon domaine, je sou mets la présente thèse qui situe mes réflexions et mes travaux sur l'horizon des débats qui ont aujourd'hui cours dans notre champ disciplinaire. Je défends, dans un esprit critique, des positions personnelles ancrées dans les débats contemporains. Surtout, cette thèse s'inscrit dans le cadre plus large des orientations théoriques et méthodologiques qui caractérisent le programme de doctorat en anthropologie à l'Université de Montréal telles celles de l'anthropologie sociale et culturelle.

La présente thèse témoigne de la riche exploration menée au sein du territoire particulièrement complexe, accidenté, riche et varié que couvre l'anthropologie contemporaine. Elle n'a pas échappé à se voir réorienté, réajusté et réorganisé de manière à adapter ses thèmes à la dynamique réflexive et intellectuelle générée par des discussions, des questionnements, de même qu'à l'obligance de certaines problématiques exigeant un traitement plus approfondi que celui prévu initialement. Telle l'anthropologue (que je suis devenue) plongée au cœur de son aventure de terrain, je me suis donc laissé bien souvent guidée et interpellée par la réalité mouvante. Néanmoins, mon parcours a débuté avec une bonne idée du lieu où je voulais arriver.

2. Synthèse

Depuis Catherine Coquery-Vidrovitch qui a centré le regard sur «l’histoire des femmes en Afrique», les paradigmes ont changé. **Les nouvelles approches imposeraient-elles qu’une perspective genre soit immanquablement abordée?** Il faut dire cependant que la frontière est ténue entre les deux postures épistémologiques à savoir celle qui affirme d’emblée poser le regard sur «l’histoire des femmes» et celle qui déclare incontinent son intérêt pour les «perspectives de genre». En effet, des passerelles heuristiques permettent d’écrire l’histoire des femmes tout en posant un questionnement en termes de genre. La recherche aujourd’hui encourageant d’approfondir les connaissances spécifiques sur les femmes en Afrique dans tous les domaines (santé, éducation, économie, politique, droits), plusieurs études récentes abordent la question des femmes avec une perspective genre. C’est dans ce sillage que s’inscrit la présente thèse ayant aussi pour optique de soutenir que le regard sur les femmes ne soit dissocié de celui sur le genre. La posture épistémologique que choisit d’adopter cette thèse à savoir poser un regard sur les femmes avec une sensibilité genre, invite à reconsidérer les logiques dichotomiques qui sous-tendent l’approche heuristique entre hommes et femmes, politique et social, privé et public, dominants et dominés. Néanmoins nous n’entrons pas dans le sillage des recherches qui, réfutant la dichotomie véhiculée par la notion de genre, imposent de considérer les transgenres, les travestis, les hermaphrodites.

C’est au prisme du genre que nous avons examiné les processus de construction des identités masculines et féminines, la mobilisation féminine, les phénomènes sociopolitiques, la relation au corps. Nous avons considéré plusieurs déterminants sociaux tels que l’âge, la classe sociale, la catégorie socio-professionnelle, le milieu de vie (urbain, semi-urbain et rural), le niveau d’éducation (lettré et illettré). Nous pensons bien avoir pu pointer les cohérences qui ressortent des trois articles de la présente thèse traitant d’aspects complémentaires par les sujets abordés. En plus d’examiner la place et l’action des femmes dans leur diversité, nous analysons les constructions idéologiques qui assignent aux femmes et aux hommes des rôles précis. Ce processus met en évidence l’impact différencié des politiques et des situations selon le statut de l’individu et les diverses facettes de son identité.

Les trois articles s’imbriquent dans l’articulation de cette thèse qui se place donc dans cette perspective affirmée d’adopter la réflexion sur les questions des femmes avec une sensibilité

genre. Cette réflexion est ici appliquée au continent africain à travers des thématiques variées qui participent à la richesse et au renouvellement des approches sur l'Afrique. Les interrogations qui courent à travers les analyses sont organisées en deux (2) thématiques. La première sous le titre de «Genre : identités et gouvernance (traditionnelle), politiques publiques et mobilisation féminine» est une analyse de la construction de l'identité et de la gouvernance au féminin chez les *Mandjara* du Cameroun; elle pose aussi un regard sur la dynamique associative et son impact sur l'appropriation (ou non) des politiques publiques. La deuxième sous le titre de «Genre, politiques publiques et santé : la santé comme lieu d'appréhension de la PNGC» est un examen de la compréhension et de l'interprétation de l'énoncé de la PNGC sur la santé.

Le modèle non classique d'une **thèse par articles** est celui adopté par le présent ouvrage structuré ainsi qu'il suit.

La première partie est une description du cadre conceptuel de la recherche. Elle compte une **introduction** incluant les motivations, les intérêts et le contexte de la recherche. **Le chapitre 1** suit avec une analyse critique de la littérature exposant les définitions des concepts et les diverses postures épistémologiques sur les questions des femmes et sur celles de genre. **Le chapitre 2** fait un état des lieux et une problématisation en identifiant les objectifs de la recherche. **Le chapitre 3** conclut cette section avec la méthodologie qui répond à la question éthique, décrit les outils de collecte de données et marque les limites de l'étude.

La deuxième grande partie est une présentation des cinq (5) chapitres couvrant les résultats de la recherche. **Chapitre 4** : «Les *Mandjara* : ethnogenèse et identités». **Chapitre 5** : «Les *Mandjara*: un exemple de gouvernance traditionnelle au féminin en Afrique». **Chapitre 6** : «*Cameroon and the gender issue* (article soumis pour publication au journal *Advances in Anthropology (AA)*, le 6 décembre 2016, 08 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée». **Chapitre 7** : «La Politique Nationale Genre du Cameroun : à l'épreuve de la réalité sociale des femmes et des hommes *Mandjara* (article soumis pour publication à la revue *Anthropologie et Sociétés*, le 20 Septembre 2016, 28 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée)». **Chapitre 8** : «Genre et santé au Cameroun, lorsque l'anthropologie intervient dans la relation soignant-soigné : cas des femmes *Mandjara* (article soumis pour publication à la revue *Anthropologica*, le 28

Septembre 2016, 15 pages, co-auteurs Professeur Gilles Bibeau et Professeure Bilkis Vissandjée».

La troisième et dernière partie comprend le **chapitre 9** démontrant la pertinence de l'imbrication des trois articles dans l'articulation de la thèse. Une **conclusion générale** illustre les recommandations issues de l'ensemble des travaux.

3. Retour sur les questions et objectifs qui ont guidé la recherche

Quelques questions de départ ont permis de nourrir la réflexion. En considérant le processus d'institutionnalisation du genre dans lequel l'État Camerounais indique être présentement investi, nous nous sommes posés la question de savoir quelles peuvent être les stratégies à mettre en place de manière à éliminer les inadéquations et/ou assurer les adéquations entre les politiques (nationales et internationales) de promotion du genre, ses programmes et ses projets et les réalités sociales des groupes cibles supposément bénéficiaires? Aussi, tenant compte du déficit d'information sur la notion de genre relevé¹⁰¹ au niveau des intervenants, de quelle manière son appropriation sociale et son opérationnalisation sont-ils assurés? Quels peuvent être les indicateurs permettant d'attester ou d'infirmer que les politiques publiques, en ce qui a trait à leur élaboration et leur mise en œuvre, sont sensibles au genre?

Ce questionnement a inspiré la formulation des objectifs ci-après. L'objectif principal voulait mesurer, analyser et comprendre comment s'articule le processus d'appropriation sociale du concept de genre au Cameroun, autrement dit mesurer sa perception et sa représentation sociales au niveau d'un groupe cible – la communauté *Mandjara*. Plus spécifiquement cela impliquait de : i) Mesurer la perception et la représentation de la communauté *Mandjara* du concept de Genre et de la PNG; ii) mettre en relief les adéquations et/ou les inadéquations entre la PNG, ses programmes et projets et les réalités sociales de la communauté *Mandjara*; iii) identifier les indicateurs permettant d'attester ou d'infirmer que la PNG ainsi que ses programmes et projets sont sensibles au genre; iv) déterminer les paramètres socio-culturels

¹⁰¹ Cf les résultats de la recherche d'Abessolo Asseko qui a étudié le cas du Cameroun en 2011.

de la communauté *Mandjara* et définir les adéquations et/ou les inadéquations avec la PNG relativement à une perspective sensible au genre; v) définir les déterminants sociaux, les trajectoires de vie et les contextes de vie de la communauté *Mandjara* à prendre en compte dans le processus d'appropriation sociale du genre; vi) formuler des recommandations suggérant des solutions culturellement adaptées.

4. Contributions

Au plan conceptuel, un cadre théorique nuancé a permis d'appréhender le genre par des sujets traitant d'aspects complémentaires contribuant alors à explorer un phénomène complexe et relativement peu étudié en Afrique : les dynamiques structurelles favorisant (ou non) la compréhension, l'interprétation et l'appropriation des politiques publiques. La démarche anthropologique privilégiée a concouru à traduire les perceptions des acteurs en exposant les points de vue de l'intérieur; cette perspective a en outre favorisé la mise en exergue des dynamiques implicites relevant de construits sociaux et de réalités structurelles. La présente étude a mis en lumière plusieurs pistes permettant de cerner des dynamiques à l'œuvre, des jeux de pouvoir, des stratégies de contournement ou d'adaptation. Se pencher non seulement sur la construction de l'identité des femmes *Mandjara*, leur place et leur rôle dans le système de gouvernance, l'impact de leurs actions sur les politiques publiques et de quelle manière s'approprient de celles-ci, a apporté une perspective originale sur la manière d'aborder les questions de genre. L'approche inductive et itérative a rendu possible l'émergence d'aspects inédits tels que des subtilités ou des modalités invisibles à première vue. La posture anthropologique combinée notamment à l'apport de l'ethno-histoire, de l'anthropologie socio-culturelle et médicale, de l'anthropologie du politique, des politiques publiques et du genre, a fait émerger sur le plan des analyses plusieurs paradoxes entre le théorique et le pratique. La convocation de cette perspective pluridisciplinaire au-delà d'une approche transdisciplinaire a permis des analyses multiniveaux donnant force aux données empiriques recueillies de telle sorte que les constats ne se sont pas uniquement basés sur des perceptions ou des représentations.

Au plan pratique, cette recherche apporte une valeur ajoutée aux recherches sur les rapports de genre (principalement en Afrique). Elle vient enrichir la chaîne de connaissances existantes

sur les questions liées à la condition féminine africaine. La généreuse ethnographie réalisée au Cameroun, au cœur de la temporalité, de la contemporanéité et de la quotidienneté des femmes et des hommes *Mandjara* des communautés *Bamoun, Bafia, Nso'* a favorisé la découverte de l'Autre. Cette recherche invite à réfléchir sur les influences idéologiques soutenant les politiques et programmes en Afrique et aux normes qu'elles construisent et qui paraissent aller de soi. Les résultats de cette recherche invitent à poursuivre les réflexions sur plusieurs enjeux liés aux rapports sociaux de sexe en contexte africain. De l'ensemble de ce travail de recherche doctorale nous retenons notamment que le genre n'est donc pas le sexe. Il s'agit de deux notions qui peuvent être complémentaires dans une analyse mais qui ne sont pas interchangeables. Le genre transcende la différence naturelle et les attributs biologiques pour s'intéresser à la différence sociale. La lunette genre comme catégorie d'analyse permet alors de penser les relations entre les femmes et les hommes en termes de rapports sociaux de sexe. Et c'est précisément cette posture qui a été privilégiée et adoptée par la présente thèse pour analyser : i) la dualité des genres au sein du système de gouvernance des États traditionnels dans l'Ouest Cameroun; ii) la construction des identités de genre; iii) les dynamiques structurelles favorisant (ou non) la compréhension, l'interprétation et l'appropriation des politiques de genre. **Cette analyse permet donc d'inscrire quelques recommandations pour le domaine de l'anthropologie, pour la formation et la recherche, et surtout pour le développement des politiques.** L'analyse de la notion de genre (ou de la question de genre) nécessite une contextualisation de la question, c'est-à-dire de situer le contexte où l'on se trouve.

Le festival culturel Mandjara soulève l'évidence d'une nouvelle définition des interrelations ethniques au sein des communautés camerounaises. Il met aussi en exergue une manière différente d'appréhender et de tenter de comprendre les relations de genre entre les hommes et les femmes. Ces relations de genre sont inscrites dans une symbolique construite et définie à l'intérieur de chaque groupe ethnique. Ainsi, toute initiative devant résulter en des actions aux bénéfices des populations camerounaises, se devrait de décrypter ce symbolisme sous la lunette des perceptions et des représentations des communautés concernées. En insistant sur la spécificité d'une culture associative, communautaire, matérielle, nous analysons ce que sont "les rencontres", "les séminaires", "les formations", "les aides matérielles en dons et en argent", "les actions de transmission des connaissances et des savoirs locaux", et nous les

nommons les «arts de faire». Ces «arts de faire» démontrent comment des femmes et des hommes modèlent leur quotidienneté et construisent leurs trajectoires de vie. Ces «arts de faire» nous racontent une histoire qui est celle des Mandjara. Ces «arts de faire» construisent un «genre Mandjarien» qui se définira, dans ce contexte, comme étant la construction historique, sociale et culturelle des catégories du masculin et du féminin Mandjara. Cette façon d’appréhender le genre implique que soit prise en compte la notion de rôles masculins et de rôles féminins dans le sens des trajectoires de vie modulées par les contextes de vie.

Dans cette perspective, et tenant compte de ce que l’implémentation des politiques publiques en général et des politiques de genre en particulier nécessiterait des avenues culturellement adaptées, il serait donc envisageable:

- D’institutionnaliser l’implication des regroupements associatifs féminins qui sont de véritables vecteurs de politique
- D’établir un pont entre la gouvernance traditionnelle et la gouvernance moderne au travers des leaders traditionnels féminins
 - ☐ Qui serviraient alors de leviers de vitesse pour encourager la participation des femmes à la vie politique;
 - ☐ Qui sont des acteurs dans la pérennisation des valeurs, des coutumes et des activités de leurs communautés;
 - ☐ Qui sont des modèles de résilience et favoriseraient que cela soit capitalisé;
 - ☐ Qui faciliteraient que les objectifs visés de la PNGC soient en adéquation avec les réalités sociales et culturelles ainsi que les besoins réels de leurs communautés.

Les recommandations de la présente thèse pour le domaine de l’anthropologie, pour la formation et la recherche, et surtout pour le développement des politiques, découlent d’une réflexion au sujet de la perspective genre et gouvernance. Cette réflexion a été amplement nourrit par un cadre de référence qui s’est articulé autour de i) l’approche fonctionnaliste, ii) de l’analyse systémique, iii) du modèle axiomatique (dans sa théorie du choix et sa théorie de la décision) et de iv) l’herméneutique.

Perspective : Dans le cadre de la valorisation des résultats de la recherche, deux autres articles sont en voie de soumission. Il s’agit notamment de i) «La gouvernance au féminin : la

contribution des femmes *Mandjara* à l'implémentation de la Politique Nationale Genre du Cameroun». Cet article examine les avenues qui favoriseraient l'effectivité de la mise en œuvre de la PNGC. Les réflexions proposées contribuent à une valeur ajoutée aux travaux sur les rapports de genre, principalement dans les pays d'Afrique. Elles contribuent à enrichir la chaîne de connaissances existantes sur les questions liées à la condition féminine africaine en général et camerounaise en particulier. La généreuse ethnographie réalisée au Cameroun, au cœur de la temporalité, de la contemporanéité et de la quotidienneté des femmes et des hommes *Mandjara* des communautés Bamoun, Bafia, Nso' a favorisé la découverte de l'Autre. L'accent est mis sur la contribution des regroupements féminins *Mandjara* à l'implémentation de la PNGC.

ii) «Ethnoanalyse de la Politique Nationale Genre du Cameroun au prisme de la réalité sociale des *Mandjara*». Le présent article relate l'histoire des *Mandjara* et met en exergue les réalités de vie des communautés camerounaises. Ces dernières, prenant conscience des défis auxquels elles sont confrontées et faisant face à des politiques publiques qui répondent peu (ou pas du tout) à leurs besoins (différenciés entre les femmes et les hommes), choisissent alors de s'unir et de re-mettre en valeur leurs ressources matérielles, financières, sociales et culturelles pour maîtriser leur quotidien et changer leur avenir.

Bibliographie globale

- Abessolo Asseko, Calice. 2011. *Le Genre: Expérience camerounaise*, : Harmattan Cameroun.
- Adams, Melinda. 2006. "Colonial policies and women's participation in public life: The case of British Southern Cameroons." *African Studies Quarterly* 8 (3):1-22.
- Agier, Michel. 2013. "Le tournant contemporain de l'anthropologie. Comprendre, encore, le monde qui nous entoure." *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales* (1):77-93.
- Alesina, Alberto, and David Dollar. 2000. "Who gives foreign aid to whom and why?" *Journal of economic growth* 5 (1):33-63.
- Amadiume, Ifi. 1987. *Male daughters, female husbands: Gender and sex in an African society*: Palgrave Macmillan.
- Amandine, Lauro. 2007. "Anxiétés, critique et offensives contre les ménagères et le concubinage interracial en situation coloniale: l'exemple du Congo belge (1908-1918)." *Perspectives historiques sur le genre en Afrique, Paris, L'Harmattan*:33-58.
- Ann, Oakley. 1972. "Sex, gender and Society." *Temple Smith, London*.
- Attali, Jacques. 1972. *Les modèles politiques*. Vol. 4: Presses universitaires de France.
- Avdeyeva, Olga. 2007. "When do states comply with international treaties? Policies on violence against women in post-communist countries." *International Studies Quarterly* 51 (4):877-900.
- BAD, Banque africaine de développement. 2010. "La BAD et le Cameroun 40 ans de partenariat." BAD - Design, Unité des Relations extérieures et de la communication/YAL Accessed 18 Septembre 2016. http://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Publications/Cameroun_profil_fran%C3%A7ais.pdf.
- Badinter, Elisabeth. 1989. *L'un est l'autre*: Odile Jacob.
- Badinter, Elisabeth. 2003. *Fausse route*: Odile Jacob.
- Baker, Howard J, and Robert J Stoller. 1968. "Can a biological force contribute to gender identity?" *American Journal of Psychiatry* 124 (12):1653-1658.
- Bakkour, Darine. 2013a. Un essai de définition du concept de gouvernance. LAMETA, Universtiy of Montpellier.
- Bakkour, Darine. 2013b. L'approche contractuelle du concept de gouvernance. LAMETA, Universtiy of Montpellier.
- Banque Mondiale. 1992. "Rapport sur le développement humain." *La répartition des revenus dans le monde. Rapport PNUD. Paris: Economica*.-229p 77.
- Banque Mondiale. 1994. "The World Bank and participation." *Washington DC, Banque Mondiale*.
- Banque Mondiale. 2001. Rapport sur le Développement dans le monde 2000/2001: Combattre la pauvreté. Paris: Eska.

- Basch, Françoise 2010. "Les droits des femmes et le suffrage aux États-Unis, 1848-1920." *Nouvelle Encyclopédie politique et historique des femmes, Paris, Les Belles Lettres, .*
- Bastide, Roger. 1971. *Anthropologie appliquée*. Vol. 183: Payot.
- Baturin, Chelsey. 2014. "La terre, facteur déterminant du pouvoir au Cameroun et le rôle de la Mutuelle d'Épargne et du crédit pour la promotion de l'entrepreneuriat féminin (MUDEF) dans son obtention par la femme."
- Beauvoir, Simone de. 1949. "Le deuxième sexe, 2 vols." *Paris: Gallimard* 1:949.
- Benedict, Ruth. 1934. *Patterns of culture*. Vol. 8: Houghton Mifflin Harcourt.
- Beneria, Lourdes, and Gita Sen. 1981. "Accumulation, reproduction, and" women's role in economic development": Boserup revisited." *Signs* 7 (2):279-298.
- Benoist, Jean. 1996. *Soigner au pluriel: essais sur le pluralisme médical*: Karthala Paris.
- Bereni, Laure, and Sébastien Chauvin. 2008. *Introduction aux gender studies: manuel des études sur le genre*: De Boeck Supérieur.
- Berger, Iris, and E Frances White. 1999. *Women in sub-Saharan Africa: restoring women to history*: Indiana University Press.
- Berkovitch, Nitza. 1999a. *The emergence and transformation of the international women's movement*: na.
- Berkovitch, Nitza. 1999b. *From motherhood to citizenship: Women's rights and international organizations*: JHU Press.
- Bernolles, Jacques. 1966. *Permanence de la parure et du masque africains*: Paris, G.-P. Maisonneuve et Larose.
- Bibeau, Gilles 2008-2009. Séminaire de recherche
- Bisilliat, Jeanne. 2003. *Regards de femmes sur la globalisation: approches critiques*: KARTHALA Editions.
- Björk, Peder G, and Hans SH Johansson. 2001. "Towards governance theory: in search for a common ground." *IPSA Papers*.
- Blais, Mireille, and Stéphane Martineau. 2006. "L'analyse inductive générale: description d'une démarche visant à donner un sens à des données brutes." *Recherches qualitatives* 26 (2):1-18.
- Bochet De Thé, Marie-Paule. 1970. "La femme dans la dynamique de la société bété, 1887-1960." Thèse de Doctorat 3 e cycle, Sorbonne, .
- Bochet De Thé, Marie-Paule, and Jean-Claude Barbier. 1985. "Rites et associations traditionnelles chez les femmes bété(Sud du Cameroun) in Femmes du Cameroun. Mères pacifiques, femmes rebelles."
- Bois, Dominique. 1997. "Tamatave, la cité des femmes." *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (6).
- Boli, John, and George M Thomas. 1997. "World culture in the world polity: A century of international non-governmental organization." *American sociological review*:171-190.

- Boli, John, and George M Thomas. 1999. *Constructing world culture: International nongovernmental organizations since 1875*: Stanford University Press.
- Boni, Tanella. 2008. "Les femmes africaines et l'invention de nouvelles formes de solidarité." *Diogenes* (4):101-109.
- Bonte, Pierre, and Michel Izard. 2010. Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie. In *Dictionnaire de l'ethnologie et de l'anthropologie*. Paris: Puf.
- Booth, David, Diana Rose Cammack, and Zed Books. 2013. *Governance for development in Africa: solving collective action problems*: Zed Books London.
- Boserup, Ester. 1970. "The role of women in economic development." *New York: St. Martin's*.
- Boserup, Ester. 1983. *La femme face au développement économique*: Presses universitaires de France.
- Boudon, Raymond. 1977. *Effets pervers et ordre social*. Vol. 1: Presses universitaires de France.
- Boudon, Raymond, and Renaud Fillieule. 2012. "L'individualisme méthodologique." *Que sais-je?* 13:41-91.
- Bouju, Jacky. 2016. "Une ethnographie à distance?." *Civilisations* 64 (1):153-162.
- Bourdieu, Pierre. 1998. *La domination masculine*. Paris, Editions du Seuil.
- Brasseur, Paule. 1981. "Histoire générale de l'Afrique."
- Butler, Judith. 1988. "Performative acts and gender constitution: An essay in phenomenology and feminist theory." *Theatre journal* 40 (4):519-531.
- Butler, Judith. 1990. "Gender trouble and the subversion of identity." *New York et Londres: Routledge*.
- Butler, Judith. 2006. "Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion." *Population* (3):347-349.
- Butler, Judith, and Gender Trouble. 1990. "Feminism and the Subversion of Identity." *New York: Roudledge*.
- Cartwright, John R. 1978. *Political Leadership in Sierra Leone*: Toronto; Buffalo: University of Toronto Press.
- Cassagnes-Brouquet, Sophie. 2009. "Guyonne Leduc (éd.), Réalités et représentations des Amazones. Paris, l'Harmattan, coll.«Des idées et des femmes», 2008, 486 pages, 26 illustrations." *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (30):280-281.
- Cernea, Michael. 1991. "Putting people first: Sociological variables in development projects." *World Bank publication. New York/London: Oxford Univ. Press*.
- Chabbott, Colette. 1999. "Development INGOs," in John Boli and George M. Thomas (eds), *Constructing World Culture: International Nongovernmental Organizations Since 1875*. Stanford, CA: Stanford University Press."
- Chan-Tiberghien, Jennifer. 2004. "Gender-Skepticism or Gender-Boom?" *International Feminist Journal of Politics* 6 (3):454-484.

- Cherkaoui, Mohamed, Raymond Boudon, Philippe Besnard, and Bernard-Pierre Lécuyer. 2012. *Dictionnaire de la sociologie*.
- Chilver, Elizabeth M, and Phyllis M Kaberry. 1971. "The Tikar problem: A non-problem." *Journal of African Languages* 10 (2):13-14.
- Clancy-Smith, Julia Ann, and Frances Gouda. 1998. *Domesticating the empire: Race, gender, and family life in French and Dutch colonialism*: Rutgers University Press.
- Clark, Ann Marie, Elisabeth J Friedman, and Kathryn Hochstetler. 1998. "The sovereign limits of global civil society: a comparison of NGO participation in UN world conferences on the environment, human rights, and women." *World politics* 51 (01):1-35.
- Collectif. 2015a. *Le Petit Larousse illustré 2016*. edited by Larousse.
- Collectif. 2015b. *Dictionnaire Larousse Poche + 2016*.
- Cooper, Frederick, and Ann Laura Stoler. 1997. *Tensions of empire: colonial cultures in a bourgeois world*: Univ of California Press.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. 1992. "Histoire et historiographie du politique en Afrique: la nécessité d'une relecture critique (à propos de la démocratie)." *Politique africaine* (46):31-40.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. 1994. *Les africaines*: Éditions Desjonquères.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. 1997a. "African women: A modern history."
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. 1997b. "Histoire des Femmes d'Afrique." *Femmes d'Afrique* 6:7.
- Coquery-Vidrovitch, Catherine. 2013. *Les Africaines: Histoire des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècles*: Desjonquères Editions.
- Cornwall, Andrea. 1998. "Gender, participation and the politics of difference." *The myth of community: Gender issues in participatory development*:46-57.
- Crawley, Heaven. 1998. "Living up to the empowerment claim? The potential of PRA." *The myth of community: Gender issues in participatory development*:24-34.
- Crozier, M, and E Friedberg. 1981. "L'acteur et Le Système: Les Contraintes de L'action Collective, Seuil."
- Crozier, Michel, and E Friedberg. 2003. "L'analyse stratégique." *Encyclopédie des Ressources Humaines*.
- d'Almeida-Topor, Hélène. 1984. *Les Amazones: une armée de femmes dans l'Afrique précoloniale*: Eds. Rochevignes.
- Dagenais, Huguette. 1987. "Méthodologie féministe et anthropologie: une alliance possible." *Anthropologie et sociétés* 11 (1):19-44.
- De Certeau, Michel. 1980. *Arts de Faire L'invention du quotidien t. 1*. Paris, Union Générale d'éditions.
- De Certeau, Michel. 1990. "L'invention du quotidien." *Arts de faire* 1:57-63.

- De Sardan, Jean-Pierre Olivier. 2009. *Les huit modes de gouvernance locale en Afrique de l'Ouest*: LASDEL.
- De Sardan, Jean-Pierre Olivier. 2010. "Développement, modes de gouvernance et normes pratiques (une approche socio-anthropologique)." Conférence de l'ACEDI, Revue canadienne d'études du développement.
- De Sardan, Jean-Pierre Olivier. 2012. "Anthropologie du changement social." *Annuaire de l'EHESS. Comptes rendus des cours et conférences*:428-429.
- Deschamps, Hubert Jules. 1970. *Les institutions politiques de l'Afrique noire*: Presses universitaires de France.
- Detrez, Christine. 2016. *La construction sociale du corps*: Seuil.
- Diangitukwa, Fweley. 2014. "La lointaine origine de la gouvernance en Afrique: L'arbre à palabres." *Revue Gouvernance*, été:1-20.
- DiMaggio, Paul, and Walter W Powell. 1983. "The iron cage revisited: Collective rationality and institutional isomorphism in organizational fields." *American Sociological Review* 48 (2):147-160.
- Diop, Cheikh Anta. 1960. *L'Afrique noire pré-coloniale*: Présence africaine.
- Diop, Cheikh Anta. 1987. *L'Afrique noire précoloniale: étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire, de l'antiquité à la formation des états modernes*: Présence africaine.
- Dobkin, Marlene. 1968. "Colonialism and the legal status of women in francophonic Africa." *Cahiers d'études africaines* 8 (Cahier 31):390-405.
- Dumas, Alexandre. 1872. *L'homme-femme*: Michel Lévy frères.
- Dumont-Johnson, Micheline. 1995. *Les religieuses sont-elles féministes?*: Les Editions Fides.
- Écuyer, R. 1990. "Méthodologie de l'analyse développementale de contenu." *Méthode GPS*.
- Ekindi Chatap, Odile Chantal 2007. "Associations et ONG féminines au Cameroun: des partenaires pour le développement?" *Perspectives historiques sur le genre en Afrique* (23):239.
- El Fasi, M. 1990. *Histoire générale de l'Afrique*. Vol. 3: Unesco.
- Elmaleh, Éliane. 2003. "Les Women's Studies aux États-Unis.. Le féminisme et l'université." *Transatlantica. Revue d'études américaines. American Studies Journal* (1).
- Elouga, Martin. 2014. *Les Tikar du Cameroun central: ethnogénèse, culture et relations avec les peuples voisins*: L'Harmattan.
- Eloundou, Eugène. 2015. "Les dangers de l'écriture de Njoya pour le projet colonial allemand." *L'écriture du roi Njoya: Une contribution de l'Afrique à la culture de la modernité*:225.
- Escobar, Arturo. 1995. "Encountering development: the making and unmaking of the third world." *Princeton Studies in Culture/Power/History. Princeton University Press. Princeton. New Jersey*.

- Faso, Burkina. 2009. Document de la Politique Nationale Genre du Burkina Faso. edited by Ministère de la Promotion de la Femme.
- Fassin, Didier, and Yannick Jaffré. 1990. *Sociétés, développement et santé*.
- Fassin, Éric. 2008. *L'empire du genre*: Éditions de l'EHESS.
- Fauré, Christine. 2010. "Nouvelle encyclopédie politique et historique des femmes." *Les Belles Lettres, Paris*.
- Ferguson, James, and Larry Lohmann. 1994. "The anti-politics machine:'development'and bureaucratic power in Lesotho." *Ecologist (United Kingdom)*.
- Ferry, Benoît. 2007. *L'Afrique face à ses défis démographiques: un avenir incertain*: Karthala Editions.
- Feussi, Valentin, Venant Eloundou Eloundou, and Jean-Benoit Tsofack. 2013. "Diversité sociolinguistique et pratiques éducatives au Cameroun." *Repères DoRiF*:http://www.dorif.it/ezine/ezine_articles.php?id=100.
- Fomine, Forka Leypey Mathew. 2013. "A Concise Historical Survey of the Bamum Dynasty and the Influence of Islam in Foumban, Cameroon, 1390–Present." *African Anthropologist* 16 (1&2):69-92.
- Fonds monétaire international, FMI. 2016. "Le FMI et la bonne gouvernance." Last Modified 14 mars 2016 Accessed May 2, 2016. <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/govf.htm>.
- Fortes, Meyer, and Edward Evan Evans-Pritchard. 2015. *African political systems*: Routledge.
- Foucault, Michel. 1977a. *Histoire de la sexualité: Vol. 1*: Gallimard.
- Foucault, Michel. 1977b. "Power and sex: an interview with Michel Foucault."
- Foucault, Michel. 1978. "Histoire de la sexualité." *La volonté de savoir. Paris: Gallimard*.
- Foucault, Michel. 1984. "Histoire de la sexualité III. Le souci de soi." *Paris: Gallimard*.
- Fowler, Ian, and David Zeitlyn. 1996. "Introductory Essay: The Grassfields and the Tikar."
- Friedman, Elisabeth Jay. 2009. "Re (gion) alizing women's human rights in Latin America." *Politics & Gender* 5 (03):349-375.
- Gagnon, Charles. 2009. "La gouvernementalité chinoise: l'avènement d'une rationalité politique socialiste-néolibérale et l'instauration d'une forme de" gouvernance autoritaire" dans l'exercice du gouvernement en Chine contemporaine."
- Ganzfried, Miriam. 2013. *Le genre comme ressource politique en Suisse: la perception de l'élite politique*: Presses Académiques Francophones.
- Garfinkel, H. 1984. "Qu'est ce que l'Ethnométhodologie." *Arguments ethnométhodologies* 3:6-11.
- Gazibo, Mamoudou, and Céline Thiriot. 2009. "Le politique en Afrique dans la longue durée: historicité et héritages." *Le politique en Afrique: État des débats et pistes de recherche, Paris, Karthala*:21-42.

- Geiger, Susan, Nakanyike Musisi, and Jean Marie Allman. 2002. *Women in African colonial histories*: Indiana University Press.
- Gilligan, Carol, and Annie Kwiatek. 1986. *Une si grande différence*: Flammarion.
- Gingras, François-Pierre. 2004. "Fondements de la recherche en science politique: Quelques cadres de référence pour la recherche."
- Goerg, Odile. 1997. "Femmes africaines et politique: les colonisées au féminin en Afrique occidentale." *Femmes d'Afrique* 6:105.
- Goerg, Odile. 2007. *Perspectives historiques sur le genre en Afrique*: Editions L'Harmattan.
- Goerg, Odile, and Sophie Dulucq. 2004. "Le fait colonial au miroir des colonisées. Femmes, genre et colonisation: un bilan des recherches francophones en histoire de l'Afrique subsaharienne (1950-2003)." *Histoire des femmes en situation coloniale, Afrique et Asie, xxe siècle, Paris, Karthala*:43-70.
- Goffman, Erving. 1974. "Les rites d'interaction." *Paris, Minuit*.
- Gouges, Olympe de. 1791. "Déclaration des Droits de la Femme et de la Citoyenne, Paris 1791." *Schröder, Hannelore (Hg.), Olympe de Gouges, Mensch und Bürgerin, Die Rechte der Frau*:103-129.
- Goulet, Jean-Guy A. 2011. "Présentation: L'interdit et l'inédit. Les frontières de l'ethnologie participante." *Anthropologie et sociétés* 35 (3):9-42.
- Gray, Mark M, Miki Caul Kittilson, and Wayne Sandholtz. 2006. "Women and globalization: A study of 180 countries, 1975–2000." *International Organization* 60 (02):293-333.
- Green, Richard, and John Money. 1960. "Incongruous gender role: Nongenital manifestations in prepubertal boys." *Journal of Nervous and Mental Disease*.
- Greenson, Ralph, R. 1964. "On Homosexuality and Gender Identity." *International Journal of Psycho-Analysis* 45:217-219.
- Haig, David. 2004. "The inexorable rise of gender and the decline of sex: Social change in academic titles, 1945–2001." *Archives of sexual behavior* 33 (2):87-96.
- Héritier, Françoise. 2002. *Masculin/féminin II: dissoudre la hiérarchie*: Odile Jacob.
- Hironaka, Ann. 2002. "The globalization of environmental protection: The case of environmental impact assessment." *International Journal of Comparative Sociology* 43 (1):65-78.
- Hoggart, Richard. 1970. *Speaking to each other: essays*. Vol. 2: Chatto & Windus.
- Hooker, Evelyn. 1965. "An empirical study of some relations between sexual patterns and gender identity in male homosexuals." *Sex research: New developments*:24-52.
- Htun, Mala, and S Laurel Weldon. 2012. "The civic origins of progressive policy change: Combating violence against women in global perspective, 1975–2005." *American Political Science Review* 106 (03):548-569.
- Huber, Evelyne, and John D Stephens. 2001. *Development and crisis of the welfare state: parties and policies in global markets*: University of Chicago press.

- Hufty, Marc. 2008. "La gouvernance est-elle un concept opérationnel? Proposition pour un cadre analytique." *Fédéralisme régionalisme*.
- Hugon, Anne. 1997. "La contradiction missionnaire. Discours et pratique des missionnaires méthodistes à l'égard des femmes africaines de Côte de l'Or (1835-1874)." *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (6).
- Humble, Morag. 1999. "Assessing PRA for Implementing Gender and Development '." *I. Gujit, and MK Shah,(1999). The Myth of Community: Gender issues in participatory development. London: Intermediate Technology Publications.*
- Imbert, Geneviève. 2010. "L'entretien semi-directif: à la frontière de la santé publique et de l'anthropologie." *Recherche en soins infirmiers* (3):23-34.
- INSC, Institut National de la Statistique du Cameroun. 2015. Annuaire Statistique du Cameroun, édition 2015. edited by Institut National de la Statistique du Cameroun.
- Irene, Guijt, and Meera Kaul Shah. 1998. *The Myth of Community: Gender issues in participatory development.* Intermediate Technology publications, Londres.
- Irigaray, Luce. 1974. *Speculum de l'autre femme*: Éd. de Minuit.
- Jacquet, Isabelle. 1995. *Développement au masculin/féminin: Le genre, outil pour un nouveau concept*: Editions L'Harmattan.
- Jaffré, Yannick, and Jean-Pierre Olivier de Sardan. 2003. "Une médecine inhospitalière Les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest. 2003." *Karthala. Paris.*
- Jang, Yong Suk. 2003. "The global diffusion of ministries of science and technology."
- Jaquette, Jane S. 1982. "Women and modernization theory: A decade of feminist criticism." *World politics* 34 (02):267-284.
- Jeffers, Esther, and Christiane Marty. 2003. "Quand les femmes se heurtent à la mondialisation." *Paris, ATTAC.*
- Joachim, Jutta. 2003. "Framing issues and seizing opportunities: The UN, NGOs, and women's rights." *International Studies Quarterly* 47 (2):247-274.
- Kabore, Gomkoudougou V. 1966. *Organisation politique traditionnelle et évolution politique des Mossi de Ouagadougou*: Centre National de la Recherche Scientifique.
- Kadhim, Abbas K. 2013. *Governance in the Middle East and North Africa: a handbook*: Routledge.
- Kelly, Gail P, and Carolyn M Elliott. 1982. *Women's education in the third world: Comparative perspectives*: Suny Press.
- Khagram, Sanjeev, James V Riker, and Kathryn Sikkink. 2002. *Restructuring world politics: transnational social movements, networks, and norms*. Vol. 14: U of Minnesota Press.
- Kittilson, Miki Caul. 2008. "Representing women: The adoption of family leave in comparative perspective." *The Journal of Politics* 70 (02):323-334.
- Konaré, Adamé Ba. 1993. *Dictionnaire des femmes célèbres du Mali: des temps mythico-légendaires au 26 mars 1991*: Editions Jamana.

- L'Écuyer, René. 1987. "L'analyse de contenu: notion et étapes." *Les méthodes de la recherche qualitative*:49-65.
- Lacroix, Isabelle, and Pier-Olivier St-Arnaud. 2012. "La gouvernance: tenter une définition." *Cahiers de recherche en politique appliquée* 4 (3):19-37.
- Lamphere, Louise, and Michelle Zimbalist Rosaldo. 1974. *Woman, culture, and society*: Stanford University Press.
- Layton, Lynne. 2013. *Who's that girl? Who's that boy?: Clinical practice meets postmodern gender theory*. Vol. 2: Routledge.
- Le Breton, David. 1985. *Corps et sociétés: essai de sociologie et d'anthropologie du corps*. Vol. 12: Librairie des Méridiens.
- Lechner, Frank J, and John Boli. 2005. "Constructing World Culture: UN Meetings as Global Ritual." *World Culture: Origins and Consequences*:81-108.
- Lerner, Gerda. 1993. *The Creation of a Feminist Consciousness*: New York: Oxford University Press.
- Levi-Faur, David. 2012. *The Oxford handbook of governance*: OUP Oxford.
- Loux, Françoise. 1983. *Traditions et soins d'aujourd'hui*: InterEditions.
- Loyola, Maria Andréa. 1983. *L'esprit et le corps: des thérapeutiques populaires dans la banlieue de Rio*: Editions de la Maison des sciences de l'homme.
- Lumsdaine, David Halloran. 1993. *Moral vision in international politics: the foreign aid regime, 1949-1989*: Princeton University Press.
- Malinowski, Bronislaw. 1968. *Une théorie scientifique de la culture: et autres essais traduit de l'anglais*: François Maspero.
- Margaret, Mead. 1948. L'un et l'autre sexe. Les rôles d'homme et de femme dans la société. Paris, Gallimard [éd. originale (1948). Male and Female: A Study of the Sexes in a Changing World. New York, W. Morrow].
- Martens, Bertin. 2005. "Why do aid agencies exist?" *Development policy review* 23 (6):643-663.
- Martens, Francis. 2008. "Hilflosigkeit Dieu, ses trois vies, ses sept différences." *Le Coq-héron* (4):91-99.
- McClaurin, Irma. 2001. *Black feminist anthropology: Theory, politics, praxis, and poetics*: Rutgers University Press.
- McClintock, Anne. 1995. "Imperial leather: race, gender and sexuality in the colonial contest Routledge." *New York*.
- Mead, Margaret. 1935. "Sex and temperament in three primitive societies."
- Mead, Margaret. 2001. "Coming of age in Samoa. 1928." *NY: Harper*.
- Mead, Margaret. 2004. "Sex and temperament in three primitive societies." *REVIEWS IN ANTHROPOLOGY* 33:118-122.

- Meagher, Kate. 2012. "The Strength of Weak States? Non-State Security Forces and Hybrid Governance in Africa." *Development and Change* 43 (5):1073-1101.
- Mefire, Laurentine Mouchingam, Bilkis Vissandjée, and Gilles Bibeau. 2017. "Cameroon and the Gender Issue." *Advances in Anthropology* 7 (01):34.
- Mekounde, Anastasie Idole. 1997. "La naissance du groupe Nsaw-Mboum des femmes de Ngaoundéré." Seminar Proceedings-Nordiska Afrikainstitutet.
- Meyer, Fortes, and Evans-Pritchard Edwards. 1940. "African political systems." *London, England: International African Institute*.
- Meyer, John W. 2007. "Globalization theory and trends." *International Journal of Comparative Sociology* 48 (4):261-273.
- Meyer, John W, John Boli, George M Thomas, and Francisco O Ramirez. 1997. "World society and the nation-state." *American Journal of sociology* 103 (1):144-181.
- Meyer, John W, David John Frank, Ann Hironaka, Evan Schofer, and Nancy Brandon Tuma. 1997. "The structuring of a world environmental regime, 1870–1990." *International organization* 51 (04):623-651.
- Michel, Foucault. 1969. *L'archéologie du savoir*. Paris, Gallimard.
- Michel, Foucault. 1976. "Histoire de la sexualité." *La volonté de savoir* 1.
- Mikell, Gwendolyn. 1997. *African feminism: The politics of survival in Sub-Saharan Africa*: University of Pennsylvania Press.
- Miles, Matthew B, and A Michael Huberman. 2003. *Analyse des données qualitatives*: De Boeck Supérieur.
- Mohammadou, Eldridge. 1982. *Le royaume du Wandala ou Mandara au XIXe siècle*. Vol. 14: Institute for the study of languages and cultures of Asia and Africa.
- Mohammadou, Eldridge. 1986. *Traditions d'origine des peuples du centre et de l'ouest du Cameroun*. Vol. 20: ICLAA.
- Mohanty, Chandra Talpade, and Ann Russo. 1991. *Third world women and the politics of feminism*. Vol. 632: Indiana University Press.
- Money, John. 1955. "Hermaphroditism, gender and precocity in hyperadrenocorticism: psychologic findings." *Bulletin of the Johns Hopkins Hospital* 96 (6):253.
- Money, John. 1970. "Sexual dimorphism and homosexual gender identity." *Psychological Bulletin* 74 (6):425.
- Money, John, and Anke A Ehrhardt. 1972. "Man and woman, boy and girl: Differentiation and dimorphism of gender identity from conception to maturity."
- Money, John, Joan G Hampson, and John L Hampson. 1957. "Imprinting and the establishment of gender role." *AMA Archives of Neurology & Psychiatry* 77 (3):333-336.
- Moore, Henrietta L. 1988. *Feminism and anthropology*: U of Minnesota Press.
- Moran, Mary. 2012. "Our mothers have spoken: Synthesizing old and new forms of women's political authority in Liberia." *Journal of International Women's Studies* 13 (4):51.

- Moser, Caroline, and Annalise Moser. 2005. "Gender mainstreaming since Beijing: a review of success and limitations in international institutions." *Gender & Development* 13 (2):11-22.
- Mouchingam Mefire, Laurentine. 2002. "The contribution of women to development: the case of the Bamoun community in the Western province of Cameroon." Bachelor's degree (B.Sc.), Sociology and Anthropology, University of Buea.
- Mouchingam Mefire, Laurentine 2003. "Les enjeux de l'éducation pour la femme Bamoun illettrée, en vue de son insertion sociale dans la ville de Yaoundé." Maîtrise (M.Sc.), Sociology and Anthropology, Université Catholique d'Afrique Centrale.
- Mougnol, Gabriel Maxime Dong. 2015. "COMMUNAUTES APPARENTEES ET CONFLITS AU CAMEROUN: LE CAS DES BITANG ET BASSALA DANS LE MBAM, DE L'ÉPOQUE PRÉCOLONIALE À 1997." *Sciences Humaines* 1 (4):75-94.
- Nabaloum, Marianne "Femmes et cours royales africaines : identités, pouvoirs et mémoire. Le cas du Yaadtenga précolonial (début XIX e -fin XIX e siècle)." PhD, Université Laval, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.
- Nabaloum, Marianne 1997. "Genre et société dans la cour royale du Yaadtenga Naaba : corps, identité et territorialité (milieu du XVI e -fin du XIX e siècle)." *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (6).
- Nagel, Inga, and Brigitte Kappes. 1987. *La femme au Cameroun et sa participation au développement du pays: une étude sur la promotion féminine*: Deutschen Entwicklungsdienst Gemeinnützige Gesellschaft.
- Nay, Olivier. 2014. *Lexique de science politique. Vie et institutions politiques*: Dalloz.
- Nelson, Nici, and Susan Wright. 1995. *Power and participatory development: theory and practice*: Intermediate Technology Publications Ltd (ITP).
- Njeuma, Martin Z. 2012. *Fulani hegemony in Yola (old Adamawa) 1809-1902*: African Books Collective.
- Njimoluh, Hamidou Komidor. 2014. *Le roi Njoya: créateur de civilisation et précurseur de la renaissance africaine*: L'Harmattan.
- Opeskin, Brian R. 1996. "The moral foundations of foreign aid." *World Development* 24 (1):21-44.
- Organisation for Economic Co-operation and Development, OECD. 2007. "Glossary of statistical terms-governance." OECD Accessed May 2, 2016. <https://stats.oecd.org/glossary/detail.asp?ID=7236>.
- Ortner, Sherry B. 1974. Is Female to Male, as nature is to culture? Rosaldo and Lamphere (eds), *Women, Culture and Society*. Stanford: Stanford University Press.
- Ossanga, Odile Christiane 2006. "L'observance dans la prise en charge du paludisme chez les primigestes et les primipares à l'hôpital de district de Kribi." Sociology-Anthropology, Université Catholique d'Afrique Centrale/Institut Catholique de Yaoundé. .
- Oyèwùmí, Oyèrónké. 1997. *The invention of women: Making an African sense of western gender discourses*: U of Minnesota Press.

- Paillé, Pierre, and Alex Mucchielli. 2016. *L'analyse qualitative en sciences humaines et sociales-4e éd*: Armand Colin.
- Pauline, Denise. 1960. Femmes d'Afrique noire. Paris, Mouton.
- Paxton, Pamela, Melanie M Hughes, and Jennifer L Green. 2006. "The international women's movement and women's political representation, 1893–2003." *American Sociological Review* 71 (6):898-920.
- Pfefferkorn, Alain Bihr et Roland. 2014. Dictionnaire des inégalités.
- Pieterse, Jan Nederveen. 1998. "My paradigm or yours? Alternative development, post-development, reflexive development." *Development and change* 29 (2):343-373.
- Pradervand, Pierre. 1989. "Une Afrique en marche." *Plon., Paris*.
- Pratt, Cranford. 1994. "Humane internationalism and Canadian development assistance policies." *Canadian International Revisiting the Ethical Foundations of Aid and Development Policy* 65.
- Quiminal, Catherine, and Catherine Coquery-Vidrovitch. 1999. "Les Africaines. Histoires des femmes d'Afrique noire du XIXe au XXe siècle." *Annales. Histoire, Sciences Sociales*.
- Ramirez, Francisco O, and Elizabeth H McEneaney. 1997. "From Women's Suffrage to Reproduction Rights? Cross-National Considerations'." *International Journal of Comparative Sociology* 38 (1):6-24.
- Rathgeber, Eva M. 1990. "WID, WAD, GAD: Trends in research and practice." *The Journal of Developing Areas* 24 (4):489-502.
- Rathgeber, Eva M. 1995. "Gender and development in action."
- Reiter, Rayna. 1975. editor, *Toward an Anthropology of Women*. New York.
- Reiter, Rayna. 2012. "Toward an anthropology of women."
- République de Guinée, Guinée. 2011. Politique Nationale Genre. edited by de la Promotion Féminine et de l'enfance Ministère d'État des Affaires Sociales.
- République du Benin, Bénin. 2008. Politique Nationale de Promotion du Genre au Benin. edited by Ministère de la Famille Et de la Solidarité Nationale.
- République du Burundi, Burundi. 2012. Politique Nationale Genre du Burundi 2012-2025. edited by des Droits de la Personne Humaine et du Genre Ministère de la Solidarité Nationale.
- République du Cameroun, Cameroun. Document de Politique Nationale Genre du Cameroun. edited by Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.
- République du Mali, Mali. Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali). edited by de l'Enfant et de la Famille Ministère de la Promotion de la Femme.
- Reyes, Angelita D, and Sally Engle Merry. 2006. Human rights and gender violence: translating international law into local justice. JSTOR.
- Robinson, Victoria, and Diane Richardson. 2015. *Introducing gender and women's studies*: Palgrave Macmillan.

- Rochefort, Florence. 2010. "Troisième vague féministe, religions et sécularisations 1990-2007." *Christine Fauré (dir.), Nouvelle encyclopédie politique et historique des femmes*:1096-1114.
- Rocher, Guy. 1968a. "Introduction à la sociologie générale, Ed." *HMH, Ltée*.
- Rocher, Guy. 1968b. *L'action sociale; vol. 2, L'organisation sociale; vol. 3, Le changement social*: Hurtubise.
- Rogers, Rebecca. 2009. "Odile Goerg (dir.), «Perspectives Historiques sur le Genre en Afrique»." Paris, L'Harmattan, Cahiers Afrique, n° 23, 2007, 288 pages." *Clio. Femmes, Genre, Histoire* (29).
- Rubin, Gayle. 1984. "Thinking sex: Notes for a radical theory of the politics of sexuality." *Social Perspectives in Lesbian and Gay Studies; A Reader*:100-133.
- Schofer, Evan, and Elizabeth McEneaney. 2003. "Methodological strategies and tools for the study of globalization." *Science in the modern world polity: Institutionalization and globalization*:43-76.
- Schwindt-Bayer, Leslie A, and William Mishler. 2005. "An integrated model of women's representation." *Journal of Politics* 67 (2):407-428.
- Scott, Joan Wallach. 2005. *Parité!: l'universel et la différence des sexes*: Albin Michel.
- Sen, Amartya. 1999. *Development as Freedom*. New York: Alfred A. Knopf.
- Sen, Gita, and Caren Grown. 1987. "Development alternatives with women for a new era." *London: Earthscan*.
- Serbin, Sylvia. 2004. *Reines d'Afrique et héroïnes de la diaspora noire*: Sépia.
- Simmons, Beth A. 2009. *Mobilizing for human rights: international law in domestic politics*: Cambridge University Press.
- Solinís, Germán. 2003. "La gouvernance: une alternative incertaine pour la coopération multilatérale." *REYSSO F. et VERSCHUR C., On m'appelle à régner, Mondialisation, pouvoirs et rapports de genre, Genève, IUED, coll. Yvonne Preiswerk*.
- Sorel, Jacqueline, and Simonne Pierron Gomis. 2004. *Femmes de l'ombre et grandes royales: dans la mémoire du continent africain*: Présence africaine.
- Stiglitz, Joseph E. 2002. *Globalization and its Discontents*. Vol. 500: New York Norton.
- Stoler, Ann Laura. 2002. *Carnal knowledge and imperial power: Race and the intimate in colonial rule*: Univ of California Press.
- Stoller, RJ. 1964a. "THE HERMAPHRODITIC IDENTITY OF HERMAPHRODITES." *The Journal of nervous and mental disease* 139:453-457.
- Stoller, RJ. 1968a. "Sex and Gender The development of masculinity and femininity (Vol. 1)." *Science House, New York*.
- Stoller, Robert J. 1964b. "A contribution to the study of gender identity." *The International Journal of Psychoanalysis*.

- Stoller, Robert J. 1968b. "A further contribution to the study of gender identity." *The International journal of psycho-analysis* 49:364.
- Stoller, Robert J. 1994. *Sex and gender: The development of masculinity and femininity*: Karnac Books.
- Swiss, Liam. 2012. "The adoption of women and gender as development assistance priorities: An event history analysis of world polity effects." *International Sociology* 27 (1):96-119.
- Taraud, Christelle. 2003. *La prostitution coloniale: Algérie, Tunisie, Maroc (1830-1962)*: Payot Paris.
- Tardits, Claude. 1979. "L'ORGANISATION POLITIQUE TRADITIONNELLE DU ROYAUME BAMOUM (CAMEROUN)." *Paideuma*:73-87.
- Tardits, Claude. 1980. *Le royaume bamoum*. Vol. 37: Peeters Publishers.
- The World Bank, WB. 2013. "What is Governance?". The World Bank Accessed May 2, 2016. <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/COUNTRIES/MENAEXT/EXTMNA REGTOPGOVERNANCE/0,,contentMDK:20513159~pagePK:34004173~piPK:34003707~theSitePK:497024,00.html>.
- Thébaud, Françoise. 2007. *Écrire l'histoire des femmes et du genre*: Ens Editions.
- Thomas, David R. 2006. "A general inductive approach for analyzing qualitative evaluation data." *American journal of evaluation* 27 (2):237-246.
- Thorbecke, Erik. 2007. "The evolution of the development doctrine, 1950–2005." In *Advancing development*, 3-36. Springer.
- Tiedje, Kristina 2009. "Le genre " *Atlani-Duault Laëtitia, Vidal Laurent, ss. Dir., Anthropologie de l'aide humanitaire et du développement. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques. Paris, Armand Colin, 2009, 312 p.*
- Tinker, Irene, and Michele Bo Bramsen. 1976. "Women and World Development Washington." *DC: Overseas Development Council*.
- Tong, Rosemarie. 2013. *Feminist thought: A comprehensive introduction*: Routledge.
- Toupin, Louise. 1993. "Une histoire du féminisme est-elle possible?" *Recherches féministes* 6 (1):25-52.
- Tracol-Huynh, Isabelle. 2009. "La prostitution au Tonkin colonial, entre races et genres." *Genre, sexualité & société* (2).
- Tshiyembe, Mwayila. 1998. "La science politique africaniste et le statut théorique de l'Etat africain: un bilan négatif." *Politique africaine* (71):109-132.
- UNESCO. 1980. "Histoire générale de l'Afrique: Méthodologie et préhistoire africaine." *Jeune Afrique*, c1980-c1998.
- UNESCO, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. 2016. "Femmes dans l'histoire de l'Afrique." Accessed May 3, 2016. <http://fr.unesco.org/womeninafrica/>.
- Upton, R. . 2012. "Gender." *Oxford Bibliographies in Anthropology*.

- Urvoy, Yves François Marie Aimé. 1949. *Histoire de l'empire du Bornou*. Vol. 7: Larose.
- Veeramah, Krishna R, David Zeitlyn, Verkijika G Fanson, Nancy R Mendell, Bruce A Connell, Michael E Weale, Neil Bradman, and Mark G Thomas. 2008. "Sex-specific genetic data support one of two alternative versions of the foundation of the ruling dynasty of the Nso' in Cameroon." *Current anthropology* 49 (4):707.
- Velghe-Scherpereel, Gaby, and Pascale van de Wouwer-Leunda. 1996. *Profil femmes et développement au Cameroun*: Ambassade Royale des Pays-Bas.
- Vincent, Jeanne-Françoise. 1976. "Traditions et transition: entretiens avec des femmes beti du Sud-Cameroun. Mariage et situation pré-coloniale. Anciens rites de femmes. Magie et sorcellerie. Réactions à la christianisation."
- Vissandjée, Bilkis, Shelley Abdool, Sophie Dupéré, and Shree Mulay. 2000. "An account of participatory research with women in rural Gujarat." *Canadian Journal of Development Studies/Revue canadienne d'études du développement* 21 (sup1):543-564.
- Vissandjée, Bilkis, Shelly Abdool, Alisha Apale, and Sophie Dupéré. 2006. "Women's Political Participation in Rural India Discerning Discrepancies Through a Gender Lens." *Indian Journal of Gender Studies* 13 (3):425-450.
- Viveros, Mara. 1990. "L'herbe de l'endurance: discours et pratiques thérapeutiques des habitants de Villeta, une commune colombienne." EHESS.
- Warnier, Jean-Pierre. 2013. "Un parcours pluridisciplinaire dans les Grassfields du Cameroun." *Anthropologie et Sociétés* 37 (1):45-58.
- Wilkins, L. 1960. "Abnormalities of sex differentiation. Classification, diagnosis, selection of gender of rearing and treatment." *Pediatrics* 26:846-857.
- Wollstonecraft, Mary. 1792. *A vindication of the rights of woman: with strictures on political and moral subjects. By Mary Wollstonecraft. Vol. I [electronic resource]*: J. Johnson, No 72, St. Paul's Church Yard.
- Woods, Ngaire. 2005. "The shifting politics of foreign aid." *International affairs* 81 (2):393-409.
- Woolcock, Michael. 1998. "Social capital and economic development: Toward a theoretical synthesis and policy framework." *Theory and society* 27 (2):151-208.
- Wotipka, Christine Min, and Francisco O Ramirez. 2003. "Women in science: For development, for human rights, for themselves."
- Wotipka, Christine Min, and Francisco O Ramirez. 2008. "World society and human rights: an event history analysis of the convention on the elimination of all forms of discrimination against women." *The global diffusion of markets and democracy*:303-43.
- Young, Kate. 1987. "Gender and Development: Notes for a Training Course on Gender and Development." *Toronto: AgaKhan Foundation*.

ANNEXE

ANNEXE A – CERTIFICAT D'ÉTHIQUE



Faculté des arts et des sciences
Vice-décanat à la recherche

No de certificat : CERFAS-2012-13-010-D

COMITÉ D'ÉTHIQUE DE LA RECHERCHE DE LA FACULTÉ DES ARTS ET DES SCIENCES (CERFAS)

CERTIFICAT D'ÉTHIQUE

Le Comité d'éthique de la recherche de la Faculté des arts et des sciences, selon les procédures en vigueur et en vertu des documents qui lui ont été fournis, a examiné le projet de recherche suivant et conclu qu'il respecte les règles d'éthique énoncées dans la *Politique sur la recherche avec des êtres humains* de l'Université de Montréal :

TITRE : ***Genre, politiques publiques, programmes et projets de développement sensible aux sexospécificités - l'exemple de la communauté Mandjara du Cameroun***

REQUÉRANTS : ***MOUCHINGAM MEFIRE, Laurentine (MOUL11567700), étudiante au doctorat en anthropologie, Département d'anthropologie***

sous la direction de :

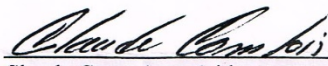
BIBEAU, Gilles, professeur titulaire, Département d'anthropologie

MODALITÉS D'APPLICATION

Tout changement anticipé au protocole de recherche devra être communiqué au CERFAS qui en évaluera l'impact au chapitre de l'éthique.

Toute interruption prématurée du projet ou tout incident grave devra être immédiatement signalé au CERFAS.

Selon les exigences éthiques en vigueur, **un suivi annuel est minimalement exigé afin de maintenir la validité de ce certificat**, et ce, jusqu'à la fin du projet. Le questionnaire de suivi peut être consulté sur la page Web du CERFAS.


Claude Comtois, président
Comité d'évaluation déléguée

Date de délivrance : 2012/05/01
AAAA / MM / JJ
Date d'échéance* : 2017/05/01
AAAA / MM / JJ

ANNEXE B – ARTICLE 1 (VERSION FRANÇAISE) : LE CAMEROUN ET LA QUESTION DE GENRE

Mots clés: Mouchingam Mefire; Afrique sub-saharienne; politique publique; gouvernance; société civile; femmes et genre; partis politiques;

Résumé : Les États africains ne sont pas restés insensibles à la mouvance mondiale vers l’émancipation de la femme. Presque tous ont mis sur pied une politique nationale y relative dénommée «politique nationale genre». Si le processus varie selon les pays et selon leur degré d’intégration culturelle, divers obstacles jonchent la mise en œuvre de ces politiques. Ils influent même négativement leur appropriation sociale. Des mécanismes novateurs et efficaces sont donc indispensables. De fait, cela prendrait que le processus soit impulsé du bas vers le haut avec une implication directe des groupes cibles. En ce qui a trait à la réalité au Cameroun, la nécessité s’impose que soient remodelées les relations entre les services centraux et déconcentrés de l’État, les actions des groupes associatifs et des partis politiques. Ces liens déontiques sont la garante que le document de politique genre ne puisse se résumer qu’à un texte théorique rangé dans les placards des ministères.

Introduction

Les politiques publiques sont devenues des instruments de «gouvernementalité» et de biopouvoir (Foucault, 1986, 1994) tout autant que des outils socio-politique et socio-culturel, dans l’organisation des sociétés contemporaines (Shore, 2012; Shore & Wright, 1997a, 1997b; Wedel, Shore, Feldman, & Lathrop, 2005). Elles sont reflétées de nos jours dans presque tous les domaines de la réalité sociale de sorte qu’il serait difficilement possible de les ignorer ou de se soustraire à leur influence. Les individus sont donc ordonnés en fonction des politiques publiques même s’ils ont peu conscience ou peu de control sur les mécanismes et processus à l’œuvre. Les politiques publiques participent à l’évolution des systèmes de gouvernance. Elles contribuent à reconfigurer la relation entre l’individu et la société.

Nous voulons contribuer à questionner cette relation, à l’examiner et à la comprendre. C’est dans cette perspective que notre approche s’inscrit au cœur des problématiques courantes telles que *sens et interprétation, rhétorique et discours, idéologie et conscience, pouvoir, normes et institutions*. Notre regard anthropologique sur les politiques publiques est une ethnoanalyse de

l'appropriation sociale des politiques de genre. Devenu central dans l'analyse des problématiques sociales, le concept de genre s'est imposé comme catégorie d'action pour les politiques publiques. Ces dernières subissent progressivement diverses modifications de manière à privilégier une «perspective de genre» à l'intérieur des institutions et des programmes sociaux.

L'intensification d'un militantisme «genrée» a créé un momentum en Afrique tel que cela s'est vu ailleurs (Caulier 2014)¹⁰². C'est ainsi que la question de l'égalité des sexes est devenue transversale aux politiques publiques nationales¹⁰³, quand bien même il s'agirait pour certains pays Africains d'un moyen de préserver l'aide au développement. « Many African governments have adopted gender equality as a means to promote their self-image in order to secure further development assistance, but without necessarily being committed to the political project» (Egbe Orock 2007) (De nombreux gouvernements africains ont adopté l'égalité des sexes comme un moyen de promouvoir leur propre image dans le but de sécuriser davantage l'aide au développement, mais sans être nécessairement engagés dans le projet politique. Traduction libre). De fait, «l'approche genre» est prônée par la machine développementaliste¹⁰⁴ comme étant une effigie de «bonne gouvernance» assurant inclusion, solidarité et cohésion sociales.

Bien que ceci étant, l'appropriation sociale et l'implémentation des politiques publiques nationales ne pourraient être prises pour acquise car elles ne vont pas de soi. Plusieurs éléments en font obstruction tel que cela est mis en exergue à travers l'examen du contexte camerounais. Le présent article interroge donc de quelle manière la Politique Nationale Genre du Cameroun s'insère dans la réalité sociale des femmes et des hommes de ce pays?

102 Décivant la réalité du contexte mexicain, Mathieu Caulier démontre de quelle manière le militantisme pour l'approche genre fut propice à la modification des politiques publiques et à la création d'institutions et de programmes sociaux adoptant une perspective de genre.

103 République du Bénin, B. (2008). Politique Nationale de Promotion du Genre au Bénin. M. d. I. P. F. E. d. I. S. Nationale.

Faso, B. (2009). Document de la Politique Nationale Genre du Burkina Faso. M. d. I. P. d. I. Femme.

République de Guinée, G. (2011). Politique Nationale Genre. d. I. P. F. e. d. I. e. Ministère d'État des Affaires Sociales.

République du Burundi, B. (2012). Politique Nationale Genre du Burundi 2012-2025. d. D. d. I. P. H. e. d. G. Ministère de la Solidarité Nationale.

République du Cameroun, C. Document de Politique Nationale Genre du Cameroun. M. d. I. P. d. I. F. e. d. I. Famille.

République du Mali, M. Politique Nationale Genre du Mali (PNG-Mali). d. I. E. e. d. I. F. Ministère de la Promotion de la Femme.

104 À l'exemple des institutions financières internationales et des ONG internationales.

1. Cadre historique et institutionnel de la Politique Nationale Genre du Cameroun (PNGC)

Dans la mouvance mondiale de l'approche Genre, et l'engagement du Cameroun à s'arrimer audit processus, l'État a mis en place une politique dénommée *Politique Nationale Genre*. L'on peut croire que cette politique se veut un outil de planification et d'implémentation des initiatives du gouvernement en vue de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes dans tous les domaines socio-économique, politique ou culturel. En vue de consolider cette politique et lui accorder un rang de priorité élevé, le Président de la République du Cameroun, dans le discours inaugural prononcé le 04 octobre lors de sa campagne à l'élection présidentielle de 2011, déclare : « (...) *notre Septennat sera centré sur (...) la promotion de la condition féminine pour parvenir à l'égalité des droits entre hommes et femmes...* » (Extrait du document de Politique Nationale Genre du Cameroun).

Résolu à traduire dans les faits son engagement pris sur la scène internationale en matière de promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes, le Cameroun a ratifié plusieurs instruments juridiques internationaux, régionaux et sous-régionaux de protection des droits de la femme. Parmi ces instruments, on dénombre les traités, conventions, pactes et déclarations qui prônent les principes d'égalité et de non-discrimination entre les femmes et les hommes dans différents domaines de la vie sociale; entre autres l'éducation, la santé, l'économie et l'emploi. C'est dans cette perspective que le Cameroun a intégré dans ses documents de politiques nationales, les résolutions et recommandations issues des rencontres internationales. Le libellé de la PNGC en est révélateur. S'agissant des conférences internationales, le Cameroun a pris part à de nombreuses assemblées tenues sur les questions des femmes¹⁰⁵. Ce cadre normatif a influé la conception des politiques nationales de promotion de la femme au Cameroun.

105 La Conférence de Mexico en 1975 mettant au-devant de la scène la condition féminine dans la société en accordant une attention à la redéfinition des rôles de l'homme et de la femme. La Conférence de Copenhague en 1980 discutant entre autres des garanties du droit des femmes à la propriété, au contrôle foncier, à la succession. La Conférence de Nairobi en 1985 axée principalement sur la participation des femmes à la vie politique. La Conférence de Rio en 1992 affirmant le rôle prééminent des femmes dans la gestion de l'environnement. La Conférence de Vienne en 1993 reconnaissant les droits de la femme et de la petite fille en tant que partie intégrante des droits universels de l'être humain. Le Sommet Mondial en 1993 sur le développement social admettant que les dommages de la pauvreté sont plus considérables sur les femmes, et par conséquent convia les États à engager leurs ressources à la résolution de ces problématiques. La Conférence Internationale en 1994 sur la Population et le Développement. La Conférence Mondiale de Beijing en 1995 sur les femmes établissant les perspectives d'analyse et les plans d'action pour assurer l'équité et l'égalité entre les femmes et les hommes. La Conférence des Nations Unies en 2000 fixant les Objectifs du Millénaire pour le Développement.

En 1997, le Cameroun a élaboré et adopté son tout premier document d'orientation en matière de promotion de la femme définissant les priorités et stratégies gouvernementales y relatives. C'était la déclaration de politique associée au Plan d'Action National d'Intégration de la Femme au Développement (PANIFD). Les sept axes d'intervention se dégageant de ce document découlent des douze points de recommandations de Beijing¹⁰⁶. En 2002, la Déclaration de Politique Nationale de Population (DPNP) a été actualisée à la suite de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) de 1994 et du Sommet du Millénaire de septembre 2000. Elle consacre l'approche Genre comme approche de développement. De plus, elle vise à universaliser l'enseignement primaire de qualité, promouvoir l'alphabétisation fonctionnelle des personnes des deux sexes et réduire les disparités entre les sexes dans tous les secteurs du développement économique et social. En 2003, le Cameroun a adopté le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP)¹⁰⁷. En 2009, le DSRP est révisé et aboutit à l'adoption du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), dont les orientations concernant l'égalité entre les femmes et les hommes sont priorisés dans les secteurs de la santé, de l'éducation, des industries et des services, pour ne citer que ceux-là. Pour le gouvernement du Cameroun, le DSCE est le socle sur lequel reposent toutes les actions de développement y compris les principales orientations de la Politique Genre.

La PNGC de la République du Cameroun est vue comme le document d'orientation et de référence des interventions du gouvernement dans le domaine de la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes. Son élaboration s'inscrit dans le train des mesures que les autorités camerounaises mettent en œuvre dans le cadre du renforcement et de la modernisation du mécanisme institutionnel de promotion de la femme. Son but est de promouvoir une société égalitaire et équitable entre les hommes et les femmes en vue d'assurer le développement durable. Son objectif général entend contribuer à l'élimination systématique des inégalités entre

106 i) l'amélioration des conditions de vie de la femme, ii) l'amélioration du statut juridique de la femme, iii) la valorisation des ressources humaines féminines dans tous les secteurs de développement, iv) la participation effective de la femme à la prise de décision, v) la protection et la promotion de la petite fille, vi) la lutte contre les violences faites aux femmes, vii) l'amélioration du cadre institutionnel pour une intégration effective de la femme au développement.

107 Les éléments principaux retenus par le DSRP relativement à l'égalité des sexes sont entre autres i) l'amélioration du statut sociojuridique de la femme, ii) l'amélioration des conditions de vie de la femme, iii) la promotion de l'égalité et de l'équité entre les sexes, iv) la promotion du bien-être de la famille.

les femmes et les hommes à tous les niveaux de la vie sociale. Ses objectifs spécifiques sont liés à i) Promouvoir l'accès équitable des filles et des garçons, des hommes et des femmes à l'éducation, à la formation et à l'information, ii) Favoriser un meilleur accès des femmes aux services de santé de qualité, notamment en matière de santé de la reproduction, iii) Prendre des mesures en vue de la résorption des inégalités d'accès des hommes et des femmes aux opportunités économiques et à l'emploi, iv) Promouvoir environnement socioculturel favorable à l'épanouissement des femmes et au respect de leurs droits, v) assurer une meilleure représentation des femmes dans la vie publique et la prise des décisions, vi) accélérer l'application et l'internalisation des instruments juridiques relatifs aux droits de la femme et de la jeune fille, vii) renforcer les capacités de mécanisme institutionnel national de promotion des droits de la femme. La PNGC se décline en sept axes stratégiques d'intervention que sont i) la promotion de l'accès égalitaire et équitable des filles et des garçons, des femmes et des hommes à l'éducation, à la formation et à l'information; ii) l'amélioration de l'accès des femmes aux services de santé, notamment en matière de santé de la reproduction; iii) la promotion de l'égalité des chances et d'opportunités entre les femmes et les hommes dans les domaines économique et de l'emploi; iv) la promotion d'un environnement socioculturel favorable au respect des droits de la femme; v) le renforcement de la participation et de la représentativité des femmes dans la vie publique et la prise de décisions; vi) le renforcement du cadre institutionnel de promotion du genre; vii) l'amélioration de la législation nationale en matière de promotion et de protection des droits de la femme. Ces axes sont assortis chacun d'objectifs opérationnels et des stratégies de mise en œuvre.

2. De quelle manière la PNGC s'insère-t-elle dans la réalité sociale du Cameroun ?

a) Absence de connaissance et de prise de conscience de la PNGC au sein des associations féminines à l'exemple de ASMA DLA

ASMA DLA¹⁰⁸ dénote *Association Mandjara de Douala*¹⁰⁹. Cette dernière s'est constituée en un réseau fédérant plus d'une centaine d'associations féminines. Ses membres proviennent des

108 L'association ASMA DLA a été légalement constituée le quatre Juin 2012. Son siège social se trouve dans la ville de Douala.

109 Douala est la capitale économique du Cameroun et chef-lieu de la région du Littoral.

diasporas Bamoun, Bafia et Nso' qui sont des groupes ethniques issus respectivement des départements du Noun¹¹⁰, du Mbam-et-Inoubou¹¹¹ et de Bui¹¹².

L'observation de ce qu'est la réalité sociale au sein de ASMA DLA et la collaboration rapprochée entretenue avec les bureaux respectifs de l'ensemble de ses associations membres, permet de mettre en exergue de nombreuses évidences. Entre autres, aucun des leaders de ASMA DLA ni de ses membres n'est informé de l'existence de la PNGC et auquel cas ne l'ont jamais lu. De plus, aucune activité initiée par ASMA DLA pour le bénéfice de ses membres ou de leurs communautés, n'est teintée ni des lignes directrices ni du plan d'action défini à l'intérieur de la PNGC. Par ailleurs, aucun des responsables de ASMA DLA n'a jamais participé aux séances d'information (dont on pense sont) offertes par les différents organes étatiques en charge de la vulgarisation de la PNGC et de ses programmes.

Cette réalité pourrait s'expliquer par le fait que la culture associative au Cameroun est imbriquée dans un paradigme qui est celui du combat pour le quotidien. En effet, les associations féminines et notamment ASMA DLA, ont généralement pour objectif la solidarité à l'intérieur des groupes, en vue d'aider chacune des femmes à faire face aux défis de la vie par rapport à ses activités. Autrement dit, le combat pour la vie au quotidien est tellement préoccupant et acharné que le côté intellectuel, politique et projecteur de leur devenir devient dérisoire. La manifestation de la journée du 8 mars est illustrative à ce propos. Tout porte à croire¹¹³ qu'il s'agit du seul jour où la majorité des femmes du Cameroun se souvient qu'un jour de l'année ait été consacrée à la femme, bien qu'elles en sachent très peu sur son intitulé. Nombreuses sont donc celles qui égalent cette journée à «la fête de la femme» plutôt qu'à sa véritable définition de «la Journée internationale des droits des femmes».

110 Dans la région de l'Ouest du Cameroun.

111 Dans la région du Centre du Cameroun.

112 Dans la région du Nord-Ouest du Cameroun.

113 Si l'on s'en tient i) aux innombrables agapes; ii) à l'industrie de production et de consommation qui s'est développée tout autour de cette journée (à l'exemple de l'effigie du pagne du 8 mars qui est renouvelé à chaque année); iii) aux diverses expressions de dépravations des mœurs.

b) Déni de la PNGC par les partis politiques?

Dans la grande majorité des cas, les principales actions des partis politiques tournent autour des élections multiples car ils sont plus consacrés à remporter le pouvoir. Les questions de genre sont donc très peu d'ordre prioritaire. De fait, très peu prévoient dans leur programme un cadre relatif aux problèmes de la femme. Un exemple est celui du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (M.R.C). Dans le préambule de son texte fondamental, il affirme vouloir que la femme prenne une part égalitaire dans les fonctions et responsabilités du parti et plus tard au sein du gouvernement. Cependant, à l'intérieur des cinq piliers retenus comme guide de ses actions, la question des femmes n'en fait aucunement partie, à notre avis.

De fait, pratiquement aucun des partis politiques ne fait référence à la PNGC, dont ils ne pourraient cependant s'en éloigner au cas où l'un d'eux arriverait au pouvoir. Ceci invite à se poser une multitude de questions : Dans quelle mesure les partis politiques tiennent-ils compte des documents produits par l'État dans leurs activités d'animation quotidienne de la vie? Et dans leur aspect d'éducation de la et de leurs militants? Les femmes militantes au sein de ces partis politiques sont-elles imprégnées de la PNGC¹¹⁴? Il faut dire que plusieurs de ces partis politiques font état d'un rejet volontaire et volontariste des documents de l'État car ceux-ci sont produits par un pouvoir qu'ils désirent évincer. Ainsi, la vulgarisation des documents de l'État ressemblerait à une allégeance. Elle ne fait pas parti de leurs soucis, au risque de paraître soutenir le pouvoir en place. D'une part, on pourrait parler de ce visage cynique de la politique politicienne, et d'autre part on pourrait dire que ces partis politiques ont des priorités autres que celles de la vulgarisation des politiques nationales de l'administration camerounaise. Une telle attitude pourrait aussi procéder d'un manque d'objectivité.

En tout état de cause, la PNGC fait partie des documents qui engagent l'État camerounais auprès des institutions internationales. Par conséquent son déni, autrement dit choisir de le réfuter constitue déjà un écueil compromettant de sa mise en place et de sa vulgarisation.

¹¹⁴ Quand bien même ce document aurait des aspects critiques. Rien n'étant conçu de manière absolue !

c) Que dire de la vulgarisation de la PNGC par les services compétents, centraux et déconcentrés de l'État?

Au-delà du gouvernement qui a conçu la PNGC, assez riche de contenu, le démembrement de l'État, à savoir toutes les administrations impliquées dans le développement social, notamment le MINPROFF¹¹⁵ et le MINAS¹¹⁶, semblent travailler sans harmonie et sans cohérence pour que leurs services centraux et déconcentrés puissent être des outils et des instruments de vulgarisation de la PNGC¹¹⁷. La réalité est déconcertante. Elle révèle que le document n'est connu que dans les services de la direction ou du département qui l'ont conçu. Si le directeur et ses principaux collaborateurs qui ont été à la base du projet venaient à être affectés ou démis de leurs fonctions, leurs remplaçants mettraient du temps à s'en imprégner. Plus surprenant encore, des chefs services départementaux et des délégués régionaux des ministères impliqués n'ont pas grande connaissance de cette politique dans son entièreté. Alors il y a matière à s'interroger sur leur aptitude à conduire cette politique sur le terrain. Quelles actions y relatives envisagent-ils? En effet, on devrait s'attendre à ce que des conférences et des débats soient organisés par leurs biais dans une optique d'encadrer les femmes à prendre connaissance de l'existence de ce document de politique. À les aider à le comprendre et à l'interpréter suivant leurs réalités de vie. Car même au sein de l'élite féminine au Cameroun, nombreuses sont celles qui ne savent pas qu'il existe une politique nationale de genre. La vulgarisation de la PNGC pourrait se saisir de toutes les circonstances propices à la réflexion. On pense ici aux manifestations sociales autour des fêtes nationales. On peut citer la fête de la jeunesse le 11 février, celle nationale du 20 mai et la journée internationale du 8 mars. Il s'agit là des occasions incluant des semaines d'activités culturelles. On devrait sans doute saisir ces occasions pour inscrire dans les programmes de festivités des conférences et séminaires ayant pour but d'imprégner les cibles concernées de cette politique nationale. Quelques actions hélas timides sont parfois menées.

Si l'existence de la PNGC est méconnue de la gent féminine, qu'en est-il de la gent masculine qui devrait aussi en être un relais? Si nous visions par exemple l'élite masculine dirigeante du

115 MINPROFF signifie Ministère de la Promotion de la Femme et la Famille.

116 MINAS signifie Ministère des Affaires Sociales.

117 Certains ministères clés doivent travailler en harmonie pour assurer la compréhension et la vulgarisation de la PNGC afin qu'elle ne se résume pas à un document théorique comme tant d'autres. Il s'agit entre autres du Ministère de l'Administration Territoriale et de la décentralisation, du Ministère de l'Éducation de base, du Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique, pour ne citer que quelques-uns..

secteur privé, on pourrait s'attendre à ce qu'elle intègre dans sa gestion de l'entreprise des axes inspirés des résolutions retenues par la PNGC.

Il faut dire que le risque pour que des documents de politiques nationales ne se résument qu'à des textes théoriques remplissant les tiroirs et placards des ministères, ne guette pas uniquement la PNGC. Il vise aussi d'autres, tels le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), la Politique d'Intégration de la Femme au Développement, la Politique Nationale de Population, le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP), pour ne citer que ceux-là. La réalité voudrait que même au sein des administrations à l'origine de ces politiques, tous les cadres n'en possèdent pas de copies. Ministres, Gouverneurs et des Directeurs Généraux, seraient en difficulté d'en parler sans préparation. Et bien parfois, ils n'ont pas eu l'occasion de les lire.

Cet état de fait conduit à questionner l'itinéraire de la création de nombreux de ces documents dont il faut dire que les titres répondent très souvent au jargon des institutions internationales.

d) L'itinéraire historique du développement des politiques publiques serait-il un frein à leur compréhension, leur appropriation et leur vulgarisation?

La plupart de ces documents qui symbolisent les engagements pris par l'État camerounais sur la scène internationale, procède généralement d'une initiative de l'une des institutions spécialisées de l'ONU.

«En plus de la ratification de la quasi-totalité des instruments juridiques internationaux et régionaux de protection des droits de la femme, et de la législation nationale qui ne cesse de se moderniser, le Cameroun (...) confirmait la constance de ses choix, de même que son adhésion irréversible aux options de la communauté internationale dans le domaine» (Philémon YANG, premier ministre et chef du gouvernement du Cameroun, extrait tiré de la PNGC).

En fait, la conception et la réalisation des documents à tendance de politique nationale connaissent des cheminements qui expliquent les limites de leur processus de vulgarisation à terme. Surtout quand le thème ou la philosophie vient d'une organisation internationale. En ce qui concerne les organisations qui s'intéressent de près à la problématique des femmes on peut

citer ONU Femme et le PNUD¹¹⁸. C'est ainsi que lorsqu'un programme à caractère mondial a été retenu pour être consolidé et que des populations cibles ont été visées, généralement des experts sont commis pour produire un canevas stratégique de la conception d'une politique mondiale y relative. Lorsque cette conception est validée par les autorités de l'institution commanditaire, l'assemblée générale de ladite institution adopte une résolution invitant les autorités de ladite institution à prendre toutes les mesures nécessaires pour la mise en œuvre du nouveau programme. Un budget afférant est voté. Les États ciblés (africains ou du monde en développement) sont saisis pour des rencontres spécifiques y relatives. Des fonctionnaires en service à l'instant dans les administrations concernées sont désignés. Ils assistent à toutes les réunions internationales convoquées à ce sujet, participent à des séminaires de formation et deviennent des points focaux dans leurs pays. A leurs tours, ils organisent à l'intérieur des rencontres inter-institutionnelles de réflexion qui aboutit sur des séminaires ouverts au partenariat secteur public-secteur privé-société civile. Les cités balnéaires et villes connues pour leur calme ou attractivités sont ciblées pour ce partenariat. Les participants, qu'ils soient avocats, médecins, opérateurs économiques, académiciens ou autres, sont triés parfois selon leurs relations particulières avec les organisateurs. Les rencontres peuvent être aussi nombreuses que souhaitées relativement à l'importance du sujet ou du projet. Le premier ministre du Cameroun précise dans l'introduction de la PNGC que le document a fait l'objet d'une concertation très élargie sur le plan national.

«Bien qu'initié par le Gouvernement, le document a été conçu selon une démarche participative et inclusive. Les organisations de la société civile et les partenaires au développement intéressés ont pris une part active à toutes les étapes du processus de son élaboration» (Philémon YANG, premier ministre et chef du gouvernement du Cameroun, extrait tiré de la PNGC).

Les rencontres évoquées sont réalisées à travers des séminaires régionaux qui se tiennent dans des villes dont l'attractivité est connue. Ces dernières sont suivies d'un séminaire national convoqué pour l'adoption du document final. Par la suite celui-ci est transmis par le gouvernement à l'institution commanditaire comme étant son manuel stratégique de poursuite des objectifs initiés et fixés par l'institution en question.

118 PNUD signifie Programme des Nations Unies pour le Développement.

Bien que la réalité, en ce qui a trait à la PNGC, révèle que tous les cadres du MINPROFF, ceux-là même qui sont chargés de le vulgariser, ne possèdent pas une copie de ce document et par conséquent en sont moins imprégnés, ceci est valable pour la plupart des stratégies conçues sous l'impulsion des institutions spécialisées des Nations Unies. Il n'est donc pas surprenant que dans les ministères ayant piloté une stratégie et ayant participé à la rédaction et à la publication de ces documents, des dirigeants ou cadres n'en soient pas imprégnés. Beaucoup n'ont pas eu l'occasion de les feuilleter et encore moins de les lire.

3. Approche critique et interrogative de la relation entre les ministères et les groupes associatifs

L'issue du travail d'observation et d'exploration sur le terrain a permis d'encadrer les leaders responsables du mouvement Mandjara de manière à définir une vision claire, des objectifs spécifiques et des stratégies culturellement adaptées. C'est de là que naquit ASMA DLA. Par la suite, l'investigation au MINPROFF a révélé la méconnaissance de l'existence de cette association par les services déconcentrés de ce ministère. D'où l'initiative de conduire les leaders responsables du groupe ASMA DLA au sein du MINPROFF dans le but de créer un pont de collaboration entre les deux parties. À l'issue d'une telle démarche auprès de ASMA DLA, et auprès des administrations compétentes concernées, comment peut-on croire qu'un tel réseau puisse être toujours ignoré ? Quand surtout la PNGC a été conçue et élaborée en grande concertation comme l'affirme le premier ministre et chef du gouvernement du Cameroun dans sa préface au document de politique nationale genre.

Au-delà de l'intérêt du mouvement Mandjara de ramener à la conscience collective la fratrie qui existe entre les communautés Bamoun, Bafia et Nso', il faut surtout voir le potentiel de ASMA DLA au regard de la centaine d'associations féminines qu'elle coiffe. D'où l'interrogation de savoir pourquoi est-ce qu'un tel réseau qui réunit les femmes de trois grands départements du Cameroun n'est pas identifié en tant que tel par les concepteurs et les décideurs de la PNGC? Peut-être que leurs relations avec les services départementaux sont conflictuelles. Mais au total, comment est-ce que le gouvernement pourrait réussir à implémenter ses programmes ou ses politiques nationales si des groupes et des populations cibles de si grande importance numérique sont méconnues ou ignorés? Quel est le rapport qui est établi entre les ministères et les groupes associatifs?

Et il n'en demeure pas moins qu'au Cameroun la vie associative est en grande majorité féminine. Si donc, par extrapolation, le cas de ASMA DLA avec plus d'une centaine d'associations féminines, manque de relation étroite avec les décideurs politiques, qu'en est-il des autres associations où très souvent la majorité des membres est constituée des analphabètes! Dans un tel cadre de figure, comment penser que les leaders d'associations et leurs membres connaîtraient ou comprendraient la PNGC? Quand bien même nombreuses de ces femmes font preuve de dynamisme et d'engagement, elles sont insuffisamment instruites pour pouvoir être en mesure de participer à une telle politique; de s'en approprier de manière à pouvoir la réinterpréter selon les réalités et les trajectoires de vie des femmes et des hommes camerounais; mais aussi d'implémenter des actions en lien avec les programmes de la politique.

Conclusion

Cet article démontre, en tout état de cause et compte tenu de ce qui précède, que la dynamique dans laquelle se trouve la Politique Nationale Genre du Cameroun (PNGC) ne garantit pas son appropriation sociale et son implémentation.

En effet, les associations féminines comptées parmi les groupes ciblées par la PNGC, manquent de connaissance et de prise de conscience de ce document de politique. Les partis politiques qui devraient servir de relais pour la diffusion et la mise en place des mesures prises par l'État camerounais et qui l'engagent auprès des institutions internationales, n'en tiennent pas compte. Ni dans leurs activités d'animation quotidienne de la vie, ni dans leurs programmes d'éducation de la population et de leurs militants. La majorité des responsables des services centraux et déconcentrés de l'État qui sont des outils et des instruments de vulgarisation des documents de politique nationale ont une connaissance limitée de la PNGC; nombreux n'en détiennent même pas de copie. De plus, ces services n'entretiennent pas toujours de relations collaboratives avec certains grands groupes associatifs. Les processus qui accompagnent le développement des politiques publiques au Cameroun peuvent être un frein à leur compréhension, leur appropriation et leur vulgarisation.

Pour que cette situation change de façon à ce que les bénéfices de la PNGC atteignent les femmes et les hommes issus de tous les milieux (sociaux, économiques, politiques, communautaires) au Cameroun, il serait opportun de prendre un engagement renouvelé. D'une part, les partis politiques qui ne peuvent se distancer de la PNGC, devraient la promouvoir au

sein de la gente féminine militante. D'autre part les services centraux et déconcentrés de l'État en l'occurrence ceux des ministères clés impliqués dans le développement social, pourraient développer des partenariats stratégiques plus cohérents et plus harmonieux entre eux et avec les groupes associatifs.

Cela favorisera :

- Une compréhension significative des questions d'égalité des sexes et d'équité des droits dont le message est très souvent incompris et dénaturé, auprès de la population;
- Une meilleure interprétation de la PNGC selon les réalités et les trajectoires de vie des femmes et des hommes camerounais;
- Et des stratégies culturellement adaptées à la mise en œuvre des programmes de la PNGC.

Remerciements:

Je remercie Mr Henri Ntoundi, Dr Eric Nguwuo' Petuenju', Mme Julie Saumure, Mr Peter Gibaut et Mme Debbie Coppieters, pour leur implication dans la révision des différentes épreuves de cet article.

Auteurs:

Laurentine Mouchingam Mefire, Département d'Anthropologie, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8.

Professeur Bilkis Vissandjée, Faculté des sciences infirmières, Université de Montréal, 2375, chemin de la Côte-Ste-Catherine, Montréal (Québec) H3T 1A8.

Professeur Gilles Bibeau, Département d'Anthropologie, Université de Montréal, Pavillon Lionel-Groulx, 3150, rue Jean-Brillant, Montréal (Québec) H3T 1N8.

Bibliographie

- Caulier, M. (2014). Les politiques du genre face au conflit. *Journal des anthropologues*, 1, 303-324.
- Egbe Orock, R. T. (2007). Gender Equality–Whose Agenda? Observations from Cameroon. *Development in Practice*, 17(1), 93-97.
- Foucault, M. (1986). La gouvernementalité in Michel Foucault. *Actes (Paris)*, 54, 6-15.
- Foucault, M. (1994). La gouvernementalité. *Dits et écrits*, 3, 635-657.
- Shore, C. (2012). Anthropology and Public Policy. *The Sage Handbook of Social Anthropology*, 89-104.
- Shore, C., & Wright, S. (1997a). *Anthropology of policy: Critical Perspectives on Governance and Power*. London: Routledge.
- Shore, C., & Wright, S. (1997b). Policy: A New field of Anthropology. In Shore, C., & Wright, S. (eds), *Anthropology of Policy: Critical Perspectives on Governance and Power* (pp. 3-39). London: Routledge.
- Wedel, J. R., Shore, C., Feldman, G., & Lathrop, S. (2005). Toward an Anthropology of public policy. *The annals of the American Academy of Political and Social Science*, 600(1), 30-51.